Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 15937 – 7 F . — MARDI 23 AVRIL 1996 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La coalition de gauche remporte les élections italiennes

Romano Prodi devrait diriger le prochain gouvernement

LA COALITION de gauche, « L'Olivier », dirigée par l'économiste catholique *Romano Prodi*, est sortie victorieuse, en nombre de voix, des élections législatives anticipées tenues dimanche 21 avril en Italie. L'écart avec l'alliance des droites, le Pôle des libertés, atteindrait environ 5 %, selon les résultats provisoires disponibles lundi en milieu de matinée. En nombre de sièges, le résultat est moins net. Au Sénat (232 circonscriptions), L'Olivier, en obtenant 157 sièges, rate d'une seule voix la majorité absolue, mais les communistes de Rifondazione, qui le soutiennent, en ont 10. Pour la Chambre des députés (475 circonscriptions), les résultats définitifs étaient attendus dans la journée. *Le dépouillement* est compliqué du fait d'un mode de scrutin double : majoritaire uninominal pour 75 % des sièges, et proportionnel avec un système de répartition hautement complexe qui avantage les *« petits »*, pour les 25 % restants. La majorité absolue à la Chambre est de 316 sièges et les projections donnaient entre 306 et 340 députés à L'Olivier.

Si ces résultats devaient se confirmer, ces élections seraient un tournant historique. Depuis *qu'en mai 1947 les ministres* communistes ont quitté le gouvernement De Gasperi, la gauche italienne n'avait pas accédé, dans son ensemble, au pouvoir. Les socialistes seuls y avaient été associés, dans les années soixante et surtout, à partir de 1980, avec Bettino Craxi. L'effondrement du mur de Berlin et le changement radical du Parti communiste, devenu en 1991 le Parti démocratique de la gauche (PDS), membre de l'Internationale socialiste, a ouvert le jeu politique *italien après quarante-cinq* ans de quasi-blocage et de domination démocrate-chrétienne. Autres leçons de ce vote, toujours en tenant compte du caractère provisoire des résultats : Forza Italia, le parti créé début 1994 par le patron du deuxième groupe privé italien, Fininvest, maintient ses positions, et son chef, Silvio Berlusconi, bat, dans la première circonscription de Milan, son ancien allié de la Ligue du Nord, Umberto Bossi. Cependant, ce dernier, avec plus de 11 % des suffrages et des pointes à 30 % au Nord, enregistre un succès inattendu. Gianfranco Fini, dirigeant de *l'Alliance nationale* (post-fasciste), ne réussit pas à dépasser son partenaire de Forza Italia.

La lire était en nette hausse, lundi matin, face à la monnaie allemande. Elle s'échangeait à 1 028 lires pour un deutschemark (contre 1 045 lires pour un mark vendredi soir), tirant vers le haut les autres monnaies européennes face au mark. Les marchés financiers saluaient la victoire de la gauche en Italie.

Lire page 4

Les derniers mots de François Mitterrand

Vichy, la Résistance, l'Algérie et l'unification allemande



LES DERNIERS ÉCRITS de François Mitterrand, décédé le 8 janvier 1996, sont publiés mardi 23 avril aux éditions Odile Jacob. Cette *« course de vitesse contre la mort »*, comme le dit l'éditrice, s'est traduite par deux ouvrages dont *Le Monde* publie les bonnes feuilles, *Mémoires interrompus* et *De l'Allemagne, de la France*. Dans le premier, sous forme d'entretiens avec le journaliste Georges-Marc Benamou, François Mitterrand se défend d'avoir adhéré à la politique du régime de Vichy, raconte sa résistance, admet qu'il a commis quelques erreurs pendant la guerre d'Algérie, alors qu'il était ministre de la IVe République. Dans le second, il expose avec passion sa vision d'une Europe construite autour de l'Allemagne et de la France, donne acte à Jacques Chirac d'avoir compris à temps, comme lui, la nécessité de la réunification allemande et moque les contradictions de Valéry Giscard d'Estaing.

Lire nos documents pages 14 et 15

Un empire menacé



ROBERT HERSANT

PATRON du principal groupe de presse français, Robert Hersant est mort, dimanche après-midi 21 avril à Paris, à l'âge de 76 ans, un peu plus d'un an après avoir subi un quadruple pontage coronarien.

Né le 31 janvier 1920 à Vertou (Loire-Atlantique), fils d'un capitaine au long cours breton, Robert Hersant a été condamné à dix ans d'indignité nationale à la Libération pour collaboration. Cela ne l'a pas empêché de fonder son groupe de presse en 1950 à partir de *L'Auto-Journal* et de *L'Oise-Matin*. De rachat en prises de participation, celui qu'on allait surnommer le *« papivore »* est parvenu à contrôler près du tiers de la diffusion des quotidiens français. C'était trop pour les gouvernements de gauche qui cherchèrent à mettre un terme à son hégémonie. Sans succès. *Le Dauphiné Libéré, Le Progrès de Lyon, Paris-Normandie, L'Union de Reims, Nord-Eclair, Presse-Océan et Les Dernières Nouvelles d'Alsace* comptent parmi les grands titres de cet empire. Robert Hersant avait néanmoins un attachement particulier pour *Le Figaro*, qu'il a acheté en 1975. Supportant une dette de quelque 4 milliards de francs, le groupe, qui avait fait une tentative de percée malheureuse dans la télévision privée avec la Cinq (1987-1990), a dû céder au britannique Emap une dizaine de magazines en 1994.

Avec la disparition de celui qui fut la bête noire des syndicats de journalistes et l'allié objectif du livre CGT se pose la question de l'avenir de ce groupe dont les affaires les plus rentables sont rassemblées dans un holding familial, France-Antilles, et les autres dans Socpresse.

Lire pages 13 et 34

Une tireuse d'élite dans l'arène politique américaine

C'EST un petit bout de femme de 1,50 mètre, une grand-mère aux cheveux gris et au sourire rassurant. Mais elle dégaine vite. Un jour – c'était il y a dix ans, – alors qu'elle traversait en Floride un parking à la nuit tombée, une voiture se mit à la suivre. Les six loubards à bord ne cachaient pas leurs mauvaises intentions. Toute autre aurait pris ses jambes à son cou. Pas Marion *Hammer. Elle se retourna, se campa dans* la lumière des phares, sortit son calibre 38 de son sac à main et mit en joue les occupants du véhicule, les forçant à une retraite précipitée.

L'incident l'a ancrée dans la certitude qu'il ne *faut jamais se comporter comme une victime*. Pour cela, une seule pédagogie : apprendre à tirer et se battre pour conserver à tout Américain le droit « sacré » de posséder une arme. Telle est la « mission » que s'est fixée Marion Hammer, présidente de la National Rifle Association, le puissant *lobby* des armes, et peut-être même le premier groupe de pression des Etats-Unis. En cent vingt-cinq ans d'existence, c'est la première fois que les intérêts des 3 millions de membres de la NRA sont défendus par une représentante du « sexe faible ». Lorsqu'elle était enfant, en Caroline du Sud, son grand-père lui avait fait cadeau d'une carabine 22 long rifle, à charge pour elle de rapporter quelque chose pour le dîner. Depuis, Marion Hammer est devenue un tireur d'élite. Ce week-end, lors de la convention nationale de la NRA qui se tenait à Dallas, au Texas, elle a galvanisé ses ouailles en prévision du combat présidentiel : *« Nous sommes le porte-drapeau de la nation pour la liberté et la défense de la Constitution »*, a-t-elle lancé. Elle invoque bien sûr son deuxième amendement, lequel prévoit qu'il ne pourra *« être porté atteinte au droit du peuple de détenir et de porter des armes »*.

Marion Hammer se déclare déterminée à *« chasser du pouvoir ceux qui essaient de faire interdire nos valeurs et nos idées »*, autrement dit Bill Clinton, auteur de plusieurs lois tendant à limiter l'usage des armes à feu. Bob Dole, son rival républicain, est, sans surprise, le candidat favori du *« gun lobby »*. Lors des élections de 1994, celui-ci a versé 1,8 million de dollars aux candidats du Grand Old Party. L'investissement fut rentable : les 73 nouveaux élus républicains se sont montrés les plus ardents défenseurs du programme de la NRA, et notamment de la libéralisation du port d'armes.

En cette année présidentielle, la NRA n'est pourtant pas au meilleur de sa forme : elle a perdu quelque 400 000 adhérents en un an, et ses comptes sont au rouge. Marion Hammer assure que l'augmentation des cotisations est responsable de cette hémorragie. En réalité, la NRA souffre d'un problème d'image, dû à son évolution de plus en plus extrémiste.

Il y a bien longtemps qu'elle n'est plus seulement une honorable société de sportifs et de chasseurs. Ceux-là ont été rejoints par les membres des milices paramilitaires et autres « groupes de la haine », bref par les nombreux radicaux que compte cette *« Amérique profonde »* dont Marion Hammer se veut le porte-parole. « *Ce ne sont pas les armes qui tuent, mais les individus* », a rappelé sentencieusement la « grand-mère de la NRA ».

Laurent Zecchini

La tragédie séculaire des paysans du Brésil

EN 1872, André Rebouças, notable libéral de Bahia et ami de l'empereur Pedro II, se lançait dans une ardente campagne contre les grands propriétaires terriens. Il était urgent, expliquait-il dans les journaux, de modifier la structure foncière du pays et de créer une classe de petits paysans d'esprit démocratique. Ses idées prenaient un relief soudain avec l'abolition de l'esclavage, en mai 1888, pour laquelle il avait également longtemps combattu. Les esclaves libérés fuyaient les plantations de sucre et les grands propriétaires s'affolaient. Qu'allait-il advenir de leurs domaines plus ou moins désertés ? Ne risquaient-ils pas d'être envahis ?

Cette hantise a joué un rôle considérable dans la proclamation de la République en novembre 1889. La monarchie ayant bouleversé l'ordre social dans les campagnes en libérant les esclaves, les grands planteurs de sucre et de café basculaient en faveur d'une République conservatrice, qui serait capable de faire respecter les droits de la propriété. Il ne fut plus question de l'utopie d'André Rebouças.

En 1962, le président Joao Goulart arrive au pouvoir et décide, entre autres mesures alors jugées révolutionnaires par les nantis, l'expropriation des grand domaines non cultivés et leur redistribution aux paysans sans terre. L'indignation des propriétaires latifundiaires est d'autant plus grande que l'indemnisation qui leur est proposée consiste en titres de la dette publique et non en argent liquide, comme l'exige la Constitution. Au même moment, dans le Nordeste, les Ligues de paysans arborent le drapeau rouge et provoquent la terreur des possédants. Cette nouvelle grande peur est l'une des causes du renversement de Goulart par les militaires en 1964 et de l'instauration d'une dictature qui va durer vingt et un ans.

Ces rappels ne sont pas inutiles au moment où la question agraire revient au premier plan de l'actualité brésilienne, avec le massacre délibéré, mercredi 17 avril, par la police militaire, d'une vingtaine de paysans sans terre qui réclamaient le droit de s'installer sur une propriété en friche dans le sud de l'Etat amazonien du Para (*Le Monde* du 20 avril).

Dominique Dhombres

Lire la suite page 18

■ Navettes diplomatiques au Proche-Orient

L'initiative française est critiquée à mots couverts par Israël, pour qui le seul « canal de négociation » doit être celui des Etats-Unis. p. 2

■ Luttes feutrées au PCF

Dans les grandes fédérations du PC, des batailles discrètes opposent les amis de Georges Marchais à ceux de son successeur, *Robert Hue*. p. 6

■ Échec scolaire

Luc Ferry, président de la Commission nationale des programmes, estime dans un entretien au *Monde* que les difficultés des collégiens trouvent leur source au cours préparatoire. p. 10

■ Un « point de vue » sur l'intégration

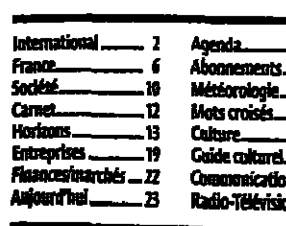
Sami Naïr, professeur de sciences politiques, explique que la *loi deviendrait « xénophobe » si les projets du gouvernement étaient adoptés.* p. 16

■ Le trafic aérien en rose

La période noire du début des années 90 *est terminée. Le bilan 1995 du trafic aérien* international est excellent. p. 20

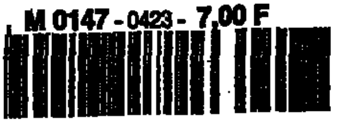
■ Les mutations de l'affiche

L'arrivée de l'ordinateur a profondément changé l'art de l'affiche. Les artistes font souvent place aux « créatifs » des agences de publicité. p. 27





Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 380 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M 0147 - 0423 - 7,00 F

PROCHE-ORIENT Le *secrétaire* d'Etat américain, Warren Christopher, a entamé, *dimanche 21 avril*, une navette entre Israël et la Syrie pour tenter de parvenir à une trêve au Liban, avant l'ouverture de discussions pour un cessez-le-feu durable. Le directeur général du *ministère israélien des affaires* étrangères, Ouri Savir, n'a pas exclu lundi un accord non écrit pour une trêve, l'essentiel étant *« l'esprit de cet arrangement et sa formulation ».* ● LE PRESIDENT *syrien*, Hafez El Assad, paraissait, au onzième jour de l'opération israélienne « Raisins de la colère », la référence suprême pour la suite des évènements au Liban. Mais d'ores et déjà l'influence *iranienne sur le* Hezbollah et l'unité retrouvée des Libanais face à Israël sont pour lui sujets d'inquiétude. ● L'INITIATIVE française a été critiquée à mots à peine couverts par le *premier ministre* israélien et agace les Etats-Unis qui estiment pouvoir seuls exercer une *influence sur l'Etat juif.*

Aucun cessez-le-feu n'a été signé au Liban malgré des efforts diplomatiques

L'initiative française à propos de l'opération « Raisins de la colère » dans le sud du pays commence à être critiquée par Tel-Aviv, pour qui le seul « canal de négociation » doit être celui des Etats-Unis

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

La conclusion d'un cessez-le-feu au Liban aurait-elle pâti des multiples médiations en cours et avant tout de celles de la France et des Etats-Unis ? Annoncé comme très proche depuis plus de quarante-huit heures, l'arrêt des hostilités semblait en ce début de semaine remis en cause, chacun des protagonistes s'abritant derrière la proposition qui lui paraît la meilleure. En démarrant très vite et très fort pour mettre fin au conflit, la France a incontestablement provoqué l'activité diplomatique en cours et fait bouger Washington. *« Tout le monde m'a rejoint à Damas et je m'en réjouis »*, ironisait, non sans raison, samedi, le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, alors que les ministres des affaires étrangères américain, russe, italien (Rome présidant actuellement l'Union européenne) et iranien se trouvaient dans la capitale syrienne pour obtenir un cessez-le-feu rapide.

Le moins que l'on puisse dire est qu'Israël, réticent dès le départ à l'initiative française, la refuse maintenant ouvertement depuis que les Etats-Unis sont entrés en scène. *« Il est clair pour moi que nous pouvons avoir plusieurs fronts, mais un seul canal de négociations. Ce canal unique de négociations passe par les Etats-Unis d'Amérique »*, a déclaré dimanche le premier ministre israélien, Shimon Pérès, lors d'une conférence de presse commune avec le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher. *« Tous les chemins mènent à Rome et il y a plus d'une voie pour faire la paix »*, a rétorqué, du Liban où il se trouvait alors, M. de Charette qui s'est, depuis, entretenu avec M. Pérès à Jérusalem.

L'intervention française a davantage encore irrité Washington, courroucé de cette incursion dans sa chasse-gardée du Proche-Orient. *« L'initiative française ne peut pas assurer une solution sérieuse et durable,* disait-on samedi soir dans l'entourage du secrétaire d'Etat américain, en visite à Damas. *« Nous sommes les seuls capables d'avoir de l'influence auprès d'Israël »*, ajoutait-on. Même la rencontre, quelques heures auparavant, de M. de Charette avec le ministre iranien des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati – au cours de laquelle le ministre français a demandé à Téhéran de faire pression sur le Hezbollah –, était jugée inutile.

NAVETTE ENTRE LES DEUX PAYS

Un responsable américain faisait valoir que Washington pouvait *« contacter le Hezbollah et l'Iran via la Syrie. Nous n'avons pas besoin de la France »*, ajoutait-il. Contrairement à ce qui avait été annoncé à Moscou où le G7 et la Russie avaient lancé un appel solennel à l'arrêt des hostilités (*Le Monde* daté 20-21 avril), il n'y a pas eu de réunion à Damas entre les chefs des diplomaties française, américaine, russe et européenne. M. Christopher s'est contenté de recevoir, une petite demi-heure à l'ambassade des Etats-Unis, ses homologues italien et français.

Après un entretien avec le président syrien, Hafez El Assad, le secrétaire d'Etat a annoncé le début d'une navette entre la Syrie et Israël. *« Nous travaillons avec les pays concernés, la Syrie et le Liban, et j'espère qu'il y aura un cessez-le feu »*, a-t-il dit, excluant implicitement un rôle français. *« Les Etats-Unis sont animés d'un sentiment de responsabilité très spécial en vue de rétablir le calme et de permettre aux parties de continuer le processus de paix »*, a ajouté M. Christopher.

S'il est vrai que l'attitude américaine commence quelque peu à agacer la partie française – *« les démarches françaises sont conduites en parfaite transparence et en coordination avec celles des Etats-Unis, ce qui n'a pas toujours été le cas côté américain »* –, Paris n'en reconnaît pas moins bien volontiers le rôle *« indispensable »* des Etats-Unis et *« ne cherche ni n'entend y faire obstacle »*. Les propositions américaine et française basées sur un renforcement des accords de juillet 1993, qui prévoyaient qu'Israël et le Hezbollah épargnent les civils de chaque côté de la frontière libano-israélienne, pourraient en fait être combinées pour obtenir un texte acceptable par les deux parties.

CONTEXTE ÉLECTORAL

L'idée d'une *« trêve »* proposée dimanche par Israël au secrétaire d'Etat américain qui, de retour à Damas, devait la transmettre lundi au président syrien, figure aussi dans le plan français. Mais telle qu'annoncée à Jérusalem, cette trêve n'est pas limitée dans le temps et suscite à Beyrouth et à Damas des craintes de tomber dans un piège destiné à assurer la tranquillité d'Israël jusqu'aux élections du 29 mai, avant d'engager des discussions sérieuses pour régler la crise ; et ce, sans garantie aucune de retour dans leurs villages des quelque trois cent mille déplacés libanais.

Les propositions françaises prévoient une trêve limitée à quelques jours le temps de mettre par écrit, et de renforcer par des garanties internationales, les accords de 1993. La proposition de déployer des observateurs internationaux faite par le président El Assad à M. Christopher figure aussi sous une forme quelque peu différente dans les propositions françaises, lesquelles paraissent ainsi mieux répondre aux aspirations arabes.

C'est là que le bât blesse car, de médiateur au départ, la France, dont les suggestions ont été appuyées plus ou moins ouvertement par la Syrie, le Liban et le Hezbollah, apparaît, malgré elle, comme le porte-parole de l'une des parties ; l'autre, Israël, ne faisant confiance qu'aux Etats-Unis. Et les parties arabes intéressées sont elles-mêmes partagées. *« Même s'il est bon, nous savons bien que nous ne pouvons obtenir un règlement sous le seul parapluie français »*, confiait, dimanche, un haut responsable libanais. *« Mais Israël doit comprendre qu'il ne peut nous imposer le seul plan américain »*, ajoutait-il.

Françoise Chipaux

La Syrie reprend sa place de centre de décision incontournable

DAMAS
de notre envoyée spéciale

Tous les journaux syriens publiaient, dimanche 21 avril, en manchette, cinq photos révélatrices de la place incontournable de Damas pour toute solution au conflit qui oppose Israël et le parti intégriste chiite du Hezbollah : le président Hafez El Assad recevant, successivement, les ministres des affaires étrangères de cinq pays – et non des moindres : l'Américain, Warren Christopher, le Russe, Evgueni Primakov, le Français, Hervé de Charette, l'Italienne et présidente en exercice de l'Union européenne, Susanna Agnelli, et l'Iranien, Ali Akbar Velayati. Le Liban, qui paie le prix de ces hostilités, était le grand absent de cette activité diplomatique sans précédent dans la capitale syrienne.

Absente volontairement du récent sommet de Charm el Cheikh – sommet des *« bâtisseurs de la paix »*, selon la vision arabo-européenne, *« antiterroriste »*, pour les Etats-Unis et Israël –, la Syrie prenait là, en quelque sorte, sa revanche. *« Il n'y a pas de paix sans nous et le monde commence à comprendre qu'il faut faire la distinction entre le terrorisme et la résistance légitime à l'occupation »*, a déclaré au *Monde* une source syrienne. En refusant de freiner le Hezbollah, malgré la montée de la tension dans le sud du Liban au lendemain de Charm el Cheikh, la Syrie a d'une certaine façon laissé faire les choses et entraîné une nouvelle fois Israël dans le piège libanais. Vue de Damas, cette opération a eu au moins le mérite de recentrer l'attention sur la Syrie, à un moment où celle-ci commençait à s'inquiéter sérieusement de la tournure prise par les événements dans la région. L'accord militaire israélo-turc, le stationnement d'avions américains en Jordanie et les grandes manœuvres autour de l'Irak ont, en effet, fait craindre à Damas une stratégie d'encerclement pour l'amener à composer avec Israël. Aujourd'hui, de nouveau au centre des événements, la Syrie souhaite visiblement trouver une solution à la crise en cours, sans pour autant sacrifier la carte politique que représente la résistance armée du Hezbollah.

L'ampleur du conflit et l'espace politique qu'a donné celui-ci au « parti de Dieu », et donc à l'Iran, commencent sans aucun doute à indisposer Damas, qui veut pouvoir garder à tout moment le contrôle de la situation au Liban. M. Christopher lui-même, lors d'une conférence de presse, samedi, à Damas, a qualifié le Hezbollah d'*« acteur très important dans cette situation »*. Damas ne veut pas se retrouver entraîné dans un engrenage qu'elle ne pourrait plus maîtriser, avec en prime le risque de mettre en lumière son impuissance militaire face à Israël.

L'unité retrouvée des Libanais contre l'ennemi israélien, même si elle n'est que conjoncturelle politiquement, n'est pas non plus de nature à réjouir la Syrie car, à terme, elle pourrait bien se retourner contre la présence syrienne au Liban. On n'en est, certes, pas là, mais c'est un élément que ne peut ignorer Damas.

Satisfaite de l'intervention française dès le début des hostilités, la Syrie n'ose pas toutefois se prononcer trop clairement en sa faveur, de crainte d'irriter Washington, dont le rôle reste indispensable pour la continuation du processus de paix avec Israël. *« Le projet français comporte des points positifs qui méritent d'être étudiés pour mettre un terme à la crise »*, s'est contenté d'affirmer le ministre syrien des affaires étrangères, Farouk El Chareh, une semaine après le début de la mission de M. de Charette. *« La Syrie veut garder la France et l'Europe, sans perdre les Etats-Unis »*, explique un éditorialiste.

Derrière ce conflit sanglant pour les civils, c'est, en effet, le sort du processus de paix dans la région qui est en jeu. Damas, que chacun vient solliciter aujourd'hui, joue une partie délicate dont elle espère avant tout tirer un gain, en vue de la reprise des négociations avec l'Etat juif, à l'issue des élections israéliennes du 29 mai.

F. C.

Israël n'exclut pas un arrangement non écrit

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Les Israéliens se sont fait une raison : il n'y aura pas de cessez-le-feu durable au Liban sans un arrangement préliminaire entre toutes les parties. Il n'y aura pas non plus de victoire éclatante de leur puissante armée contre les quelques milliers de combattants du Hezbollah. Après avoir arrosé le Liban de plus de 20 000 obus, l'état-major israélien n'a pu dénombrer que cinquante tués dans les rangs des intégristes chiites. Ces derniers ont, en outre, prouvé qu'après douze jours d'hostilité ils étaient encore en mesure de tirer quotidiennement plusieurs dizaines de roquettes.

Le résultat de l'opération « Raisins de la colère » est si peu exaltant que des officiers israéliens ont commencé à se renvoyer la responsabilité du fiasco. A en croire le commandement de la région militaire nord, qui a la charge de l'opération, les premiers à devoir être incriminés sont les chefs du renseignement militaire, qui ont *« fait la preuve de leur incompétence à évaluer avec justesse la capacité de tir du Hezbollah »*.

Reste aux Israéliens à se consoler en espérant qu'un accord garantissant une fois pour toutes la sécurité de leurs localités frontalières avec le Liban sera conclu avant la célébration de la « Journée de l'indépendance » du pays, qui commence mardi soir.

Le directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, Ouri Savir, n'a pas écarté, lundi 22 avril, un arrangement non écrit. *« Nous voulons un accord écrit, mais il se peut que nous n'en obtenions pas un. Ce qui compte, c'est l'esprit de cet arrangement et sa formulation »*, a-t-il déclaré à la radio israélienne. *« Pour nous, l'important, c'est la stabilisation au Liban et la paix en Galilée. Nous voulons aussi empêcher l'Iran de torpiller le processus de paix par le biais du Hezbollah*, a ajouté M. Savir. *La Syrie n'a pas besoin d'être le gendarme d'Israël au Liban. Si elle veut avoir un statut spécial dans ce pays, elle a intérêt à y stabiliser la situation, car il est difficile de parler de paix lorsque le Hezbollah agit. »*

La veille, une source gouvernementale avait déclaré, au terme d'un entretien entre le premier ministre, Shimon Pérès, et le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, que l'Etat juif proposait *« une trêve maintenant, quitte à reporter les discussions »* à plus tard. M. Christopher était presque aussitôt parti pour Damas et devait revenir lundi à Jérusalem. Deux clauses sur lesquelles l'Etat juif demeure inébranlable pourraient, cependant, retarder un arrêt des hostilités : Israël exige que le Hezbollah cesse de lancer des attaques en se postant à proximité des civils, que les tirs de roquettes s'arrêtent et que son face-à-face avec le « parti de Dieu » soit limité à des accrochages sur le terrain.

« En fait, et une fois de plus, la clé d'une solution à ce conflit est à Damas », fulminait lundi l'éditorialiste du *Yedioth Aharonoth*, qui qualifiait le président Hafez El Assad de *« grand vainqueur de l'opération israélienne, au pied duquel les gros bonnets de la diplomatie mondiale viennent ramper »*. Un point rassure cependant les Israéliens, qui n'ont, en fait, jamais manifesté leur opposition à une hégémonie syrienne au Liban : le président El Assad est désormais disposé à contenir le Hezbollah de façon plus sévère que par le passé et à se porter garant des agissements de cette organisation, disait-on de source proche de la présidence du conseil à Jérusalem.

En attendant les résultats de la navette de M. Christopher, une querelle à fleurets mouchetés a opposé M. Pérès au chef de la diplomatie française, Hervé de Charette. Déplorant ce qu'il a qualifié de *« confusion totale »*, créée selon lui par une multitude de médiateurs, M. Pérès avait souhaité *« un seul canal de négociations, qui passe par les Etats-Unis »*. Quelques heures plus tard, il recevait M. de Charette pour un entretien de plus d'une heure, qu'un porte-parole français a qualifié de *« très constructif, chaleureux et amical »*. M. de Charette a expliqué que la *« persévérance »* française était dictée *« par l'amitié qu'elle porte à la fois à Israël et au Liban »*. – *(Intérim.)*

M. de Charette à Nakoura et Cana

Interrompant, l'espace de quelques heures, son marathon diplomatique, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, s'est rendu dimanche 21 avril à Nakoura, siège du quartier général de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), à la frontière libano-israélienne, puis à Cana, lieu du massacre de 98 civils libanais, tués par des obus israéliens. Il souhaitait à la fois *« rendre hommage au courage, au dévouement et à la générosité des soldats de l'ONU »*, qui tentent d'apporter leur aide aux populations civiles, et marquer *« l'émotion de la France devant l'épouvantable drame qu'ont vécu les familles réfugiées ici »*. Ce geste, particulièrement apprécié au Liban, a été accompagné en Israël par une visite à Kyriat Shmona de l'ambassadeur de France en Israël, Jean-Noël de Bouillane de Lacoste.

Le roi Sihanouk estime que le « second premier ministre » du Cambodge « sait diviser pour régner »

Le monarque effectue une visite de quatre jours en France

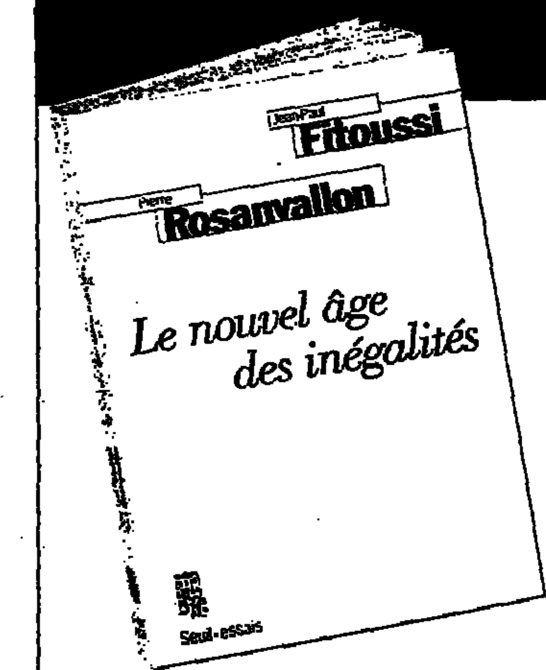
Norodom Sihanouk commence, lundi 22 avril, une visite d'Etat de quatre jours en France. Dans un entretien accordé au *Monde*, le roi du Cambodge s'explique, avec son franc-parler bien connu, sur la situation présente de son pays, qui fut, durant plus de deux décennies, en proie à une guerre civile aux nombreuses interférences étrangères. Il analyse en particulier le complexe partage des forces à la tête du pays.

« LE ROI du Cambodge est sur table d'écoute. Mon palais est bourré d'espions et d'espionnes. Si j'émets un mot de critique sur quiconque, ça se sait à la minute. Mais ne comptez pas que je vous dise qui place les micros. Disons : certains hommes au pouvoir. » En visite pour quatre jours, en France, à partir du lundi 22 avril, Norodom Sihanouk, soixante-quatorze ans, a gardé l'art de ne pas mâcher ses mots.

On l'a dit – et il s'est dit – plus d'une fois, mourant ; mais son cancer, *« un lymphome B »* a *« pratiquement disparu »*, après sept mois de chimiothérapie, à Pékin ; son diabète, aiguisé par son amour connu pour la pâtisserie française (*« Je n'accuse pas votre pays, mais les faits sont là ! »*), est *« en régression »* ; ses artères, durcies par l'âge et la bonne chère, le font vivre sous la constante menace d'*« un accident cardiovasculaire »* ; et il retournera fin juin dans la capitale chinoise pour se faire opérer d'une cataracte à l'oeil droit. Mais, à part ça, il peut *« faire face sans difficulté »* à ses obligations, dit-il dans un entretien accordé au *Monde*, à l'ambassade du Cambodge à Paris.

« TOUJOURS EN PISTE »

Très disert, mais retrouvant toujours sa pensée à travers ses méandres, immense comédien mettant en scène avec brio ce personnage qu'il dénomme *« Sihanouk »*, jusqu'à le critiquer parfois, jouant tantôt de l'humour ravageur et tantôt de la fâcherie, perchant haut sa voix aux limites du comique et soudain retrouvant le ton grave du plus ancien chef d'Etat de la planète (depuis 1941, mais avec deux décennies d'intermède) ou celui, plus étrange, de l'homme qui dit communiquer avec ses ancêtres, rois du Cambodge depuis plus d'un millénaire : Norodom est décidément *« toujours en piste »*, selon une de ses expressions.



Pourquoi vient-il à Paris, pour la troisième fois en visite d'Etat (la première, c'était en 1946 !), ce *« gaulliste, et fier de l'être »* ? Certes pas pour y *« solliciter des aides nouvelles. La France nous donne déjà spontanément le maximum de ce qu'elle peut. Je viens ici seulement pour lui rendre hommage, pour resserrer avec elle des liens plus que séculaires et destinés à durer, et pour la remercier de ce qu'elle a toujours fait, et notamment de son rôle dans la renaissance de mon pays, après les deux décennies de servitude et de vicissitude qu'il a connues. »*

On ne fera pas prononcer au roi le nom de ces *« hommes au pouvoir »* qui le surveillent de près. Mais il admet sans barguigner que le *« second premier ministre »* du Cambodge, ex-chef du gouvernement communiste provietnamien des années 80, Hun Sen, est l'*« homme plus que fort »* du moment. Il ajoute : *« Mais ça ne veut pas dire qu'il est impopulaire. »* Serait-ce à dire que son fils, le prince Ranaridh, *« premier premier ministre »*, est marginalisé ? *« Je ne peux pas dire ça. Lui-même me dit : "Papa, je ne suis pas marginalisé ; le Funcinpec* [le parti royaliste, dirigé par Ranaridh] *n'a jamais été si fort ; il y a toujours une alliance entre Hun Sen et moi. »* Norodom Sihanouk le croit-il ? *« Ecoutez, mon fils, je l'aime, mais j'ai peur qu'il ne se fasse pas mal d'illusions. »*

Les sentiments du roi envers Hun Sen ne sont pas exempts d'une certaine fascination : *« Notre second premier ministre est très, très intelligent. Je m'entends bien avec lui. C'est un très bon manœuvrier. Il sait, comme vous dites, diviser pour régner. Il a réussi deux coups formidables qui ont scindé l'opposition. »* Et Sihanouk d'ajouter : *« Il dit que, selon son horoscope, il sera encore au pouvoir après l'an 2010. »*

Face à tant de maestria, que peut faire l'autre maestro du Cambodge ? *« Je fais honnêtement mon métier de roi constitutionnel, qui règne mais ne gouverne pas. J'admets que, par le passé, j'ai été autoritaire. Mais là, je joue le jeu. Je suis le garant d'une démocratie libérale et pluraliste. Cela va au point que la presse républicaine m'insulte, me calomnie, eh bien, je la protège. Ce que je peux faire ? Je gueule, comme vous dites, contre les dérives. »*

Les dérives ? La première qui lui vient à l'esprit est la corruption. *« Mon fils Ranaridh me dit : "Papa, soyez réaliste ! De la corruption, il y en a aux Etats-Unis, en France, partout. Pourquoi alors être si sévère envers mon régime ?" Je lui répond : Mon fils, il faut faire quelque chose pour, au moins, réduire ce fléau. »* Au nombre des actes de corruption, le roi range le fait que, selon des informations qui lui ont été récemment soumises, *« des personnalités civiles et militaires du régime sont impliquées dans la culture du pavot, dans la zone des trois frontières, aux limites du Vietnam et du Laos, et dans le trafic de la drogue »*.

Norodom Sihanouk juge aussi que le gouvernement de Phnom-Penh n'est pas rigoureux face à la déforestation, désormais interdite mais toujours active, qui est en train de faire *« un Sahel »* de son pays. *« Au XXI[e] siècle, je serai mort, mais mon âme ne connaîtra pas le repos si je n'ai pas tout fait pour prévenir cette tragédie. »* Il est également sévère face à la politique menée envers les Khmers rouges : *« Le gouvernement dit :* on les liquide. *Très bien, en principe... Mais, quand chaque offensive se termine en Waterloo, en Berezina, ce n'est pas drôle du tout. J'appécie, en revanche, les succès rencontrées dans le ralliement des déserteurs. »*

CANDIDAT VIRTUEL

Au total, pourtant, le souverain admet que, malgré les *« dérives »* du gouvernement – notamment son autoritarisme, qui l'*« inquiète »* –, le régime *« est soutenu par la majorité du peuple, car il construit des routes, des ponts, des hôpitaux, et c'est là ce qui importe au peuple, et non pas la démocratie libérale pluraliste, dont il se fiche pas mal »*. Il ajoute : *« L'opposition, au Cambodge, cela consiste à ne pas s'opposer. On peut, certes, se dire hostile à ceci ou à cela, aux mines anti-personnels, par exemple – et notez que suis contre. Mais s'opposer, c'est illégal. »*

Le vieux lutteur jamais en repos pointe soudain le bout du nez : *« Je suis prêt à me présenter à des présidentielles, contre Hun Sen, contre mon fils Ranaridh – si un jour on a un régime présidentiel, bien sûr. Et je gagnerai : plus de 80 % du peuple est toujours avec moi. »*

Mais Norodom Sihanouk ajoute : *« En fait, je vais probablement mourir dans la peau d'un roi constitutionnel. »* Et, nous reconduisant avec une courtoisie exquise à la fin de l'entretien, il conclut : *« En tant que citoyen du Cambodge, j'ai bien le droit d'exprimer mes sentiments, non ?. Eh bien, disons qu'ils sont mitigés : moitié satisfaction, moitié déception. »*

Propos recueillis par Jean-Pierre Clerc et Frédéric Bobin

Le Parti communiste laotien souhaite renforcer le contrôle sur l'ouverture du pays

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

A la veille d'un deuxième plongeon dans le monde contemporain, la direction communiste laotienne a choisi de resserrer les boulons. C'est là l'une des conclusions d'une série de nominations intervenues depuis la réunion, du 18 au 20 mars, du VI[e] Congrès du parti unique, le Parti révolutionnaire populaire lao (PRPL).

Nouhak Phousamvanh, âgé de 80 ans, l'un des deux derniers dirigeants « historiques » en vie du PRPL, a quitté le bureau politique et le comité central du mouvement pour en devenir le « conseiller spécial ». Mais, lors de l'ouverture, jeudi 18 avril, d'une session de l'Assemblée nationale, il a été confirmé dans ses fonctions de chef de l'Etat jusqu'à l'échéance de la législature actuelle en février 1998. En attendant de prendre, dans deux ans, une retraite complète, il sera assisté d'un vice-président, poste nouveau confié au général Sisavath Keobouphanh, ancien ministre de l'agriculture qui a réintégré le bureau politique du PRPL dont il avait été exclu en 1991.

L'autre dernier membre de la vieille garde communiste, le général Khamtay Simphandone, 72 ans, réélu président du PRPL en mars, demeurera premier ministre jusqu'à la même date. Ces deux décisions n'ont pas créé de surprise. En revanche, la volonté de mieux contrôler l'ouverture du pays, ainsi que celle des zones rurales à la traîne, se lit aux changements intervenus parmi les collaborateurs des deux vieux leaders.

Celui qui s'est taillé le meilleur profil de réformateur, Khamphoui Keobualapha, conserve son poste de vice-premier ministre. Mais il a été expulsé du bureau politique et du comité central du PRPL, ce qui limitera nettement son influence. En outre, avec l'admission de trois nouveaux généraux, les militaires sont désormais majoritaires au sein d'un *politburo* de neuf membres. Ce nouvel équilibre n'annonce pas forcément le ralentissement des réformes économiques amorcées en 1986. En revanche, il indique clairement que le PRPL entend garder le contrôle du mouvement.

ADHÉSION À L'ASEAN

Le Laos doit adhérer l'an prochain à l'Asean, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, auprès de laquelle il n'a, pour l'instant, que le statut d'« observateur ». Il vient de donner le feu vert à la construction, dans le sud, d'un deuxième pont reliant les berges laotienne et thaïlandaise du Mékong. Un premier pont avait été inauguré, à proximité de Vientiane, en avril 1994. En outre, il souhaite voir aboutir un projet controversé et très ambitieux de barrage sur un affluent du Mékong, la Nam-Theun, dont le coût est évalué à six milliards de francs (l'équivalent du PIB laotien), et qui produirait 680 MGW destinés à la Thaïlande. Le Nam-Theun-2, s'il se réalise, pourrait donc rendre le Laos, au moins pour un temps, encore plus dépendant d'un voisin thaïlandais jugé déjà encombrant.

Les récentes nominations laissent penser que le PRPL a l'intention de tenir, dans la mesure du possible, les choses en main. Elles soulignent également l'intention de mieux asseoir l'autorité du parti dans des régions, souvent montagneuses, où vivent des minorités ethniques dénuées de tout et qui supportent parfois mal la domination des Laos de la vallée du Mékong.

Jean-Claude Pomonti

Destitution de la plus haute autorité de l'islam au Nigeria

Le pouvoir a nommé un nouveau sultan à Sokoto

ALHAJI MOHAMED MACCIDO, prince et homme d'affaires, a été nommé, dimanche 22 avril, sultan de Sokoto, pour succéder à Alhaji Ibrahim Dasuki, soixante-treize ans, président du Conseil suprême des affaires islamiques du Nigeria, destitué samedi par le régime militaire et envoyé en exil intérieur, à l'autre bout du pays, près de la frontière camerounaise.

La disgrâce d'Ibrahim, en dépit de son statut de plus haute autorité musulmane du Nigeria, confirme qu'aucune personnalité n'est à l'abri du courroux des militaires au pouvoir. L'influence d'Alhaji sur nombre de cercles politiques et religieux a fait peu de poids face à la détermination du général Sani Abacha. La nouvelle de sa destitution a créé une surprise d'autant plus grande que le sultan faisait figure de protégé des militaires, ceux-ci ayant *« facilité »* sa nomination en 1988 . Des unités de la police anti-émeute nigériane patrouillaient dimanche dans les rues de Sokoto, ce qui montrait le risque pris par les militaires, dans un pays où près de la moitié de la population totale du pays est musulmane (concentrée surtout dans le Nord, où se trouve Sokoto). Mais aucun incident n'a été signalé.

Un des reproches que les militaires auraient fait à l'ancien sultan serait d'avoir discuté de questions diplomatiques sans l'aval du gouvernement, en délicatesse avec la communauté internationale à cause du coup d'Etat du général Abacha en 1994 et de la répression politique qui a suivi. Le pouvoir aurait également réclamé des comptes au riche sultan sur l'utilisation de fonds reçus de l'étranger pour la construction de mosquées. D'autre part, le fils du sultan, le lieutenant Sambo Dasuki, a été accusé d'être un des cerveaux du coup d'Etat manqué de mars 1995. Sambo Dasuki, en fuite, est depuis recherché. Après cette affaire, les relations n'ont cessé de se détériorer entre le général Abacha et l'ex-sultan. – *(AFP, Reuter.)*

Début de normalisation dans la capitale du Liberia en ruine

UN MINIMUM de sécurité était assuré, dimanche 21 avril, à Monrovia par la force ouest-africaine de paix, l'Ecomog, en application du cessez-le-feu accepté, vendredi, par les parties du conflit libérien. Mais, deux semaines après la reprise des combats, la capitale du Liberia n'est plus qu'un champ de ruines.

L'arrêt des hostilités n'a pas mis un terme aux souffrances de la population, qui subit encore, et vraisemblablement pour longtemps, les conséquences des carnages, pillages et pénuries des jours précédents. Choléra et diarrhées sévissent, alors que tous les stocks de médicaments ont été pillés et que les médecins des organisations humanitaires ont soit abandonné les hôpitaux, pour leur sécurité, soit quitté le pays.

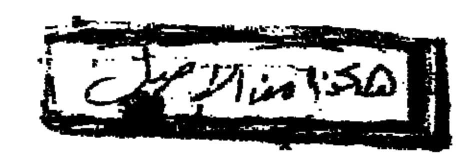
TIMIDES SORTIES

Profitant du début d'application du cessez-le-feu, des centaines de patients affluaient, samedi et dimanche, dans des centres de soins totalement démunis, alors que la pénurie d'eau atteignait des proportions catastrophiques.

Le haut commandement de l'Ecomog a annoncé, dimanche, avoir mis en place un dispositif de sécurité suffisant pour *« permettre à ceux qui ont quitté leur domicile de rentrer chez eux »*.

L'Ecomog a également annoncé avoir obtenu la libération de 203 personnes retenues en otages par les combattants krahns, assiégés dans le camp Barclay, épicentre des combats des quinze derniers jours. Un religieux a pu dire la messe au camp Barclay, après avoir fait évacuer de la chapelle de cette caserne les centaines de personnes qui y logeaient.

Aux alentours du camp, où l'Ecomog s'est déployée, des civils commençaient quelques timides sorties, espérant ne plus être la cible des tirs de barrage des combattants de Charles Taylor et Alhaji Kromah, qui selon le plan de cessez-le-feu, toujours en vigueur dimanche après-midi, devaient évacuer la zone au profit de l'Ecomog. MM. Taylor et Kromah, tous deux membres de la présidence collégiale, dont les forces encerclaient le camp, ont ordonné, samedi, à leurs hommes de se retirer du centre-ville. – *(AFP.)*



La coalition de centre gauche obtient la majorité en voix aux élections italiennes

L'Olivier, dirigé par Romano Prodi, bat le Pôle des libertés emmené par Silvio Berlusconi. Mais la Ligue du Nord, renforcée, pourrait monnayer son soutien

Contrairement aux pronostics, c'est une nette victoire en nombre de suffrages qu'a remportée, dimanche 21 avril, la coalition de gauche baptisée L'Olivier. Reste à savoir si ses 5 % d'avance se traduiront, lors des résultats définitifs qui ne devaient être connus que lundi après-midi, par une majorité absolue à la Chambre des députés. Au Sénat, avec 157 sièges, la majorité absolue échappe pour un siège à l'alliance du centre et de la gauche dirigée par l'économiste catholique Romano Prodi, et dont la composante principale est le PDS (ex-communiste), premier parti politique d'Italie. A droite, Forza Italia, le « parti-entreprise » créé par Silvio Berlusconi début 1994, consolide son implantation avec environ 20 % des voix, tandis que son allié post-fasciste d'Alliance nationale, Gianfranco Fini, obtient 15 % des voix. La Ligue du Nord fait mieux que de se maintenir avec plus de 11 % des voix. Avec Refondation communiste, à l'extrême-gauche, qui recueille environ 8 %, ce sont les deux sources d'incertitude possibles pour le gouvernement de gauche.

ROME
de notre correspondante

Les résultats définitifs des élections législatives du dimanche 21 avril ne devaient être connus que lundi après-midi, mais il semble bien que la grande coalition de centre-gauche, L'Olivier, menée par le professeur catholique Romano Prodi, l'ait très nettement emporté sur le Pôle des libertés de Silvio Berlusconi. Ces premières estimations, qui donnent un écart d'environ 5 % en faveur de la gauche, sont une première surprise, là où l'on attendait un résultat extrêmement serré. L'Olivier est crédité d'environ 45 % des suffrages, le Pôle des libertés, de 39 à 40 %.

C'est une grande première pour la gauche italienne, qui a été le moteur de L'Olivier avec le Parti démocratique de la gauche (PDS) qui, crédité de 21 % des suffrages, serait le premier parti du pays. *Une gauche qui, pour la première fois après un demi-siècle d'hégémonie démocrate-chrétienne basée sur la lutte anticommuniste, prendrait pleinement le pouvoir.* Et pour se convaincre qu'une page d'histoire est peut-être en train *d'être tournée en Italie*, il suffisait de voir la marée des drapeaux verts – couleur de l'olivier – qui dimanche soir avait envahi les rues de la capitale.

VICTOIRE AUX POINTS

Romano Prodi, qui a désormais toutes chances d'être prochainement désigné pour former un gouvernement, visiblement fatigué mais serein, prenait acte de la victoire dimanche soir en déclarant : *« les Italiens ont marqué leur préférence pour la stabilité et un gouvernement durable et tranquille qui sache unir le pays et non le diviser comme avait cherché à le faire la campagne agressive de nos adversaires. »*

Une victoire aux points, donc, et des plus nettes. Pourtant, la complexité du système électoral italien, avec un système majoritaire uninominal à un tour mâtiné de proportionnelle, est telle qu'un peu de prudence s'impose dans le commentaire des résultats. En effet, pour être vraiment sûre de gagner, l'alliance de centre gauche va devoir transformer sa victoire en *voix en une victoire en nombre de* sièges. Au Sénat, pour lequel le dépouillement est terminé, L'Olivier empoche 157 sièges sur 315, ratant la majorité absolue d'un siège. En revanche, rien n'est encore joué à la Chambre des députés, où la gauche devra passer la barre des 316 sièges. En début de matinée, les projections fournies par le ministère de l'intérieur faisaient encore état de 43 % pour L'Olivier et de presque 42 % pour le Pôle des libertés.

Cette victoire de L'Olivier est pourtant à bien des égards paradoxale. Et si l'effet « digue » contre la montée des droites qui avaient remporté les dernières législatives en 1994 a parfaitement *fonctionné*, l'inconnue se situe à gauche. En effet, sans Rifondazione comunista (PRC), qui remporterait 8,7 % des suffrages, *formé de marxistes purs et durs qui* ont refusé il y a cinq ans de s'associer à la transformation du PCI communiste en PDS social-démocrate, aucun gouvernement ne serait possible. Qu'en sera-t-il ce lundi soir si les résultats définitifs *confirment les prévisions ? Le* secrétaire du PRC, Fausto Bertinotti, a déjà anticipé la réponse : *« Nous sommes prêts*, a-t-il, dit *à faire naître le gouvernement de centre gauche voulu par M. Prodi. Mais nous n'y entrerons pas et il va de soi que la durée de vie d'un tel gouvernement dépendra de sa capacité à gagner la confiance des électeurs et celle de Rifondazione comunista »*. En d'autres termes, si le gouvernement modéré de centre gauche voit le jour, sa « marraine » communiste n'aura de cesse de lui rappeler qu'elle l'a tenu sur les fonts baptismaux.

Pour L'Olivier, dont les composantes assez hétéroclites se sont retrouvées sur quelques points force (emploi des jeunes, notamment dans le Mezzogiorno ; simplification fiscale ; réforme de l'Etat social), quelques crises *d'identité gouvernementale sont à* prévoir. D'autant plus que l'aile droite de la coalition, les centristes de l'actuel président du Conseil Lamberto Dini, ont tenu aux aussi leur engagement avec environ 4,5 % des suffrages « arrachés » au camp adverse.

Et à droite ? La Ligue du Nord a joué les cavaliers seuls, avec succès. « L'effet Berlusconi » qui, en 1994, lorsque cet entrepreneur de prestige annonçait *« un million d'emplois nouveaux »*, avait dynamisé l'électorat, s'est émoussé. Silvio Berlusconi est « banalisé » par ses sept mois de passage au pouvoir et ses ennuis judiciaires. Pourtant, même battu, il n'a pas perdu un pouce de terrain et Forza Italia, sa formation, reste autour de 20 %.

LA SURPRISE DE LA LIGUE

Son associé, le post-fasciste Gianfranco Fini, a certes marqué des points, passant de 13,5 % à environ 15 % des voix à Alliance nationale, *mais il n'effectue pas le « sorpasso »* prévu. M. Fini, jeune – quarante-quatre ans – et ambitieux, devra ronger encore son frein. A *moins que le Pôle des libertés*, machine de guerre électorale plus que vraie formation politique, n'entre en crise.

Enfin, la grosse surprise est le score de la Ligue du Nord d'Umberto *Bossi que certains donnaient* en nette régression : la Ligue aurait au moins 11 %, soit 3,5 % de plus qu'en 1994, avec des pointes *de 30 % au Nord*, où elle serait le premier parti. La Ligue, après avoir participé au gouvernement Berlusconi, *en était sortie en dé*cembre 1994, précipitant sa chute. Depuis, elle vit sa vie, seule, et les deux camps auraient été ravis de sa *disparition*, parce que M. Bossi, avec ses diatribes sécessionnistes sur la *« République du Nord »*, a toujours été un empêcheur de « s'entendre en rond ». Son score, dû sans doute à la volonté profonde de réformes fédéralistes au Nord, est aussi la marque d'un vote de « protestation ». Umberto Bossi peut encore jouer le fléau de la balance si la gauche n'a pas la majorité des sièges.

Enfin, dernière constatation, les électeurs sont, dans l'ensemble, *restés fidèles aux partis pour les*quels ils avaient voté en 1994. Une première forme de stabilité.

Marie-Claude Decamps

Quarante-neuf ans après

QUARANTE-NEUF ans. C'est le temps qu'il aura fallu *à la gauche italienne pour revenir au pou*voir en tant que telle. *« Le mur de Berlin est enfin vraiment tombé ! »*, jubilait, lundi matin 22 avril, un électeur de la coalition menée par Romano Prodi. Les Italiens sont en effet persuadés que c'est à cause de la guerre froide que l'alternative de gauche a été si longtemps interdite à leur pays. *Les arguments historiques ne manquent pas pour* appuyer cette thèse. En mai 1947, sur ordre de Staline, le Parti communiste italien (PCI) de Palmiro Togliatti quitte le gouvernement De Gasperi, suivi du Parti socialiste (PSI) de Pietro Nenni. L'union, forgée dans la résistance au fascisme entre catholiques démocrates-chrétiens, laïques du *Partito d'azione*, communistes et socialistes, n'a pas résisté au grand schisme Est-Ouest.

La Démocratie chrétienne (DC), formation attrape-tout, va dominer le pouvoir pendant quarante-cinq ans. Mais, selon que l'un ou l'autre de ses nombreux courants domine le gouvernement, l'ouverture à gauche sera plus ou poins grande. Ainsi, le PSI participe au pouvoir entre 1964 et 1968 (période du premier *centrosinistra*, le centre-gauche) puis de 1969 à 1972 et encore en 1974-1976. Mais, entre 1973 et 1978, l'Italie s'oriente vers le *« compromis historique »*, les communistes apportant de l'extérieur leur soutien au gouvernement démocrate-chrétien. Un nouveau chef, Enrico Berlinguer, est arrivé en 1972 à la tête du plus grand parti communiste d'Occident qu'il portera à son apogée aux élections de 1976 avec 34,4 % des suffrages. L'aristocrate sarde incarne un *« eurocommunisme »* relativement *critique* à l'égard de Moscou, qui permet au PCI de garder jusqu'au bout la faveur de nombreux intellectuels. Mais l'enlèvement puis l'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades rouges a mis fin, au printemps 1976, aux gouvernements de *« solidarité nationale »*, et donc au compromis historique et le PCI se replie dans l'opposition où ses suffrages s'effritent.

CORRUPTION

La gauche socialiste, longtemps divisée et humiliée, prend le relais avec un homme à poigne, Bettino Craxi, qui resoude le PSI et le ramène au gouvernement après les élections anticipées de 1979. *Sa stratégie est appréciée des électeurs* et Craxi, avec 11,4 % des voix en 1983, profitant des divisions internes des deux grands partis, s'installe à la présidence du conseil pour près de quatre ans. Il en sortira avec 14,3 % des suffrages. Gouvernement novateur qui relance l'économie – et l'endettement – mais qui, cela éclatera au grand jour à l'occasion des enquêtes *« Mani pulite »*, a donné à la corruption une ampleur sans précédent.

1992 est l'année de tous les changements. Les *juges en inculpant des dizaines d'élus, précipitent* la chute de la DC et du PSI. Le PCI, lui, a éclaté en 1991, le courant dominant devenant le Parti démocratique de la gauche (Partito democratico della sinistra, PDS), dirigé d'abord par Achille Occhetto puis par Massimo D'Alema, tandis que l'aile dure, avec Armando Cossutta et Fausto Bertinotti, donne naissance au Parti de la refondation communiste (Rifondazione comunista, PRC). L'évolution social-démocrate du PDS (membre de l'Internationale socialiste), son alliance avec le centre (en fait les courants de gauche de l'ancienne DC) et son soutien au gouvernement technique de Lamberto Dini ont enfin donné une *chance à la gauche*.

Sophie Gherardi

Un attentat fait dix-sept morts à New Delhi

NEW DELHI. L'explosion d'une bombe a détruit, samedi 20 avril, un hôtel situé en plein centre de New Delhi, la pension Arjun, faisant dix-sept morts, dont près de la moitié sont des étrangers, et quarante blessés. Parmi les victimes figurent deux Français. Une organisation séparatiste cachemirie, jusque-là inconnue, la Jammu and Kashmir Islami Harkat ul Ansar, *ainsi qu'un groupe séparatiste sikh ont affirmé conjointement*, dimanche, avoir agi au moyen d'une bombe télécommandée. Selon la revendication, l'attentat serait une réplique à la décision des autorités *indiennes d'organiser, en mai, des élections législatives* au Cachemire, Etat himalayen à population majoritairement musulmane. Le Cachemire est en proie à une insurrection séparatiste, vivement réprimée, depuis 1989. – *(AFP, Reuter.)*

Retour progressif à la normale dans la capitale de la Centrafrique

BANGUI. *Un calme précaire est progressivement* revenu *durant la fin de* semaine écoulée à Bangui, capitale centrafricaine, dont les rues restaient pourtant quadrillées, dimanche 21 avril, par des unités françaises, trois jours après qu'eut éclaté une mutinerie d'une partie de l'armée qui réclamait le paiement de trois mois d'arriérés de solde. Des paiements ont commencé à être effectués samedi, après quoi certains mutins ont remis leurs armes. D'autres continueraient de se cacher. Le président centrafricain, Ange-Félix Patassé, a assuré que *« les mutins ne seront pas poursuivis »*. Ceux-ci ont demandé une assurance écrite du chef de l'Etat en ce sens. Le ministre de l'administration du territoire, Dieudonné Kiandji, a accusé les syndicats d'avoir tenté *« d'attiser la colère des soldats »*, et estimé que le Conseil démocratique des partis d'opposition (Codepo) avait cherché à profiter de la situation. – *(AFP, Reuter.)*

ASIE

■ **CHINE : Pékin construit un porte-avions qui sera mis en service** en 2003, a annoncé, lundi 22 avril, le quotidien japonais *Sankei Shimbun*, qui cite des sources officielles à Taïwan. Selon ce journal, les ports de *Dalian, Shanghaï et Zhanjiang sont en train d'être aggrandis* pour permettre l'accueil du futur bâtiment. L'entraînement des membres d'équipage aurait commencé en 1987. – *(AFP.)*

■ **SRI LANKA : les indépendantistes tamouls ont admis**, lundi 22 avril, avoir perdu une localité stratégique de la péninsule de Jaffna, au nord du Sri Lanka. Les LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul) affirment que la prise de Kodikaman par les forces armées a fait de nombreuses victimes dans la population. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN : la fatwa (décret religieux) de l'imam Khomeiny condamnant** à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie *« concerne tous les musulmans et finira par être appliquée un jour et au moment opportun »*, a déclaré, dimanche 21 avril, le chef du pouvoir judiciaire iranien, Mohammad Yazdi. *« Nous ne pouvons pas régler* [cette question] *par des négociations ou par des pressions de certains pays »*, a-t-il indiqué. De son côté, le président du Parlement, Ali Akbar Nategh Nouri, a réitéré son soutien à la fatwa, soulignant qu'il *« regrettait que Rushdie soit encore en vie »*. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **BOSNIE : un nouvel incident a opposé des Musulmans à des Serbes**, dimanche 21 avril, dans le nord de la Bosnie. Environ deux mille réfugiés musulmans qui voulaient retourner dans leurs maisons en zone serbe près de Doboj se sont heurtés à des Serbes. L'IFOR a dû intervenir pour disperser les deux groupes. C'est le troisième incident de cette nature en trois jours. – *(AFP)*

■ **SERBIE : un étudiant albanais a été tué par un tireur embusqué serbe** dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 avril à Pristina, chef-lieu de la province serbe du Kosovo, peuplée à 90 % d'Albanais de souche, a déclaré la police serbe. – *(AFP.)*

MAGHREB

■ **ALGÉRIE : une série d'attentats à la voiture piégée**, déjoués pour la plupart, et plusieurs accrochages sanglants ont été enregistrés au cours de ces derniers jours dans la région d'Alger, ont indiqué, dimanche 21 avril, des quotidiens algérois. L'attentat le plus spectaculaire a visé le commissariat d'Oued Koriche, à Bab el Oued, qui a été partiellement détruit, jeudi 18 avril, à la suite d'une attaque au camion piégé. – *(AFP.)*

Les pays du G 7 prévoient une croissance plus forte en 1997

L'Allemagne et la France souhaitent que le dollar continue à s'apprécier

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Réunis le 21 avril à Washington, *les ministres des finances du G 7* ont fait leurs les prévisions des économistes du Fonds monétaire international, qui escomptent une généralisation et une accélération de la croissance dans les pays industrialisés en 1997, après la *« pause » observée cette année en* Europe continentale : ils ont estimé que *« les données fondamentales économiques restaient prometteuses »*.

Faute de communiqué final, les grands argentiers allemand, américain, britannique, canadien, français, italien et japonais ont énuméré, à tour de rôle, les éléments positifs *qui*, alliés à des réformes structurelles indispensables pour améliorer le fonctionnement des marchés – *« y compris du marché du travail »* – doivent permettre aux économies du monde industrialisé d'avoir meilleure allure. D'autant qu'après deux faux départs depuis 1993, le Japon, deuxième économie mondiale, semble enfin sorti de l'ornière où l'avait conduit une crise financière « historique ».

En tête de ces facteurs figure la *« bonne maîtrise de l'inflation »*, observée depuis plusieurs années maintenant, et qui, selon Robert Rubin, le secrétaire américain au Trésor, *« permet de poursuivre la politique de croissance soutenue et non inflationniste »* entamée dans les pays du G 7. Une remarque importante pour les Etats-Unis, où l'administration Clinton, l'œil rivé sur la campagne électorale et les sondages, a décidé d'accentuer sa pression sur le Congrès pour lui faire adopter un relèvement du salaire minimum, qui est fixé depuis 1991 à 4,25 dollars de l'heure. *Ce qui relance le débat sur les* conséquences, inflationnistes ou non, de cette mesure, qui intéresse directement plus de 10 millions d'Américains.

MUTISME SUR LES DÉVALUATIONS

*Parmi les autres éléments favo*rables au redémarrage, figurent notamment la réduction drastique des déficits publics, que les Sept se sont engagés à continuer, et la poursuite de la baisse des taux d'intérêt. Sur ces deux chapitres, Theo Waigel, le ministre allemand des finances, a mis en avant l'accueil très favorable accordé, selon lui, *par ses homologues à la pré*sentation de l'important programme de réduction des déficits publics – surtout sociaux – que le chancelier Kohl doit révéler fin avril et à la baisse des taux directeurs de la Bundesbank, annoncée *par surprise le 17 avril. Celle-ci ra*mène le loyer de l'argent outre-Rhin à son plus bas niveau depuis 1987. Jean Arthuis, le ministre français, a profité de l'occasion pour, selon son expression, *« croiser les doigts »*, en espérant que le Conseil de politique monétaire de la Banque de France aura à cœur de suivre l'exemple allemand lors de sa réunion du 25 avril.

Au nom du consensus – seul susceptible, semble-t-il, de rassurer les marchés financiers – les pays européens se sont bien gardés de commenter les observations des économistes du FMI sur la pertinence des politiques monétaires inscrites dans la course à *« la monnaie forte »* au regard des pays qui ont préféré jouer la dépréciation de leur devise. En présentant les « Perspectives économiques mondiales », Michael Mussa, l'économiste en chef du Fonds, avait notamment déclaré que la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suède, qui avaient choisi de décrocher du système monétaire européen (SME) lors des crises de 1992-1993, *avaient finalement bé*néficié par la suite *« d'une croissance plus forte »* que les autres pays européens sans relance de l'inflation. Le choix de dévaluer était alors *« approprié »*, selon ce spécialiste, car, à l'époque, *« les taux de change des devises concernées étaient visiblement trop élevés pour que ces pays puissent y résister »*.

Au cours du tour de table consacré à la situation des taux de change, Allemands et Français se sont distingués des autres participants pour estimer que le dollar, favorisé par la baisse du yen enregistrée au cours du second semestre 1995 par suite du *« renversement ordonné »* décidé lors du G 7 d'avril 1995, devait continuer à s'apprécier. Un tel réajustement profiterait, dans un premier temps, au mark allemand, actuellement pénalisé à *l'exportation*, et, par ricochet, à d'autres monnaies ; mais Washington, estimant sans doute que le billet vert a suffisamment monté, *ne paraît pas* disposé à l'encourager.

Le 19 avril, au lendemain de la baisse des taux décidée par la Bundesbank, le dollar était monté à 1,5125 deutschemark, son plus haut niveau depuis quatorze mois.

Cette réunion du G 7 coïncidant *traditionnellement* avec l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, les Sept ont *examiné deux questions qui lient* le « club des riches » à ces deux institutions multilatérales : les ressources financières du Fonds, qu'il convient de renforcer pour lui permettre de faire face à d'éventuels « coups de torchon » comme *la crise mexicaine*, et la réduction de la dette des pays les plus pauvres.

Passant simplement en revue les différentes hypothèses, les Sept se sont contentés de déléguer le premier sujet au comité intérimaire du FMI et de *confier la question* de la dette aux bons soins du Fonds et de la Banque mondiale. En faisant mine d'oublier qu'on ne peut alléger l'endettement de ces pays, via les organismes multilatéraux, que si les pays donateurs – ceux du G 7 en tête – cessent de réduire leur aide bilatérale au développement.

Enfin, les ministres des Sept ont officiellement délivré un satisfecit à leurs homologues russes venus exposer l'amélioration de la situation macroéconomique de leur pays et l'état d'avancement des réformes. Surtout soucieux de *conforter Boris Eltsine*, menacé par un candidat communiste à l'approche des élections présidentielles de juin, les pays du G 7 sont *restés apparemment sourds à cer*taines critiques soulevées par les « libertés » que semble prendre la Russie à l'égard des conditions accompagnant le prêt de 10,2 milliards de dollars qui lui a récemment été accordé.

Serge Marti



…x élections italienn…

Un attentat fait…

à New Delhi

Retour progressif a…

dans la capitale de…

Bill Clinton fait l'éloge du président russe

Il a néanmoins rencontré les adversaires de M. Eltsine à l'élection du 16 juin, dont le communiste Guennadi Ziouganov

MOSCOU
de notre correspondant

Le président américain Bill Clinton, prolongeant d'une journée sa visite en Russie, s'est livré, dimanche 21 avril à Moscou, à un exercice difficile, accompli avec *moins de réussite, la veille*, par les autres dirigeants du G 7 lors du sommet sur la sécurité nucléaire *(lire ci-contre)*. Cet exercice consistait à soutenir son homologue Boris Eltsine, sans lui porter tort et sans se compromettre complètement, au cas où l'actuel président russe devrait échouer dans deux mois à la présidentielle, notamment face au communiste Guennadi Ziouganov, comme le prédisent aujourd'hui les sondages.

La veille, le président Clinton avait révélé sa tactique : « *La position correcte pour les Etats-Unis est de ne pas s'impliquer de façon directe. Ce n'est pas l'affaire du président américain, ni de qui que ce soit, de dire aux citoyens russes de manière explicite comment ils doivent voter*. » Bill Clinton a donc dit, mais de manière implicite, aux Russes comment voter : pour Boris Eltsine. En langage « codé », il a donc répété que les Etats-Unis « *soutiennent le mouvement démocratique en Russie et la réforme économique* ». Après leur dixième rencontre, dimanche au Kremlin – qui aurait duré « *cinq heures* » selon le très enthousiaste Boris Eltsine, mais seulement « *deux heures et demie* » selon son porte-parole –, MM. Eltsine et Clinton, se donnant du « *Bill* » et du « *Boris* », ont tenu une conférence de presse.

UN MÉDIATEUR POUR LA TCHÉTCHÉNIE

Bill Clinton s'est livré à un éloge de la présidence Eltsine. Le président américain a insisté sur le statut du président russe, responsable d'une grande puissance. Tandis que celui-ci répétait, un peu trop souvent, qu'il avait obtenu d'être traité « *sur un pied d'égalité* » par les Etats-Unis. Bill Clinton a mis en avant les aspects positifs de la coopération russo-américaine – sur le Liban, la sécurité nucléaire, les traités de désarmement START I et II (missiles stratégiques), ABM (anti-missiles) et CFE (forces conventionnelles en Europe) –, qui « *rendent le monde plus sûr* ». Les deux présidents ont fait état de « *progrès* » dans la négociation sur l'ABM (que les Etats-Unis aimeraient bien voir assoupli) et sur le CFE (que la Russie viole notamment en Tchétchénie). Cependant, ils ont refusé de préciser la nature de ces « *progrès* » : « *Il faudrait cinq heures* », a répondu Boris Eltsine.

Bill Clinton s'est émerveillé de la « *richesse du passé russe, des réalisations du présent, des promesses de l'avenir* », des « *progrès spectaculaires* ». Il a notamment souligné que « *grâce à Boris Eltsine, plus de 60 %* » de l'économie a été privatisée et « *se trouve dans les mains du peuple* ». Et même si le peuple, qui a voté majoritairement pour l'opposition il y a quatre mois, estime généralement avoir été spolié au profit des amis du pouvoir. MM. Eltsine et Clinton ont dû se défendre, plus (M. Clinton) ou moins (M. Eltsine) adroitement, d'avoir conclu un accord pour se soutenir mutuellement lors de leurs campagnes respectives, comme l'ont révélé des journaux américains et russes, qui ont publié des documents très crédibles.

S'agissant de la guerre en Tchétchénie, Bill Clinton, « *pensant que la Tchétchénie fait partie de la Russie* », a mis en avant la guerre de sécession aux Etats-Unis pour justifier son soutien au président russe. Boris Eltsine a fait plus simple. Il a estimé que la guerre était finie, que son plan de paix « *était en cours de réalisation* », qu'il n'y « *avait plus aucune opération militaire depuis le 31 mars* ». Et ce malgré la poursuite des offensives de blindés russes, des bombardements aériens et d'artillerie ; malgré les très lourdes pertes russes cette semaine (on parle de deux cents morts). M. Eltsine a reconnu qu'il y avait encore « *des bandes qui se promènent* ». Bill Clinton a annoncé que le chef du Kremlin lui avait « *demandé de faire une chose ou deux pour aider à la réconciliation* ». C'est-à-dire, selon un haut responsable américain cité par l'AFP, de prendre contact avec le roi du Maroc, Hassan II, afin qu'il serve d'intermédiaire avec les indépendantistes tchétchènes.

Enfin, le président américain a souligné lui-même les limites de l'exercice en expliquant que les électeurs sont plus intéressés par la situation intérieure que par les sommets internationaux (l'agence Interfax annonçait au même moment une baisse de l'espérance de vie de cinq ans à Moscou depuis 1990). Bill Clinton est donc allé rencontrer à l'ambassade des Etats-Unis les autres candidats à la présidentielle de juin, dont le communiste Guennadi Ziouganov. Geste qu'aucun autre président, dont Jacques Chirac, venu cette semaine à Moscou n'avait jugé opportun. Le leader communiste Ziouganov a assuré au chef de la Maison Blanche qu'une fois au pouvoir il ne changerait pas substantiellement la politique étrangère de la Russie, que le pays continuerait sa marche en avant. Avant d'aller déclarer sur la chaîne privée NTV qu'il voulait faire de la naissance de Lénine une fête nationale.

Jean-Baptiste Naudet

Les engagements du sommet sur la sécurité nucléaire sont peu contraignants pour Moscou

Boris Eltsine plaidera à Pékin pour l'arrêt total des essais

Réunis à Moscou les 19 et 20 avril, les chefs d'Etat et de gouvernement du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Italie, Canada, Grande-Bretagne et France), auxquels s'est joint le président russe Boris Eltsine, se sont entendus sur certains engagements destinés à renforcer la sûreté de leurs centrales nucléaires, sans prendre toutefois de décision d'envergure pour lutter efficacement contre les dangers des centrales russes

MOSCOU
de notre envoyé spécial

En écoutant Jacques Chirac, samedi 20 avril lors de la conférence de presse finale du « *G7 nucléaire* » de Moscou, jurer – croix de bois, croix de fer – que « *personne n'avait mis en cause les mesures de sécurité prises par la Russie* », on en arrivait à se demander pourquoi cette réunion exceptionnelle avait eu lieu. Comme par enchantement, dû peut-être au soleil qui brillait sur la capitale russe ou à la volonté manifeste du président français, et de ses pairs, de ne pas porter ombrage à « *Boris Nikolaïevitch* », la grand peur d'une nouvelle catastrophe nucléaire dans les ex-pays communistes de l'Est, dix ans après celle de Tchernobyl, s'est évanouie.

Ainsi, concernant justement Tchernobyl, le président ukrainien, Leonid Koutchma, qui a rejoint ses huit partenaires samedi à midi, s'est contenté de réaffirmer sa promesse de fermer la centrale avant l'an 2 000 contre l'engagement pris en décembre 1995 par les pays occidentaux de lui fournir une aide de 3 milliards de dollars.

Pas question en revanche – « *ce serait stupide* », a dit Jacques Chirac – d'envisager la fermeture des onze centrales nucléaires russes du même type (RBMK) qui sont en fonctionnement, et dont « *la conception même* », selon un rapport publié en mars par l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), présente d'indéniables sources de danger. Quant aux quatre centrales russes de la première génération, du type VVER, elles ne peuvent, toujours selon l'IPSN, « *être amenées à un niveau de sécurité qui puisse être satisfaisant pour un fonctionnement de longue durée* »

« *Les pays utilisant l'énergie nucléaire doivent faire passer la sûreté avant tout autre considération* », indique pourtant le document du G7, critiquant implicitement la conception traditionnelle de l'ex-URSS, où la priorité était accordée à la production. Le document du G7 se contente de rappeler que la convention sur la sûreté nucléaire adoptée en juin 1994 fait obligation à chaque pays de présenter un rapport sur la sûreté de ses installations, rapport soumis à « *l'examen par les pairs* », ce qui implique « *la transparence en matière de réalisation et de suivi de la sûreté nucléaire* ».

L'INDEMNISATION DES VICTIMES

La communauté internationale se fondera sur ces rapports pour imposer soit la remise à niveau des réacteurs existants, soit leur fermeture. Le G 7 souhaite aussi mettre sur pied un système de financement pour garantir la responsabilité civile internationale, visant « *à indemniser les victimes d'un accident nucléaire provoquant des dommages transfrontières* », ce qui a été le cas pour Tchernobyl et pourrait l'être en mer de Barents avec les sous-marins nucléaires mis hors service. C'est pourquoi le G 7 a conclu à « *la nécessité d'élaborer une convention sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs* ». Tout en soulignant que la Russie n'a pas encore accepté l'interdiction de l'immersion en mer de tout déchet radioactif, le G 7 reconnaît que cette pratique est abandonnée de fait depuis 1993 (des déchets russes avaient alors été immergés en mer du Japon).

Le point le plus positif de cette rencontre de Moscou – outre le fait qu'elle se soit tenue, ce qui était malgré tout impensable il y a quelques années – aura été de voir la Russie accepter officiellement de se rallier à l'« *option zéro* » et de signer « *avant fin septembre* » le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT). Avec le soutien des membres du G7, le président russe a indiqué qu'il profiterait de son voyage en Chine, du 24 au 26 avril, pour tenter de convaincre les dirigeants de Pékin, réticents jusqu'à présent, de s'associer à ce traité.

José-Alain Fralon

Cinq millions d'enfants mutilés par les mines antipersonnels

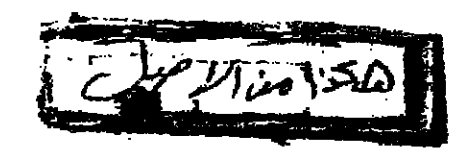
GENÈVE
de notre correspondante

Deux millions d'enfants ont été tués par la guerre au cours des dix dernières années ; tel est le chiffre énoncé par Mme Graça Machel, épouse de l'ancien président de la République du Mozambique et rapporteur spécial des Nations unies sur les enfants dans les conflits armés. Elle a précisé que cinq millions d'autres enfants ont été mutilés par les armes aveugles et les mines antipersonnel. Actuellement, il y a environ 110 millions de mines disséminées dans soixante-neuf pays, qui continuent à tuer et à mutiler même après la fin des conflits. Ce problème fait l'objet d'une nouvelle conférence internationale à partir du 22 avril, à Genève

Plus de douze millions d'enfants ont été séparés de leur famille ou sont orphelins. La moitié de l'immense masse des réfugiés et des personnes déplacées en ex-Yougoslavie et au Rwanda sont des enfants. Dans ce dernier pays, grâce à l'action entre autres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de l'Unicef, sur les quelque cent mille enfants, vingt-huit mille ont pu retrouver leur – ou une – *famille*. Mme *Machel relève que* les traumatismes physiques et mentaux dont sont victimes les enfants sont dus non seulement aux combats mais aussi aux persécutions racistes ou religieuses.

En outre, les enfants sont de plus en plus nombreux à porter les armes. Le phénomène des enfants soldats est particulièrement frappant lors des conflits internes dans les pays du tiers-monde, mais aussi dans les conflits consécutifs au démantèlement de l'Union soviétique. L'adoption d'un protocole additionnel à la convention de l'ONU sur les droits de l'enfant, qui fixerait à dix-huit ans au lieu de quinze l'âge minimum de la mobilisation dans l'armée, devrait être, selon Mme Machel, parmi les priorités de la communauté internationale.

Isabelle Vichniac



SUCCESSION Georges Marchais a laissé sa place, en 1994, à la tête du Parti communiste, à Robert Hue. Mais il continue à surveiller de près la politique de son héritier, d'autant qu'il ne partage guère la *volonté d'ouverture* de l'actuel secrétaire national du PCF. La préparation du congrès du mois de décembre durcit les positions. ● LE VAL-DE-MARNE, fédération de l'ancien secrétaire général, est devenu le lieu symbolique de l'opposition entre conservateurs et partisans de la ligne nouvelle. Les amis de Robert Hue veulent, pour conserver la gestion du département et des nombreuses municipalités communistes, mettre fin à l'« *autonomie* » des villes en acceptant de travailler avec l'Etat, ainsi qu'avec leurs voisines socialistes et de droite. ● LES MILITANTS commencent à être las de ces rivalités et du désintérêt des habitants des cités.

Les grandes fédérations du PCF sont le théâtre de batailles d'appareil

Domaine de Georges Marchais, le Val-de-Marne résiste, mais de plus en plus difficilement, à la ligne imposée par Robert Hue. En rupture avec l'orthodoxie, certains cadres veulent, pour conserver leurs bastions municipaux, mettre un terme à l'isolement de leur département

ELLE A ÉTÉ LA « *FÉDÉ* » des *grands familles du parti. « La » fé*dération, même, des secrétaires généraux, de Maurice Thorez puis de *Georges Marchais, qui* vit à Champigny-sur-Marne. Elle est devenue aujourd'hui le lieu symbolique et *physique de la résistance des* communistes dits « orthodoxes » à la politique d'*« ouverture »* du secrétaire national, Robert Hue. Place du Colonel-Fabien, où Georges Marchais continue à se rendre quotidiennement pour occuper son bureau de « numéro un » du parti – laissant à Robert Hue l'ancien bureau de Charles Fiterman –, on a trouvé un pudique euphémisme pour désigner ces résistances : *« Ouh... On a dû entendre des cris du côté de Champigny ! »*

Deuxième fédération du PCF en nombre d'adhérents après celle de la Seine-Saint-Denis, la fédération du Val-de-Marne est devenue – plus encore que celles du Nord, du Pas-de Calais ou des Bouches-de-Rhône – le lieu des batailles feutrées qui se livrent au sein du parti. Mi-mai, la direction communiste se *réunira en comité national*. Les premières contributions pour le vingt-neuvième congrès, qui se tiendra fin décembre, devraient alors éclore. Robert Hue, fort de son image dans l'opinion, affiche une confiance inébranlable. Nul *doute pourtant que les hostilités se* feront, sinon plus ouvertes, du moins plus violentes. Et que les fédérations, *via* le vote de leurs délégués, auront finalement le dernier mot.

Officiellement, rien ne sépare les communistes *« orthodoxes »* de ceux qui suivent la politique d'*« ouverture »* menée la direction du parti. Au PCF, *« pas de tendances »* : seulement une *« diversité »* dans un *« collectif »*, a rappelé Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, sur Europe 1, le 17 avril, après que quelques élus et cadres ultra-minoritaires du PCF, comme le député du Pas-de-Calais Rémy Auchedé, se furent opposés ouvertement au *« réformisme »* de la direction du parti (*Le Monde* du 17 avril).

Dans le Val-de-Marne, les divergences se font plus discrètes. *« Le département est le reflet de ce qui se passe au sein du parti communiste »*, souligne Jean-Louis Bargero, secrétaire général de l'Association nationale des élus communistes et républicains et maire de Champigny. *« On y a les mêmes interrogations, avec des gens qui peuvent parfois rejoindre les positions de Guy Hermier, et d'autres celles de Rémy Auchedé, mais l'immense majorité des communistes se retrouve dans ce qui est décidé par Robert Hue »*, indique ce communiste réputé « orthodoxe ». Comme si, entre les refondateurs proches du député des Bouches-du-Rhône et le député du Pas-de-Calais, il n'y avait qu'un *seul et vaste parti, une seule et* grande fédération.

La patron de cette fédération s'appelle Nicolas Marchand. Dans la fédé, pour se moquer, on l'appelle *« le fils de papa »*. Sur la chaise à côté de Nicolas Marchand, comme une ombre tutélaire, on trouve toujours Georges Marchais. Quand l'un parle, on sait ce que l'autre pense. A Vitry, lorsque Nicolas Marchand choisit de donner une tournure pour le moins antisocialiste au « forum » départemental organisé par le parti (*Le Monde* daté 3-4 mars), provoquant l'ire téléphonique de Robert Hue, Georges Marchais, droit comme un « i » au premier rang, se garde de parler.

Signe de leur ampleur, les passes d'armes au sein du comité fédéral du Val-de-Marne remontent désormais place du Colonel-Fabien. Au comité national du 11 avril, Nicolas Marchand se fait subtilement accrocher par Jacques Perreux, conseiller général et secrétaire de section à Vitry, où se sont tenus des forums de quartier. Le Val-de-Marne devient aussi la plate-forme d'une ligne et d'un ton « marchaisien ». Le 12 avril, devant le préfet et les élus du département, Georges Marchais commente la réforme de l'Etat engagée par Dominique Perben. *« Démantèlement des fondements de la République et de la nation au mépris des assemblées élues, renoncement à la souveraineté nationale... »*. La longue déclaration au ton pour le moins *« val-de-marnais »*, publiée par *L'Humanité*, permet à l'ex-secrétaire général de « doubler » habile*ment* le parti.

> Signe de leur ampleur, les passes d'armes au sein du comité fédéral du Val-de-Marne remontent désormais place du Colonel-Fabien

Au sein de la fédération, le débat ne s'organise pas sur un contenu politique très explicite. Mais, dans le Val-de-Marne, les problèmes de recrutement des militants, de vieillissement des cadres et de succession des élus se posent de manière exarcerbée. A Bonneuil, le parti a peiné à trouver un successeur à Bernard Ywanne, tandis que, à Ivry, Jacques Laloë a été, malgré lui, contraint de se représenter. *« Les élus communistes ont su créer confiance et habitudes électorales qui permettent, au-delà de l'étiquette politique, des réélections confortables : qui, au sein du parti, pourra désormais avoir la même aura ? »*, commente un observateur *non communiste*. Fort de ses scores historiques, le Val-de-Marne vit aussi de manière plus tragique qu'ailleurs l'effritement des positions communistes. *« Pour la première fois depuis 1945 »*, la fédé a connu un second tour à Ivry et à Vitry. Littéralement sonnée, elle contemple encore ses chiffres : 47,24 % des voix au premier tour, en 1995, contre 78,61 % au premier tour de 1989 pour Jacques Laloë, le maire d'Ivry.

Si Georges Marchais n'a jamais déclaré publiquement ses réticences vis-à-vis de la politique d'ouverture menée par Robert Hue, ses adversaires n'hésitent plus désormais à critiquer le *« couple »* qu'il forme avec Nicolas Marchand. *« Ces gens-là ne sont pas amendables*, juge un membre du comité fédéral. *La résistance farouche au changement à laquelle se livre la direction fédérale actuelle a des conséquences lourdes sur la vie du parti. Privée de débats, la vie de la fédé à été réduite à très très peu. Je trouve que beaucoup de militants sont en attente d'un changement très net dans le département, et donnent des signes visibles de fatigue »*.

A la différence de la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne a gardé des forces de rénovation assez intactes. Hors les contestataires affichés qui ont quitté le parti, comme Gaston Viens, maire d'Orly, ou Marcel Trigon, maire d'Arcueil, et des – rares – pôles *« refondateurs »* (Louis Luc, maire de Choisy, ou Guy Pettenatti, maire de Chevilly-Larue), des élus, comme Jacques Perreux, n'hésitent pas aujourd'hui à s'opposer aux pratiques de la fédération. *« Toute fermeture joue actuellement en faveur du PS, et s'avère néfaste à un épanouissement du parti »*, juge aussi le député Jean-Claude Lefort.

Les guerres de succession qui s'annoncent risquent d'accentuer les conflits. Chacun pense d'abord au conseil général. Hostile aux *« apparatchiks »* de la direction de la fédération, mais très attaché au parti, Michel Germa, président de l'assemblée départementale, a l'avantage d'être *« le plus petit dénominateur commun »*, note un observateur. Les socialistes du Val-de-Marne ne toléreraient pas la montée en puissance de Roger Grévoul, premier vice-président du conseil général et adjoint au maire d'Ivry, considéré comme *« le plus orthodoxe des orthodoxes »*. La promotion de deux élus d'*« ouverture »* au sein du conseil général, en décembre 1995 – le refondateur Guy Pettenati et Christian Favier, conseiller général de Champigny-Ouest –, marque sans doute la première étape dans les manœuvres lancées par Michel Germa pour préparer sa succession. Comme le sénateur Claude Billard, comme Jacques Perreux, *hommes d'appareil* qui ne songent pas à brader l'héritage, ce communiste montant du Val-de-Marne pourrait être l'instrument d'une transition en douceur.

L'abandon, de plus en plus probable, de son siège de député par Georges Marchais, en 1998, agite aussi les esprits. L'ex-patron du PC entretient le silence sur le sujet. Mais on tient désormais pour acquis, à la direction du parti, qu'il ne se représentera pas aux futures législatives. Les discussions sur la retraite annoncée du *« père »* vont bon train. *« Tu paries combien, qu'il ne part pas ? »*, demande cet élu communiste. Le camarade réfléchit. Il pense bien, il vient de le dire, qu'*« il »* va passer la main. Mais de là à miser dessus... *« Un franc, pas plus. Avec les hommes politiques, quand en plus ils sont communistes, et quand en plus ils s'appellent Georges Marchais, on n'est jamais trop prudent. »*

Ariane Chemin et Pascale Sauvage

La deuxième fédération de France

● **La deuxième fédération communiste** de France, après la *Seine-Saint-Denis et avant* le Nord, les Hauts-de-Seine, les Bouches-du-Rhône et le Pas-de-Calais.

● **Trois députés** sur les 22 membres que compte le groupe communiste de l'Assemblée nationale : Paul Mercieca (9e circonscription), Jean-Claude Lefort (10e), Georges Marchais (11e).

● **Deux sénateurs** : Hélène Luc, présidente du groupe communiste, républicain et citoyen au Sénat, et Claude Billard, qui a remplacé Charles Lederman le 24 septembre 1995.

● **Un conseil général**, présidé par Michel Germa. Avec 18 conseillers, dont Gaston Viens, maire d'Orly, les communistes ne disposent pas de la majorité absolue, contrairement à la Seine-Saint-Denis, l'autre *département géré par* le PCF.

● **Douze communes**, sur les quarante-sept que compte le *département, ont un maire* communiste.

Dans la cité, les cellules se réunissent comme des amicales de locataires

UN LONG CRI de muezzin secoue les blocs de la cité : *« Allez-y, allez-y ! Vingt francs pour Chirac, elles sont belles mes têtes à Chirac ! »* Les têtes d'agneau grillent dans la rôtisserie, devant la boucherie de la cité Balzac, à la frontière au sud de Vitry. Entre deux mots en turc, *trois de français, quatre de kabyle*, Azzedine Benaïssa sourit : *« C'est moins cher qu'un poulet, et les gens, ça les amuse »*. Dans ce quartier, la liste de la droite parlementaire a fait 8,51 % aux dernières municipales.

Avant de s'installer dans la cité, il y a un an, entre l'infirmerie, le discounter et le marchand de fruits et légumes qui fleure bon les épices, Azzedine Benaïssa voulait ouvrir une librairie-papeterie. Organisé, il a fait faire une étude de *marché* et vite renoncé : *« Je n'aurais vendu que* L'Équipe *et* Le Parisien. *Le reste, même* L'Huma, *c'était pas la peine. Les jeunes de la cité, le parti, ça leur dit rien »*.

Assis sur le mur du terrain de jeux, au milieu de la cité, les *« jeunes »* confirment. *« Les communistes ? Des gens cool. On les voit tous les jours. Un p'tit coup dans le nez, et ça repart »*, blaguent gentiment Hacène Mohammed et Karim Rouane. L'un vote *« à gauche »*, l'autre *« même pas »*. *« Il faudrait qu'ils fassent des choses plus gaies que leurs villes de bitume sans verdure et leurs statues sur les ronds-points »*, dit Hacène.

A elle seule, la cité Balzac compte mille logements, soit plus de cinq mille habitants, et deux cellules du Parti. Adhérente depuis ses dix-sept ans, Christine Regottaz connaît Balzac depuis 1969. Dans un cahier à spirales, la secrétaire de la cellule Eugène-Hénaff a consigné, palier par palier, toute la vie de la cité. Les 120 adhérents sont inscrits au bic, les sympathisants au crayon à papier. Un travail de fourmi, qui a permis un score de 82,5 % pour Michel Germa, le candidat du Parti, lors de la dernière cantonale, et de 57,66 % pour le maire communiste, Paul Mercieca, aux municipales de l'an dernier.

« DÉÇUE »

Christine Regottaz connaît bien *« Paul et Michel »*. Elle ne critiquera jamais non plus l'ancien patron de la fédération, même si *« Georges* [Marchais l'] *a beaucoup déçue lors de la dernière conférence de la fédération, en refusant de soumettre un amendement au vote : Mercieca ou Germa ne se le permettraient pas »*. Pourtant, elle n'y croit plus. Il y a un peu plus de vingt ans, BEPC en poche, la jolie Christine proposait l'*Huma-Dimanche*, au petit matin, direct après le bal : *« On en vendait énormément. Aujourd'hui, s'ils en vendent huit, c'est bien le diable. »* A Jacques Perreux, conseiller général de Vitry (Ouest) et membre de la cellule de Balzac, elle a expliqué : *« Je ne veux pas remettre une carte du PC, comme toi, pour avoir un communiste de plus, [illegible] militants. »*

Christine vient de se démettre de ses fonctions de secrétaire de cellule. *« Je me cherche*, dit la jeune femme. *Il ne me vient pas une seconde à l'idée de ne pas reprendre ma carte. Mais je ne milite plus. Je ne suis pas allée aux forums : j'ai l'impression de revenir à des discussions de programme commun. Quand je vais au comité de section, je rentre en chialant. On a des réunions de cellule, on dirait des réunions d'amicales de locataires. »*

Pour rire, Alain, son mari, militant depuis l'âge de quatorze ans et très fan de Robert Hue, l'appelle *« Arlette Laguiller, ou Cohn-Bendit »*. *« Bon, mais qu'est-ce que tu proposes ? »*, demande-t-il. Christine Regottaz soupire. *« Les municipalités communistes sont victimes de la politique de logement social. Ce que je crois, c'est qu'on a trop assisté les gens qui venaient s'installer dans les années 60, et qu'aujourd'hui ils ne parlent plus que de droits, jamais de devoirs. Ils n'ont pas la reconnaissance. »* Aux dernières municipales, les jeunes de Balzac ont présenté une liste de *« keums »*, *« Avenir et citoyenneté »*, derrière Abdel Terrada. Elle a obtenu un peu plus de 13 % des voix dans la cité. Sans cahier à spirales, sans réunions de cellules.

Ar. Ch.

Mettre fin à la politique de « citadelle assiégée » pour conserver des fiefs

EMPLOI, développement économique, aménagement du territoire... Au sein du conseil général et des municipalités communistes du Val-de-Marne, les dossiers font l'objet de luttes feutrées entre proches de Georges Marchais et partisans de Robert Hue. Peu à peu, sur des projets comme le développement du site stratégique de Seine-Amont, qui concerne douze communes, s'installe l'idée que le Val-de-Marne ne peut vivre en autarcie face à ses partenaires naturels que sont l'Etat, la région et les communes de droite.

Les élus communistes sont guidés dans leur action par une préoccupation majeure : conserver le conseil général, présidé depuis 1976 par Michel Germa, qui succédait au gaulliste Roland Nungesser. Pour garder la majorité relative, le PC doit protéger ses fiefs municipaux. La notion de territoire est d'autant plus importante que les dernières élections municipales ont révélé la fragilité de plusieurs viviers d'élus communistes. Pour conserver ses villes, le parti communiste a largement fait usage de tous les outils de maîtrise de l'espace. Le département les y a aidés en créant, en 1989, la Société d'ingénierie et de développement économique (Sidéco). Il se retrouve, ainsi, propriétaire de 800 000 m² de terrains concentrés à Champigny-sur-Marne, Villejuif, Alfortville, Valenton, Villeneuve-le-Roi et Vitry-sur-Seine.

POLITIQUE SÉLECTIVE

Dans les villes concernées, les élus d'opposition affirment que la Sidéco a essentiellement servi à empêcher d'autres aménageurs, dont les projets immobiliers ne convenaient pas aux municipalités communistes, de prendre racine. L'opposition de gauche n'hésite pas à parler d'Ivry comme d'une *« forteresse »*, *édifiée sur une double* politique du logement et de l'urbanisme particulièrement sélective. La préfecture ne parvient pas à vé*rifier auprès de l'office d'HLM* de la commune les revenus des locataires, comme le prévoit la loi, ni à faire usage du contingent de logements qui lui revient.

Un des objectifs de la mission Seine-Amont, menée par l'Etat, est de regagner sur ce secteur stratégique de l'agglomération parisienne les trente mille habitants et les dix mille emplois perdus entre 1975 et 1990. Ce projet est prétexte à des conflits déclarés entre l'Etat d'une part, le département et les villes communistes d'autre part, et à des luttes plus sourdes, au sein de la mouvance communiste, entre les défenseurs purs et durs des frontières de la « banlieue rouge » et les partisans d'une « décrispation » territoriale.

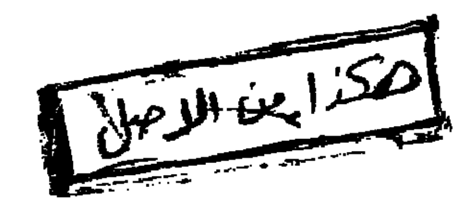
A Ivry, une des villes les plus concernées en raison de l'importance de ses *friches industrielles* et de sa mitoyenneté avec la zone d'aménagement concerté parisienne Seine-Rive gauche, Seine-Amont est à l'origine de l'évincement de l'ancien adjoint chargé de l'urbanisme, Gilbert Ridouh, jugé trop coopératif avec l'Etat, et à son remplacement par Daniel Mayet, fervent défenseur des frontières ivryennes. *« Le territoire du département n'est fait que de communes »*, reconnaît M. Germa, qui se défend d'imposer quoi que ce soit aux communes au nom d'une politique départementale.

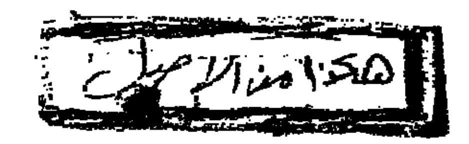
DE NOUVEAUX ÉLUS

Pourtant, dans les coulisses du conseil général, de nouveaux élus, qui se situent davantage dans la ligne de Robert Hue, prônent une autre politique. En décembre 1995, deux figures de l'orthodoxie *communiste du Val-de-Marne*, Hélène Luc, sénateur, et Yves Cosnier, maire de Villejuif, ont abandonné leur vice-présidence au profit de Guy Pettenati, le turbulent maire de Chevilly-Larue, et de Christian Favier, élu en 1994 dans un des cantons de Champigny. D'abord chargé de gérer le dossier délicat de la Sidéco, ce jeune conseiller général est désormais aussi président de la commission des finances. Ses délégations lui permettent de concrétiser *« la volonté* [du département] *de faire bouger les choses en matière d'aménagement du territoire et de développement économique »* et d'adopter *« une attitude plus ouverte vis-à-vis des autres acteurs »*. Sans aller jusqu'à prôner une intercommunalité contraignante en Seine-Amont, M. Favier constate que *« même les communes les plus réticentes ont compris qu'elles devaient agir en commun »*.

« Le poids des communistes d'ouverture va grandissant dans le département », constate Richard Dell'Agnola, député RPR, qui a engagé sa ville de Thiais dans quelques actions communes, en matière d'emploi et d'environnement, avec ses voisins communistes et socialistes d'Orly, Chevilly-Larue, Fresnes et l'Haÿ-les-Roses. Les dernières élections ont démontré que le PCF, là où il ne s'était pas rénové, perdait du terrain. Sans l'avouer officiellement, les maires les plus menacés semblent aujourd'hui penser que l'avenir du communisme passe par une rupture avec la stratégie de la « citadelle assiégée » qui a longtemps caractérisé son action dans le Val-de-Marne.

P. Se.


هكذا عن الاصل



L'armée de l'air s'inquiète de sa capacité à financer le Rafale

Des rapports parlementaires évaluent le coût global à environ 180 milliards de francs

Dans un entretien à *Air et cosmos* daté du vendredi 19 avril, le général Jean Rannou, chef d'état-major de l'armée de l'air, s'inquiète de la capacité de l'armée de l'air à financer le Rafale. Le programme ayant été retardé de deux ans, le *premier escadron devrait être constitué avec vingt avions en ligne en 2005.* Le général Rannou évoque aussi les conséquences de la professionnalisation pour l'armée de l'air.

« LES PERFORMANCES du Rafale ne m'inquiètent pas. Ce qui m'inquiète, c'est notre capacité à financer le programme », déclare le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Jean Rannou, dans un entretien à l'hebdomadaire spécialisé *Air et cosmos* daté 19 avril.

Le général Rannou explique que, parmi les 300 avions du type Rafale dont la commande est prévue, 220 seront affectés prioritairement à la mission de projection (les opérations extérieures) et les 80 restants aux autres missions : dissuasion nucléaire (avec un nouveau missile air-sol), protection (défense aérienne) et prévention (renseignement). *« Le programme Rafale a été récemment retardé de deux ans. Le premier escadron sera désormais constitué avec vingt avions en ligne en 2005 »*, précise le chef d'état-major, qui ajoute que les livraisons d'appareils de série devraient s'échelonner de 2003 jusqu'à 2017-2019 à peu près et que *« les capacités de contre-mesures électroniques* [nécessaires au système d'arme à bord du Rafale] *ne seront pas complètement validées avant 2005-2005 »*.

A propos du coût de l'avion, le général Rannou indique que le prix de série du Rafale, donné comme un objectif à ses constructeurs, et « sortie d'usine » (c'est-à-dire équipé, mais non armé), avec les rechanges, est d'environ 300 millions de francs l'exemplaire.

ÉVALUATION CONTESTÉE

« La version monoplace est un peu moins chère que la version biplace. C'est le prix moyen des cent premiers avions. Ensuite, le prix baissera et, si l'avion est exporté, cette baisse, considère le chef d'état-major, *s'accentuera encore.* »

Selon des rapports parlementaires, le programme Rafale (toutes dépenses confondues, depuis les études jusqu'à la production en série) est globalement estimé à quelque 180 milliards de francs. Cette évaluation est contestée par son principal constructeur, le groupe Dassault.

« L'ATF me paraît aujourd'hui entrer dans les critères définis par le ministre de la défense », assure aussi le général Rannou, en évoquant l'avion de transport futur, qui doit remplacer le Transall à partir de 2005 et qui devrait être commandé à une soixantaine d'exemplaires. *« L'appareil répond aux besoins,* ajoute-t-il, *il n'est pas trop sophistiqué et correspond au prix fixé »*. Pour le général Rannou, *« les partenaires* [outre la France, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Belgique et la Turquie] *doivent maintenant signer, avant l'été, le document définissant les spécificités techniques communes »*.

Enumérant les conséquences pour l'armée de l'air – qui compte 35 % d'appelés – de son passage à la professionnalisation et de la perte de 24 % de ses effectifs globaux, son chef d'état-major explique : *« Il va falloir limiter nos exigences en matière de protection des bases, réduire aussi les moyens de soutien et de support, et fermer ou restructurer certaines bases, comme Apt* [il s'agit du plateau d'Albion, d'où les missiles nucléaires seront retirés], *Nîmes, Limoges et Cenon. »*

L'armée de l'air testera en 1997 son processus de professionnalisation sur trois bases : une base de chasse (Colmar), une base-école (Cognac) et une base technique et entrepôt (Ambérieu).

Trois clients potentiels à l'exportation

Prêt pour 2005, le premier escadron opérationnel de Rafale ne permettra pas de former et de perfectionner les équipages des armées de l'air étrangères susceptibles d'acheter l'avion français. Des discussions ont lieu, en effet, avec la Norvège, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Dassault aurait souhaité obtenir du gouvernement que l'armée de l'air française soit équipée d'un escadron opérationnel dès 1999-2000, de façon à donner sa garantie pour, le cas échéant, entraîner les pilotes de ces pays. Le ministre de la défense pourrait proposer une solution qui consisterait à utiliser, à cette fin, les prototypes actuellement en état de vol et, éventuellement, les premiers Rafale destinés à la marine.

Jacques Isnard

Sondages : M. Chirac résiste, M. Juppé remonte

A L'OCCASION du premier anniversaire de *l'élection de Jacques* Chirac, dont le premier tour a eu lieu le 23 avril 1995, une enquête réalisée par CSA du 17 au 19 avril auprès d'un échantillon de 1 000 personnes et publiée par *Le Parisien* du 22 avril, indique que le président de la *République serait réélu si l'élection* avait lieu aujourd'hui. Toutefois, la marge d'avance de M. Chirac sur son concurrent socialiste serait réduite : Lionel Jospin arriverait en tête du premier tour avec 26 %, contre 25 % à M. Chirac, et talonnerait l'actuel président qui ne l'emporterait qu'avec 51 % des voix au second tour, contre 52,6 % il y a un an. Ce sont les ouvriers et les jeunes qui sont les principaux déçus du chiraquisme.

Une autre enquête, réalisée du 12 au 19 avril auprès d'un échantillon de 1 865 personnes par l'IFOP et publiée par *Le Journal du dimanche* dans son édition du 21 avril, fait apparaître que la cote de popularité du président de la République a reculé d'un point en avril, à 37 %, contre 49 % d'avis contraire. En revanche, le premier ministre, Alain Juppé, enregistre une hausse de cinq points, avec 32 % de satisfaits, tandis que 56 % (– *8* points) sont d'avis contraire.

Le Front national en fort progrès à Lunéville

MEURTHE-ET-MOSELLE
Canton de Lunéville-Nord (2e tour).
I., 9 128 ; V., 3 869 ; A., 57,61 % ; E., 3 649.
Alain Verdenal, div.d., m. d'Einville-au-Jard, 2 174 (59,57 %)... ÉLU
Jean-Claude de Sars, FN, c.m. de Lunéville, 1 475 (40,42 %).

[Alain Verdenal, divers droite, emporte son duel avec le Front national Jean-Claude de Sars, et succède à André Morel (UDF-PR), décédé. A l'issue du premier tour, il avait notamment reçu l'appui du candidat socialiste, Jean Becker, d'un conseiller général communiste, Maurice Villaume, et du secrétaire départemental du Mouvement des citoyens, Jean-Paul Chariot. François Guillaume, ancien ministre et député (RPR) de Meurthe-et-Moselle, avait appelé à *« une mobilisation de tous les démocrates de progrès »* en sa faveur. Ces soutiens n'ont pas empêché son adversaire, M. de Sars, de progresser fortement au second tour, puisqu'il gagne 501 voix par rapport au premier tour, pour une participation qui n'a augmenté que de 148 suffrages exprimés.

14 avril 1996 : I., 9135 ; V., 3605 ; A., 60,53 % ; E., 3501 ; Alain Verdenal, 974 (27,82 %) ; Jean-Claude de Sars, 932 (26,62 %) ; Olivier Ricard, UDF sout. RPR, c.r., 667 (19,05 %) ; Jean Becker, PS, 575 (16,42 %) ; Jean-Pierre Guérin, PCF, 242 (6,91 %) ; Pascal L'Huillier, div.d., 111 (3,15 %).

29 mars 1992 : I., 9179 ; V., 5194 ; A., 43,41 % ; E., 4860 ; André Morel, UDF-PR, 2784 (57,28 %) ; Gérard Legrand, PS, 1218 (25,06 %) ; Jean-Claude de Sars, FN, c.m. de Lunéville, 858 (17,65 %).]

DÉPÊCHES

■ **SÉCURITÉ SOCIALE : Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière,** a réitéré, dimanche 21 avril, sur Europe 1, ses critiques contre le « Plan Juppé » sur la Sécurité sociale en affirmant que FO ne *« changera pas de ton »* et ne *« baissera pas la tête »*. M. Blondel a reproché au premier ministre de *« vouloir mettre complètement en l'air »* l'hospitalisation publique. Pour la défense de la sécurité sociale, FO organise un rassemblement à Paris, à la Mutualité, mercredi 24 avril, jour où les ordonnances sur l'hôpital, la médecine libérale et la gestion des caisses sont présentées au Conseil des ministres.

■ ***IMMIGRATION : Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture,*** a désapprouvé, dimanche 21 avril, les propositions du rapport parlementaire sur l'immigration clandestine. *« Je suis le quatrième ministre qui n'est pas très à l'aise en lisant les propositions de ce rapport. Les lois de M. Pasqua sont des textes qui me semblent assez fermes. Appliquons-les »*, a déclaré M. Vasseur, lors de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1. Lundi 22 avril, sur RMC, c'est Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, qui a qualifié d'*« agitation inutile »* le rapport parlementaire, ajoutant qu'il ne croyait pas à *« la nécessité de renforcer les lois existantes »*.

■ **CORSE : Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire,** de la ville et de l'intégration, a déclaré, dans un entretien au quotidien *La Corse-Le Provençal* du 20 avril, que le contenu du statut de zone franche en Corse ne devra pas *« provoquer des réactions de certains pays comme l'Italie, la Grèce ou le Portugal »*, qui pourraient, *« eux aussi, revendiquer des avantages pour leurs îles »*. M. Gaudin a précisé : *« Les exonérations fiscales que nous allons mettre en avant ne doivent pas créer de facteurs de déséquilibre avec des concurrents européens. »*

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE : Didier Leroux, président du mouvement Une Nouvelle-Calédonie pour tous,** a dénoncé, samedi 20 avril à Nouméa, la méthode choisie par l'Etat pour les négociations sur l'avenir institutionnel du territoire. Il a notamment souligné le caractère *« partisan »* de l'Etat vis-à-vis du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) et estimé que le gouvernement n'a pas compris *« l'impérieuse nécessité de se montrer impartial »*.

■ **LIBÉRAL : Le Centre national des indépendants et paysans** a décidé, lors de son Conseil national, samedi 20 et dimanche 21 avril, de présenter trois cents candidats lors des élections législatives de 1998 pour *« réorienter* [la majorité] *sur les idées libérales »*. Son président, Jean-Antoine Giansily, n'exclut pas que des candidats CNI se présentent contre des sortants de la majorité actuelle afin d'*« encourager la compétition »*.

■ **ELYSÉE : Edouard Balladur a été invité** à participer, lundi 22 avril, au dîner offert à l'Elysée par le président de la République, Jacques Chirac, en l'honneur du roi du Cambodge, Norodom Sihanouk.

Les rumeurs de Bercy n'inquiètent pas M. Perben

DOMINIQUE PERBEN reste *« serein »*, malgré les rumeurs alarmistes en provenance de Bercy. Alors que les ministères des finances et du budget laissent volontiers entendre que les effectifs de la fonction publique pourraient diminuer en 1997 (*Le Monde* du 19 avril), le cabinet du ministre de la fonction publique indique, au contraire, que M. Perben souhaite les stabiliser. Il rappelle en outre qu'il a ouvert une négociation sur la résorption de l'emploi précaire.

Au ministère de la fonction publique, le non-remplacement de quelque trente mille emplois, soit la moitié des départs annuels à la retraite, évoqué ici ou là, est jugé *« hautement fantaisiste »*. On rappelle que le gouvernement ne souhaite pas faire subir de restrictions à des secteurs tels que l'enseignement, plus gros consommateur de personnel, ou la police. D'autres ministères, tels que l'équipement ont, pour leur part, déjà diminué de façon drastique leurs effectifs. Le cabinet de M. Perben indique que les rumeurs ainsi lancées font partie du *« jeu habituel »* interne au gouvernement, et que c'est Matignon qui tranchera.

Les syndicats ne le prennent pas aussi bien (*Le Monde* daté 21-22 avril). D'autant plus qu'en laissant entendre que cette compression d'effectifs serait la contrepartie d'une augmentation salariale en 1997, Bercy entérine l'idée qu'il n'y aura pas de hausse en 1996. Bien que Dominique Perben ait confirmé, récemment, que l'année en cours serait *« blanche »*, et que des propositions salariales seraient faites pour 1997 et 1998, les syndicats persistent à demander une augmentation pour 1996.

R. Rs.



Le district de Montpellier veut un tramway pour l'an 2000

Le projet anticipe une forte augmentation de la population

Le district de Montpellier (Hérault) vient d'arrêter le principe de la construction d'une ligne de tramway qui devrait traverser la ville d'est en ouest, en desservant les sites les plus fréquentés, et constituera l'« *épine dorsale* » du réseau de transports urbains : elle sera connectée aux moyens de transport existants.

MONTPELLIER
de notre correspondant

Montpellier devrait rejoindre d'ici quatre ans le « club » des villes françaises (Strasbourg, Saint-Denis et Bobigny, Nantes...) qui ont fait de nouveau du tramway un outil privilégié du transport urbain : le district de l'agglomération, présidé par le socialiste Georges Frêche, maire de Montpellier, a approuvé fin mars le tracé définitif de sa première ligne de tramway, qui devrait être réalisée à l'horizon 2000. Il s'agit d'anticiper l'augmentation prévisible de la population : la Société montpelliéraine de transports urbains (SMTU) estime que le nombre d'habitants du district passera de deux cent quatre-vingt-dix mille à trois cent quarante mille dans les dix ans qui viennent. Les besoins de déplacement devraient s'accroître de 20 %.

Selon Francis Amans, ancien directeur régional de la SNCF et responsable du projet tramway à Montpellier, la future ligne « *constituera l'épine dorsale du réseau* » de transports urbains. Aux entrées et sorties de Montpellier, des parkings gardés permettront aux habitants de garer leur voiture, puis de prendre le tramway en ne payant qu'un seul ticket. Tout au long du parcours, qui traversera la ville d'est en ouest, plusieurs stations seront conçues comme des plaques tournantes permettant d'emprunter des correspondances avec les autres moyens de transport. « *Ces stations seront implantées dans tous les endroits à fort potentiel d'activité ou d'emploi* », précise M. Amans.

La conception du trajet a donné lieu à un recensement des sites les plus fréquentés : le stade de La Mosson, les grands hôpitaux, les facultés, le Corum (Opéra-Palais des congrès), la gare, etc. Tous ces lieux seront desservis, y compris la célèbre place de la Comédie, au coeur de la ville. Il faudra pour cela construire un tunnel en contrebas du Corum. Le terminus sera implanté à l'est, en bordure de l'autoroute A 9, non loin de la future gare TGV à laquelle la ligne pourra par la suite se raccorder.

Une première estimation a permis d'évaluer les travaux à 2 milliards de francs hors taxes. Sauf imprévu, ils devraient démarrer à l'été 1997 et s'étaler sur trois ans. Leur financement, encore imprécis, devrait être supporté par le district, qui compte sur l'aide de l'Etat, celle d'autres collectivités locales, et sur un emprunt. L'appel d'offres devrait être lancé cet été. Il prévoit une commande de vingt-cinq à trente rames de deux cents places accessibles aux handicapés, transparentes, et surtout climatisées.

La société de transport affirme que le tramway ne supprimera pas d'emplois. Au contraire, selon Patrick Vautier, son directeur du développement, « *il faudra créer de nouveaux postes soit par recrutement soit par reconversion* ». Pour l'instant, l'idée semble plutôt bien accueillie par la population. Inquiète à l'idée de voir les impôts flamber durant les prochaines années, une partie de l'opposition municipale préférerait cependant opter pour un TVR, ou tramway à pneus, jugé moins onéreux. La SMTU dit avoir étudié cette hypothèse, mais elle considère que le TVR « *n'a pas fait ses preuves* » et est inadapté au contexte montpelliérain.

Jacques Monin

Trois ans de travaux, plus de deux milliards de francs



Une victoire du maire de Rennes sur les opposants au métro VAL

La commission d'enquête publique, qui devait se prononcer sur ce projet contesté, estime que les arguments de ses adversaires reposent sur des « observations infondées »

RENNES
de notre correspondant

Le maire de Rennes, Edmond Hervé (PS), vient de remporter une victoire dans la polémique qui l'oppose depuis des années aux adversaires de son projet-phare : la création d'un métro VAL (véhicule automatique léger) dans l'agglomération rennaise : à l'unanimité, les cinq membres de la commission d'enquête publique appelée à se prononcer – après analyse des 945 contributions écrites déposées par les 1 600 personnes ayant, du 13 novembre au 23 décembre 1995, visité les six bureaux ouverts au public – ont émis un avis favorable au projet, assorti de surcroît de considérations sévères pour les opposants au maire.

La précédente déclaration d'utilité publique avait été annulée par le tribunal administratif, le 16 février 1994, à la suite d'une requête des Verts locaux. M, Hervé a refusé en effet, pendant des années, d'accéder à la demande de ceux qui – au sein des écologistes comme au sein de la droite – contestaient son choix et exigeaient un référendum au profit, par exemple, de la solution alternative que constitue le tramway. La plupart des observateurs considéraient même que l'intransigeance de M. Hervé était l'un de ses rares handicaps aux élections municipales de juin 1995.

Réélu, M. Hervé remporte aujourd'hui une nouvelle manche. Le rapport de la commission d'enquête publique, favorable au VAL, a été remis, mardi 16 avril, au préfet d'Ille-et-Vilaine. Il revient maintenant à ce dernier de prendre avant le 23 décembre, soit un an après la clôture de l'enquête publique, un nouvel arrêté d'utilité publique.

Dans leur conclusion, les commissaires enquêteurs souhaitent que « *toutes les dispositions soient prises pour que les usagers se sentent en sécurité dans les stations et dans les rames, en particulier par la présence d'un nombre suffisant d'agents d'accueil et de sécurité, et que soient parfaitement étudiés dans le détail tous les moyens destinés à faciliter l'usage du métro par le public* ».

La commission demande également que « *toute disposition soit prise pour que les divers parkings de dissuasion puissent être agrandis sans difficultés majeures dans le cas où la demande l'exigerait* ». Elle note que les arguments des opposants au projet relèvent d'« *observations infondées, fruit de rumeurs ou affirmations gratuites* », ou de la mise en avant d'inconvénients mineurs « *sans commune mesure avec les avantages du projet mis en valeur par l'étude d'impact* ». La commission souligne que « *le tramway n'est pratiquement envisageable que s'il passe en souterrain sur 45 % de son trajet (9 kilomètres). Son coût, inférieur de 15 %, ne justifie pas les inconvénients qu'il représente.* » Quant au transport sur voie réservée (TVR), « *un peu moins coûteux* », il « *devrait passer en souterrain de la même manière* ». De plus, « *il n'a pas été jusqu'à présent expérimenté en ville* ». Le premier arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique des travaux, en date du 15 février 1993, avait été annulé en raison de l'absence, dans le dossier soumis à enquête, des coûts d'entretien et d'exploitation et d'une estimation de la rentabilité financière. Au choix politique de la ville et du district de Rennes, confirmé par les élections municipales de 1995, répondra sans doute une décision politique du gouvernement, qui avait donné jusqu'à maintenant l'impression d'espérer que ce dossier était susceptible d'empêcher la réélection du socialiste Edmond Hervé à la tête de la mairie et du district.

Christian Tual

Comme à Lille et à... Chicago

Avec 350 000 habitants, Rennes sera l'une des plus petites agglomérations du monde à se doter d'un métro. Le métro automatique léger de Matra (qui fonctionne également à l'aéroport d'Orly, à Toulouse et à Lille, ainsi, pour l'étranger, qu'à Chicago et à Taïpeh) a été choisi de préférence au tramway d'Alsthom. La ligne, qui passera par le centre et la gare, aura une longueur de 9,3 kilomètres, dont 3,8 en tunnel. La décision du conseil municipal de Rennes, qui date de 1989, avait constitué une revanche pour Matra, évincé du marché de Strasbourg la même année au profit du tramway.

ÉDUCATION Nommé président du Conseil national des programmes en 1993 par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, le philosophe Luc Ferry a entrepris une réflexion sur la transformation du contenu des enseignements, de l'école à l'université. ● IL SUGGÈRE de rompre avec la logique des disciplines et se prononce en faveur de l'élaboration d'un *« socle commun de connaissances »* pour tous les élèves. Cette idée a été reprise par Roger Fauroux, président de la commission de réflexion sur l'école, dans ses propositions. ● UN RAPPORT de l'inspection générale de l'éducation nationale montre que la filière suivie, le type d'établissement fréquenté et la réussite ou l'échec scolaire sont des facteurs essentiels de *« l'absentéisme des lycéens »*. Ce taux est d'autant plus élevé que l'orientation n'a pas été vraiment désirée par le lycéen.

Luc Ferry : « Le cours préparatoire doit devenir une priorité nationale »

Dans un entretien au « Monde », le président du Conseil national des programmes, un des inspirateurs des travaux de la commission Fauroux sur les contenus de l'enseignement, préconise une rupture avec la logique des disciplines, de l'école à l'Université

« *La commission Fauroux* s'est largement inspirée de vos réflexions et de vos notes dans son diagnostic sur l'école. Quelles remarques vous inspirent ses conclusions ?

– Je les commenterai lorsqu'elles seront rendues publiques par la commission elle-même. Cela dit, j'ai beaucoup insisté devant elle sur la notion de socle commun de connaissances, de savoir-faire et de compétences qu'il convient de transmettre aux élèves avant la fin de la scolarité obligatoire.

– Ce « socle commun » est-il assimilable au « kit de survie » évoqué par la commission ?

– La formulation serait malheureuse, même si l'intention est bonne. L'évocation d'un *« kit de survie »* ou d'un *« smic culturel »* peut donner l'impression que l'on veut abaisser les exigences de *l'école face à la massification du* public scolaire. Il s'agit bien évidemment du contraire. Surtout lorsque, comme l'indique la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), on constate en calcul et en dictée une diminution réelle des compétences des élèves actuels par rapport à ceux qui passaient le certicat d'études dans les années 20. Quand 15 % des élèves entrant au collège ne possèdent pas les fondamentaux de la lecture et de l'écriture et 25 % ceux du calcul, la situation devient problématique. C'est le signe d'un certain échec de l'école, et pas seulement du collège. Quelque chose s'est mal passé, vraisemblablement au niveau du cours préparatoire.

– Tous les avis convergent pourtant pour faire porter sur le collège les difficultés actuelles...

– J'ai moi-même changé d'avis sur ce point en constatant que les problèmes du collège résultent aussi de difficultés qui n'ont pas été résolues à l'école. Tous les maîtres le *disent : la quasi-totalité des enfants* qui n'ont pas appris à lire et à écrire *en cours préparatoire* se retrouvent dans la même situation en sixième. Or, au CP, les élèves sont attentifs, ils jouent le jeu, font confiance au maître. Cinq ans après, les mêmes *sont parfois dégoûtés de la vie scolaire*, des programmes, des professeurs. Que s'est-il passé entre-temps ?

> « La transmission d'une culture commune à tous les élèves relève des missions républicaines »

***– Est-ce à dire que la réforme* des programmes du collège est vaine tant qu'on n'aura pas commencé à revoir le cycle du primaire ?**

– Là n'est pas la question. Les programmes ne sont pas mal faits sur le papier, mais il faudrait sans doute profiter des documents d'application pour essayer de faire passer dès l'école primaire cette idée de culture commune et prévenir l'apparition d'une culture disciplinaire censée préparer l'entrée au *collège. Si l'on reconnaît que* la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul est une priorité nationale, il faut s'en donner les moyens, y compris par des mesures impopulaires.

– Par exemple ?

– Pourquoi ne pas regrouper deux classes de CP à certains moments de telle façon que l'un des maîtres s'occupe des élèves en difficulté ? Pourquoi ne pas réserver cette classe charnière à des enseignants expérimentés ? A condition qu'ils *soient bien encadrés*, des intervenants extérieurs ne pour*raient-ils pas au moins servir à* alléger la charge des maîtres pour qu'ils puissent s'occuper des enfants en difficulté. Surtout, il faudrait que l'apprentissage de la lec*ture ne soit pas vécu comme une* simple technique, mais inséré dans un système de sens attrayant et que les autres disciplines y soient associées davantage.

– Après ceux de sixième, le conseil national est saisi de la réforme des programmes du nouveau cycle de cinquième et de quatrième. Sont-ils plus conformes à votre attente ?

– Les programmes de sixième ont connu une évolution notable. Ceux que l'on nous propose aujourd'hui restent encore trop marqués par la lourdeur et la prédominance des logiques de discipline. Au CNP, nous sommes totalement convaincus de la nécessité d'alléger les pro*grammes pour les recentrer sur les* fondamentaux. La difficulté est de dire comment et d'être entendus.

– Est-il réellement possible de rompre avec la logique disciplinaire pour prendre en compte cette notion de « socle commun » que vous défendez ?

– On a trop tendance à fabriquer des programmes pour des professeurs ou de futurs professeurs sans s'interroger sur le sens des contenus à transmettre, sur leur intérêt intrinsèque et leur légitimité de *fond. Nous sommes sortis*, en vingt-cinq ans, d'une culture scolaire qui, au collège et au lycée de mon enfance, passait par l'autoritarisme. Personne ne songeait même à discuter les contenus. *Depuis* 1968, le principe de l'argument d'autorité est battu en brèche. Nous nous heurtons souvent, aujourd'hui, à deux idéologies opposées.

» D'un côté, ce sont d'anciens soixante-huitards reconvertis dans le républicanisme pur et dur qui deviennent les plus farouches défenseurs d'une culture académique. Ils s'arc-boutent sur les grands classiques pour élever le niveau des plus défavorisés. Ce discours était jadis porté par les conservateurs. De l'autre, on entend le refrain *classique de « l'ouverture de l'école* sur la vie », qui risque de ruiner l'idée même de culture scolaire. En réalité, la vraie question est de savoir comment relégitimer cette culture scolaire, donner un sens aux programmes et aux contenus afin qu'ils soient suffisamment intéressants pour faire autorité par eux-mêmes. Ce n'est pas aux enseignants de porter les programmes à bout de bras et de force, mais aux programmes de les porter et de les aider. Croyez bien que les enseignants sont malheureux quand ils constatent que ce qui les a passionnés tout au long de leur vie universitaire ne passe pas auprès des élèves. Proclamer *« gardarem lou Balzac »* ou sortir sa guitare sont deux attitudes dérisoires...

– S'agit-il dans votre esprit d'introduire une nouvelle révolution pédagogique ?

– Pour préparer l'élaboration de ce socle commun de connaissances, la réflexion du CNP s'oriente autour de la notion de pôles disciplinaires, en commençant par le collège. L'un regrouperait les humanités, l'autre la connaissance du monde, axée sur les sciences expérimentales. Au lieu *de définir les programmes* discipline par discipline, nous essayons de bâtir le plan d'un manuel de cycle centré sur les acquisitions fondamentales. On doit pouvoir dire en *150* ou *200* pages ce qu'un élève de sixième doit savoir, non pas en mathématiques, en physique, en biologie ou en technologie, mais dans toutes ces disciplines prises ensemble, intégrées entre elles. On l'oublie trop souvent, mais il existe aussi une culture générale scientifique.

– Cette refonte suppose-t-elle une réforme complète de la formation des futurs enseignants ?

– *L'idée* même est difficile à faire passer. Le recrutement par concours est dominé depuis des décennies par la légitimation des disciplines. Cette logique a sa raison d'être à l'université et dans la recherche, mais elle est fâcheuse au collège et à l'école. Je reste persuadé que la notion de socle commun s'applique à tous les niveaux, de l'école à l'université. Je serais ravi que mes étudiants de philosophie reçoivent des cours de grand débutant ou de mise à niveau dans d'autres matières comme l'histoire, les langues, les grandes découvertes scientifiques du vingtième siècle. Si un enseignement de ce type existait, tant en premier cycle que pour la formation de maîtres, il serait possible d'enseigner diffé*remment à l'école et au collège.*

– Cette approche différente serait-elle de nature à tenir compte de la diversité des publics scolaires ?

– C'est le but de l'opération. Nous sommes convaincus que cela permettrait d'introduire des parcours différenciés sur une base saine. La transmission d'une culture commune à tous les élèves relève des missions républicaines. La question de la diversification des filières se poserait en des termes *très différents si* cette mission était vraiment remplie. Un bon manuel de cycles devrait pouvoir être compris par tous, fût-ce avec des niveaux de profondeur différents. Je suis sûr qu'en plus il aurait un réel succès auprès des parents.

– Cette approche nouvelle des contenus nécessite-t-elle selon vous une transformation des structures ?

– Si l'on réfléchit à ce que doit être un programme fondé sur le sens plus que sur l'autorité, il faut *nécessairement remettre à plat* la question des horaires, des disciplines, du nombre des enseignants. Mais cela ne pourrait se faire que par étapes. Ce débat est, à mes yeux, aussi important que celui qui porte sur les rythmes scolaires. Les enseignants seraient prêts à engager cette discussion sans tabous ni préjugés s'il était clair, pour eux, qu'il s'agit de redonner un sens et une vraie autorité à la culture scolaire. »

Propos recueillis par Michel Delberghe

Consultation sur les programmes de 5e et de 4e

Comme le prévoyait le nouveau contrat pour l'école, les enseignants *ont été consultés, en 1995, sur les programmes du collège qui* n'avaient pas été fondamentalement révisés depuis 1985. Ceux de 6e – le nouveau « cycle d'observation » –, parus en janvier, ont été amendés lors d'une vaste mais hâtive consultation qui avait suscité de grandes réserves parmi les organisations syndicales.

Les programmes du cycle « central », de 5e et de 4e, publiés au *Bulletin officiel* du 7 mars, ont été soumis aux enseignants. La consultation ne semble guère avoir obtenu d'écho. Des synthèses académiques sont en cours avant l'examen définitif des observations par les groupes techniques de discipline durant les mois de mai et juin. Le conseil national des programmes devrait également formuler un avis. Dernière étape de cette procédure, le conseil supérieur de l'éducation se réunira le 4 juillet sur l'ultime version des programmes qui entreront en vigueur pour la rentrée 97-98.

L'absentéisme des lycéens est lié à l'image de leur filière

ADMIRABLE glissement du vocabulaire : on disait autrefois *« faire l'école buissonnière »*, avec un côté badin et poétique. Naguère, on *« séchait les cours »* ; le fait devenait plus grave et plus précis. A l'heure de l'école de masse, on emploie le même mot en « isme » qu'à l'usine ou au bureau : *« absentéisme »*. Mais parle-t-on toujours de la même chose ? Deux ans après l'enquête de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) sur les comportements des adolescents (*Le Monde* du 26 mai 1994), qui montrait qu'un jeune sur huit manquait régulièrement les cours, l'inspection générale a jugé que le phénomène faisait l'objet de suffisamment de rumeurs alarmistes pour s'y pencher à nouveau. Centrée sur les lycéens – dont on rappelle sans cesse qu'ils coûtent chacun 48 000 francs par an à la nation – cette nouvelle enquête, remise récemment à François Bayrou, minimise les chiffres de l'Inserm. Elle propose surtout une analyse qualitative de l'absentéisme, pointue et instructive.

D'où vient, s'interroge Bernard Toulemonde, l'inspecteur général qui a dirigé ce travail, *« l'impression d'une croissance préoccupante de l'absentéisme »* ? D'abord, d'une augmentation réelle, même si elle reste modeste, estimée entre 1 % et 2 % par rapport au début des années 80, soit un taux moyen de 4 % d'absentéistes. Alors que les effectifs des lycées ont crû d'environ 300 000 élèves durant cette période, cela donne 68 000 lycéens dans la nature... ou plus exacte*ment dans la rue.*

« ÉROSION DE LA RÈGLE »

Légèrement amplifié, le phénomène s'est surtout diffusé, atteignant tous les types d'établissement à l'exception de quelques lycées ruraux. Il s'est aussi concentré dans certaines filières et a pris *« des formes nouvelles, plus inquiétantes »*. Parmi elles, l'absentéisme de confort, dont l'inspection constate qu'il s'est *« désormais répandu, avec la complicité des parents »*. Ce sont les absences de veille ou de lendemain de vacances, du samedi matin, de journées considérées comme « non rentables » parce qu'elles comportent peu d'heures de cours. *« Ce type d'absentéisme révèle un phénomène plus profond, qui ne concerne pas seulement les lycéens : l'érosion de la règle de droit ou de la règle tout court »*, fait remarquer le rapporteur.

L'inspection observe également que l'absentéisme va *crescendo*, en suivant le déroulement de l'année scolaire, avec un premier palier après les conseils de classe du premier trimestre. Le début des examens – le BEP électronique commence le 12 mai – *« sonne l'hallali »*. De ce point de vue, l'année 1994-1995 est citée par les lycées *« comme la plus noire qu'ils aient jamais connue »*. Voisin de l'absentéisme de confort, l'absentéisme de *« consumérisme scolaire »* n'est guère plus recommandable et *« commence à prendre des proportions importantes en terminale et dans les classes post-bac »*. Les options, qui avaient suscité des querelles disciplinaires homériques lors de l'élaboration du nouveau baccalauréat, représentent un véritable *« nid d'absentéisme »*, de même que les disciplines à faible coefficient. Autre forme relativement nouvelle décelée par l'inspection, le *« vrai-faux absentéisme »*, pratiqué par des élèves qui se trouvent mieux à la cafétéria de leur « bahut » qu'en cours.

Toutefois, le rapporteur ne cesse d'attirer l'attention sur le fait que l'absentéisme *« est très lié à la notion d'enfant en danger ou d'enfant délinquant »*, comme le souligne une note du parquet du tribunal de grande instance de Bobigny. Ni l'âge (le fait d'être majeur ou non) ni le milieu social ne jouent un rôle *déterminant dans l'assiduité au lycée*. En revanche, la filière suivie, le type d'établissement fréquenté et la réussite ou l'échec scolaire se révèlent essentiels. *« Les contrastes sont même extraordinairement accusés, à la mesure des inégalités qui se sont creusées entre établissements au cours de ces dernières années »*, écrit Bernard Toulemonde. De façon quasi mathématique, l'absentéisme croît avec l'image négative d'une filière.

DÉMOTIVATION

Dans les filières générales, le rapport entre la filière S (scientifique) et la filière L (littéraire) va généralement du simple au double, la filière ES (économique et sociale) se situant dans la zone intermédiaire. Dans la filière arts, les lycées signalent des absences massives (plus de 30 %), car *« tout ce qui n'est pas théâtre est séché »*. Dans les filières technologiques, les taux sont globalement plus élevés, se rapprochant de ceux de la série L, avec une aggravation pour les séries tertiaires (autour de 7 %). Dans les quatrièmes préparatoires et les quatrièmes technologiques implantées dans des lycées professionnels, on signale partout des taux d'absence très élevés. Un proviseur indique que 80 % des élèves inscrits dans ses quatrièmes préparatoires y ont été affectés d'office et sont donc totalement démotivés. La même loi se vérifie dans les BEP, les CAP, les baccalauréats professionnels : *« Le taux d'absence est d'autant plus élevé que l'orientation n'a pas été vraiment désirée par le lycéen. »*

Pour ce secteur professionnel, *« lorsque l'on remplit une formation, parce que les structures et les postes existent »*, avec des élèves démotivés, l'absentéisme bat son plein. Il y a d'ailleurs peu d'absences dans les filières avec sélection à l'entrée, comme la maintenance automobile, alors que l'absentéisme est très fort dans les filières où il n'y a aucune demande en premier voeu, comme l'usinage-productique. *« Il est clair que l'absentéisme épouse assez étroitement les hiérarchies sociales attachées aux établissements scolaires et aux différentes filières d'enseignement »*, conclut l'inspection.

Dans cette logique, il y a une *« convergence forte »* entre l'absentéisme des élèves et leur échec scolaire. *« L'insatisfaction scolaire »*, comme l'appelle l'Inserm, se manifeste alors par des retards, des oublis de matériel, des absences perlées, des passages à l'infirmerie, *« jusqu'à une véritable démission face au travail scolaire ou une auto-exclusion »*. Au passage, le rapport ne se prive pas d'épingler l'absentéisme des enseignants – en particulier dans les lycées techniques et professionnels –, dont il note qu'il entraîne la démobilisation des élèves. L'inspection cite le cas d'un établissement où, avec 40 professeurs, on compte 140 jours de formation continue, 82 jours de formation en entreprise et les diverses convocations internes, externes, conseils de classe, etc. *« N'est-il vraiment pas possible de concilier l'intérêt des élèves des lycées avec les droits des maîtres et les nécessités de l'administration du système éducatif ? »*, s'interroge l'inspection.

Une dizaine de monographies complètent ce rapport, pour montrer que la lutte contre l'absentéisme va de la *« gestion résignée des absences »* à une véritable batterie de mesures utilisant les contrôles de première heure, l'informatisation des absences, le contrôle effectif des justifications, jusqu'à la mise en place de commissions de suivi comprenant le conseiller principal d'éducation, une assistante sociale, les professeurs principaux. Bien souvent, note l'inspection, l'appel est fait dans les classes de manière peu rigoureuse, voire pas du tout. Le rapport montre également que certains établissements, dont le niveau d'exigence très élevé soumet les élèves à une forte pression, peuvent tolérer un certain *« absentéisme de respiration »* pour laisser souffler les élèves. Dans tous les cas, l'absentéisme reflète un malaise et un dysfonctionnement de l'établissement sur lequel il convient de s'interroger. C'est aussi un miroir fidèle de la bonne marche ou des ratés du système éducatif tout entier.

Béatrice Gurrey

Un mal difficile à estimer

A l'issue de son enquête menée par questionnaires dans cent vingt-cinq établissements et par des visites de terrains dans treize académies sur vingt-huit, l'inspection générale de l'éducation nationale a retenu pour définition de l'absentéisme *« une absence volontaire à caractère répétitif. »* Ces deux critères n'éliminent pas l'incertitude, pas plus que les réponses fournies par les établissements. Certains proviseurs évaluent à 20 % la marge d'erreur entre la réalité de l'absentéisme et sa perception.

***La confusion est souvent faite entre absence et absentéisme.* Ces difficultés de perception expliquent que les chiffres d'une enquête de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), réalisée en 1994 *(lire ci-dessus)*, soient trois fois plus élevés que ceux de l'inspection. Depuis, l'Inserm, qui a poursuivi ses travaux avec l'inspection, a revu ses chiffres à la baisse. En revanche, leurs conclusions qualitatives sont souvent voisines.**

Le coût d'un élève du second degré

L'enquête réalisée par l'inspection générale de l'éducation nationale estime entre 3 et 4 % le pourcentage de lycéens en absentéisme chronique, soit environ 70 000 élèves. Ce taux représente une augmentation estimée entre 1 et 2 % par rapport au début des années 80. Elle se garde bien, toutefois, d'en chiffrer le coût. Il découle pour partie de la dépense annuelle moyenne par lycéen pour la nation.

● **Filières générales.** Un lycéen des filières générales coûte 43 000 francs en moyenne par an. La dépense globale est de 46,8 milliards de francs pour un effectif de 1 106 300 élèves.

● **Filières technologiques.** Un lycéen des filières technologiques coûte 54 000 francs en moyenne par an. La dépense globale est de 24,9 milliards pour 461 200 élèves.

● **Filières professionnelles.** Un lycéen des filières professionnelles coûte 49 600 francs en moyenne, soit une dépense globale de 38,6 milliards pour 778 300 élèves.

"J'ai un beeper,
un fax, un portable,
une messagerie vocale
et électronique, des

pigeons voyageurs,

un téléphone
cellulaire.
Mais que faut-il
pour être dans le coup ?"

CONNECTER Même avec un bureau hyper-équipé, un commercial ne peut être à la fois en déplacement et passer des commandes, organiser des réunions, faire le suivi des livraisons ou se connecter sur votre base de données clients.

Il lui faut rentrer au bercail et tous ces trajets vous coûtent cher. Coupez le cordon !

La solution c'est le bureau mobile :

Une solution qui regroupe les outils les plus perfectionnés du commercial et lui donne accès, où qu'il soit, à l'information dont il a besoin.

Une solution simple que nous vous aiderons à mettre en œuvre. Simple, parce qu'un numéro de téléphone suffit à vous connecter en toute sécurité au réseau IBM Global Network...

Une fois votre portable IBM ThinkPad connecté à Internet, toutes les données sont à votre portée.

Pour quel budget ? Moins que vous ne le pensez. Et encore moins si vous considérez le temps et l'argent que cette technologie fera gagner à votre entreprise, ne serait-ce qu'en améliorant l'efficacité de vos collaborateurs.

De telles solutions ont pu être mises en œuvre en moins de 90 jours grâce à IBM Pl@tform conçu pour gérer les forces de vente.

Appelez-nous au 36 63 36 43 et demandez à nos experts de vous les présenter ou découvrez-les sur Internet au http://www.ibm.com

Solutions pour une petite planète 

Les évêques s'interrogent sur le divorce entre l'Eglise et les jeunes

Une assemblée plénière extraordinaire de deux jours s'ouvre à Paris

Quatre cents personnes – dont cent treize évêques et une centaine de représentants des mouvements de jeunesse de l'Eglise catholique – vont se réunir en assemblée plénière extraordinaire, mardi 23 et mercredi 24 avril à Paris. Si l'Eglise prétend toucher environ 400 000 jeunes, l'épiscopat s'inquiète, en particulier, d'un divorce qui paraît croissant entre les jeunes et le catholicisme.

« AUCUN SYNDICAT, aucun parti ne pourrait rivaliser avec l'Eglise en nombre de jeunes touchés. » Par ces mots, Mgr Michel Dubost entend rappeler que l'Eglise a gardé une réelle capacité à mobiliser la jeunesse. Une étude publiée en février 1995 par *Le Monde de l'éducation* estimait à 3 % le pourcentage de jeunes engagés dans un parti et dans un syndicat. Or, les mouvements d'Eglise – du scoutisme à l'Action catholique –, les aumôneries d'enseignement public, les communautés du Renouveau charismatique, les Ecoles de la foi recrutaient au même moment 195 000 jeunes de la tranche d'âge de quinze à vingt-cinq ans. En ajoutant ceux qui, en 1995, ont participé à un rassemblement, un camp d'été, un cycle de formation ou une retraite dans un monastère, c'est une population d'au moins 400 000 jeunes, soit 4,92 % des quinze à vingt-cinq ans, que l'Eglise touche, régulièrement ou occasionnellement.

Parmi les évêques réunis mardi 23 et mercredi 24 avril à Paris, les plus nostalgiques se souviendront de cette époque où l'Eglise – par ses écoles, ses mouvements, ses patronages, ses centres de réflexion universitaire, sa presse d'enfants et d'adolescents – servait de vivier aux partis, aux syndicats, aux entreprises. Pourtant, le scoutisme a traversé les générations et touche encore aujourd'hui plus de 100 000 jeunes. Des mouvements d'action catholique renaissent, comme la Jeunesse indépendante féminine (JICF) et la Jeunesse ouvrière (JOC). La Mission étudiante est présente dans les écoles d'ingénieurs et les universités. Refleurit le temps des pèlerinages à Chartres, à Saint-Jacques-de-Compostelle, à Lourdes, à Assise. La confirmation – l'un des sacrements de l'« initiation chrétienne » – atteint de 3 à 7 % de la population des quinze à vingt-cinq ans. Enfin, des lieux-symboles, comme Taizé, en Saône-et-Loire, attirent de plus en plus de jeunes, croyants ou non-croyants, français et étrangers.

« SCHIZOPHRÉNIE »

Que les mécanismes traditionnels de transmission de la foi chrétienne (catéchèse, familles, paroisses) soient aujourd'hui grippés, chacun en convient. Mais tous les spécialistes observent chez les jeunes un regain des questions liées à la religion, une recherche tâtonnante d'expériences et d'idéaux. La foi des jeunes n'est plus un parcours lisse, uniforme, déterminé par une origine familiale, un héritage religieux et social. Elle naît ou elle est *« réappropriée »* à la suite de rencontres personnelles, d'expériences individuelles ou dans des lieux, comme une aumônerie de lycée ou un rassemblement à Taizé.

Le phénomène le plus inquiétant pour l'épiscopat français est le divorce croissant entre ces jeunes, avides d'expériences plus que de connaissances, de « senti » plus que de « réfléchi », et une Eglise qu'ils rejettent assez unanimement. La plupart des 1 200 témoignages recueillis avant cette assemblée plénière traduisent la situation de *« schizophrénie »* que semblent vivre des jeunes chrétiens actifs dans leurs mouvements ou leurs aumôneries, mais très critiques vis-à-vis d'une institution dont ils désertent les pratiques (comme la messe du dimanche), ignorent les vérités dogmatiques (comme le montre le sondage CSA-*Le Monde* de 1994 sur les croyances des Français) ou contestent son enseignement. *« Les jeunes catholiques sont désormais en situation minoritaire, mais ils n'ont pas la culture minoritaire des jeunes juifs ou protestants, davantage liés à leur institution, à ses rites identitaires, à ses obligations »*, explique le père Paul Destable, secrétaire général adjoint de l'épiscopat.

Le principal conflit porte sur la vie affective et sexuelle des jeunes, plus généralement sur la place du corps. Autant qu'on puisse en juger par les témoignages, les jeunes croyants jugent *« répressif »* le discours de l'Eglise sur ces thèmes, alors même qu'ils identifient l'Evangile à un message d'amour et de liberté. Ils disent refuser une religion *« autoritaire »*, trouvent l'Eglise *« déconnectée »* par rapport aux réalités vécues par les jeunes, ne comprennent pas *« le refus borné »* du préservatif. Ils ont été choqués par la sanction contre Mgr Gaillot et s'inquiètent du fossé béant entre l'Eglise et leur génération. Et, pourtant, ce sont ces mêmes jeunes qui affirment ne pas pouvoir vivre heureux *« sans être citoyens d'une communauté chrétienne »* et prennent soin de distinguer entre la hiérarchie catholique et *« les mouvements, les laïcs, les prêtres, les religieux de base qui agissent pour améliorer concrètement les conditions de vie et de travail »*.

CRISE DES VALEURS

C'est bien ce divorce que vont examiner les évêques pour tenter – tâche démesurée – de *« proposer »* autrement aux jeunes la foi chrétienne. Comment leur faire entendre un discours qui ne soit pas seulement celui des interdits, mais se veut cohérent sur la vie chrétienne, sur l'éducation et la sexualité ? Question subsidiaire : comment faire face à ces aspirations nouvelles, alors que les générations de laïcs ou de clercs qui assuraient autrefois l'« accompagnement » des jeunes se renouvellent plus difficilement ? C'est à l'ensemble de la jeunesse que les évêques comptent s'adresser, car les crises qu'elle connaît – insertion dans le monde du travail et dans la société, crise des représentations et des valeurs – *« atteignent*, affirme encore Mgr Dubost, *au-delà de la seule Eglise, toute la société »*.

Henri Tincq

L'abbé Pierre qualifie le négationnisme de « tromperie »

APRÈS AVOIR apporté son soutien à Roger Garaudy, qui fait l'objet d'une plainte avec constitution de partie civile pour négation de crimes contre l'humanité, l'abbé Pierre a tenté, dimanche 21 avril, d'apaiser l'émotion suscitée par ses déclarations (*Le Monde* daté 21-22 avril). Dans un communiqué, le fondateur des Compagnons d'Emmaüs affirme qu'il considère *« les négationnismes et révisionnismes comme tromperies intellectuelles et morales qu'il faut à tout prix combattre »*. L'abbé Pierre précise cependant qu'*« assimiler les travaux de Garaudy, chercheur et historien, aux négationnismes et révisionnismes serait imposture »*.

De son côté, l'essayiste suisse Jean Ziegler, qui avait signé une lettre de soutien à Roger Garaudy, nous a déclaré, lundi 22 avril, condamner *« avec la plus grande fermeté toutes les entreprises ou propos négationnistes visant à nier ou à relativiser le génocide du peuple juif par les nazis »*. Il assure que sa lettre de soutien à M. Garaudy *« exprimait le respect éprouvé devant son combat contre les intégrismes, et notamment l'intégrisme musulman »*.

Un nouveau-né retrouvé vivant dans un réfrigérateur dans l'Essonne

APPELÉ pour constater des dégâts provoqués par un chien dans un pavillon en location, un huissier de l'Essonne a découvert, vendredi 19 avril, un nouveau-né laissé dans un réfrigérateur, débranché et fermé, situé dans un cabanon proche de la maison. L'attention de l'huissier avait été attirée par des bruits humains provenant du cabanon. Il a découvert l'enfant, vraisemblablement né quelques heures plus tôt, puis déposé, avec son cordon ombilical et son placenta, dans l'appareil électro-ménager.

La mère a été interpellée par les policiers, dans le café où elle était allée exercer son métier de serveuse, peu après avoir accouché. Déjà mère d'une fillette âgée de deux ans, elle a été mise en examen et laissée en liberté sous contrôle judiciaire. L'enfant, un garçon, est hors de danger.

DÉPÊCHES

■ **MENACES : le retraité maltraité par des toxicomanes dans l'appartement qu'il occupait avec sa compagne,** dans le XII[e] arrondissement de Paris, a été placé dans un centre social. Il avait fait l'objet de nouvelles menaces émanant des trois jeunes gens qui avaient dénoncé l'affaire. Prenant la relève des deux toxicomanes qui avaient maltraité le couple et qui avaient été écroués (*Le Monde* du 16 avril), ces trois jeunes ont été à leur tour interpellés et déférés au parquet. Connus pour des vols et des trafics de stupéfiants, ils avaient chassé le retraité de l'appartement insalubre dans lequel il était resté seul après l'hospitalisation de sa compagne.

■ **ACCIDENT : deux gendarmes sont morts, dimanche 21 avril, lorsque leur hélicoptère s'est écrasé** contre une paroi rocheuse, dans le massif des Ecrins. Agés de trente-sept et quarante ans, ces deux sous-officiers du détachement aérien de Briançon (Hautes-Alpes) participaient à une opération de sauvetage destinée à secourir deux alpinistes en difficulté dans le secteur du Pelvoux, à 3 000 mètres d'altitude, au-dessus de la commune de L'Argentière-la-Bessée. Les mauvaises conditions météorologiques pourraient être à l'origine de l'accident.

■ **VIOLENCES SCOLAIRES : huit mineurs ont été entendus au tribunal d'Evry,** samedi 20 avril, dans le cours de l'enquête sur les violences commises, mercredi 17 avril, contre des élèves du collège horticole privé d'Igny (Essonne). Une vingtaine de jeunes gens armés de couteaux, de bâtons et de grenades lacrymogènes avaient pénétré dans le gymnase de l'établissement, où ils avaient agressé des élèves à la suite d'un différend d'ordre apparemment privé. Domiciliés à Massy et à Antony, ils ont été remis en liberté sous contrôle judiciaire.

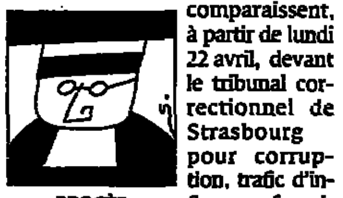
■ **ARMES : un arrêté ministériel, publié au *Journal officiel* du 21 avril, suspend pour un an la fabrication,** la détention, la vente et la distribution des répliques d'armes à feu projetant des billes en plastique. Ces *« quasi-armes »* présentent, selon l'arrêté, *« un danger grave pour les tiers, mais aussi pour les utilisateurs »*. Une enquête de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes avait conclu à la dangerosité de ces objets, déjà interdits par la police en Moselle, en Meurthe-et-Moselle et en Seine-Saint-Denis (*Le Monde* du 3 avril).

■ **EXPLOSION : le sinistre ayant ravagé un appartement de Colmar** et qui a gravement endommagé deux maisons voisines, dimanche 21 avril, pourrait avoir été causé par une tentative de suicide, selon les premières constatations. La régie municipale distribuant le gaz et l'électricité a en effet observé que la conduite d'arrivée de la gazinière avait été rompue volontairement. Le locataire de l'appartement où s'est produite la déflagration a été grièvement brûlé, mais ses jours ne sont pas en danger.

L'ancien directeur général de la région Alsace comparaît pour corruption

STRASBOURG
de notre correspondant régional

Philippe Garing, ancien directeur général des services de la région Alsace, et dix-sept autres prévenus comparaissent, à partir de lundi 22 avril, devant le tribunal correctionnel de Strasbourg pour corruption, trafic d'influence, favoritisme, escroquerie, faux et usage de faux. Le principal prévenu encourt dix ans d'emprisonnement. Le procès Garing est un tel événement en Alsace qu'il se déroulera dans une salle de cour d'assises. La justice tentera de démêler, tout au long de la semaine, le fil des opérations montées par l'ancien premier fonctionnaire de la région, mis en examen le 22 juin 1994 et placé en détention provisoire pendant sept mois. Les faits reprochés à M. Garing tournent autour de trois dossiers.


PROCÈS

La première affaire concerne des travaux, évalués à une centaine de milliers de francs, effectués gratuitement dans la maison de campagne de M. Garing par une entreprise de construction.

La deuxième porte sur des fraudes sur les marchés publics, qui ont donné lieu à des contreparties importantes. Associé avec un homme d'affaires britannique, George Mac Gee, prévenu lui aussi, M. Garing avait créé une société de restauration à Miami à la fin des années 80. Cette activité lui occasionna, selon le parquet de Strasbourg, plusieurs millions de pertes. Est-ce pour éponger ses dettes que M. Garing se mit à enfreindre les règles d'attribution des marchés régionaux en privilégiant certaines entreprises de bâtiment et de travaux publics, essentiellement des filiales du groupe Bouygues ? Toujours est-il qu'en contrepartie il recevait des sommes d'argent qu'il couvrait avec de fausses reconnaissances de dettes. L'instruction a établi que le montant des transferts s'est élevé à plusieurs centaines de milliers de francs.

IRRÉGULARITÉS GRAVES

Le troisième volet de l'affaire porte sur le projet de création d'un pôle de développement de télévision haute définition à Strasbourg. Selon le parquet, l'étude de faisabilité dénommée *Rhénania 2000*, pour laquelle 4,1 millions de francs ont été déboursés, a fait l'objet de *« conventions fictives »* entre M. Garing et les deux autres prévenus. Dans le cadre de ce dossier, Michel Meyer, directeur des programmes de Radio France International (RFI), consultant au moment des faits, et l'homme d'affaires Jean-Olivier Tédesco, ont été mis en examen et placés sous contrôle judiciaire.

Dans un rapport, la chambre régionale des comptes dénonçait *« la gravité des irrégularités constatées et du désordre qu'elles révélaient dans la gestion de l'opération »*. Le document ajoutait : *« La procédure suivie a eu pour effet d'écarter l'application des règles du code des marchés publics, notamment celles relatives à la passation des marchés d'études et de prestations intellectuelles. »*

Marcel Scotto

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Corinne et Eric DEMONT
sont heureux de faire part de la naissance de

Lisa,

le 19 avril 1996.

1, cavée de Bellevue,
28130 Maintenon.

Anniversaires de mariages

Cécile et Olivier FAINSILBER

fêtent, ce 23 avril 1996, leur premier anniversaire de mariage.

Décès

– Jacqueline et Aviezri Fraënkel,
Georges et Colette Masse,
Jean-Louis Masse et Edith Belloy,
Suzanne et Franck Laloë,
Charles et Françoise Masse,
Claudine Masse et Stéphane Courtois,
Anne Maes,
ses enfants et beaux-enfants,

Ses dix-neuf petits-enfants et seize arrière-petits-enfants,

Alexis et Lotte Goldschmidt,
Roger Schwob,
Paul et Anne-Marie Masse,
Françoise Madie,
son frère, ses beaux-frères et belles-sœurs,
ont la tristesse de faire part du décès, le 20 avril 1996, de

M[me] Robert MASSE,
née Véra GOLDSCHMIDT,

dans sa quatre-vingt-troisième année.

76, boulevard Arago,
75013 Paris.

Avis de messes

– Le Bailli Prince Guy de Polignac,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
La Marquise de Bagneux,
née Princesse Anne-Marie de Polignac,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petit-enfant,
Le Prince et la Princesse Edmond de Polignac,
Leurs enfants et petits-enfants,
La Princesse Thérèse de Polignac d'Assis Mascarenhas de Barros,
Ses enfants et petits-enfants,
S.A.S. le Prince Rainier de Monaco,
Ses enfants et petits-enfants,
S.A.S. la Princesse Antoinette de Monaco,
Ses enfants et petits-enfants,
M. le Duc de Polignac
et ses enfants,

font part du rappel à Dieu, le jeudi 11 avril 1996, en Principauté de Monaco, de

Louis, Marie, Charles, Henri
Prince de POLIGNAC,

né le 10 novembre 1909,

officier de l'ordre national
de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,
Bailli grand croix d'honneur
et de dévotion et du Mérite
de l'ordre souverain de Malte,
grand croix de l'ordre
de la Couronne de Belgique,
grand officier de l'ordre
de Saint-Charles,
grand-croix de l'ordre Constantinien
de Saint-Georges,
président d'honneur de la société
des Bains de Mer de Monaco,
vice-président
de la fondation Singer-Polignac,
président fondateur du festival
des Sept Chapelles de Guidel,
membre du conseil d'administration
de la fondation Prince Pierre de Monaco,
président de l'association monégasque
de l'ordre souverain de Malte,
président de la société d'Entraide
des membres de la Légion d'honneur
de la Principauté de Monaco,
ancien conseiller municipal de Guidel,
ancien vice-président
de la S.A. Champagne Pommery
et Greno à Reims,
ancien administrateur
de Jeanne Lanvin Couture,
ancien président
du Stade Omnisports de Reims,
ancien président
du concours hippique de Reims.

Ils vous prient d'assister ou de vous unir d'intention aux messes qui seront célébrées à sa mémoire, le mercredi 24 avril 1996, en la cathédrale d'Antibes, à 18 heures, en l'église de Polignac (Haute-Loire), à 11 heures, en la basilique Saint-Rémy, à Reims, à 11 heures, en l'église de Saint-Jean du Cardonnay, à 16 heures.

L'Hermitage,
square Beaumarchais,
MC 98000 Monaco.

Anniversaires de décès

– *In memoriam.*

Le 23 avril 1996 est le neuvième anniversaire de la mort de

Gérard BEZAULT.

Il aurait cinquante-quatre ans.

Fernande VILLAEYS,

deux années, et toujours aussi pleinement absente.

Dominique,
Tes proches,
Tes amis.

Messes anniversaires

– Pour le cinquantième anniversaire de sa disparition, la famille et les amis du

colonel François de LA ROCQUE,

de

M[me] de LA ROCQUE,

de leurs deux fils, morts pour la France, des deux vice-présidents du PSF,

Jean MERMOZ,
Noël OTTAVI,
mort en déportation en avril 1945.

et de tous leurs amis disparus, feront célébrer une messe à leur mémoire, le samedi 27 avril 1996, à 11 heures, en l'église Saint-Augustin (chapelle de la Vierge), à Paris-8[e].

Les Amis de La Rocque,
17, rue Constant-Coquelin,
95120 Ermont.

Communications diverses

– **Le Mémorial du Martyr juif inconnu et le Centre de documentation juive contemporaine** vous prient de bien vouloir assister à l'inauguration de l'exposition **« L'Internement des juifs sous Vichy », le mercredi 24 avril 1996, à 17 h 30**, en présence de M. Eric de Rothschild, président du MMJI, et de M. Jean Tiberi, maire de Paris.

Mémorial du Martyr juif inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris. Tél. : 42-77-44-72. Fax : 42-77-44-72.

– **Maison de l'hébreu.** Stages-express individuels pour maîtriser le langage moderne/biblique par l'analyse structurelle. Lecture du sacré en une séance. **Professeur Jacques Benaudis** (1) 47-97-30-22/(1) 45-67-39-43.



HORIZONS

PORTRAIT

Robert Hersant, le soufre et la plume

Le « Papivore », qui s'est éteint à soixante-seize ans, avait constitué le premier empire de presse français, en dépit de ses activités sous l'Occupation. Son parcours solitaire a été souvent comparé à celui de François Mitterrand, qui, élu président, ménagea cet homme d'influence

A-t-on été davantage honni, détesté, méprisé ? « Citizen Hersant », ennemi public numéro un, papivore, fossoyeur de la presse libre, collabo. Robert Hersant ou la mauvaise réputation. Cette image, il l'a assumée, affichée, avec silence, arrogance ou provocation. Il a tracé sa route, au mépris du « tapage », accumulant mandats politiques, journaux, radios, télévision. Robert Hersant n'habituait pas aux nuances. Il a construit sa carrière à *grands traits, sans demi-mesure*, sans se soucier des commentaires. Au contraire. L'image est nette : d'un noir absolu. Il n'a pas cherché à la corriger. Elle était en train de s'atténuer. A cause, bien sûr, de la fragilité économique de son groupe, qui n'est pas une nouveauté – *« Je suis riche de mes dettes »*, déclarait-il en 1977 –, mais qui, avec près de 4 milliards de francs d'endettement, devenait criante.

A cause surtout des bouleversements du paysage de l'information. Robert Hersant n'était plus le seul symbole de la « presse d'industrie », depuis que Francis Bouygues s'était payé TF 1 et que de grands industriels, comme Pierre Suard (ancien PDG d'Alcatel-Alsthom) ou Bernard Arnault (LVMH), avaient décidé de perdre de l'argent dans des journaux. Il est devenu un patron comme les autres. Mais pas tout à fait comme les autres : c'était « un homme de presse ». Un véritable entrepreneur qui a construit le premier groupe de presse français et qui a su aussi inventer, en créant *Le Figaro-Magazine, Le Figaro-Madame*, le supplément économique, ou encore le supplément télévision qu'on retrouve dans de nombreux journaux régionaux.

La presse, il est presque tombé dedans quand il était petit : *« J'ai fait ma première maquette de journal à treize ans. Parti à seize ans à l'étranger pour apprendre la langue, je suis revenu avec un reportage qui a été publié dans un quotidien régional. [...] J'ai créé mon premier journal à dix-huit ans (il n'a eu d'ailleurs qu'un seul numéro). Mais la voie était tracée. Je venais de m'apercevoir que la presse serait mon métier. »*

« Il avait un goût immodéré des journaux, explique Philippe Tesson, *ce n'est pas seulement un désir d'influence, c'est quelque chose de sensuel, il avait, par exemple, un amour profond du magazine. » « Enfermez-le dans une pièce avec du papier, un crayon, de la colle et des ciseaux, il en ressortira avec un journal »*, remarque un collaborateur. Un ancien de la Cinq se souvient de Robert Hersant passant des heures dans des maisons de production pour régler le moindre détail, pour comprendre comment fonctionnait cette télévision qui le fascinait tant. Il le revoit encore, le chronomètre autour du cou, en train de choisir lui-même les quelques secondes du générique du journal de vingt heures.

« C'était un homme et c'était un mythe », lance l'un de ses proches collaborateurs, *« il avait le sens du mystère chevillé au corps »*. L'homme était secret, opaque – *« On n'avait pas l'impression d'entrer dans son intimité »*, constatait quelqu'un qui le tutoyait pourtant – et son entourage parle avec réserve. Il se montrait peu. Depuis une très grave crise cardiaque début 1995, il n'était jamais réapparu en public. Son dernier entretien date de 1984.

Raymond Aron, qui quitta *Le Figaro* deux ans après l'arrivée de Robert Hersant, brosse ce portrait dans ses *Mémoires* : *« L'homme, au rebours de l'image répandue dans le public de ce capitaliste de la presse, possède deux armes, l'une que personne ne devrait lui refuser, et l'autre que personne ne lui prête, l'intelligence et le charme. [...] Son visage rond, son teint rose et blanc de bébé en bonne santé, ses cheveux blonds, ses yeux bleus, inspirent d'abord une sorte de confiance. [...] Mais non, pas d'illusion : d'un coup éclatent, au hasard d'un mot ou d'un geste, sa sensualité et sa brutalité, les deux traits les plus visibles de sa personnalité. »* Pierre-Luc Séguillon, qui fit partie de l'équipe de la Cinq, se souvient de *« ce regard bleu, avec les paupières un peu tombantes, qui peut devenir glaçant »*.

L'homme était affaibli sans doute. Blessé par l'échec de la Cinq, qui mit un terme à son rêve de transformer son « empire de papier » en groupe de communication international. Meurtri par des deuils successifs. André Audinot, en 1986, son seul véritable bras droit depuis la mort de son frère Patrick en 1971. Michel d'Ornano, renversé par une voiture en sortant du domicile de Robert Hersant en 1991. Et surtout son fils aîné, Jacques, mort subitement, quelques jours avant Noël, en 1992. Tout récemment encore, son fidèle ami et banquier, Jean-Marc Vernes.

A chaque fois, des témoins ont vu *« le chagrin sur le visage »* d'un homme qui savait rester de marbre, sans montrer le moindre sentiment. A chaque fois, il repartait *« un peu voûté »*, mais il traçait à nouveau sa route. *« Il se nourrit de ses chocs affectifs »*, constate un fidèle. La puissance de Robert Hersant venait de là : tous les chocs, tous les obstacles, toutes les attaques le nourrissaient et le renforçaient : *« Il est vrai qu'au long de ma vie, la hargne d'un certain nombre de gens a constitué un stimulant permanent. »* Cette hargne avait une origine : la guerre. Celle d'un jeune homme avide de réussir, par tous les moyens.

1940 : Robert Hersant a vingt ans. Démobilisé, il arrive en juillet à Paris avec l'intention de profiter de l'ordre nouveau. Les sympathies socialistes de son adolescence rouennaise ne sont plus d'actualité. Il est l'un des animateurs du Jeune Front, une organisation bâtie sur le modèle des jeunesses fascistes. En septembre, une information est ouverte contre lui pour escroquerie contre des commerçants juifs.

1941 : il est le chef d'un chantier de jeunesse à Brevannes, en Seine-et-Oise, aux côtés de son frère Patrick, d'André Boussemart et de Jean-Marie Balestre, ancien président de la Fédération internationale du sport automobile et ancien pilier du groupe. 1942 : Il crée un journal, *Jeunes forces, « organe des jeunes du Maréchal »*. 1943 : nouvelle plainte pour *« escroquerie, abus de confiance, et infraction aux lois sur le rationnement et titres d'alimentation »*, qui le conduit un mois en prison à Rouen et qui aboutit à un non-lieu à la Libération. En 1945, il se présente aux élections municipales à Paris, se fait repérer par un Comité de libération, avant d'être condamné, en 1947, à dix ans d'indignité nationale.

CE passé le poursuivra tout au long de sa vie. Robert Hersant va parfois l'atténuer, mais il l'assume, jusqu'à la provocation. En 1987, dans *Le Figaro*, il concluait un éditorial sur la fin de l'ordonnance d'août 1944 qui limitait la concentration dans la presse par : *« A chacun ses occupations. »* Dans ses entretiens avec Dominique Pons, il déclarait : *« Dans les milieux que je fréquente professionnellement, cette mauvaise réputation d'ancien collaborateur que l'on me fait est souvent très utile. »* Et à propos de sa condamnation de 1947 : *« J'ai volontairement choisi un jour de cracher mon mépris à la figure d'un certain nombre de gens dans ce pays et, parmi eux, il y avait des magistrats. [...] J'ai fait pis que les insulter. Je leur ai rappelé leur propre passé à eux. »*

Robert Hersant ne serait pas devenu Robert Hersant s'il n'avait eu à affronter cette mémoire et l'opprobre publique qui s'en est suivie. 1956 est une année-clé. Robert Hersant savoure ses premiers succès. Il est à la tête depuis six ans de *L'Auto-journal*, qui est un succès, et d'*Oise-Matin* depuis 1952, qui assure sa propagande électorale. En 1953, il est amnistié et devient maire de Ravenel, dans l'Oise, où il est élu député, comme candidat du Front républicain mené par Pierre Mendès France et François Mitterrand, après une campagne tonitruante, pendant laquelle il sillonne le département en voiture américaine, en présentant Martine Carol et Luis Mariano à ses électeurs. Le 18 avril 1956, il est invalidé, après un violent réquisitoire du député indépendant de l'Oise Jean Legendre, qui détaille au Palais-Bourbon le *curriculum vitae* de Robert Hersant pendant la guerre.

D'après un témoin de la séance, celui-ci n'a pas cillé, *« il a souffert, mais il est resté aussi calme que si on l'avait invité à déjeuner »*. *« A cette époque*, avoue Robert Hersant à Jean-Louis Servan-Schreiber, *j'ai ressenti deux choses. D'abord le sentiment d'une immense injustice. Mais j'étais sans doute mauvais juge. Ensuite – pourquoi le cacher ? – une certaine forme de souffrance. Mais cela m'a galvanisé. J'ai fait alors l'apprentissage du mépris. Sans ressentir le moindre découragement. »*

La solitude et le mépris. Robert Hersant va continuer sa route avec ces deux compagnes et plus grand-chose ne lui résistera. A partir de ce blâme public de 1956, il construit sa revanche. Seul. Une double revanche : contre la presse issue de la Libération, qui l'a – et pour cause – rejeté ; contre la bourgeoisie, qui l'a exclu pendant sa jeunesse normande et qui sera pourtant obligée de composer avec ce sujet à mauvaise réputation. Résolument, il fait triompher sa volonté. *« Je veux donc je peux : telle pourrait être sa devise »*, faisait remarquer quelqu'un qui le connaissait bien.

Sur sa route, il rencontrera le syndicat du Livre, avec lequel il saura si bien s'arranger ; les syndicats et les associations de journalistes ; qu'il poursuivra de son mépris, des banquiers qui le financeront et aménageront ses dettes et des hommes politiques qu'il placera à des postes-clés de son groupe.

La presse lui permet d'assouvir son goût d'entreprendre et sa revanche, jusqu'à la boulimie. Il devient peu à peu le « Papivore » : il crée le groupe Centre-presse en 1960, puis France-Antilles en 1963 (malgré les réticences du Général de Gaulle : *« Hersant n'est pas de nos amis »*), rachète le quotidien socialiste *Nord-Matin* en 1968, avant *France-Soir* (1976), *L'Aurore* (1977), *Le Dauphiné libéré* (1983), *L'Union* et *Le Progrès* (1985), etc. En 1972, il est revenu à Rouen par la grande porte : celle de *Paris-Normandie*, le quotidien normand issu de la Résistance, après deux ans d'âpres batailles et de coups bas, ramassant une à une les actions des anciens résistants propriétaires du journal. Après Rouen, à nous deux Paris. Robert Hersant s'attaque en 1975 au grand journal de la bourgeoisie et de la droite françaises : *Le Figaro*. C'est un aboutissement pour le patron de presse comme pour l'homme politique, qui va mettre à son service une brochette d'académiciens et de ministres.

Robert Hersant et la politique. Pour certains, il ne l'a utilisée que pour renforcer son empire et bénéficier de l'immunité parlementaire, pour d'autres, il a eu de réelles ambitions. Pierre Viansson-Ponté écrivait en 1975, dans *Le Monde* : *« On lui avait fugitivement prêté dans les années 70 l'idée de briguer l'Elysée. » « Un homme d'une certaine capacité – excusez-moi de dire cela ainsi – peut (ou plutôt se doit), d'une façon ou d'une autre, participer à la vie de la nation »*, déclarait Robert Hersant en 1976. Dix ans plus tard, il aurait fait savoir qu'il était prêt à prendre en charge un ministère.

Paradoxalement, l'ascension politique et économique de Robert Hersant – et son crépuscule – a suivi le parcours d'un *« vieux compagnon d'une route qui n'en finit pas »*, un compagnon qui lui ressemble et dont il a brossé le portrait dans *Le Figaro*, en 1977 : François Mitterrand. *« Prince des illusions auxquelles il a peut-être fini par croire, ce qui n'est pas sans danger, il a appris à puiser avec patience dans l'échec, comme le Taciturne, une force renouvelée. Ce qui n'est pas sans mérite. »* Interrogé sur Robert Hersant, le président avouera plus tard : *« Je trouve qu'il écrit bien. »* (*Le Monde* du 8 janvier 1986).

LA comparaison entre les deux hommes vient souvent : *« Ils ont en commun la solitude »*, *« la revanche est leur ressort, ils ont le sentiment d'être seuls de leur espèce »*. Tous deux ont eu très tôt conscience du « grand dessein » qu'ils avaient à accomplir, tous deux ont dû affronter les obstacles et le mépris. François Mitterrand n'a pas voté la *demande d'invalidation du député* Hersant en 1956, et Robert Hersant n'a pas participé à la curée contre le sénateur Mitterrand en 1959, au moment de l'affaire de l'Observatoire.

Les deux hommes avaient en commun le sens de la fidélité. Ils n'oubliaient pas ceux qui ne les avaient pas trahi. *« Cela explique une certaine impunité de Robert Hersant, sous les deux septennats de François Mitterrand. Ils avaient de la révérence et du respect mutuels, ils ne s'attaquaient pas, ils se ménageaient »*, racontait quelqu'un qui connaissait bien les deux hommes. La loi anti-Hersant, décidée par le gouvernement socialiste pour limiter la concentration de la presse, ne l'a jamais pénalisé.

En 1984, la présence de Robert Hersant sur la liste de Simone Veil lors des élections européennes a suscité une très vive polémique sur son passé. *Les critiques se sont estompées* quand Mme Veil a répliqué : *« Il y a dans l'entourage de M. Mitterrand des hommes qui ont fait des choses plus graves que Robert Hersant. »* L'ombre de Bousquet passait, la polémique a alors cessé. François Mitterrand est mort, le 8 janvier. Trois mois avant Robert Hersant.

Et la suite ? *« En vérité, la presse a toujours été faite par des hommes qui bâtissaient des empires*, déclarait Robert Hersant en 1983 au *Nouvel Observateur. Et ceux-ci ont toujours fini par s'écrouler. Je ne me fais pas d'illusion là-dessus : rien n'est éternel. Voyez l'empire que contrôlait Jean Prouvost. Il l'a dispersé le jour où il n'a plus eu la force physique de le diriger. »*

Alain Salles



Dessin : Pancho

★ **Bibliographie : « Entretien avec Jean-Louis Servan-Schreiber », *L'Expansion*, novembre 1976 ; Dominique Pons : *H... comme Hersant*, Alain Moreau, 1977. « Entretien avec Bernard Lalanne », *L'Expansion*, 6-19 avril 1984.**

Les derniers mots* de Franç

Peu avant sa mort, François Mitterrand avait entrepris de raconter son itinéraire politique, sa relation avec l'Allemagne et l'Europe. Il a confié deux livres, interrompus, à Odile Jacob

Pétain, de Gaulle, l'Algérie

Dans la rue [à Vichy, en 1942], je croisais ces personnages *inimitables de tous les temps* qui portent sur leur visage lisse et dans leur regard absent le secret de la puissance. Je les ai vus, eux et leurs semblables, traverser trois régimes pendant un demi-siècle, toujours détenteurs du saint sacrement, toujours habités par la même importance, collaborateurs de ministres, hauts fonctionnaires, sous-classe étrange et légèrement comique pour qui l'Etat se ramène à une certaine façon de nouer sa cravate, d'allumer une cigarette, de marcher sur des oeufs et de fixer des rendez-vous, destinés à n'être connus de personne, dans les bars où l'on rencontre tout le monde. (...) Me fut proposé un emploi de contractuel auprès de l'administration.

■ ***A-t-il adhéré à la Légion française des combattants ?***

Non. En fait, les évadés et les prisonniers rapatriés, en particulier ceux que je côtoyais à Vichy, étaient résolument hostiles à la Légion et au monopole que celle-ci entendait exercer, à l'instigation de Pétain, sur le monde combattant. (...) Nous avons commencé nos activités en réaction contre la Légion. On contestait, on conspirait et cela prenait forme d'opposition.

■ **A-t-il dû prêter serment au régime de Vichy ?**

Faux et surtout absurde. Je n'appartenais pas au système de Vichy. Je n'étais pas fonctionnaire mais contractuel. Je n'ai pas eu à prêter serment comme tant d'autres qui ont fait carrière, par la suite, dans le gaullisme pur et dur. Je n'ai pas eu non plus – comme le prétend Klarsfeld, malveillant ou mal renseigné – à signer un papier certifiant que je n'avais pas d'ascendants juifs. (...) *A Vichy, je n'ai occupé que des situations* subalternes. S'il s'agit de savoir comment je réagissais, ce que je pensais, quelles étaient mes intentions, c'est sans intérêt puisque je ne remplissais pas de *mission, que je n'occupais pas de poste utile* ou important, que je n'ai pas eu à peser sur les positions de la France, ni dans un sens ni dans un autre, que je n'ai en rien été associé aux décisions du régime, que je n'ai été mêlé à aucune controverse. En 1942, j'avais vingt-cinq ans et j'étais un parfait inconnu. (...) J'étais par nature hostile à la politique de collaboration. (...)

■ **Comment a-t-il pu ignorer le statut des juifs à cette époque ?**

Je sais, cela peut surprendre... Mais lorsque je suis arrivé à Vichy après dix-huit mois de captivité, c'était vrai. C'est resté vrai peu de temps. Nous étions en zone dite libre. Les Allemands n'étaient pas encore là. On ne voyait pas d'étoiles jaunes. Il n'y avait pas de persécutions visibles. (...) Par la suite, *durant l'année 1942, quand on a assisté au développement des* persécutions, à l'expulsion des juifs de l'administration, à l'adhésion évidente du régime à la collaboration – bref, à mesure que s'écoulait le temps –, on ne pouvait plus ignorer cela. Dès lors, j'ai rompu moralement et physiquement avec ce système médiocre et qui devait se révéler criminel.

■ **Pourquoi Vichy plutôt que Londres ?**

Vichy ne signifiait rien, que l'abandon, et on ne savait pas grand-chose de Londres. Personne, à mes yeux, n'incarnait le *droit, la légitimité. Pétain avait été constitutionnellement*, régulièrement élu par l'Assemblée nationale le 10 juillet 1940. Mais le 11 et le 12, manquant aux obligations dont était assorti le vote qui l'avait porté au pouvoir, il avait perpétré un véritable coup d'Etat sans chercher à déguiser sous des oripeaux juridiques le mépris dans lequel il tenait les principes républicains. Cela lui ôtait, selon moi, l'autorité morale dont il se prévalait. De Gaulle, lui, invoquait une légitimité tirée de la permanence immatérielle de la Nation qu'il avait pour mission d'incarner. La suite lui a donné raison, du moins dans les faits. Mais, en 1942, le refus de la défaite ne créait pas, quelle que fût la noblesse du geste, droit à gouverner la France. (...) Quand Pétain est arrivé au pouvoir, je pensais – comme presque tout le monde – qu'il pouvait protéger la France. On avait le sentiment *qu'il était antiallemand. C'était un vieillard d'allure magnifique.* (...) Pour ce qui me concerne, j'ai constaté l'inconsistance de ce régime, son conformisme mesquin, son côté réactionnaire, sa nocivité. *J'ai donc très vite viré ma cuti.*

■ **Que lui reproche-t-on ?**

De ne pas avoir été résistant dès 1940, alors que j'étais prisonnier en Allemagne ? D'être poussé par Vichy pour remplir les hautes fonctions d'agent contractuel pour une rémunération correspondant aujourd'hui à moins que le SMIC ? D'avoir respiré durant quelques mois l'air de cette ville dont tant d'autres se sont rempli les poumons goulûment et sans dommage pour eux ? *D'avoir été reçu vingt minutes par Philippe* Pétain, pour une banale contribution à l'aide aux prisonniers de guerre, en présence de deux camarades dont l'un est mort *en déportation ? D'avoir publié deux articles dont aujourd'hui* je ne renierais pas un mot ? D'avoir, avec les principaux dirigeants des centres d'entraide des prisonniers de guerre et des associations consacrées à l'action sociale, reçu la francisque ? Certes, j'aurais dû réfléchir davantage au motif de ce geste : Vichy cherchait par là à developper sa propagande dans des cercles réputés hostiles. J'y ai vu un moyen d'agir plus commodément dans la clandestinité. *J'ai eu tort.* C'était une erreur de jugement.

> *« Quand Pétain est arrivé au pouvoir, je pensais – comme presque tout le monde – qu'il pouvait protéger la France. Pour ce qui me concerne, j'ai constaté l'inconsistance de ce régime, son conformisme mesquin, son côté réactionnaire. J'ai donc très vite viré ma cuti »*

Mon premier acte de résistance a été *de quitter l'Allemagne* sans permission. Mon deuxième et mon troisième, d'avoir récidivé. Mon quatrième, d'avoir rejoint les organisations de combat. Mon cinquième, d'avoir quitté la France pour l'Angleterre. Mon sixième, d'en être revenu en pleine guerre. Mon septième, d'avoir pris part, à un poste de responsabilité, aux actions qui préludèrent à la libération de la France. Encore s'agit-il là d'étapes faciles à relater. Mais la vraie résistance a été, dès le premier jour, celle de l'esprit et, chaque jour, le refus d'accepter la mort de mon pays, ce qui suppose une infinité d'actes sans importance dont l'histoire ne s'occupera pas et qui ont rempli ma vie pendant quatre ans.

■ **L'appel du 18 juin 1940**

L'appel du 18 juin est-il l'acte fondateur de la Résistance ? Aujourd'hui, il apparaît comme tel, et poser la question relève de l'insolence. Mais à l'époque, si les premiers résistants de l'intérieur se réjouissaient que s'amorçait, à Londres, une autre forme de lutte, ils n'en savaient pas beaucoup plus. Spontané*ment, à Paris, à Marseille, à Lyon, à Montpellier, en bien* d'autres endroits, s'étaient constitués de petits groupes hostiles à Vichy qui songeaient à la défaite allemande et s'apprêtaient à y contribuer. Les gaullistes de profession ont, depuis cinquante ans, entretenu, très jalousement, la liturgie religieuse du 18 juin. (...) Sans la sacralisation – à bien des égards justifiée – du 18 juin, clé de voûte de la nouvelle mythologie, de Gaulle n'eût pas occulté, comme ce fut le cas, une résistance intérieure dont le rôle a été méthodiquement et injustement minimisé.

■ **La première rencontre avec de Gaulle, « le 3 ou le 4 décembre *1943* », à *Alger***

Je le revois tel qu'il était, assis dans son fauteuil, ses grandes mains pendantes comme s'il n'avait su qu'en faire. Il se leva, m'accueillit sans solennité, plutôt décontracté, affable même [*de Gaulle demande la fusion des trois mouvements de résistance des prisonniers de guerre, François Mitterrand « accepte l'unité », mais refuse la nomination d'un chef commun, qui ne lui convenait pas, au nouveau mouvement unifié*]. *Cette entrevue s'est moins mal passée qu'on ne l'a rapporté. J'éprouvais* une profonde admiration pour le caractère, le courage, l'intelligence du chef de la France libre, même si je contestais ses méthodes avant de combattre sa politique. Il traversait une période difficile, et sa ténacité pour échapper à l'emprise de Churchill et de Roosevelt et préserver les droits de la France reste pour moi le modèle de la fermeté politique. C'est à ce moment-là qu'il fut le plus grand.

■ **La démission de de Gaulle de la présidence du Conseil en janvier 1946**

Quand de Gaulle *s'est retiré* à Colombey-les-Deux-Eglises en 1946, j'ai pensé qu'une part de la grandeur de la France s'en allait et que ceux qui s'en réjouissaient n'étaient habités que *par l'envie mesquine de retrouver leurs petites complicité.* (...) De Gaulle n'était pas impopulaire à l'époque. mais il n'était pas assez populaire pour bousculer la société dirigeante et lui imposer ses vues. Il n'était pas le seul dans ce cas. *Winston* Churchill, qui avait symbolisé la lutte de l'Angleterre contre les nazis, a été battu au lendemain de la victoire militaire par le modeste travailliste Clement Attlee. Ainsi vont les choses. Faut-il incriminer l'ingratitude des peuples ? Clemenceau n'avait pu se faire élire président de la République en 1920. On lui avait préféré Paul Deschanel. Tout se passe comme si les peuples, après avoir accompli un grand acte héroïque, n'en éprouvaient plus que de la lassitude : fatigués de leurs héros. Mais que serait un héros s'il n'était d'abord fatiguant ?

■ **Pourquoi, ministre de l'intérieur en 1954 dans le gouvernement Mendès France, a-t-il lancé : « L'Algérie c'est la France » ?**

C'était légalement juste puisque l'Algérie était composée de trois départements français. C'était politiquement erroné. (...) Pas plus que Mendès France, je ne me suis rangé parmi les partisans de l'indépendance. Les circonstances politiques en France ne le permettaient pas. Il est plus facile aujourd'hui de prendre un parti tranché ! Mais j'ai combattu les excès de toutes sortes auxquels nous a conduits cette guerre.

■ **Pourquoi, garde des sceaux en 1956 dans le gouvernement Guy Mollet, a-t-il abandonné aux militaires les affaires de justice en Algérie ?**

Une erreur, sûrement.

■ **La droite**

La droite défend des intérêts si puissants qu'elle n'hésite pas à éliminer ceux qui se trouvent sur son chemin, ceux qui entravent la marche de ses affaires. *C'était le cas sous la IVe*-République, du temps de la puissance du lobby colonial, puis avec la bourgeoisie ralliée au gaullisme – cette même bourgeoisie qui s'était immédiatement ralliée à Vichy... Et la haine est d'autant plus grande si celui qui gêne vient de chez elle. (...) Pour cette bourgeoisie de droite, il est presque normal qu'*un ouvrier soit communiste*, un employé socialiste, mais quand l'un des siens lui échappe, ça ne se pardonne pas.

■ **La mort de Pierre Bérégovoy**

Quelques journalistes sans principes ont tenté de me faire porter la responsabilité de la mort de Pierre Bérégovoy. Dans ce jeu, les médias, la deuxième gauche et la droite avaient le même intérêt. Il n'était surtout pas question que Bérégovoy puisse passer pour la victime d'une de leurs campagnes. Alors, dans des cas comme celui-ci, ils essaient l'intimidation. Ils font jouer la prétendue solidarité professionnelle. Ils menacent. Ils s'indignent quand on fait référence à d'autres campagnes de presse comme celle qui abattit Salengro [ministre socialiste du Front populaire qui s'est suicidé à la suite d'une campagne sur sa prétendue désertion pendant la guerre de 1914-1918]. Or c'est la même chose. C'est le *même type d'assassinat* en direct. Rien n'a vraiment changé au fond. L'élimination, par l'assassinat, par l'accident, par l'empoisonnement, par l'emprisonnement, n'est pas si *différente de certaines campagnes contemporaines*. Dans le cas de Salengro ou de Bérégovoy, devant tant d'acharnement, on ne peut parler que d'as*sassinats*.

■ **Mai 1968**

Bien entendu, je ne méconnais pas qu'il y ait eu, parmi les insurgés de 1968, des gens sincères qui refusaient le conformisme, l'immobilisme de la société de l'époque, des gens d'un dévouement, d'un esprit de sacrifice et d'une abnégation admirables. mais ce n'était pas le cas de ceux qui ont « théorisé » en leur nom le sens de cette « fausse révolution ». (...) Il me suffisait de les écouter parler pour distinguer d'où *ils venaient* et ce qu'ils incarnaient. Finalement, c'était de la graine de notaire. Je les imaginais à quarante-cinq ans avec des bésicles.

* **François Mitterrand, *Mémoires interrompus*, Editions Odile Jacob, 250 pages, 135 francs.**

هكذا بعث الأصل

miers mot de François Mitterrand

Helmut Kohl Mikhaïl Gorbatchev et la réunification de l'Allemagne

JE rêve à la prédestination de l'Allemagne et de la France, que la géographie et leur vieille rivalité désignent pour donner le signal de l'Europe. Si elles ont gardé en elles le meilleur de ce que je n'hésite pas à nommer leur instinct de grandeur, elles comprendront qu'il s'agit là d'un projet digne d'elles.

Elles auront d'abord à s'en convaincre. La France, *toujours tentée par le repli sur soi et l'illusion* épique de la gloire dans la solitude ; l'Allemagne, toujours hésitante entre ses vocations, soit nation arrimée à l'union de l'Europe, soit héritière, sans le dire, d'ambitions impériales.

On me dira : c'est une utopie ! Mais qu'est-ce qu'une utopie ? Ou bien c'est une absurdité, et le temps se chargera de nous répondre. Ou bien ce n'est que l'anticipation d'un nouvel Etat possible. Si se produit un sursaut des volontés, en ce moment unique où tout est possible en Europe, alors l'utopie sera réalité. Et beaucoup d'entre vous la connaîtront.

■ La réunification

Lorsque j'eus à me prononcer pour la première fois en public sur l'éventualité de la réunification allemande, le hasard voulut que ce fût aux côtés de Mikhaïl Gorbatchev, en visite d'Etat à Paris. C'était le 5 juillet 1989, on savait les Soviétiques hostiles à cette perspective, on parlait même de leur veto. Les journalistes (...) espéraient obtenir confirmation des divergences que l'on nous prêtait, à Helmut Kohl et à moi, sur le même sujet, ce qui les intéressait plus encore. (...)

Aussi bien M. Richard von Weiszäcker, président de la République fédérale, que le chancelier Kohl ou le vice-chancelier Genscher, quand nos conversations s'engagaient sur ce terrain sensible, remarquaient invariablement que, si la partition de leur pays était comme une blessure ouverte au coeur de chaque Allemand, il existait des problèmes plus urgents à résoudre. Ce parti pris dura au-delà de la chute du mur de Berlin, puisque neuf jours après, dans sa longue intervention, l'ouverture du conseil européen extraordinaire de Paris, Helmut Kohl tut de bout en bout le mot *réunification*, dont il redoutait qu'il suscitât de nouvelles tensions entre les Douze (...). Mais les journalistes, moins contraints que les politiques par les contingences internationales, ne s'embarrassaient pas de ces précautions et nous posèrent la question, sans ambages.

Trop brève, la réponse que je fis au correspondant du *Berliner Tageszeitung* : « L'aspiration à l'unification est une aspiration légitime » appelait un développement. J'y revins donc quelques jours plus tard, le 27 juillet, en accordant un entretien à cinq grands journaux européens, dont l'hebdomadaire français *Le Nouvel Observateur*, qui m'interrogeaient sur les principaux problèmes de l'heure. Quand nous arrivâmes à la question allemande, je répétai, presque mot pour mot, mes propos précédents et ajoutai que l'unité ne pouvait se réaliser « que pacifiquement et démocratiquement ». Ces deux lourds adverbes contenaient les principes dont je ne me suis pas départi, qui devaient présider, selon moi, à l'unité allemande et qui finalement prévalurent. D'une part, si la démarche vers l'unité était légitime, cela ne signifiait pas qu'elle pût aboutir n'importe comment. D'autre part, la sauvegarde de la paix commandait que fussent réglées, au préalable, au moins cinq difficultés majeures que j'énumère ici : la reconnaissance par l'Allemagne et, dans l'immédiat, par la République fédérale, de la frontière Oder-Neisse ; l'accord des quatre puissances tutélaires, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Union soviétique et France, sur la dévolution de leurs droits à l'Allemagne unifiée ; la renonciation par l'Allemagne aux armes nucléaires, *biologiques et chimiques ; le maintien* de son appartenance à l'Alliance atlantique ; la confirmation de son engagement dans la Communauté européenne. On sait que ces cinq conditions furent remplies et que l'accord final fut signé le 3 octobre 1990. (...)

J'attachais la prédominance à la reconnaissance préalable des frontières. Cette exigence fut l'objet d'un débat long, *difficile, mais* toujours amical avec Helmut Kohl. De ce débat l'opposition conservatrice française tira argument pour accuser notre diplomatie d'avoir « manqué le train de l'unité allemande » en ne sautant pas, les yeux fermés, dans le premier wagon. Outre, comme je l'ai déjà souligné, qu'aucun autre dirigeant occidental ne s'y était risqué et que j'avais été le premier, avec George Bush, à saluer la perspective de l'unification, j'avais de quoi m'étonner devant cette perversion qui poussait, une fois de plus, tant de responsables de mon pays à oublier les enseignements de l'histoire.

■ Jacques Chirac et François Léotard, alliés de l'intérieur

Muette d'abord, l'opposition, en France, commençait à se faire bruyante. Mais un bon mois passa avant que les plus *clairvoyants des siens* organisent leurs prises de position autour d'arguments réfléchis et solides. Dans *Le Quotidien de Paris* du 13 décembre, M. Léotard écrivit qu'« il serait véritablement irresponsable de laisser les Allemands gérer seuls leur légitime aspiration à la réunification » et que « nous devrons les y aider en maîtrisant avec eux le cadre, la méthode, le calendrier qui permettront à ce peuple ami de disposer de lui-même sans indisposer ses voisins ». A cette fin, il suggéra de dire « oui à une Allemagne plus forte en disant oui également à une Europe plus forte ». Je ne pensais ni ne parlais autrement.

Le même jour, dans le même journal, M. Jacques Chirac fixait les conditions qui devaient accompagner, selon lui, l'autodétermination du peuple allemand : « (...) Il est souhaitable que Bonn reconnaisse qu'en raison des liens de plus en plus étroits entre la France et la République fédérale la question allemande est également notre problème, non pas seulement du fait du passé, mais surtout au nom d'un avenir que l'on veut partager. La France ne redoute pas l'unité du peuple allemand, elle est décidée à agir pour lui permettre de choisir librement son destin. Mais il est naturel et légitime que cette *évolution se fasse dans le respect d'un certain nombre de* principes que nos amis allemands admettent parfaitement :

– D'abord, l'intangibilité des frontières actuelles, et notamment de la frontière occidentale de la Pologne, la ligne Oder-Neisse [à cet endroit, l'ancien premier ministre employa une formule prémonitoire dont on comprendra plus tard le sens : « Il ne s'agit pas de sortir de l'Europe de Yalta pour retourner à l'Europe de Sarajevo »].

– Ensuite, la réaffirmation, conformément aux accords internationaux, de la non-possession par l'Allemagne des armes atomiques, bactériologiques et chimiques.

– Enfin, comme l'a d'ailleurs indiqué M. Kohl, le maintien de l'ancrage de l'Allemagne à l'Ouest, c'est-à-dire d'un rôle actif de ce pays dans la Communauté et dans l'Alliance atlantique. »

> « Je me sentais à l'aise dans la dialectique de ce passé vécu et du futur imaginé. J'avais été soldat en 1940, et prisonnier. Evadé, j'avais combattu dans la Résistance. A ces rudes contacts, j'avais appris à connaître les Allemands. Je les respectais. »

Ces analyses et suggestions, on le voit, recoupaient les miennes, presque mot pour mot, phénomène assez rare pour être remarqué.

■ Les variations de Valéry Giscard d'Estaing

Je ne reprocherai pas à M. Giscard d'Estaing d'avoir mal apprécié la logique des événements, de n'avoir pas saisi la force du mouvement qui poussait à l'unité allemande. Rares furent les hommes d'Etat, américains, anglais, soviétiques, allemands ou français qui, je l'ai rappelé, eurent la vue plus perçante. Mais aucun n'a tracé un schéma aussi éloigné de la réalité que le sien. Que de détours, que d'obstacles accumulés sur la route de l'unité allemande ! Mme Thatcher, dont l'opinion était voisine de celle de l'ancien président français, s'était bornée à exiger le retour préalable de l'Allemagne de l'Est à la démocratie, et à invoquer les accords d'Helsinki. M. Giscard d'Estaing se situait de la sorte à la pointe des adversaires de l'unité allemande. Cependant, son jugement varia avec le rythme des saisons. Fédéraliste européen à tous crins en automne, l'approche de l'hiver le trouva confédéraliste allemand (confidence faite à Yves Mourousi le 11 décembre, devant les micros de Radio Monte-Carlo), avant de se transformer, aux premiers souffles du printemps, en un croisé de l'unification : « Je crois qu'il faut que nous nous habituions à l'idée que la réunion des deux Allemagnes est normale » (Radio-Télé Luxembourg, le 16 février). Il eût été étonnant, dans ces conditions, que nous ne finissions pas par nous rejoindre quelque part. Je m'en serais réjoui. Nous étions à deux doigts d'y parvenir quand, peu avant le solstice d'été, un coup de reins permit à M. Giscard d'Estaing de garder sa distance. « François Mitterrand a raté le train de l'unité allemande », accusa-t-il. *Si telle était la vérité*, on aura constaté, à la lecture de ces lignes, que beaucoup de monde, avec moi, était resté sur le quai.

■ Le bon sens de Helmut Kohl

Le différend qui m'opposa à Helmut Kohl sur la reconnaissance de la frontière germano-polonaise fut le seul qui, dans cette période difficile, vint contrarier le climat de bonne entente qu'envers et contre tout nous sûmes préserver (...). Nos choix de société, nos engagements politiques, nos amitiés et, peut-être, nos caractères, tout a priori devait nous séparer. Or nous avons porté plus haut l'entente entre nos deux pays et, par une étroite relation personnelle, rendu à la Communauté européenne l'élan qui lui manquait. Proche de la social-démocratie allemande et souhaitant son succès, j'ai appris à estimer l'homme qui la combattait et l'avait écartée de *la conduite des affaires. J'étais sensible* à son *rude bon sens*, à sa connaissance des ressorts humains, à sa faculté d'encaisser les coups, à sa forme d'intelligence, dont trop d'intellectuels méjugeaient l'acuité.

■ Le miracle allemand

Le chancelier et moi avions des vues semblables sur la construction de l'Europe et considérions cette ambition comme la pierre angulaire de notre action. Peut-être cette concordance était-elle due à l'expérience que nous avions acquise l'un et l'autre de la guerre, lui dans sa quinzième année, au spectacle de l'abaissement de sa patrie, moi pour y avoir pris part et pu mesurer l'immensité du dommage subi par les Européens. (...) Je me sentais à l'aise dans la dialectique de ce passé vécu et du futur imaginé. J'avais été soldat en 1940, et prisonnier. Evadé, j'avais combattu dans la Résistance. A ces rudes contacts, j'avais appris à connaître les Allemands. Je les respectais.

Quand j'entendais parler, dans les années 70 à 80, de miracle économique allemand, je m'irritais d'une expression qui attribuait à l'irrationnel l'admirable effort de ce peuple ramassé sur lui-même et qui avait gardé foi en son destin dans le pire désastre de son histoire. Le mot miracle avait quelque chose d'injuste pour lui et d'insolent pour qui avait, comme moi, parcouru les villes allemandes dans l'immédiat-après-guerre. Je n'avais pas effacé de mes yeux cette vision. Français, encore imprégné de la lutte à mort contre Hitler, j'avais le cœur soulevé, empli de compassion pour ce qui restait des rues de Francfort et de Nuremberg, vagues espaces libres entre deux rangées de moignons calcinés, et l'ombre *noire des survivants, sortant des caves, errant dans les* ruines, cauchemars de la nuit qui avaient peur du jour. Pourquoi un miracle ? J'avais assisté pendant vingt-cinq ans à l'effort obstiné d'un peuple, acteur majeur de l'aventure humaine, qui avait su le redevenir et qui ne le devait qu'à son travail, à son courage, à son esprit de sacrifice. Je devrais ajouter : à son génie singulier. Inutile d'aller chercher au ciel une autre explication.

* François Mitterrand, *De l'Allemagne, de la France*. Editions Odile Jacob, 250 pages, 135 francs.

François Mitterrand « s'était alors engagé dans une véritable course de vitesse contre la mort pour mener le plus loin possible l'écriture de ses souvenirs et transmettre son propre regard sur l'histoire des cinquante dernières années ». (Odile Jacob).

France, la crise de l'intégration

par Sami Naïr

DEPUIS la fin des années 70, la société française semble *s'enfoncer lentement* mais sûrement dans la balkanisation sociale et *culturelle : les* rapports sociaux s'« ethnicisent » progressivement, la laïcité doit faire face au renouveau des identitarismes confessionnels. La xénophobie, le racisme et l'antisémitisme tendent à se banaliser. Le modèle républicain lui-même, à vocation universaliste et assimilatrice (l'une impliquant l'autre), apparaît de plus en plus sur la défensive. *Dans cette situation*, l'immigration joue le rôle d'un profond révélateur.

Dès son arrêt officiel (1974), l'immigration a été construite dans la rhétorique dominante, comme un « problème-obstacle », c'est-à-dire un problème qu'on cherche non à résoudre mais à reproduire à des fins partisanes. Considérés comme trop exogènes culturellement, les *immigrés interrogeraient en profondeur* l'identité française. Pour les uns, surtout à gauche, leur « assimilation » est mal venue parce qu'elle fait écho à une vision du monde dépassée, « jacobine » et pleine de relents coloniaux ; pour les autres, surtout à droite, elle est impossible car les immigrés, *surtout ceux de confession musulmane*, sont « porteurs » d'un système de mœurs et de croyance incompatible avec la tradition française.

Si l'accord entre les uns et les autres est total pour bloquer définitivement les nouveaux flux migratoires, les premiers ont mis en *place*, en 1981, *une stratégie qui visait* à favoriser l'intégration cependant que les seconds, en écho aux proclamations enflammées des campagnes électorales, ont surtout montré leur souci de sévir contre les immigrés, fût-ce au prix de la déstabilisation de ceux qui sont légalement installés. Au-delà de ces attitudes, se *profile bien sûr tout* le débat sur la place de populations *allogènes* ou de *confessions religieuses* différentes en France.

Tout a été fait pour séparer soigneusement l'immigration du reste des couches sociales en difficulté et en faire d'emblée un sujet de conflits partisans, sans que les immigrés eux-mêmes, bien évidemment, pussent intervenir

La tradition française d'intégration culturelle n'est pourtant pas une abstraction. Depuis le XIXe siècle, chaque fois que la France a été confrontée à la présence importante de populations allogènes, s'est opéré un processus d'intégration par assimilation qui, en dépit de situations fortement *conflictuelles*, a *fini par se réaliser*. L'intégration par assimilation, c'est la francisation de nouveaux venus. Si le terme peut choquer, il ne signifie pas pour autant que l'individu renonce à sa confession, à sa langue d'origine ou à celle de ses parents.

Il s'agit plutôt d'un comportement public et rien ne s'oppose à l'expression de la singularité de chacun dans l'*espace privé*. *L'intégration sociale* rend possible l'assimilation *culturelle*, *et* celle-ci, en retour, aide à l'affirmation de la citoyenneté. Or l'affaiblissement des capacités d'intégration du système social français à partir de la fin des années 70 a entraîné de fait la perturbation de ses capacités d'assimilation.

Est-ce pour ne pas affronter cette situation que l'immigration a été construite symboliquement comme « problème » ?

Ce qui est sûr, *en tout cas*, c'est que tout a été fait pour séparer soigneusement l'immigration du reste des couches sociales en difficulté et en faire d'emblée un sujet de conflits partisans, sans que les immigrés eux-mêmes, bien évidemment, pussent intervenir.

On peut distinguer trois phases dans la manière dont elle a été traitée : entre 1974 et 1981, entre 1981 et 1993 et de 1993 à aujourd'hui.

● L'émergence de la « question immigrée » (1974-1981)

Confronté à la mondialisation comme aux effets de contraintes résultant progressivement de la coopération européenne, le système *socio-économique français* subit une mutation décisive : crise *du compromis capital-travail*, chômage structurel naissant, féminisation du salariat, précarisation... Comme dans toute crise de système global, la réaction des élites dirigeantes s'oriente d'abord vers les limites externes du système, c'est-à-dire vers les couches exclues et vers celles qui ne *bénéficient pas de la légitimité de l'appartenance* « naturelle » : les immigrés, *les étrangers*.

On ferme les frontières, on interdit l'immigration de travail, on désigne les immigrés comme « problème » pour l'emploi en France. Le président d'alors, Valéry Giscard d'Estaing, soutient que les *immigrés, surtout maghrébins, sont « inassimilables »* car trop différents culturellement : ils doivent donc « retourner » chez eux.

Or, dans ces mêmes années 70, les immigrés prennent conscience que le « retour » au pays d'origine est un mythe, et que se pose surtout pour eux la question de savoir comment rester en France. Leurs enfants, nés en France, sont déjà légalement français. Reste que durant cette phase, la dynamique enclenchée est celle de l'extériorisation et du rejet de l'immigration.

● L'intégration-fermeture (1981-1993)

Entre 1981 et 1993, la situation change totalement. La gauche a *gagné les élections sur la* base de ses promesses pour l'emploi, mais aussi en défendant des propositions d'intégration des immigrés légalement installés et de régularisation de ceux qui étaient placés dans une situation incompatible avec les droits de l'homme. Elle maintient toutefois le principe de *la fermeture des frontières*. La stratégie est celle d'une « intégration-fermeture » pour les immigrés.

Ce programme, la gauche ne peut cependant le tenir totalement. Trois phénomènes viennent le contrecarrer : la conversion de la gauche elle-même à un libéralisme social incapable de *juguler la crise* ; l'utilisation du racisme anti-immigré comme ressource politique par les partis d'extrême droite et certains dirigeants de droite ; le fait que les immigrés eux-mêmes, ayant à définir leur projet de vie en France, soulèvent la question de leur identité confessionnelle.

Ayant réussi à légitimer la *présence* de l'immigration dans la *société française* par la reconnaissance de ses droits et l'insistance sur ses devoirs, la gauche échoue devant la marginalisation sociale des immigrés. Or, à partir de 1983, l'extrême droite, puis la droite, transforment la question de l'intégration sociale des immigrés en problème culturel et, à partir de celui-ci, ouvrent le débat sur l'identité nationale française. *« Qui est français ? »* devient alors la question.

La droite, fouettée par la démagogie raciste de l'extrême droite, propose une réforme du code de la nationalité, à laquelle des intellectuels en vue apportent leur caution : il s'agit de remettre en question le droit du sol (principe du droit à la nationalité par la naissance sur le sol français). Le retour de la *droite au pouvoir entre* 1986 et 1988 ne lui permet cependant *pas* de mener à terme cette réforme.

Avec la seconde victoire de la gauche, en 1988, on revient au *statu quo ante*. Le droit du sol est maintenu. La politique de soutien social aux banlieues est réaffirmée – de façon d'ailleurs plus médiatique que réelle – mais également la lutte contre l'immigration clandestine, les entraves de plus en plus graves au droit de *regroupement familial*, une *attitude de plus* en plus répressive aux frontières. Construite en problème-obstacle, manipulée en ressource politique dans la compétition partisane, l'immigration devient aussi, du point de vue de la *société* française comme de celui des immigrés, une *question d'identité*.

Pour la troisième fois de son histoire, la France catholique est en effet confrontée à la présence d'une population confessionnelle spécifique : après les protestants et les juifs, désormais c'est l'islam qui s'enracine dans le creuset français. Les deux précédentes confessions *n'ont pas été intégrées facilement* : de la Saint-Barthélemy à l'affaire *Dreyfus*, la France catholique monarchique ou catholique républicaine a montré de sérieuses résistances. Avec l'islam, la France républicaine a en plus un contentieux qui remonte à la colonisation et à la décolonisation de l'Afrique du Nord.

La question posée aujourd'hui par la *présence des immigrés de* confession musulmane est tout à *fait différente* : il s'agit d'une population minoritaire destinée, comme les protestants et les juifs, à vivre en France même et ayant donc vocation à s'assimiler au moule culturel français, lui-même en pleine mutation. Cette situation n'est évidemment pas sans radicaliser le malaise identitaire français. *Or, loin d'opposer à ces inquiétudes* une orientation pédagogique ferme, basée sur le respect du droit des personnes, les élites politiques dirigeantes donnent plutôt l'impression, par la promulgation de lois surtout répressives, de les légitimer.

● L'exclusion comme politique nationale (depuis 1993)

Les lois de 1993, dites lois Pasqua, constituent non seulement une attaque systématique contre *les immigrés et les étrangers mais* aussi une sorte de légitimation de *la rhétorique d'extrême droite*. L'objectif est clair : il consiste à déstabiliser pour délégaliser, délégaliser pour exclure socialement, exclure socialement pour expulser hors des frontières. L'intégration n'est plus à l'ordre du jour.

Si ces projets sont adoptés, la droite sera définitivement passée sous l'hégémonie de l'extrême droite. La loi sera devenue xénophobe

La remise en question du droit du sol en 1993 avait déjà exprimé la quintessence de cette nouvelle manière de voir : tout se passe comme *s'il s'agissait* d'exiger de cette immigration qu'elle fournisse, toujours et systématiquement, les preuves de son intégration. L'argument avancé par les membres de la Commission sur la nationalité pèche par hypocrisie : sous prétexte de ne *pas faire des « petits »* Français « malgré eux », on oblige tous les enfants nés de parents étrangers à être étrangers en France jusqu'à l'âge de seize ans (tant pis pour l'intégration-assimilation à l'école !).

Dans les faits, cette réforme apparaît beaucoup plus comme une *prise en otage des enfants issus de* l'immigration, auxquels on peut refuser *la nationalité* s'ils se sont rendus coupables de délits punis par la loi. Non seulement on revient ainsi à la dynamique d'extériorisation d'avant 1981, mais on la radicalise encore plus puisque, maintenant, ces enfants n'ont plus la nationalité française.

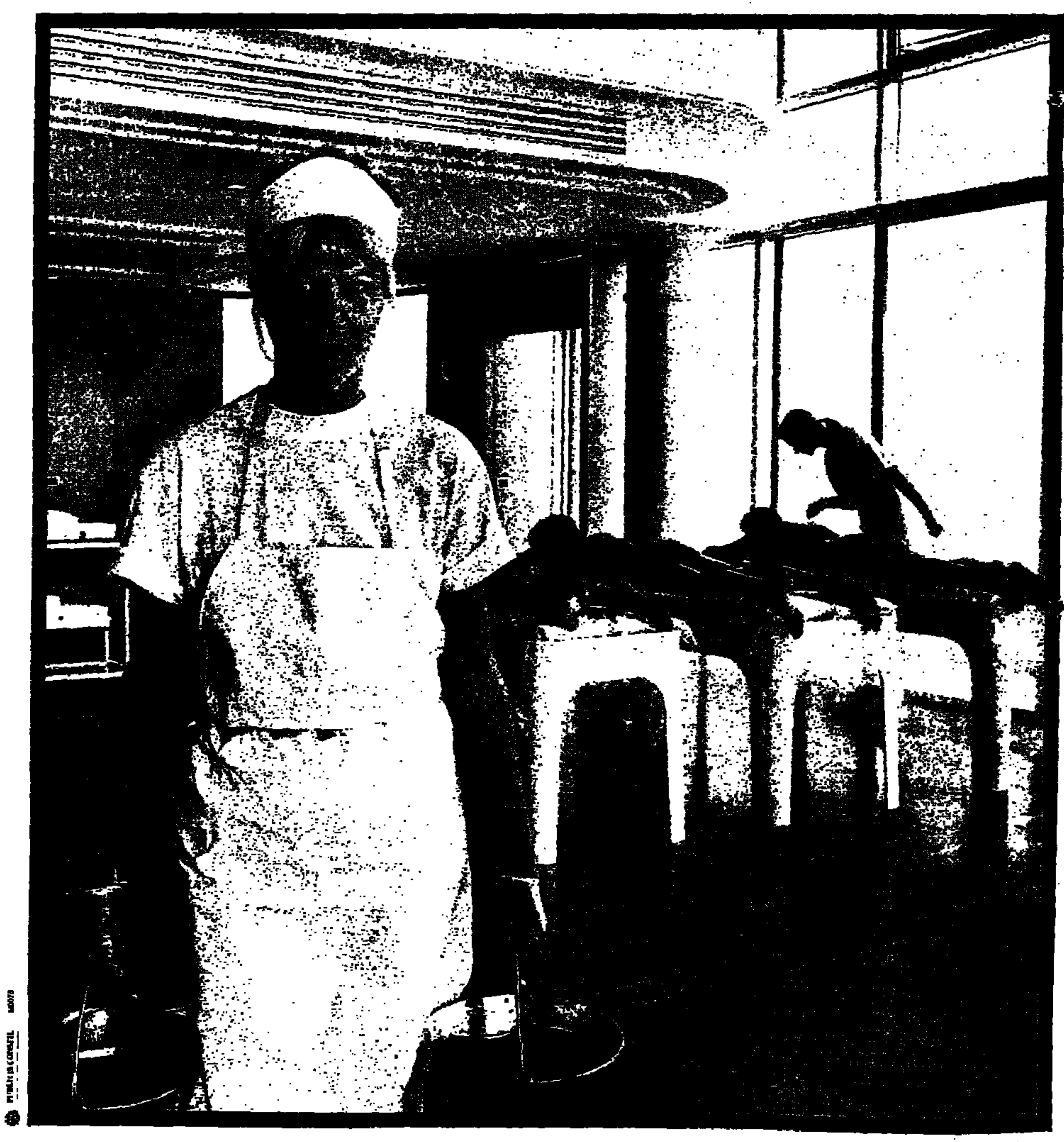
Or cette stratégie est d'autant plus aberrante qu'elle reproduit l'immigration comme « problème » *dans une* situation où toutes les enquêtes démontrent que, dans leur immense majorité, les immigrés se sont de fait assimilés aux modèles culturels dominants en France.

Le projet du cabinet de M. Debré, ainsi *que le projet de loi*, actuellement en discussion, de la Commission parlementaire sur les clandestins accentuent également la pression sur l'immigration légalement installée. Ils prévoient entre autres le fichage des personnes hébergeant des étrangers, la confiscation du passeport pour *les étrangers en situation* irrégulière ainsi que pour les demandeurs d'asile pendant *la durée de la* procédure d'examen de leur demande, l'extension aux préfets du droit de prononcer la décision d'expulsion et, enfin, surtout, l'invocation du motif de trouble à l'ordre public : même s'agissant d'un fait très ancien, pour refuser la délivrance ou le renouvellement *de la carte de long séjour* (*dix ans*).

Si ce projet est adopté, la droite sera définitivement passée sous l'hégémonie de l'extrême droite pour ce qui concerne les immigrés. La loi sera devenue xénophobe.

Sami Naïr *est professeur de sciences politiques à l'université Paris-VIII.*

Argile ou boue?







La nausée
P

La nausée

par Marie-Laurence Simonet

POUR aider à faire face aux conséquences médicales de l'accident de Tchernobyl, nous travaillons sur le terrain depuis 1990. Notre dispensaire de Kiev a examiné plus de 9 300 personnes, dont 5 000 enfants évacués de la zone contaminée et relogés à Kiev. Nous avons à ce jour 67 cas de cancer de la thyroïde à charge, dont plus d'un tiers ont des métastases pulmonaires.

Tous doivent bénéficier d'un traitement par radio-iode, impossible actuellement à distribuer en Ukraine. Le coût par jour de thérapie que nous devons payer à l'Assistance publique de Paris est de 9 192 F. L'enjeu est pour les enfants une guérison, voire plusieurs dizaines d'années de vie normale, ou la mort. Nous ne pouvons pas faire face à toutes les demandes. Notre travail sur place est malheureusement unique. Aucune organisation internationale ne nous finance, ce qui explique que nous ne pouvons être à la hauteur des nécessités. Nous n'avions donc pas le temps de nous attarder à la conférence de Vienne, mais ce que nous en avons appris nous trouble et nous révulse.

Les plus hautes sommités de l'énergie et de la protection nucléaire ont observé une minute de silence. Cet hommage aux victimes passées et à venir peut paraître respectueux ; il inspire cependant un profond dégoût pour ce qu'il révèle d'un cynisme que l'on espère inconscient et qui n'en demeure pas moins parfaitement insupportable. Que n'ont-ils, ces éminents responsables, consacré une autre minute de silence à l'évocation de leurs propres responsabilités ? Dix années déjà, remarquablement perdues, valent quelques heures de discussions empreintes d'un minimum d'autocritique.

Ces braves gens ont cautionné des rapports officiels fallacieux et le décret de secret dès l'accident de Tchernobyl

M. Blix, président de l'Agence internationale de l'énergie atomique, une décennie durant, n'a-t-il pas, avec ses pairs, minimisé, en particulier dans les premières années, les conséquences de l'accident ? Ces braves gens ont cautionné des rapports officiels fallacieux, le décret de secret dès l'accident, l'obligation faite aux médecins de poser de faux diagnostics, les examens et prélèvements sanguins effectués en données codées et transmises à Moscou ; ils ont couvert l'insuffisance des mesures de prévention, en particulier l'évacuation de la seule zone de 30 kilomètres.

Ce sont les mêmes qui n'ont pas su développer les structures répondant aux besoins réels : centres de dépistage, de traitement, et formation d'équipes médicales. Ce sont les mêmes encore qui, n'ayant aucune obligation de résultat, commandent des expertises itératives, redondantes et coûteuses, n'entretenant que le chiffre d'affaires des cabinets de consultants et n'aboutissant à aucune prise en charge concrète de la santé de la population (500 000 enfants touchés en Biélorussie, à peine 30 000 échographies annuelles pratiquées).

Ce sont toujours les mêmes qui, dix ans après, n'expriment que cette inquiétude : « *Le sarcophage fuit...* » Et eux, que fuient-ils en réalité ? Ce sont les mêmes, enfin, qui se voilent la face en imaginant que ces pays renonceront à ce type de centrale, tout en reconnaissant que la situation économique n'en permet pas l'arrêt (besoin d'énergie, reconversion des travailleurs, situation des villes qui vivent des centrales, conditions draconiennes imposées par l'Occident pour que l'Ukraine puisse bénéficier du Fonds monétaire international).

L'autosatisfaction cérémonieuse et narcissique de l'assemblée de Vienne laisse mal augurer de l'avenir, l'indolence actuelle annonce et prépare les paniques futures. La logique de ces quiétudes indues, nous la connaissons, elle a déjà produit, par exemple, des crises dramatiques, le sang contaminé ou les « vaches folles ». Celles qui menacent dans le sillage de Tchernobyl risquent de se révéler encore plus graves.

Le ballet des experts présomptueux et inactifs constitue le paravent d'une immobilité propre à nos politiques. Elle révèle leur inaptitude à prendre en compte ce qui, pour des milliers d'enfants et des centaines de milliers d'habitants, est déjà depuis dix ans une réelle tragédie. Qu'en sera-t-il quand on découvrira plusieurs centaines de cas chaque année, comme on le prévoit dans les cinq à dix ans à venir ?

***Marie-Laurence Simonet** est présidente de l'association Les enfants de Tchernobyl.*

Le toucoupi et la vache folle

par Luiz Pereira da Silva

LE toucoupi est une plante connue de l'Amazonie dont les feuilles sont utilisées par les Indiens, depuis des temps immémoriaux, dans la préparation des viandes et des poissons. Après la colonisation européenne, il a été introduit dans la cuisine régionale du nord du Brésil et, aujourd'hui, il est utilisé dans la préparation de plats assez connus et appréciés comme le canard au toucoupi.

Les feuilles du toucoupi sont riches en cyanure et exigent, pour leur utilisation, une longue cuisson à l'eau, ce qui produit la décomposition du venin. Il y a encore aujourd'hui, même dans les communautés indiennes, des accidents mortels dus à l'ingestion du toucoupi mal cuit.

En ayant appris, au cours de mes voyages, la fréquence de ces accidents, je me suis mis à réflechir aux chemins tortueux qui ont amené les Indiens à développer la procédure de désintoxication du toucoupi.

Les sorciers des villages (les *pagés*) ont certainement essayé de nombreuses procédures. Autrefois, pour résoudre des problèmes équivalents comme ceux des racines de manioc (aliment de base des Indiens de la côte atlantique), les *pagés* de la région avaient trouvé des solutions différentes : couper la racine en petits morceaux, puis les plonger dans l'eau et renouveler le surnageant à plusieurs reprises pour éliminer le toxique. Il est curieux d'observer que ces démarches ont été développées sans aucune connaissance de la nature (chimique) du venin et, a fortiori, des moyens qui permettaient de l'éliminer.

Ces procédures empiriques, acquises par l'entêtement et le bon sens de nombreuses générations de sorciers un peu partout dans le monde, du néolithique à nos jours, a permis à la tribu humaine d'arriver où elle en est, avec un éventail assez vaste de produits alimentaires d'origine végétale et animale.

La tragédie de la « vache folle », dans la société industrielle moderne d'aujourd'hui, nous rappelle à un autre niveau la problématique des nos ancêtres du néolithique. Il y a un venin, tout le monde le sait. Lequel exactement, on l'ignore. Celui-ci ne provoque pas la mort instantanée, comme le toucoupi, mais une maladie chronique, d'évolution lente, pourtant tout aussi mortelle. En essayant de résoudre ce problème, nos *pagés* médecins et vétérinaires décrivent ainsi la scrapie des moutons, la maladie de Creutzfeldt-Jacob chez l'homme et l'encéphalopatie spongiforme chez le bovin. Ils constatent qu'il s'agit de maladies transmissibles qui semblent respecter les barrières d'espèces.

Des *pagés* scientifiques ont pensé d'abord à une étiologie virale (les virus lents), puis ont identifié un agent nouveau (les prions) qui semble responsable des trois affections. Certains scientifiques ont proposé une explication pour la pathogénie de la maladie, puis ont identifié un gène qui code pour la protéine correspondant au prion. L'ensemble est cohérent. Nous en étions là. Nous avancions comme nos ancêtres du néolithique, avec entêtement et bon sens, mais avec l'avantage supplémentaire d'une bonne accumulation de connaissances et des moyens d'expérimentation plus adaptés.

Des recherches permettent ainsi d'affirmer certains points : il ne s'agit pas d'un agent infectieux ; il n'y a pas de transmission par contact ou par vecteur ; il ne semble pas y avoir de transmission congénitale. Il n'y a pas, donc, de dangers majeurs d'épidémie, de transmission incontrôlable. L'agent doit être injecté ou ingéré. L'ingestion semble un moyen de transmission peu efficace. Les études scientifiques sont enrichies par la description de modèles expérimentaux sur animaux de laboratoire, les souris transgéniques. Tout semble suivre un rythme convenable.

Mais, à ce moment, se mêlent des acteurs nouveaux : les *pagés* de l'industrie. Ceux-là ne sont pas inspirés par les données scientifiques. Ils les prennent naturellement en considération mais sélectionnent celles qui leur semblent convenir le mieux. Séduits par la mondialisation, l'économie d'echelle, la rationalisation des chaînes de production, la productivité, la recherche obligatoire de la rentabilité et du profit et d'autres croyances fétichistes à la mode, ils s'étaient lancés dans de nouvelles techniques de préparation de rations animales.

Mais au lieu d'essayer de nouvelles procédures, comme les *pagés* d'Amazonie d'antan, sur quelques Indiens, ils sont allés directement faire des essais à grande échelle. Ils ont diffusé ainsi les prions et leur pathologie aux cheptels bovins en créant de nouveaux risques pour les humains. En effet, on ignore le résultat de l'ingestion de grandes doses de prions, ou d'une exposition systématique. On ignore aussi quel rôle joue la barrière interspécifique dans ces conditions.

Au lieu d'essayer, comme les « pagés » d'Amazonie, de nouvelles procédures sur quelques Indiens, les sorciers de l'industrie ont fait directement des essais à grande échelle, créant de nouveaux risques pour les humains

Nous avions déjà assisté, il y a une dizaine d'années, au résultat malheureux de la concentration accélérée d'une activité industrielle pharmaceutique et de l'uniformisation des procédures pour des raisons de rentabilité et concurrence. Dans presque tous les pays industrialisés d'Europe et aux Etats-Unis, la centralisation, à grande échelle, de la technique de préparation des concentrés de facteur 8 a provoqué, à des degrés variés mais toujours élevés, la contamination des hémophiles. La Belgique, par exception, a retardé la modernisation du secteur hémothérapie en maintenant les techniques traditionnelles (collecte et préparation de plasma à partir d'un petit nombre de donneurs connus). Du point de vue industriel, la Belgique a peut être souffert de la concurrence des marchés de produits dérivés du sang. Paradoxalement, ce retard a assuré aux hémophiles belges un taux très réduit de contamination par le sida.

Au moment où l'on discute de la reformulation des politiques et des stratégies industrielles en Europe, ces accidents devraient nous faire refléchir sur les inconvenients de la formation d'ensembles et de complexes industriels trop vastes, surtout dans le domaine de la santé, de l'alimentation, ou de la pharmacie et du médicament. Au lieu de développer, comme il a été dit, les capacités techniques et les compétences, les phénomènes de concentration conduisent à la disparition du savoir-faire et à la dilution des responsabilités humaines. En permettant à ces nouveax *pagés* technocrates d'utiliser leur condition de monopole ou d'oligopole pour lancer des « nouveautés » à grande échelle, on verra sûrement se multiplier les accidents. Et si cela continue, on risque, un de ces jours, de voir disparaître toute notre tribu.

***Luiz Pereira da Silva** est parasitologiste et chercheur au CNRS.*

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
■
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann,
Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomeau, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
■
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
■
Médiateur : André Laurens
■
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président
■
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
■
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : (1) 42-17-20-00. Télécopieur : (1) 42-17-21-21 Télex : 206 806 F
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 42-17-20-00 Télécopieur : (1) 42-17-25-99 Télex 261 311 F

La tragédie séculaire des paysans du Brésil

Suite de la première page

L'existence d'immenses domaines peu ou mal exploités, tandis qu'une masse d'hommes et de femmes errent à la recherche d'un lopin à cultiver, est une constante de l'histoire brésilienne. Les grands propriétaires attendent des autorités locales qu'elles les défendent contre cette armée de gueux. Au besoin, ils ont recours à des mercenaires, les « *jagunços* », souvent des petits délinquants ou des marginaux.

La structure foncière du Brésil reste marquée par ses origines coloniales. La monarchie portugaise a poursuivi, au cours des siècles, une politique presque immuable qui consistait à attribuer, dans sa colonie brésilienne, d'énormes lots de terres, les « *sesmarias* », à ceux qui disposaient de capitaux suffisants pour les mettre en valeur et produire des denrées susceptibles d'être exportées. Ce système latifundiaire a survécu aux cycles du cacao, du sucre, du coton, du caoutchouc et du café. Sauf dans certaines régions du sud du pays, où les descendants d'immigrants allemands et italiens ont créé un réseau de petites et moyennes exploitations, la grande propriété reste la règle, et les « *fazendas* » de plusieurs dizaines de milliers d'hectares sont monnaie courante.

L'urbanisation rapide du pays, depuis 1945, a encore accentué ce phénomène. Un Brésilien seulement sur quatre vivait en ville à la fin de la deuxième guerre mondiale. La proportion s'est inversée et la population rurale ne constitue plus désormais qu'un quart du total. Mais ce transfert, rendu possible par la mécanisation de l'agriculture et l'industrialisation, n'a nullement changé la structure de la propriété foncière, bien au contraire.

Le sociologue Herbert de Souza, qui joue à sa façon le rôle d'un abbé Pierre brésilien avec sa campagne de longue haleine contre la faim et la misère, estime que 1 % des propriétaires possèdent 44 % des terres du pays. « *Il existe au Brésil la plus grande concentration foncière du monde*, affirme-t-il. *Nous avons des propriétés qui sont aussi grandes que des pays européens.* » Le dernier recensement, celui de 1991, confirme ce propos. Il y avait à cette date 3 millions d'exploitations agricoles, mais 58 000 d'entre elles occupaient la moitié de la superficie totale.

PROMESSES NON TENUES

Face à cette situation brutale, la capacité des gouvernements à opérer un début de réforme agraire apparait limitée. Les promesses, parfois mirobolantes, n'ont pas été tenues, ce qui explique le scepticisme et la lassitude dans le camp des « *sans-terre* ». Le premier président après le coup d'Etat militaire, le maréchal Castelo Branco, réquisitionne 87 314 hectares, et y installe 7 392 familles. Le dernier, Joao Figueiredo, exproprie 2 509 764 hectares au profit de 42 576 familles. Après le retour au pouvoir civil, José Sarney (1985-1990) promet de redistribuer 44 millions d'hectares à 1,4 million de familles. Le résultat sera dix fois inférieur. Fernando Henrique Cardoso, qui prend ses fonctions en janvier 1995, est volontairement plus modeste. Il s'engage à fournir des terres à 280 000 familles au cours de son mandat de quatre ans. Au rythme actuel, il est un peu au-dessous de son objectif, puisque 42 900 familles seulement ont été installées en 1995.

L'exercice se heurte à toutes sortes de difficultés. La justice se montre souvent très lente à accorder à l'Institut de la réforme agraire (Incra) les expropriations demandées. Le projet de loi visant à permettre une procédure simplifiée et plus rapide devant les tribunaux est en souffrance devant le Congrès. Il n'est pas exclu que certains fonctionnaires de l'Incra, acquis aux thèses des grands propriétaires, fassent du sabotage. La rotation rapide des présidents de cet organisme (trois ces deux dernières années) n'a pas arrangé les choses.

M. Cardoso affirme que la réforme agraire est une de ses priorités. Il a trouvé les mots qui convenaient pour dénoncer le massacre qui a eu lieu en Amazonie et réclamer « *cette fois-ci* » le châtiment des coupables. Il en va, dit-il, de la crédibilité du Brésil à l'étranger. L'événement a accéléré la démission du ministre de l'agriculture, José Eduardo Andrade Vieira, qui voulait de toute façon s'en aller.

Dénonçant les lenteurs et les ambiguïtés de la réforme agraire, une organisation s'est développée depuis des années avec le soutien d'une partie de l'Eglise : le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), qui est à l'origine de la plupart des occupations de terres de ces dernières années. C'est un de ses dirigeants locaux, Oziel Pereira, âgé de dix-huit ans, que les policiers militaires visaient tout particulièrement, le 17 avril, à Eldorado dos Carajas, dans le sud du Para. Selon certains témoignages, il aurait été blessé, fait prisonnier, puis achevé par les policiers.

Le MST affirme que 4,8 millions de familles de paysans sont à la recherche de terres à cultiver. L'organisation compte 140 000 familles déjà fixées sur des terres expropriées et 37 000 autres installées sous des abris précaires au bord des routes. Ces dernières sont regroupées en une centaine de campements à proximité de grandes propriétés à envahir.

La Commission pastorale de la terre, organisme rattaché à la Conférence nationale des évêques brésiliens, estimait en décembre dernier que les conflits liés à la question agraire avaient fait 976 morts en dix ans. Les massacres de « *sans-terre* » se sont multipliés ces derniers mois. Celui d'Eldorado dos Carajas a particulièrement choqué l'opinion parce que les victimes ne se trouvaient pas sur une propriété occupée mais manifestaient le long d'une route. Mais l'émotion une fois passée, les pesanteurs de la société brésilienne demeurent. La tragédie des « *sans-terre* » n'est pas près de se terminer.

Dominique Dhombres

Le Monde

ÉDITORIAL

Le prix des morts

DÈS l'annonce du carnage perpétré par l'artillerie israélienne à Cana, au Liban sud, les « grands » de la communauté internationale, réunis à Moscou à l'occasion d'un G 7 sur le nucléaire, ont dit leur indignation. Ils ont bien fait : même si elle n'avait aucunement prémédité ce massacre de plusieurs dizaines de réfugiés libanais, Tsahal, depuis le début de son opération « Raisins de la colère », n'a cessé, en toute connaissance de cause, de prendre le risque de tuer des civils – et en a tué. Les « grands » – la Russie et les sept pays dits les plus industrialisés de la planète – ont encore eu raison de joindre le geste à la parole en redoublant d'efforts diplomatiques pour obtenir un cessez-le-feu au Liban.

Encore une fois, il n'y a qu'à s'en féliciter, et d'autant plus qu'une trêve pourrait intervenir en ce début de semaine. Mais ce n'est pas faire preuve de mauvais esprit que de regretter avec la même vigueur que les membres du G 7 n'aient pas osé aborder sérieusement le cas de la Tchétchénie avec leur hôte, Boris Eltsine. Car enfin, des Cana, il s'en est déjà produit beaucoup dans la malheureuse petite République du Caucase. C'est même, là-bas, la tactique préférée de l'armée russe que de bombarder les populations civiles. L'aviation et l'artillerie y visent quotidiennement colonnes de réfugiés, ambulances et villages.

De ces Cana-là, on ne parla pas à Moscou, pas plus qu'on ne se mobilisa pour les faire cesser : pas de communiqué, de navette diplomatique ni de proposition de médiation. On dira que les situations ne sont pas les mêmes, que la Tchétchénie, membre de la Fédération de Russie, n'est pas aux prises avec un pays extérieur. Cela ne fait pas grande différence pour les civils, les femmes, les enfants, les vieillards, tués, mutilés à vie par les obus de l'armée russe. Seulement appréciés à l'aune de l'importance que les Occidentaux attachent à la réélection de M. Eltsine, les morts de Grozny pèsent beaucoup moins que ceux de Cana.

Quand on sait que le chef du Kremlin porte l'entière responsabilité d'un conflit que ses compatriotes, et notamment les soldats russes envoyés dans cette tuerie, tolèrent de moins en moins, on aurait pu, au minimum, s'attendre à un peu de décence des Occidentaux, et notamment du président de la République française, dans leur soutien à Boris Eltsine. Que Jacques Chirac *« aime beaucoup Moscou et la Russie »*, qui pourrait le lui reprocher ? Que, porté par cet amour, il dise son impression de *« voir se dessiner jour après jour le retour de la Grande Russie »*, c'est déjà plus curieux. Mais que penser de ses accolades, de ses *« Boris Nikolaïevitch »*, de ses compliments répétés à celui qui continue à faire bombarder la Tchétchénie ? A celui, aussi, qui maintient dans les geôles de l'ex-KGB, alors que le G 7 parlait justement de transparence nucléaire, l'ancien capitaine de la marine de guerre russe Alexandre Nikitine, arrêté le 7 février pour espionnage après avoir rendu publiques des informations sur la pollution radioactive dans une base de sous-marins nucléaires russes. Pourquoi tant d'effusion quand il faudrait manifester sur ces sujets la même indignation qu'à propos du Liban ?

Le conseiller *par Leiter*

DANS LA PRESSE

THE GUARDIAN

■ Nous sommes-nous éloignés du précipice nucléaire ? Malgré les déclarations satisfaites de Bill Clinton, les débats du sommet de Moscou ont à peine abordé les vrais problèmes. L'Ukraine a finalement confirmé la fermeture de Tchernobyl avant l'an 2000... Mais, pour tout le reste, rien n'a été fait pour réduire les risques d'un second Tchernobyl ailleurs. Au lieu d'un programme international vigoureux aidé de moyens conséquents, l'initiative a été abandonnée aux *« efforts nationaux »*...

THE WALL STREET JOURNAL

■ Les architectes de l'union économique et monétaire commencent à convertir les sceptiques... Il y a un sentiment croissant, parmi les analystes de marché, que la monnaie unique deviendra une réalité malgré des budgets mal en point et une croissance faible, et cela parce que les dirigeants politiques le veulent. La baisse des taux d'intérêt de la Bundesbank la semaine dernière devrait y aider en donnant un coup de pouce aux économies européennes.

LE POINT

Claude Imbert

■ L'avenir jugera les initiatives extérieures de Jacques Chirac. Du moins tranchent-elles déjà sur l'atonie où le second septennat Mitterrand avait laissé notre politique extérieure. Pour quitter cet épuisement, Jacques Chirac arme le simple et vrai ressort du gaullisme : la volonté. Il la met au diapason de son propre tempérament : actif, voire activiste ; pressant, voire provocant. Il nous gratifia donc en ouverture d'une réaction énergique et bienvenue dans la crise bosniaque, qui eut l'heur de ranimer l'engagement américain. Ce fut, de même, l'achèvement de nos essais nucléaires, contre vents et marées, suivi de l'annonce de la professionnalisation de l'armée. Dans tous ces cas, nouvelle musique pour une idée plus entreprenante du rôle de la France, en Europe, au Proche-Orient, en Asie.

Nouvelle-Calédonie : le temps de l'igname

« DANS LES TRIBUS, on ne parle pas du temps. On parle des saisons, mais non de l'heure. Ce qui joue le rôle de la montre, c'est les plantes. Pour nous, c'est l'igname qui fait le calendrier de l'année. » C'est ainsi qu'un jour, lors d'une conférence donnée à l'université de Genève et publiée par la revue *Esprit* en septembre 1981, Jean-Marie Tjibaou expliqua la conception, particulière, du temps chez les Kanaks. On aurait dû s'en souvenir. En se retirant, le 19 avril, des négociations tripartites sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, les successeurs de l'ancien président du FLNKS ont précisément voulu se prémunir contre tout emballement de la dictature du temps.

Satisfaits, du moins en apparence, et satisfaits d'une façon unanime, du discours que venait de leur tenir le premier ministre, les dirigeants indépendantistes se sont réunis, jeudi dernier, sitôt sortis de l'hôtel Matignon, pour mieux prendre la mesure, collectivement, du véritable sens des propos d'Alain Juppé. C'est alors qu'il leur est apparu que le chef du gouvernement était peut-être allé un peu trop vite en besogne en excluant tout autre choix d'avenir que celui d'une large autonomie pour leur territoire. Les gestes, réels, de bonne volonté du premier ministre, tels que l'acceptation par celui-ci d'une reconnaissance officielle du fait colonial ou encore le soutien apporté à l'important projet de traitement du nickel dans le nord de la Grande Terre, ont soudain été perçus comme une forme de chantage. Au même moment, une « fuite », aux effets désastreux, organisée par Jacques Lafleur, le patron du camp anti-indépendantiste, avec l'aimable complicité de l'ancien ministre RPR Alain Peyrefitte, pouvait faire accroire que l'affaire était déjà dans le sac et que les partisans de l'indépendance accepteraient *in fine* de demeurer *« au sein de l'ensemble français »*. Halte-là !

Les Kanaks, il est vrai, ne sont pas très bons en matière de communication. Indépendance, différée ou pas, associée ou non, statut transitoire, autonomie élargie, transferts de souveraineté ou rapatriement des compétences, les mots n'ont pas forcément le même sens d'un bout à l'autre de la planète. L'humiliation, en revanche, reste toujours pareille, cruelle. De ce point de vue, les Kanaks savent combien les Français de métropole, êtres civilisés s'il en est, ont un sens développé de la relation humaine : n'est-ce pas eux, en effet, qui, sous le nom de M. Navarre, médecin militaire de profession, expédièrent à Paris, par porteur spécial, la tête du grand chef Ataï, organisateur de la première révolte, en 1878, du peuple de Nouvelle-Calédonie contre son colonisateur ?

Un siècle plus tard, la plaie n'est pas refermée. A Nouméa, gentiment, sans parfois connaître par le « détail » l'histoire du génocide de leurs lointains ancêtres, les jeunes Mélanésiens préfèrent arborer, sur leurs tee-shirts, la tête – rasta – d'un autre combattant, plus contemporain, de l'indépendance, Eloi Machoro, tué au combat le 12 janvier 1985. Le refus poli de Rock Wamytan, président du Front de libération nationale kanak et socialiste, de s'associer plus avant à ce qui aurait pu être un marché de dupes participe de cette tradition de défiance vis-à-vis de la France.

M. Wamytan est membre de l'Union calédonienne. Par commodité, l'UC est présentée, d'ordinaire, comme la composante majoritaire et modérée du FLNKS. Elle a, c'est vrai, ses entrées, plus souvent que nécessaire, dans le bureau de Jacques Lafleur, au sommet de la pyramide bleue que le président de la province sud de Nouvelle-Calédonie a fait construire, face au Pacifique. La gestion, et les compromissions qu'elle suppose, ont étouffé les débats de fond, depuis la conclusion des accords de Matignon, en 1988.

LA RÉBELLION DE L'UC

Mais Machoro le héros, Tjibaou lui-même, son compagnon Yéiwéné Yéiwéné – celui qui, précisément, pendant les négociations de 1988, savait prendre le temps d'aller, chez des copains, se frotter le corps contre la terre rouge du Larzac –, ou encore Alphonse Dianou, le chef du commando d'Ouvéa, tous ceux-là, parmi d'autres, étaient membres de l'UC. Et c'est de l'UC qu'est venue, vendredi, à Paris, la rébellion. Tout occupé à réparer sur place les dégâts du cyclone Beti, qui, voici un mois, s'est abattu sur la Nouvelle-Calédonie, l'ancien président du FLNKS, Paul Néaoutyine, jugé plus radical que son successeur, n'a pas souhaité jeter de l'huile sur le feu.

C'est le signe d'une volonté commune. L'indépendance, modulée, programmée, c'est-à-dire négociable, demeure la voie privilégiée. Sans oublier le sort des communautés d'origine européenne qui peuplent la France d'outre-mer, il revient à l'Etat de savoir prendre ses distances avec les petits potentats locaux qui, là-bas, le représentent.

Jean-Louis Saux

RECTIFICATIFS

ITALIE

Dans *Le Monde* du 19 avril, il fallait lire que Giacomo Mancini est *« ancien secrétaire national socialiste »* – c'est-à-dire du Parti socialiste italien – et non *« national-socialiste »*.

ESPAGNE

José Maria Aldaya, séquestré par l'ETA pendant près d'un an, a raconté après sa libération avoir parcouru 20 000 kilomètres en marchant dans sa cellule, et non 30 000, comme nous l'avons écrit par erreur dans *Le Monde* du 16 avril.

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

Dans l'article consacré aux retraites complémentaires (*Le Monde* du 18 avril), il fallait lire que le déficit de l'Arrco s'élèvera à 37 milliards de francs d'ici à 2005 et celui de l'Agirc à 130 milliards de francs, et non le contraire, comme nous l'avons écrit par erreur.

FOOTBALL

Contrairement à ce qui était écrit dans *Le Monde* du 19 avril, la Juventus de Turin n'a pas remporté la Coupe des clubs champions en 1973. C'est l'Ajax d'Amsterdam qui l'avait emporté à Belgrade (1-0).

PRÉCISION

PARTI COMMUNISTE

A la suite à notre article intitulé : « Des cadres du PCF fustigent le « réformisme » de Robert Hue » (*Le Monde* du 17 avril), Yves Dimicoli, membre du comité national du PCF, dont nous rappelions qu'il est *« proche de la direction »*, nous demande de préciser qu'*« en soulignant l'existence d'«* archaïsmes » *dans* [les] *rangs communistes – ce qui rend indispensable la* « mutation » *entreprise* [par le parti] », il se *« distingue radicalement de ceux qui ne voient pas la portée concrètement révolutionnaire des initiatives de Robert Hue »*.

AUTOMOBILE **Ford, en prenant le contrôle de Mazda, a démontré le regain de vigueur de l'industrie automobile américaine et, a contrario, les difficultés des constructeurs japonais. Toyota, Nissan, Honda et Mitsubishi ont dû faire face au retournement de leur marché intérieur et à la revalorisation du yen. ● LES RESTRUCTURATIONS qu'ils ont engagées commencent pourtant à porter leurs fruits. Compression de personnel, révision des liens avec leurs sous-traitants et délocalisation ont permis un redressement marqué des résultats. ● LES BÉNÉFICES avant impôts pour les quatre premiers constructeurs devraient doubler pour l'année fiscale, qui s'est terminée fin mars. ● LE SUCCÈS à l'international sera décisif. L'an dernier, la production de voitures à l'extérieur du Japon a pour la première fois dépassé la production nationale.**

La nouvelle stratégie des constructeurs nippons passe par l'international

La reprise de Mazda par Ford démontre que les japonais sont attaqués sur leur marché intérieur. Pour réagir, Toyota, Nissan ou Honda multiplient les investissements hors de l'Archipel. Sans être à l'abri de déconvenues

TOKYO
correspondance

La prise de contrôle de Mazda, cinquième constructeur automobile nippon, par Ford témoigne de la santé retrouvée des constructeurs américains et de la priorité qu'ils donnent au développement du marché asiatique. Tout comme Chrysler et General Motors, Ford a jeté son dévolu sur les marchés chinois et asiatiques en général. Pour les japonais Toyota, Nissan, Honda et autre Mitsubishi, l'heure n'est plus aux succès triomphaux des années 80, décennie qui avait vu la production globale nipponne de voitures devenir la première du monde en dépassant l'américaine.

La grave crise que traverse l'archipel depuis 1992 n'a pas épargné cette industrie phare qu'est l'automobile. Le marché national, dont la croissance permettait aux constructeurs, selon une rhétorique largement répandue dans les cercles occidentaux, de « subventionner » leurs exportations, n'est plus aussi porteur. En 1995, la production a encore chuté de 3,4 % à 10,2 millions d'unités par rapport à 1994. Mais les constructeurs japonais, forcés de réagir par le retournement de leur marché intérieur et par la hauteur du yen, ont commencé à s'adapter.

La nomination d'un Américain aux commandes de Mazda, une société aujourd'hui en difficulté mais qui fut l'un des fleurons de l'industrie automobile nipponne, souligne combien les temps ont changé. Les constructeurs japonais savent abandonner les savoir-faire dépassés. Les restructurations qu'ils ont engagées n'épargnent rien : compression de la main-d'œuvre, le plus souvent par retraites anticipées, recours à des fournisseurs meilleur marché (soit étrangers, soit japonais délocalisés), rationalisation des produits et simplification des gammes, fermeture de certaines usines (ce fut le cas de Mazda, mais aussi de Nissan) sont devenus des pratiques habituelles.

La faible croissance ayant exacerbé la concurrence sur le marché japonais, les constructeurs ont dû rénover leurs politiques marketing et élargir leur offre : minivans, véhicules de sport et de loisir et voitures de luxe sont aujourd'hui les segments leurs plus porteurs, au Japon mais aussi à l'exportation. L'effort a également porté sur les ressources humaines : les sociétés ont introduit des systèmes de rémunération et d'évaluation au mérite et rajeuni leur encadrement. Hiroshi Okuda a remplacé Shoichiro Toyoda à la tête de Toyota avant que Yoshikazu Hanawa devienne numéro un de Nissan.

Premiers fruits de cette remise en question : les bénéfices avant impôts pour les quatre premiers constructeurs devraient doubler et atteindre 420 milliards de yens (19,7 milliards de francs) pour l'année fiscale qui s'est terminée fin mars. Toyota espère 300 milliards de yens de bénéfices avant impôt (12 milliards de francs), 50 % de plus que les prévisions faites en mai. Nissan, dans le rouge l'an dernier, devrait enregistrer 25 milliards de yens de bénéfice avant impôt en 1995, un redressement spectaculaire. Mitsubishi table sur 55 milliards de yens et Honda sur 40 milliards. La baisse du yen est venue aider ces résultats exceptionnels, mais c'est surtout l'an prochain qu'elle se fera sentir : si le taux actuel de change se maintient (le dollar à environ 105 yens), les bénéfices pourraient une nouvelle fois doubler cette année fiscale.

La prise de contrôle de Mazda par Ford pourrait pourtant précipiter la rationalisation du secteur. Les observateurs s'attendent que Ford fasse adopter à Mazda puis à l'ensemble de l'industrie des politiques plus sévère vis-à-vis du personnel – même si les licenciements secs restent exclus – et des sous-traitants, encore souvent exclusifs. Les autres constructeurs voient dans l'irruption d'un constructeur étranger un moyen de bouleverser les pratiques instituées des *keiretsu* (achats en interne). Le fait que la banque Sumitomo, principal créancier de Mazda, ait appelé de ses vœux l'augmentation de capital au bénéfice de Ford signifie, pour beaucoup d'observateurs, que les grandes banques ne vont plus aussi facilement secourir les entreprises en difficulté que par le passé.

Et pour cause : le système financier japonais, paralysé par 40 000 milliards de yens de mauvaises créances, est en pleine restructuration lui-même. Certes, Toyota et consorts se financent depuis longtemps sur les marchés de capitaux, mais dans l'éditorial du quotidien *Asahi* daté du 13 avril, on pouvait lire au sujet de l'alliance Ford-Mazda que les *« pratiques traditionnelles de gestion japonaise vont être remplacées par les rèȩgles internationales de la concurrence »* et qu'une *« nouvelle ère s'ouvre, celle de la survie des plus forts »*. L'arrivée de Ford pourrait être le coup d'envoi d'une vague de concentration, *souvent envisagée par le passé* mais repoussée jusqu'ici. Elle serait fatale aux plus petits des onze constructeurs japonais. Toyota contrôle déjà 33,4 % de Daihatsu ; General Motors 37,4 % d'Isuzu et 3,2 % de Suzuki. Chrysler a rompu tout lien capitalistique avec Mitsubishi, mais la rumeur d'une alliance Honda-Mitsubishi est toujours d'actualité.

« Les pratiques traditionnelles de gestion japonaise vont être remplacées par les règles internationales de la concurrence », pronostique le quotidien « Asahi »

Au bout de ce processus, les grands constructeurs japonais pourraient sortir revigorés de cette passe difficile. Comme le laissent entendre nombre de dirigeants, c'est leur succès à l'international qui sera décisif. L'assaut des marques étrangères sur le *marché nippon, qui a redoublé* de vigueur l'an dernier à la suite aux accords nippo-américains, est loin d'être une tragédie, d'autant plus que le quart des importations provient des usines étrangères (« transplants ») des Japonais. Au cours d'à peine une décennie de délocalisation accélérée, les grands constructeurs nippons sont devenus aujourd'hui des multinationales à part entière. L'an dernier, la production de voitures à l'extérieur du Japon a pour la première fois dépassé la production nationale. Tandis que les exportations depuis le Japon sont en baisse constante (– 14,5 % en 1995), les Etats-Unis de*viennent de plus en plus* une base d'exportation pour les constructeurs japonais, à tel point que Honda, qui exporte 20 % de sa production américaine, et Toyota ont exporté en 1995 plus que les « Big Three », à modèles équivalents, selon l'hebdomadaire *Business week*.

En Asie, les efforts des constructeurs japonais portent sur un modèle de « voiture asiatique » bon marché, compact, adapté à l'urbanisme confus des mégalopoles du Sud-Est asiatique, de Taïwan et de la Chine. La plupart des constructeurs sont déjà implantés en Thaïlande (les voitures japonaises occupent 70 % du marché), et s'installent ou prévoient de le faire dans nombre des pays de la région, où ils bénéficient en outre d'un réseau de sous-traitants japonais délocalisés. C'est d'ailleurs en partie pour obéir à cette stratégie que Ford se rapproche de Mazda. La Chine est aujourd'hui une priorité, comme elle l'est pour les Américains. La Corée du Sud, *dont la montée en puissance fait* de l'ombre aux Japonais, est également visée, mais depuis les Etats-Unis.

Vétérans de l'Asie, les constructeurs japonais ne sont pas à l'abri de quelques fâcheuses déconvenues. En Malaisie, la voiture nationale, la Proton, détient 75 % du marché, même si elle a été développée en coopération avec Mitsubishi. Le président indonésien Suharto annonçait en mars le lancement à coup de subventions et d'exemptions fiscales d'un programme de voiture nationale en coopération avec le coréen Kia. Les Japonais, qui détenaient 95 % du marché, sont obligés de revoir leurs projets d'investissement. Ils ont lancé une offensive diplomatique tous azimuts pour ne pas être totalement exclus. A l'américaine.

Brice Pedroletti

Un président maison chez Nissan

Yoshikazu Hanawa passe de vice-président à président du groupe Nissan. Annoncée le 9 avril, cette nomination prendra effet fin juin. Né en 1934, Yoshikazu Hanawa est entré chez Nissan à l'âge de vingt-trois ans à l'issue de ses études d'économie à l'université de Tokyo. Après une carrière maison, il devient, en 1982, directeur général de Nissan Corporation-USA. En 1989, il est nommé président de Nissan North America Inc., puis obtient le titre de vice-président de Nissan en 1991. M. Hanawa peut se targuer de près de quarante ans de carrière dans la firme, dont une dizaine d'années passées aux Etats-Unis, où il dirigea en grande partie l'implantation et le développement de son groupe. L'ancien président Yoshifumi Tsuji devient *chairman*, c'est-à-dire président d'honneur.

Les « Big Three » satisfaites de l'accord nippo-américain de juin 1995

L'accord bilatéral obtenu par les Américains en juin 1995 pour forcer la porte du marché automobile nippon donne satisfaction aux « Big Three » : General Motors, Ford et Chrysler. Sur les six mois qui ont suivi la signature du traité, les exportations de pièces et d'automobiles américaines vers le Japon ont augmenté de 37 % pour atteindre *3,8 milliards de dollars (19 milliards de francs)*.

Toutefois, l'objectif de Washington d'augmenter d'ici au mois de juin 1996 à 200 le nombre de concessionnaires distribuant des voitures américaines au Japon est loin d'être atteint : on en dénombre aujourd'hui seulement une trentaine. La part de marché des « Big Three » au Japon reste inférieure à 1 %, avec *58 000* véhicules exportés en 1995, alors que celle de leurs homologues japonais aux Etats-Unis est de 23 %. Les Toyota, Nissan et autre Honda ont vendu aux Etats-Unis 1,37 million de véhicules l'an dernier. Leurs usines américaines ont exportés 84 000 voitures sur l'archipel nippon en 1995.





Eurotunnel a enregistré 7,2 milliards de francs de pertes en 1995

LA SOCIÉTÉ Eurotunnel a enregistré en 1995 une perte record de 7,2 milliards de francs. Ce gouffre est dû essentiellement aux 5,8 milliards de francs de frais financiers supportés par la société en raison d'une dette colossale qui atteint 67,5 milliards de francs.

L'exploitation du tunnel sous la Manche, en revanche, est rentable : la société a dégagé un cash-flow positif de 764 millions de francs pour des recettes de 2,9 milliards de francs. Ce chiffre signifie que, quoi qu'il arrive, le tunnel continuera de fonctionner. Mieux, ce cash-flow a permis d'autofinancer les 500 millions d'investissements dont Eurotunnel avait besoin en 1995. Le tunnel peut donc survivre sans avoir recours à de nouveaux emprunts auprès de ses banquiers.

DEUX MÉDIATEURS

En revanche, les sommes dégagées sont loin de permettre de rembourser les banquiers d'Eurotunnel, auxquels la société ne verse plus un centime depuis septembre 1995. Un dépôt de bilan reste toujours possible si aucun accord financier n'est trouvé. Le destin de l'entreprise est provisoirement entre les mains de deux médiateurs, Robert Badinter et Lord Wakeham, qui tentent de négocier un arrangement entre Eurotunnel et ses créanciers.

Dans l'immédiat, la société se bat sur le front de son exploitation. Elle va réduire ses coûts en transférant la plus grande partie de ses sièges sociaux de Londres et Paris à Folkestone et Calais ou en achetant son matériel ferroviaire moins cher. Patrick Ponsolle et Sir Alastair, les deux coprésidents d'Eurotunnel, veulent développer leur chiffre d'affaires tous azimuts. Ils abandonnent leur langage vindicatif à l'égard des compagnies de ferries qui font l'essentiel de leurs profits grâce aux ventes hors taxes et les attaquent sur leur propre terrain : Eurotunnel projette de tranformer ses terminaux en centres commerciaux. *« A moyen terme, c'est sur nos terminaux et leurs abords que les consommateurs britanniques devraient trouver les produits continentaux aux meilleurs prix et les consommateurs continentaux les meilleurs produits aux meilleures conditions »*, indiquent les deux coprésidents.

L'heure n'est plus, semble-t il, à l'affrontement avec les chemins de fers, accusés de ne pas avoir développé sufisamment le transport sur Eurostar. Richard Branson, président du groupe Virgin et membre du consortium qui construira la ligne à grande vitesse entre Londres et Folkestone, a annoncé qu'il visait d'ici dix-huit mois un trafic de 10 millions de passagers.

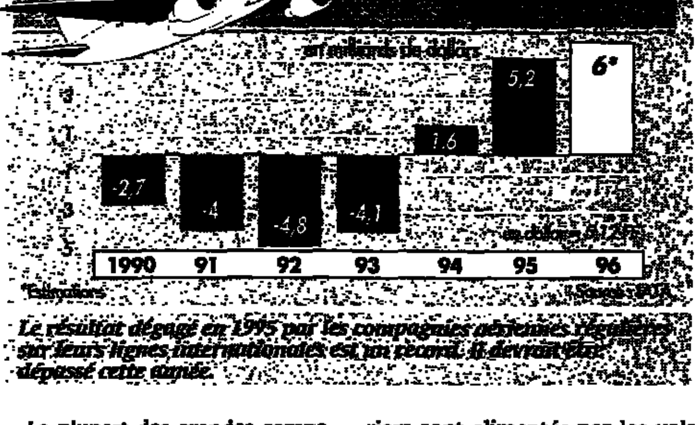
Ar. Le.

Le trafic aérien international devrait croître de 8 % en 1996

Le bilan 1995 de l'Association internationale des compagnies aériennes (IATA) fait état d'excellents résultats. La période noire du début des années 90 est achevée

Les compagnies aériennes régulières ont enregistré en 1995 un résultat record, sur leurs lignes internationales, de 5,2 milliards de dollars (25,1 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 129,6 milliards de dollars. Selon Pierre Jeanniot, le directeur général de l'Association internationale des compagnies aériennes (IATA) qui devait présenter, lundi 22 avril, ces résultats aux directeurs financiers des différentes compagnies membres rassemblées pour l'occasion à New York, tous les indicateurs étaient au positif l'an dernier. Pour 1996, IATA prévoit une hausse de 8,1 % du trafic international mais une légère réduction du remplissage des avions. Conscients du fait que les économies de personnel ont atteint leurs limites, les transporteurs sont à la recherche d'autres sources d'économie. Les coûts de distribution sont aujourd'hui au cœur de cette réflexion.

FORTES d'un bilan 1995 excellent, les compagnies aériennes internationales ont attaqué l'année 1996 en pleine forme, Le trafic a bondi de 8,4 % et la capacité totale de 8,3 %. Le coefficient de remplissage des avions par les passagers s'est accru pour atteindre 70 %, un taux extrêment élevé. Le prix du fuel est resté à des niveaux bas. La recette unitaire sur les lignes internationales régulières a pour sa part augmenté de 3 % en 1995 quand les coûts unitaires ne progressaient eux que de 0,5 %. Les compagnies aériennes régulières ont enregistré en 1995 un résultat record sur leurs lignes internationales, à 5,2 milliards de dollars (25,1 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 129,6 milliards de dollars.



Le résultat dégagé en 1995 par les compagnies aériennes régulières sur leurs lignes internationales est un record. Il devrait être dépassé cette année.

La période noire du début des années 90 est achevée. *« Jusqu'à l'an dernier, où nous avons pu annoncer un bénéfice – e premier depuis 1989 de 1,6 milliard de dollars, cette conférence annuelle prenait des allures de scéance d'autocritique collective et d'autocondamnation »*, explique Pierre Jeanniot à son auditoire. Entre 1990 et 1993, les compagnies avaient perdu 15,6 milliards de dollars à l'international.

La plupart des grandes compagnies se sont dotées pendant ces années de crise, du début de la décennie, des instruments indispensables de gestion du secteur : le *yield management* (pour optimiser au jour le jour la recette en répartissant le mieux possible les sièges disponibles entre les différentes catégories de clientèles : affaires, économies, jeunes), programme de fidélité, le *hub* (plate-forme aéroportuaire où les vols long-courriers sont alimentés par les vols court et moyen-courriers), alliances commerciales avec d'autres compagnies afin d'offrir au client un réseau de plus en plus mondial et, enfin, mise en service d'avions plus économiques que leurs prédécesseurs... Autant d'éléments stratégiques qui ont permis aux compagnies aériennes internationales de redécoller et d'atteindre de hautes altitudes.

Pour 1996, IATA prévoit une hausse de 8,1 % du trafic international mais une légère réduction du taux de remplissage des avions : *« Nous avons probablement atteint un maximum en 1995 »*, estime Pierre Jeanniot. Les compagnies ont passé de grosses commandes de nouveaux appareils (361 en 1994, 714 en 1995) qu'il faudra remplir. L'exacerbation de la concurrence est attendue. La bonne tenue des coûts (– 1,4 %) devrait toutefois plus que compenser cette perte de rentabilité. Au total, le résultat des compagnies sur les lignes internationales *« sera de 6 milliards de dollars* [1 dollar vaut 5,12 francs] *en 1996 pour un chiffre d'affaires de 140 milliards de dollars. Si tel est le cas, en trois ans 85 % de la perte cumulée entre 1990 et 1993 aura été rattrapée »*, selon Pierre Jeanniot.

ÉCONOMIES

Mais la baisse des coûts n'est pas sûre. Les salariés consentent depuis des années à des efforts de productivité importants et acceptent de voir leurs salaires augmenter moins que l'inflation. Il n'est pas dit que, à l'heure où les compagnies engrangent des bénéfices records, ils soient encore prêts à faire des efforts. Le prix du fuel, actuellement à des niveaux très bas, pourrait remonter et peser sur les comptes.

Conscients de ces aléas, les transporteurs sont à la recherche d'autres sources d'économie. Les coûts de distribution sont aujourd'hui au cœur de cette réflexion. Plus avancées que leurs homologues européennes, les compagnies américaines ont déjà pris plusieurs dispositions pour réduire ce poste de charges : diminution des commissions aux agences de voyage, mise en place du ticket électronique qui permet d'éliminer tout les frais de paperasserie, installation de systèmes de réservation sur PC qui permettent de ne plus recourir aux agences de voyage...

United Airlines, American Airlines, British Airways, Lufthansa ou KLM, qui tirent profit de leurs retructurations passées, sont mieux placées pour aborder cette nouvelle phase délicate que les compagnies latines, Iberia, Alitalia ou Air France, qui en sont encore à élaborer des plans de redressement.

Virginie Malingre

L'Afrique du Sud passe de l'exportation de minerai à celle de l'aluminium

L'aluminerie la plus moderne de monde, de technologie française, vient d'être inaugurée par le président Mandela

JOHANNESBURG
Correspondance

La plus grande usine d'aluminium jamais construite d'un seul coup et la plus moderne au monde, grâce à la technologie française, a été inaugurée, vendredi 19 avril, par le président Mandela et le ministre français délégué au commerce extérieur, Yves Galland, lors de sa visite en Afrique du Sud. Cette usine, construite par Alusaf, filiale de Gencor, le deuxième groupe minier sud-africain, devrait produire, à pleine capacité, 490 000 tonnes d'aluminium par an. Située à Richards Bay, au bord de l'océan Indien, à 200 kilomètres au nord de Durban, elle utilise la dernière génération du procédé de fabrication par électrolyse vendu par le groupe français Pechiney. D'un coût de 7 milliards de francs, l'usine représente l'investissement privé le plus important de ces dernières années en Afrique du Sud.

Grâce à cet investissement, Gencor multiplie sa production d'aluminium par quatre et devient le septième fournisseur mondial. Le groupe envisage la construction d'une usine de même envergure à Maputo, au Mozambique, qui le ferait passer au deuxième ou au troisième rang mondial. A terme, l'aluminium devrait représenter 30 % du chiffre d'affaires de Gencor, provenant essentiellement, à l'heure actuelle, de l'exploitation de l'or, du platine et des métaux ferreux.

A l'image de Gencor, c'est toute l'industrie minière sud-africaine (la première au monde par sa production et les réserves de son sous-sol) qui s'est récemment engagée dans un redéploiement en aval de ses activités traditionnelles. Certains grands groupes, comme l'Anglo-American, le premier d'entre eux, sont déjà présents depuis longtemps dans les autres secteurs de l'économie. Mais, jusqu'à aujourd'hui, leur activité minière se limitait à l'extraction des minerais suivie de leur exportation à l'état brut, précédée, dans certains domaines, d'une transformation primaire.

Ces dernières années, les grands groupes miniers ont massivement investi dans des domaines de transformation plus élaborés, comme la fabrication d'aluminium ou d'acier inoxydable. Il y a quelques semaines, était inaugurée, dans ce dernier secteur, l'usine Columbus, représentant un investissement conjoint de Gencor et de l'Anglo-American d'environ 4,5 milliards de francs. Le groupe Iscor, de son côté, a entrepris de construire une usine ultra moderne de production de 200 000 tonnes d'acier de haute qualité. Le projet « Saldanha », du nom de son lieu d'implantion au nord du Cap, sur la côte Atlantique, est estimé à 6,5 milliards de francs.

L'OR, SECTEUR EN DIFFICULTÉ

Ces investissements s'expliquent aussi par les difficultés que connaissent certains secteurs miniers comme l'or. L'Afrique du Sud demeure le premier fournisseur du métal précieux, mais sa part dans la production mondiale a fortement baissé ces dix dernières années. Les mines d'or sud-africaines, anciennes plus la plupart, sont de plus en plus coûteuses à exploiter. De manière générale, la marge d'investissement et de bénéfice est limitée dans l'exploitation, déjà largement développée, du sous-sol sud-africain. *« Nos possibilités d'augmenter de façon significative notre activité minière sont limitées en Afrique du Sud. C'est pourquoi nous investissons dans les secteurs de transformation »*, explique Bobby Jurd, un des responsables du groupe Gencor.

Signe de l'ouverture de l'économie sud-africaine, ces investissements sont presque exclusivement tournés vers l'exportation. La majorité, voire la totalité de la production des nouvelles usines, est destinée au marché extérieur, d'où leur localisation sur la façade maritime du pays. C'est pour cette raison que le gouvernement encourage ces projets, source de devises pour sa balance commerciale, déséquilibrée en faveur des importations. La nouvelle usine d'aluminium de Gencor devrait rapporter 4 milliards de francs par an au commerce extérieur sud-africain.

A terme, le gouvernement souhaite favoriser le passage à l'étape suivante : la fabrication de biens manufacturés dérivés de minerais transformés, comme les emballages ou les ustensiles de cuisine en aluminium, par exemple. Car, plus que des usines de transformation très modernes fonctionnant avec un effectif réduit, ce sont ces secteurs qui peuvent fournir des emplois aux cinq millions de chômeurs sud-africains.

Frédéric Chambon

Un procédé Pechiney

L'usine de Richards Bay représente la plus grosse opération du genre réalisée par la division aluminium de Pechiney à l'étranger. La société française a vendu une version améliorée de son procédé de fusion de l'aluminium par électrolyse utilisé dans l'usine de Dunkerque. Elle a aussi supervisé la construction de l'aluminerie, commencée en 1993, employant sur place jusqu'à quarante-cinq expatriés : une première pour une usine qui n'appartient pas au groupe.

La construction de l'aluminerie a rapporté en tout 2,5 milliards de francs aux entreprises françaises, la majorité revenant à Pechiney. L'usine a été terminée avec six mois d'avance par rapport à la date prévue et a coûté 1,5 milliard de francs de moins que le montant initial. La réussite de cette opération laisse présager d'autres contrats pour le groupe français en Afrique du Sud et le place comme partenaire « naturel » pour la construction de l'usine de Maputo.

La Cogema va exploiter un gisement d'uranium en Australie

L'ARRIVÉE AU POUVOIR à Canberra, le 2 mars, de la coalition conservatrice a rendu caduque la « politique des trois mines », qui limitait depuis 1984 l'exploitation de l'uranium en Australie à trois gisements. Principal intervenant européen dans ce secteur, la Cogema se trouve à la fois actionnaire minoritaire de l'Era, l'un des deux producteurs australiens d'uranium, et propriétaire, depuis août 1995, d'un gisement d'environ 14 000 tonnes d'uranium, à Koongarra, dans le Territoire-du-Nord. Son exploitation pourrait démarrer prochainement même si on se veut prudent à la Cogema.

Souhaitant en tout cas profiter d'un climat redevenu favorable après la fin des essais nucléaires français, la Cogema a invité Mike Reed, ministre des mines et de l'énergie du Territoire-du-Nord, à venir en France cette semaine. A cette occasion, même s'il n'a pas de mandat fédéral, Mike Reed devrait pouvoir rassurer EDF et la Cogema quant à l'avenir de leurs relations commerciales avec l'Australie. Pour le moment, la France achète 268 tonnes d'uranium australien par an, soit 2,5 % de ses besoins.

A cause des restrictions imposées par les travaillistes, l'Australie, qui détient 40 % des stocks mondiaux d'uranium « facilement exploitable » n'occupe pour le moment que 7 % du marché. Selon une étude prospective réalisée en 1994, l'abolition de la « politique des trois mines » devrait permettre à la production australienne de représenter 20 % de la production mondiale d'ici à 2004.

OBSTACLE POLITIQUE LEVÉ

Le porte-parole du ministère fédéral des mines a d'ores et déjà confirmé qu'il n'y avait plus aucun obstacle de principe à l'ouverture de nouvelles mines. Les projets d'exploitation doivent toutefois répondre à une série de critères. Les licences d'exportation ne sont accordées qu'à des pays signataires du traité de non-prolifération et d'un accord bilatéral spécifique (entre l'Australie et le pays acheteur). Selon ce dernier accord, l'Australie exige de connaître la destination finale de l'uranium, qui ne doit être utilisé qu'en énergie domestique.

Cette condition fut un argument politique précieux pour le gouvernement précédent, qui, accusé de double langage – condamnant avec virulence les essais nucléaires de la France tout en lui fournissant de l'uranium – a pu répondre que l'uranium australien ne servait qu'à fabriquer de l'électricité...

Même si l'obstacle politique est levé, Cogema Australia ne semble pas se précipiter, *« accueillant favorablement une décision aboutissant à rendre leurs responsabilités aux industriels »* tout en précisant qu'une décision sur Koongarra sera prise *« en temps voulu »*. Reste que le marché est aujourd'hui plutôt favorable. La mission menée par le ministre des mines du Territoire-du-Nord ne pourra qu'améliorer les relations, déjà bonnes, entre la Cogema et les autorités régionales. Si les licences d'exportation sont accordées au niveau fédéral, le droit d'exploitation et les royalties se négocient avec le gouvernement régional.

Florence de Changy

Les opérateurs américains Bell Atlantic et Nynex vont fusionner

LES COMPAGNIES américaines de téléphone Bell Atlantic et Nynex devaient officialiser, lundi 22 avril, un accord de fusion (*Le Monde* du 21-22 avril). Cette opération donnera naissance à un ensemble affichant un chiffre d'affaires de 27 milliards de dollars (135 milliards de francs) et servant 37 millions d'abonnés dans treize Etats de la côte Est des Etats-Unis, compris entre le Maine, au nord, et la Virginie, au sud.

La nouvelle société, qui conservera le seul nom de Bell Atlantic, deviendra la deuxième compagnie de téléphone aux Etats-Unis, derrière AT&T. Calculé d'après le dernier cours de leurs actions, les deux compagnies ont une valeur boursière combinée de 51 milliards de dollars.

Dasa vendrait sa filiale Dornier à l'américain Fairchild Aircraft

LE CONSTRUCTEUR AÉRONAUTIQUE allemand Daimler-Benz Aerospace (Dasa) négocierait la vente de sa filiale d'avions régionaux Dornier à l'américain Fairchild Aircraft, selon l'hebdomadaire *Der Spiegel* du lundi 22 avril. Fairchild Aircraft a déjà examiné les comptes de Dornier, précise le journal. Le constructeur texan serait particulièrement intéressé par le Dornier 328, un appareil de trente places équipé de turbo-propulseurs qui lui permettrait de compléter sa gamme avec un avion plus volumineux.

Contacté lundi matin, Daimler-Benz se refusait à tout commentaire, tout en confirmant *« être en pourparlers avec plusieurs acquéreurs potentiels »*. La société-mère de Dasa cherche à se débarrasser complètement du secteur des avions de transport régionaux qui a accusé près de 500 millions de deutschemarks (1 DM vaut 3,38 francs) de pertes en 1995, sans compter les 2,3 milliards de marks de provisions liées à la faillite de Fokker.

DÉPÊCHES

■ **ALCATEL TÉLÉCOM : le groupe français** a indiqué, dimanche 21 avril, être en compétition avec Lockheed Martin, Hughes Aerospace, Aerospatiale et Matra Marconi, pour fabriquer un satellite, destiné surtout à la téléphonie mobile au Moyen-Orient, pour le compte d'Etisalat, la compagnie publique de télécommunications des Emirats arabes unis. Le coût du projet est estimé entre 3,5 et 5 milliards de francs.

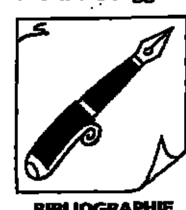
■ **TÉLÉCOMMUNICATIONS : les ministres du commerce des Etats-Unis, de l'Union européenne, du Canada et du Japon,** réunis à Kobe (Japon), ont *« réaffirmé leur engagement à parvenir à une conclusion positive »* dans les négociations sur les télécommunications engagées sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce.

■ **EURO DISNEY : la société d'exploitation de Disneyland Paris** a enregistré une perte de 169 millions de francs au premier semestre de son exercice 1995-1996 (clos le 31 mars), en recul de 30 % par rapport à une perte de 241 millions de francs au premier semestre 1994-1995. Sur la même période, son chiffre d'affaires s'est établi à 1,9 milliard de francs, en hausse de 13 %.

■ **MÉTALLURGIE-CFDT : la Fédération générale des mines et de la métallurgie** CFDT a achevé son congrès le 19 avril (*Le Monde* du 19 avril) sans résolution générale. Celle-ci a, en effet, été rejetée par 78 % des voix. Le secrétaire général sortant, Robert Bonnand, a néanmoins été réélu.

« Il faut que diriger soit un art »

REPENSER les organisations est une démarche souvent proposée, plus rarement intégrée par les responsables. L. G. Bolman et T. E. Deal suggèrent, dans leur ouvrage, de bousculer les références. Il faut, estiment-ils, que diriger soit un art. Parce que l'artiste a une vision qui rejette les conformismes et qu'il voit la réalité sous des angles insolites.


BIBLIOGRAPHIE

Un critique dit un jour à Cézanne : *« Cela ne ressemble pas à un coucher de soleil. » « C'est parce que vous ne voyez pas les couchers de soleil comme je les vois »*, répondit Cézanne. Les leaders doivent découvrir de nouvelles manières de voir les choses. L'idée de nos auteurs est qu'une organisation est *« à la fois une machine, une famille, une jungle, un théâtre »* et qu'il faut considérer tout cela dans le même temps. Se couler dans la peau d'un artiste ne dispense pas d'être cartésien et de diviser les difficultés *« en autant de parcelles qu'il se peut »*.

Bolman et Deal présentent quatre approches correspondant à leur analyse éclatée de la firme. La première perspective est structurelle. C'est la plus classique. Un organigramme répond à l'environnement du moment. S'il change, les structures doivent s'adapter le plus rapidement possible. C'est le B.A.-Ba du management. Les sciences sociales ont privilégié une configuration moins mécanique, celle des « ressources humaines », des organisations pouvant être considérées comme l'extension du cercle familial.

Les individus n'ont pas que des compétences. Ils ont des sentiments, des limites. Selon d'autres chercheurs, les organisations sont des lieux où les individus se font concurrence, parfois des jungles. L'approche politique sera donc indispensable pour maîtriser les prises de pouvoir. Enfin, les anthropologues voient l'entreprise sous l'angle tribal de la comédie, de la symbolique. L'organisation est une culture en soi, animée par des rituels, des cérémonies, des héros et des mythes. Dans ce théâtre, les dirigeants ne doivent pas être du côté du spectateur.

NOTION DE « CULTURE »

Aujourd'hui, l'un des défis les plus importants est celui de la dimension, si l'on en croit les nouvelles diffusées quasiment chaque jour sur les fusions à travers le monde. Selon Robert Fitoussi : *« Si la taille d'une entreprise double ou triple, la complexité sera multipliée par quatre ou huit. »* C'est dire qu'il faut *« grandir sans s'alourdir »*, réduire la complexité, éviter le cloisonnement entre fonctions et entre unités à même vocation par l'installation d'un fonctionnement transversal et impliquant davantage les unités décentralisées dans les prises de décision. « Repenser l'organisation » n'est qu'un des chapitres de ce livre mais non le moins important.

Enfin, si on veut suivre de près les récentes tendances théoriques, on lira l'ouvrage *Les Nouvelles Approches sociologiques des organisations*, où les auteurs nous expliquent les élargissements du tronc Crozier-Friedberg à partir de contacts avec d'autres champs de recherche sur la théorie économique de la firme, l'économie du travail, l'anthropologie, l'histoire...

Les débats tournent maintenant autour de la notion de « culture », de style, de conventions entre les acteurs de la firme, des réseaux, des logiques d'actions transversales et de la manière dont on peut rendre opératoires les résultats de ces recherches. La fonction du manager n'est pas de tout repos, on le savait déjà. Les courants et les modes l'enrichissent comme la « vie d'artiste ».

Pierre Drouin

★ ***Repenser les organisations,*** **de L. G. Bolman et T. E. Deal, Editions Maxima Laurent du Mesnil, 312 p., 85 F.** ***Conquérir les marchés du XXIe siècle,*** **de Roland Fitoussi, éditions Maxima Laurent du Mesnil, 208 p., 148 F.** ***Les Nouvelles Approches sociologiques des organisations,*** **de Henri Amblard, Philippe Bernoux, Gilles Herreros, Yves-Frédéric Livian, Editions du Seuil, 254 p., 130 F.**

La CGT organise une grève préventive à la SNCF contre le projet de budget provisoire

La direction prévoit un service normal

La CGT, le premier syndicat cheminot, appelle à une journée d'action nationale, mardi 23 avril, contre le projet de budget 1996. La fédération attend *« plusieurs centaines d'initiatives »*, lesquelles ne devraient pas, selon la direction de la SNCF, perturber le trafic. Les cheminots contestent un projet de budget que la direction reconnaît provisoire, dans l'attente des conclusions du débat national.

A L'APPEL de la fédération CGT des cheminots, premier syndicat de la SNCF avec 48,91 % des suffrages aux élections professionnelles du mois de mars, les salariés de l'entreprise ferroviaire devraient manifester lors d'*« une journée d'action nationale contre le projet de budget 1996 »*, mardi 23 avril. *« Comme depuis des mois, les formes et les modalités de l'action seront décidées avec le personnel sur chaque lieu de travail »*, explique Bernard Thibaut, le secrétaire général de la fédération. *« Nous attendons plusieurs centaines d'initiatives durant cette journée : rassemblements, délégations au plan local ou régional, débrayages et initiatives vers les usagers »*, poursuit-il.

Pour autant, Bernard Thibaut ne souhaite pas déclencher la paralysie du réseau ferroviaire. *« Ce n'est que lorsque des problèmes locaux s'ajouteront au désaccord sur les orientations budgétaires que les cheminots risquent d'arrêter le travail »*, estime Bernard Thibaut. *« C'est pour couvrir ces décisions d'arrêts de travail éventuels que notre fédération a déposé un préavis de grève qui couvre l'ensemble du territoire du lundi 22 avril à 20 heures au mercredi 24 avril à 8 heures »*, explique-t-il. Cette configuration particulière permettait à la SNCF, lundi 22 avril au matin, d'*« envisager un service normal »* pour cette journée de mobilisation. Seules quelques perturbations locales étaient envisagées.

La *« mobilisation »* de mardi est donc avant tout une salve d'avertissement prévue depuis plusieurs semaines pour faire pression sur le vote du budget de l'entreprise par le conseil d'administration du 24 avril. Sa légitimité s'est accrue aux yeux des cheminots avec la présentation de l'avant-projet au comité central d'entreprise le 17 avril dernier. A cette occasion, toutes les organisations syndicales, à l'exception des agents de conduite autonomes, se sont opposées à un projet *« illégitime, sans validité, prématuré et sans objet »*. *« S'inscrivant dans les logiques précédentes,* [le budget] *programme de nouvelles suppressions d'emplois, un nouvel accroissement de la dette... le tout combiné à l'absence d'engagement précis de l'Etat sur des sujets aussi brûlants d'actualité que le règlement de la dette ou le financement des infrastructures »*, explique la CGT.

DÉFICIT COLOSSAL

Le projet de budget 1996 affiche un déficit de 12,1 milliards de francs, un chiffre colossal alors que la SNCF supporte déjà un endettement de plus de 200 milliards de francs par an, soit environ 3 300 francs par Français. Il a été établi alors même que les discussions internes sur le projet d'entreprise n'ont été amorcées que vendredi 19 avril et que le « débat national » (dans les conseils économiques et sociaux, au Parlement, au sein de commissions *ad hoc*), d'où doivent découler les grandes orientations de la politique ferroviaire et les arbitrages gouvernementaux quant à une nouvelle répartition des rôles entre l'Etat, les collectivités locales et la SNCF, devrait s'achever au mois de juin.

Loïk Le Floch-Prigent, le président de l'entreprise ferroviaire, a tenté de convaincre les syndicalistes que ce budget concrétise l'inverse du déclin, *« puisqu'il va dans le sens du maintien et du développement de l'offre de transport »*, et que les effectifs de contact avec l'usager doivent augmenter. Pourtant, il a été obligé de reconnaître qu'il s'agissait d'*« un budget provisoire, établi dans la continuité des règles du contrat de plan 1990-1994 »*.

Le document lui-même met en avant *« le caractère incontournable du problème de la dette, qui génère pratiquement 15 milliards de francs de charges financières brutes, soit le niveau du déficit »*. *« Le budget 1996 de la SNCF confirme l'urgente nécessité de décisions claires et de l'assainissement »*, ajoute le même document. En somme, une grève pour rien pour un budget pour rien.

Christophe Jakubyszyn

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 22 AVRIL

Liquidation : 23 avril
Taux de report : 4,50
Cours relevés à 12h30

CAC 40 ↗ PARIS
+0,81 %
CAC 40 : 2109,33

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
EDF-GDF 3%	7780	7740	- 0,51	+ 2,01
B.N.P. (T.P)	930	939	+ 0,96	+ 8,28
Cr.Lyonnais(T.P.)	840	840	—	+ 7,81
Renault (T.P.)	1805	1805	—	- 5,54
Rhone Poulenc(T.P)	2050	2055	+ 0,24	+ 7,48
Saint Gobain(T.P.)	1220	1240	+ 1,63	+ 9,35
Thomson S.A (T.P)	1088	1088	—	+ 8,74
Accor	790	798	+ 1,01	+ 28,86
Air Liquide	900	910	+ 1,11	+ 12,28
Alcatel Alsthom	477,50	482,40	+ 1,02	+ 14,25
Alcatel Cable	474,80	477	+ 0,46	+ 38,34
Alspi	453,10	453	- 0,02	+ 37,68
AGF-Ass.Gen.France	137	136,60	- 0,29	- 16,70
Axa	304,50	305	+ 0,16	+ 4,71
Arime	601	610	+ 1,49	+ 61,80
Bail Investis.	860	850	- 1,16	+ 2,16
Bancaire (Cie)	539	544	+ 0,92	- 0,72
Bazar Hot. Ville	469,50	469,50	—	+ 25,87
Bertrand Faure	165	165	—	+ 32
BIC	562	567	+ 0,88	+ 13,85
BIS	538	531	- 1,30	+ 46,28
B.N.P.	206,90	206,90	—	+ 6,39
Bollore Techno.	555	553	- 0,36	+ 29,81
Bongrain	2800	2800	—	+ 1,44
Bouygues	507	512	+ 0,98	+ 3,79
Canal +	1194	1206	+ 1	+ 31,37
Cap Gemini Sogeti	191	188,60	- 1,25	+ 36,66
Carbone Lorraine	695	696	+ 0,14	+ 65,31
Carrefour	3800	3845	+ 1,18	+ 29,41
Casino Guichard	180,50	189	+ 4,70	+ 32,46
Casino Guich.ADP	131,80	136,70	+ 3,71	+ 28,15
Castorama Dl (Li)	883	892	+ 1,01	+ 11,22
C.C.F.	244,50	244,60	+ 0,04	- 2,22
CCMX(ex.CCMC) Ly	55,25	55	- 0,45	+ 19,56
Cegid (Ly)	470	473	+ 0,63	+ 22,35
CEP Communication	467	467	—	+ 15,02
Cerus Europ.Reun	93	95	+ 2,15	+ 57,02
Cetelem	1063	1070	+ 0,65	+ 16,43
CGIP	1200	1198	- 0,16	+ 28,76
Chargeurs	1384	1397	+ 0,93	+ 42,26
Christian Dior	710	710	—	+ 34,46
Ciments Fr.Priv.B	244	243	- 0,40	+ 28,61
Clarins	647	664	+ 2,62	+ 42,48
Club Mediterranee	464	462	- 0,43	+ 18,15
Coflexip	206	206	—	+ 12,87
Colas	882	917	+ 3,96	+ 31,82
Comptoir Entrep.1	16,20	15,50	- 4,32	+ 25,[illegible]
Comptoir Moder.	1855	1848	- 0,37	+ 16,22
CPR	436,90	435	- 0,43	+ 8,27
Cred.Fon.France	61,60	60	- 2,59	- 15,25
Credit Local Fce	385,90	390	+ 1,06	- 8,51
Credit Lyonnais CI	183,90	186,90	+ 1,63	- 20,86
Credit National	399	403,50	+ 1,12	+ 12,88
CS Signaux(CSEE)	247,20	256	+ 3,55	+ 28
Damart	3890	3900	+ 0,25	+ 0,35
Danone	793	789	- 0,50	+ 2,35
Dassault-Aviation	471	465	- 1,27	+ 45,76
Dassault Electro	280	278	- 0,71	+ 71,21
De Dietrich	259	256	- 1,15	+ 19,86
Degremont	500	502	+ 0,40	+ 19,38
Dev.R.N-P.Cal #Li	51,80	51	- 1,54	- 9,25
DMC (Dollfus Mi)	262	268	+ 2,29	+ 34,06
Docks France	922	927	+ 0,54	+ 24,59
Dynaction	145	144	- 0,68	+ 48,24
Eaux (Gle des)	550	566	+ 2,90	+ 15,77
Ecco	1090	1100	+ 0,91	+ 43,44
Eiffage	829	820	- 1,08	+ 12,92
Elf Aquitaine	377,90	378,30	+ 0,10	+ 4,85
Eramet	392,10	394,20	+ 0,53	+ 23,16
Eridania Beghin	839	858	+ 2,26	+ 23,18
Essilor Intl	1297	1301	+ 0,30	+ 38,99
Essilor Intl ADP	990	972	- 1,81	+ 40,50
Esso	647	651	+ 0,61	+ 30,85
Eurafrance	1900	1903	+ 0,15	+ 21,51
Euro Disney	15,25	15,60	+ 2,29	+ 30,91
Europe 1	1200	1208	+ 0,66	+ 28,02
Eurotunnel	5,65	5,45	- 3,53	- 78,08
Filipacchi Medias	1010	1020	+ 0,99	+ 98,38
Finextel	76,50	75,60	- 1,17	+ 8,32
Fives-Lille	533	539	+ 1,12	+ 46,46
Fromageries Bel	5010	5000	- 0,19	+ 7,57
Galeries Lafayette	1601	1606	+ 0,31	+ 34,50
GAN	147	146,50	- 0,34	+ 18,75
Gascogne (B)	512	514	+ 0,39	+ 24,46
Gaz et Eaux	2237	2225	- 0,53	+ 98,88
Geophysique	350	349	- 0,28	+ 116,72
G.F.C.	415	416,20	+ 0,28	+ 13,08
Groupe Andre S.A.	472	479	+ 1,48	+ 35,21
Gr.Zannier #(Ly)	99	101	+ 2,02	+ 71,18
GTM-Entrepose	325	330	+ 1,53	- 3,93
Guilbert	809	846	+ 4,57	+ 40,83
Guyenne Gascogne	1670	1664	- 0,35	+ 24,64
Havas	437	440,80	+ 0,86	+ 18,46
Havas Ad.Euro RSCG	555	554	- 0,18	+ 38,58
Imetal	755	743	- 1,58	+ 22
Immeubl.France	332	324	- 2,40	+ 18,93
Ingenico	66,70	66	- 1,04	+ 88,84
Interbail	252	255	+ 1,19	- 3,40
Intertechnique 1	550	550	—	+ 28,50
Jean Lefebvre	325,10	325,10	—	+ 15,28
Klepierre	620	618	- 0,32	+ 7,47
Labinal	676	718	+ 6,21	+ 32,22
Lafarge	345,60	347,60	+ 0,57	+ 10,37
Lagardere (MMB)	137	138,60	+ 1,16	+ 54
Lapeyre	291	290	- 0,34	+ 18,35
Lebon	231	230	- 0,43	+ 23,65
Legrand	938	942	+ 0,42	+ 24,88
Legrand ADP	629	629	—	+ 28,38
Legris indust.	235	240	+ 2,12	+ 50,66
Locindus	882	886	+ 0,45	+ 6,74
L'Oreal	1516	1545	+ 1,91	+ 17,84
LVMH Moet Vuitton	1285	1295	+ 0,77	+ 28,46
Lyonnaise Eaux	518	524	+ 1,15	+ 11,13
Marine Wendel	413,50	418,50	+ 1,25	+ 18,95
Matra-Hachette	134,20	135	+ 0,59	+ 30
Metaleurop	55,10	54,30	- 1,45	+ 1,60
Metrologie Inter.	19,35	18,85	- 2,58	+ 49,82
Michelin	251,50	253,90	+ 0,95	+ 30
Moulinex	87	87	—	+ 20,35
Navigation Mixte	769	760	- 1,17	+ 14,85
Nord-Est	135,20	139	+ 2,81	+ 22,57
Nordon (Ny)	450	417	- 7,33	+ 32,80
NRJ #	617	612	- 0,81	+ 25,28
OLIPAR	144	146	+ 1,38	- 34,65
Paribas	320	321,20	+ 0,37	+ 19,82
Pechiney	235,90	234,40	- 0,63	+ 38,86
Pechiney CIP	259	258	- 0,38	+ 39,45
Pechiney Intl	116,30	118	+ 1,46	+ 35,78
Pernod-Ricard	312,50	315	+ 0,80	+ 13,16
Peugeot	743	738	- 0,67	+ 14,86
Pinault-Prin.Red.	1388	1400	+ 0,86	+ 45,22
Plastic-Omn.(Ly)	432	432	—	+ 28,52
Poliet	504	514	+ 1,98	+ 28,27
Primagaz	553	556	+ 0,54	+ 32,85
Promodes	1392	1405	+ 0,93	+ 22,06
Publicis	402,10	405,50	+ 0,84	+ 40,37
Remy Cointreau	147,40	146,10	- 0,88	- 6,34
Renault	146	146,20	+ 0,13	+ 3,88
Rexel	1141	1175	+ 2,97	+ 40,07
Rhone Poulenc A	126,40	127,80	+ 1,10	+ 22,38
Rochette (La)	33,65	33	- 1,93	- 0,75
Roussel Uclaf	1238	1242	+ 0,32	+ 48,82
Rue Imperiale(Ly)	4209	4190	- 0,45	+ 38,66
Sade (Ny)	198	195	- 1,51	+ 38
Sagem SA	3210	3195	- 0,46	+ 38,38
Saint-Gobain	630	639	+ 1,26	+ 19,88
Saint-Louis	1466	1488	+ 1,50	+ 14,86
Salomon (Ly)	3545	3550	+ 0,14	+ 24,56
Salvepar (Ny)	440	440	—	+ 48,02
Sanofi	397	397,10	+ 0,02	+ 26,38
Sat	2037	2049	+ 0,58	+ 34,65
Saupiquet (Ns)	1530	1529	- 0,06	+ 24,58
Schneider SA	247,30	246,30	- 0,40	+ 48,98
SCOR SA	187,10	188,50	+ 0,74	+ 33,20
S.E.B.	813	814	+ 0,12	+ 36,80
Sefimeg	348,90	349	+ 0,02	+ 7,28
SEITA	197,50	197	- 0,25	+ 10,98
Selectibanque	106	107	+ 0,94	+ 8,80
SFIM	1031	1080	+ 4,75	+ 27,05
SGE	127,90	117,30	- 8,44	+ 3,88
Sidel	1240	1254	+ 1,12	- 7,82
Simco	480	479,50	- 0,10	+ 3,31
S.I.T.A	1139	1143	+ 0,35	+ 32,86
Skis Rossignol	1805	1800	- 0,27	+ 34,22
Sligos	486,20	493,50	+ 1,50	+ 20,15
Societe Gale A	563	569	+ 1,06	- 5,95
Sodexho	1892	1876	- 0,84	+ 20,27
Sommer-Allibert	1470	1485	+ 1,02	+ 14,21
Sophia	222,10	226,70	+ 2,07	+ 3,57
Spir Communication	577	577	—	+ 28,30
Strafor Facom	353	359,50	+ 1,84	+ 37,72
Suez	211	212,20	+ 0,56	+ 5,04
Synthelabo	407,50	408,50	+ 0,24	+ 33,34
Technip	449,50	446	- 0,77	+ 32,28
Thomson-CSF	138,80	142,30	+ 2,52	+ 38,83
Total	343,50	344,80	+ 0,37	+ 3,32
UAP	109,50	110	+ 0,45	- 13,99
UFB Locabail	475	482	+ 1,47	+ 20,50
UGC DA (M)	290	[illegible]	- 0,75	[illegible]
UIC	81,40	[illegible]	- 5,40	[illegible]
UIF	458	[illegible]	- 0,87	[illegible]
UIS	161,90	[illegible]	+ 1,29	[illegible]
Unibail	507	[illegible]	- 0,39	[illegible]
Union Assur.Fdal	638	[illegible]	- 0,15	[illegible]
Usinor Sacilor	87,40	[illegible]	- 1,60	[illegible]
Valeo	282,20	[illegible]	+ 1,09	[illegible]
Vallourec	242,20	[illegible]	+ 0,33	[illegible]
Via Banque	195	[illegible]	- 1,89	[illegible]
Worms & Cie	277	[illegible]	- 1,62	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1175	[illegible]	- 0,42	[illegible]
Elf Gabon	988	[illegible]	+ 2,63	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
ABN Amro Hol.#	255	[illegible]	+ 0,78	[illegible]
Adidas AG #	370,30	[illegible]	+ 3,15	[illegible]
American Express	241	[illegible]	- 1,65	[illegible]
Anglo American #	339	[illegible]	+ 1,20	[illegible]
Amgold #	512	[illegible]	+ 0,58	[illegible]
Arjo Wiggins App.	14,90	[illegible]	+ 0,33	[illegible]
A.T.T. #	309,20	[illegible]	+ 0,84	[illegible]
Banco Santander #	249	[illegible]	+ 1,12	[illegible]
Barrick Gold #	152	[illegible]	- 0,13	[illegible]
B.A.S.F. #	1435	[illegible]	- 0,27	[illegible]
Bayer #	1745	[illegible]	- 0,28	[illegible]
Blenheim Group	22,80	[illegible]	+ 0,43	[illegible]
Buffelsfontein #	15,35	[illegible]	+ 0,97	[illegible]
Cordiant PLC	10,05	[illegible]	+ 2,98	[illegible]
Crown Cork ord.	234	[illegible]	—	[illegible]
Crown Cork PF CV	222	[illegible]	- 2,70	[illegible]
Daimler Benz #	2820	[illegible]	+ 0,88	[illegible]
De Beers #	163,20	[illegible]	+ 3,55	[illegible]
Deutsche Bank #	253,60	[illegible]	- 0,43	[illegible]
Dresdner Bank #	133	[illegible]	+ 0,75	[illegible]
Driefontein #	80,90	[illegible]	+ 1,35	[illegible]
Du Pont Nemours #	424,70	[illegible]	+ 0,58	[illegible]
Eastman Kodak #	377,80	[illegible]	+ 1,24	[illegible]
East Rand #	3,46	[illegible]	+ 4,04	[illegible]
Echo Bay Mines #	66	[illegible]	—	[illegible]
Electrolux #	265	[illegible]	+ 0,64	[illegible]
Ericsson #	103	[illegible]	+ 0,87	[illegible]
Exxon Corp. #	415,50	[illegible]	+ 1,85	[illegible]
Ford Motor #	181,30	[illegible]	+ 0,33	[illegible]
Freegold #	50	[illegible]	- 1,60	[illegible]
Gencor Limited #	18,90	[illegible]	+ 2,11	[illegible]
General Elect. #	403,20	[illegible]	+ 0,32	[illegible]
General Motors #	286,30	[illegible]	+ 1,15	[illegible]
Cle Belgique #	402	[illegible]	—	[illegible]
Grd Metropolitan	35,30	[illegible]	- 0,84	[illegible]
Guinness Plc #	38	[illegible]	- 0,52	[illegible]
Hanson Plc	15,50	[illegible]	—	[illegible]
Harmony Gold #	59,10	[illegible]	+ 0,25	[illegible]
Hitachi #	52	[illegible]	+ 1,15	+ 5,20
Hoechst #	1783	1774	- 0,50	+ 33,58
I.B.M #	545	544	- 0,18	+ 24,20
I.C.I #	70,10	[illegible]	—	+ 24,02
Ito Yokado #	301,30	[illegible]	- 0,49	- 1,14
Matsushita #	85,15	[illegible]	+ 1,95	+ 10,01
Mc Donald's #	238,90	239	+ 0,04	+ 8,24
Merck and Co #	315	317	+ 0,63	- 2
Mitsubishi Corp.#	68,80	[illegible]	+ 1,04	+ 16,33
Mobil Corporat.#	575	[illegible]	+ 1,04	+ 4,68
Morgan J.P. #	415,80	417	+ 0,28	+ 8,59
Nestle SA Nom. #	5700	[illegible]	+ 0,17	+ 4,96
Nipp. MeatPacker #	76,40	78,20	+ 2,35	+ 6,39
Norsk Hydro #	237	237,50	+ 0,21	+ 16,36
Petrofina #	1481	1480	- 0,06	- 2,65
Philip Morris #	456	[illegible]	- 0,65	+ 3,32
Philips N.V #	185,30	[illegible]	+ 1,45	+ 9,06
Placer Dome Inc #	143,30	[illegible]	+ 0,34	+ 23,64
Procter Gamble # ■	428,80	[illegible]	+ 0,04	+ 4,63
Quilmes	225,90	[illegible]	+ 6,24	+ 11,62
Randfontein #	42	42,90	+ 2,14	+ 30,39
Rhone Poul.Rorer #	313,80	[illegible]	- 0,89	+ 21,38
Royal Dutch #	730	[illegible]	—	+ 6,56
R T Z # ■	80,50	[illegible]	+ 0,18	+ 15,21
Sega Enterprises	238	[illegible]	+ 2,60	- 6,07
Saint-Helena #	33,70	[illegible]	- 7,12	+ 12,68
Schlumberger #	430	[illegible]	- 1,62	+ 25,07
SGS Thomson Micro.	232,50	[illegible]	- 1,29	+ 22,40
Shell Transport #	68,30	[illegible]	—	+ 7,89
Siemens #	2775	[illegible]	+ 1,22	+ 5,12
Sony Corp. #	318	[illegible]	+ 3,14	+ 31,56
Sumitomo Bank #	101,50	[illegible]	+ 2,95	- 3,47
T.D.K #	279	[illegible]	+ 1,11	+ 12,38
Telefonica #	85,10	[illegible]	+ 1,05	+ 28,16
Toshiba #	39,60	[illegible]	+ 0,50	+ 2,85
Unilever #	705	[illegible]	+ 0,99	+ 4,07
United Technol. #	560	[illegible]	+ 1,96	+ 24,94
Vaal Reefs #	481	[illegible]	+ 1,03	+ 31,40
Volkswagen A.G #	1830	[illegible]	+ 0,98	+ 12,95
Volvo (act.B) #	120,90	[illegible]	+ 0,90	+ 24,27
Western Deep #	240	[illegible]	+ 1,45	+ 51,90
Yamanouchi #	115,50	[illegible]	+ 1,03	+ 14,81
Zambia Copper	3,19	[illegible]	- 2,50	+ 70,76

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

LUNDI 22 AVRIL

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	115,20	4,254
CEPME 8,5% 88-97CA	104,50	6,944
CEPME 9% 89-99 CA#	111,31	6,148
CEPME 9% 92-06 TSR	113,72	7,589
CFD 9,7% 90-03 CB	117,95	2,120
CFD 8,6% 92-05 CB	—	1,762 d
CFF 10% 88-98 CA#	108,80	5,082 ↓
CFF 9% 88-97 CA#	104,10	5,042
CFF 10,25%90-01CB#	110	1,151
CLF 8,9% 88-00 CA#	112,15	8,088
CLF 9%88-93/98 CA#	107,12	2,066 ↑
CNA 9% 4/92-07	116,60	8,379
CRH 8,6% 92/94-03	112,05	7,073 p
CRH 8,5% 10/87-88#	109,18	1,188
EDF 8,6% 88-89 CA#	110,72	1,645 ↓
EDF 8,6% 92-04 #	—	0,337
Emp.Etat 6%93-97 #	102,09	4,656 ↑
Finansder 9%91-06#	117,36	3,713 o
Finansd.8,6%92-02#	112,86	2,091
Floral9,75% 90-99#	113	7,352 d
OAT 8,5% 87-97CA#	104,81	7,083 o
OAT 9,90%85-97 CA#	108,46	3,625 ↓
OAT 88-98 TME CA	102,50	1,458
OAT 9/85-98 TRA	—	3,747
OAT 9,50%88-98 CA#	109,82	7,912
OAT TMB 87/99 CA	99,73	1,085 ↓
OAT 8,125% 89-99 #	108,92	7,458
OAT 8,50%90/00 CA#	111,15	0,652 d
OAT 85/00 TRA CA	—	4,607
OAT 10%5/85-00 CA#	116,69	5,526 ↑
OAT 89-01 TME CA	103,30	3,458
OAT 8,5% 87-02 CA#	113,59	3,598
OAT 8,50% 89-19 #	115,86	4,250
OAT 8,50%92-23 CA#	115,45	—
SNCF 8,8% 87-94CA	109	3,998 ↑
Lyon.Eaux 6,5%90CV	905,20	—

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	220	215
Bains C.Monaco	562	560
B.N.P.Intercont.	346	348
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) ◆	7,60	7,80
Cambodge	881	891
CBC	105	105
Centenaire Blanzy	422	400
Ceragen Holding ◆	21,10	21,10
Champex (Ny) ◆	23	23
CIC Un.Euro.CIP	359	358,90
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2300	2300
Cpt Lyon Alem	391	388
Concorde-Ass Risq	701	691
Gpe Valfond ex.CMP ◆	13	13
Credit Gen.Ind. ◆	30	[illegible]
Darblay ◆	459,50	459,50
Didot Bottin	742	[illegible]
Eaux Bassin Vichy	4650	[illegible]
Ecla	695	[illegible]
Ent.Mag. Paris ◆	1545	1545
Eridania Beghin CI	821	822
Fidei ◆	46	46
Finalens	383	[illegible]
F.I.P.P. ◆	110,80	110,80
Fonciere (Cie)	517	[illegible]
Fonciere Euris	224	[illegible]
Foncina #	430	[illegible]
France I.A.R.D. ◆	1006	[illegible]
France S.A.	1208	[illegible]
From. Paul-Renard ◆	2050	[illegible]
Gaumont #	404	[illegible]
Genefim ◆	149	[illegible]
Gevelot	1650	[illegible]
G.T.I (Transport)	341	[illegible]
Immobail	130,50	[illegible]
Immobanque	746	[illegible]
Im.Marseillaise	6270	[illegible]
Invest.(Ste Cie.) ◆	1230	[illegible]
Lille Bonnieres ◆	2451	[illegible]
Locafinanciere ◆	410	[illegible]
Louvre #	190	[illegible]
Lucia	50,10	[illegible]
Monoprix ◆	170	[illegible]
Metal Deploye	445	[illegible]
Mors #	15,50	[illegible]
Navigation (Nle)	64,50	[illegible]
Paluel-Marmont ◆	290	[illegible]
Exa.Clairefont(Ny)	1442	[illegible]
Parfinance	208	[illegible]
Paris Orleans	275	[illegible]
Piper Heidsieck ◆	1450	[illegible]
Porcher	275	[illegible]
Promodes (CI) ◆	845	[illegible]
PSB Industries Ly	333	[illegible]
Rochefortaise Com.	208,10	[illegible]
Rosario	323	[illegible]
Rougier #	478	[illegible]
S.A.F.I.C Alcan ◆	330	[illegible]
Saga	198	[illegible]
Salins du Midi	479	[illegible]
Savoisienne (M) ◆	135,50	[illegible]
Silic	739	[illegible]
S.I.P.H. ◆	214,90	[illegible]
Sofal ◆	89	[illegible]
Soffo ◆	261,30	[illegible]
Softram act.a reg. ◆	77,50	[illegible]
Sofragi ◆	3850	[illegible]
Soudure Autogene ◆	1000	[illegible]
Sovabail ◆	330	[illegible]
Taittinger	1712	[illegible]
Tour Eiffel	284	[illegible]
Elyo	236	[illegible]
Vicat	451,30	[illegible]
Virax	135	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	150	[illegible]
Commerzbank AG	1150	[illegible]
Fiat Ord	17,50	[illegible]
Gevaert	324	[illegible]
Gold Fields South	168	[illegible]
Kubota Corp.	28,40	[illegible]
Montedison act.ep.	10,05	[illegible]
Olympus Optical	51,40	[illegible]
Ottomane(cie Fin.)	260,50	[illegible]
Robeco	382,90	[illegible]
Rodamco N.V.	141,40	[illegible]
Rolinco	409,80	[illegible]
Solvay SA	2820	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30

LUNDI 22 AVRIL

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	61,10	61,10
AFE #	480	479,90
Aigle #	197	194
Albert S.A (Ns) ◆	130	130
Altran Techno. #	1237	1234
Montaignes P.Gest.	671	670
Assystem #	534	555
Bque Picardie (Li) ◆	619	619
Bque Sofirec (M) ◆	570	570
Bque Tarneaud(B)#	245,10	247,10
Bque Vernes	565	560
Beneteau #	588	591
B I M P	75	75
Boiron (Ly) #	626	627
Boisset (Ly)#	223,10	223,10
But S.A.	354	350
Cardif SA	870	890
C.E.E #	300	291
CEGEP #	151,50	151,50
Cermex # (Ly)	358	358
CFPI #	285	281
Change Bourse (M)	310	310
Christ.Dalloz #	1755	1746
Cipe France Ly #	422	439
CNIM CA#	196	198
Codetour	310	310
Comp.Euro.Tele-CET	340	349
Confiandey S.A.	290	290
C.A. de la Brie	337,40	337,20
C.A.Gironde (B)	448	447
C.A.Haute Normand	336	336
C.A.Ile & Vilaine ■	334,50	335,50
C.A. Paris IDF	885	884
C.A.de l'Isere Ly#	400	400
C.A.Loire Atl.Ns #	298	295
C.A.Loire/H.Loire#	222	222
C.A.Morbihan (Ns)	336	336
C.A.du Nord (Li)	495	499
C.A. Oise CCI	260,20	260,20
C.A.Pas de Calais	416	416
C.A. Somme CCI	235	234
C.A.Toulouse (B)	412	412
Creeks	57,75	57,75
Devanlay ◆	511	511
Devernois (Ly)	600	600
Ducros Serv.Rapide ◆	77,50	77,50
Ecco Trav.Tempo Ly	440	440
Emin-Leydier# (Ly)	457	465
Europ.Extinc.(Ly)	260	257
Europ Propulsion	623	622
Expand s.a ◆	230	230
Factorem	676	676
Fakveley #	308	[illegible]
Finacor	122,50	[illegible]
Fininfo	535	525
Fructivie	697	693
Gautier France #	298	[illegible]
Gel 2000 ◆	81	81
GFI Industries #	690	[illegible]
Girodet # (Ly)	43	43,70
GLM S.A. ◆	300	300
Grandoptic.Photo #	577	[illegible]
Gpe Guillin # Ly	216	216
Kindy #	186,50	186
Guerbet	370	370
Hermes Internat.1 #	1375	[illegible]
Hurel Dubois	530	530
ICBT Groupe #	246	246
I.C.C.	176,90	176,90
Idianova	67,90	67,90
Int. Computer #	96,10	[illegible]
IPBM ◆	68	68
M6-Metropole TV	500	[illegible]
Manitou #	576	589
Manutan	915	915
Marie Brizard	1260	1262
Maxi-Livres/Profr.	255,10	258
Mecelec (Ly)	88	88
MGI Coutier	250	245
Michel Thierry#	700	696
Monneret Jouet Ly# ◆	75	75
Naf-Naf #	61	62,50
Norbert Dentres.#	810	800
N.S.C Schlum. Ny	750	770
OGF Omn Gest.Fin. ◆	900	[illegible]
Oner #	970	[illegible]
Paul Predault #	185	[illegible]
P.C.W. ◆	19	[illegible]
Petit Boy # ◆	123,80	[illegible]
Pochet	981	[illegible]
Poujoulat Ets (Ns)	255	[illegible]
Radiall #	592	[illegible]
Rallye(Cathiard)Ly	206,50	[illegible]
Reydel Indust.Li ◆	970	[illegible]
Robertet #	1425	1420
Rouleau-Guichard	431	432
Securidev #	78	78
Smoby (Ly)#	645	648
Sofco (Ly) ◆	119	[illegible]
Sofibus ◆	380	380
Sogepag # ◆	135	135
Sogeparc (Fin)	700	695
Sopra	359,90	358
Steph.Kelian #	99,95	100
Sylea	479	479
Teisseire-France	214	215,10
TF1-1	536	532
Thermador Hold(Ly)	396,90	395
Trouvay Cauvin #	88,40	89
Unilog	558	555
Union Fin.France	524	528
Via Credit(Banque) ◆	121,60	121,60
Viel et Cie #	135	141
Vilmorin et Cie #	483	485
Virbac	727	734

NOUVEAU MARCHÉ

Cours relevés à 12h30

LUNDI 22 AVRIL

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Infonie ◆	525	525

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12h30

LUNDI 22 AVRIL

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
B.A.C. ◆	0,06	[illegible]
Sté lecteurs du Monde ◆	150,10	[illegible]
Nobel ◆	180	[illegible]
Mumm ◆	1320	[illegible]
Générale Occidentale ◆	45,75	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 19 avril

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AXA GIE		
Agipi Ambition (Axa) ◆	119,09	113,42
BANQUE POPULAIRE		
Valorg	2395,63	2360,23
BANQUE TRANSATLANTIQUE		
Arbitr. Court Terme	9996,26	9996,26
Arbitr. Première	8948,29	8859,69
Arbitr. Sécurité ◇	17210,34	17124,72
BNP		
Antigone Trésorerie	850648	850648
Natio Court Terme	13667	[illegible]
Natio Court Terme2	371249	[illegible]
Natio Epargne	21479,83	[illegible]
Natio Ep. Capital C/D	13351,72	[illegible]
Natio Ep. Croissance	2315,26	[illegible]
Natio Ep. Obligations	210,38	[illegible]
Natio Epargne Retraite	139,65	[illegible]
Natio Epargne Trésor	10509,28	[illegible]
Natio Epargne Valeur	546,35	[illegible]
Natio France Index	1112,08	[illegible]
Natio Immobilier	1223,05	1199,07
Natio Inter	1836,64	1800,63
Natio Monétaire C/D	5318,73	5318,73
Natio Opportunités	162,71	159,52
Natio Patrimoine	1510,88	1481,25
Natio Perspectives	1239,83	1215,52
Natio Placements C/D	76147,99	76147,99
Natio Revenus	1087,87	1077,10
Natio Sécurité	11529,41	11529,41
Natio Valeurs	1026,38	1006,25
BRED INTERÉPARGNE		
Moneden	88924,10	88924,10
Oblig. ttes caté.	231,85	228,42
CDC GESTION		
Nord Sud Dévelop. ◇	2135,37	2131,11
Livret Portefeuil. ◇	861,18	836,10
Patrimoine Retraite ◇	296,22	290,41
Sicav Associations ◇	2353,37	2353,37
Valrea1 ◇	34351,35	34334,18
CDC TRÉSOR GROUPE CDC		
Comptavalor ◇	2272,59	2260,39
Fonsicav ◇	18941,26	18903,49
France Obligations ◇	459,96	455,41
HLM Monétaire ◇	18158,87	18158,87
Oblisécurité Sicav ◇	5612,87	5603,87
Mutualité dépôts ◇	18137,10	18108,98
Première Oblig. C ◇	12934	12908
Première Oblig. D ◇	10537,51	10517,20
Sensivalor ◇	35156,27	35156,27
Trésor Plus ◇	1764,38	1746,91
Trésor Trimestriel ◇	1033,60	1025,32
CAISSE D'EPARGNE		
Ecur. Actions futur ◇	205,97	205,97
Ecur. Distrimonétaire ◇	10245,05	10245,05
Ecur. Expansion ◇	79597,16	79280,04
Ecur. Géovaleurs ◇	2927,32	2842,06
Ecur. Investissement ◇	173,68	168,62
Eparcourt-Sicav ◇	190,54	190,06
Livret Bourse Inv. ◇	636,09	617,56
CNCA (Crédit Agricole)		
Amplia ◇	115378,09	115378,09
Atout Amérique	138,04	134,67
Atout Asie	105	102,44
Atout Futur C	598,82	584,21
Atout Futur D	571,21	557,28
Coexis	1797,50	1763,98
Dieze	1842,63	1808,27
Elicash ◇	914956,87	914956,87
Epargne-Unie	167,19	163,11
Eurodyn	1746,30	1703,71
Indicia ◆	1243,78	1213,27
Moné.JC ◇	11537,63	11537,63
Moné.JD ◇	11537,63	11537,63
Oblifutur	3903,80	3851,01
Oraction	1776,86	1733,52
Proficius	1011,05	992,20
Revenu-Vert	1202,60	1188,18
Sévéa ◆	106,61	106,01
Synthésis	15765,34	15456,22
Uni Foncier	1301,85	1270,10
Uni France	657,45	641,41
Uni Garantie C	1683,03	1658,65
Uni Garantie D	1368,43	1348,21
Uni-Régions	1610,85	1571,56
Univar C ◇	299,07	299,07
Univar D ◇	299,07	299,07
Univers Actions	186,32	181,78
Univers-Obligations	2166,17	2125,78
CIC BANQUES		
Francic	554,69	546,48
Francic Pierre ◇	118,65	115,19
Francic Régions	1637,23	1613,03
CIC PARIS		
Cicamonde	1278,38	1259,48
Converticic	353,38	348,16
Ecocic	1370,39	1350,42
Oblicic Mondial	3300,63	3251,85
Oblicic Régions	1164,14	1155,47
Rentacic	165,66	164,03
CRÉDIT LYONNAIS		
Euro Solidarité	1292,12	1279,33
Lion 20000	16642,99	16642,99
Lion Association	11078,57	11078,57
Lion Plus	1382,20	1355,10
Lion Trésor	2297,86	2275,11
Oblilion	1788,29	1770,58
Sicav 5000	560,75	549,75
Slivafrance	929,41	911,18
Slivam	469,48	460,27
Slivarente	236,40	230,73
Slivinter	593,81	582,17
Trilion	5225,24	5158,18
CRÉDIT MUTUEL FINANCE		
Avenir Alizes	2029,75	1989,95
Crédit Mutuel Capital	1697,89	1664,60
Créd.Mut.Ep.Cour.T	858,48	858,48
Créd.Mut.Ep.Ind.Cap	102,12	99,39
Créd.Mut.Ep.J	22264,90	22264,90
Créd.Mut.Ep.long.T	228,32	222,74
Créd.Mut.Ep.Monde	1220,39	1187,65
Créd.Mut.Ep.Quatre	1101,11	1079,52
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	748,26	716,04
Saint-Honoré Capital	17644,26	17130,35
St-Honoré March. Emer.	623,27	598,43
St-Honoré Pacifique	799,99	768,54
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux ◇	1781,05	[illegible]
Stratégie Actions	955,60	[illegible]
Stratégie Rendement	1769,09	[illegible]
[illegible]		
Amplitude Monde D ◇	779,33	[illegible]
Elancial D ◇	132,12	[illegible]
Emergence Poste D ◇	109,86	[illegible]
Géobilys C ◇	610,05	[illegible]
Géobilys D ◇	594,84	[illegible]
Intensys D ◆	112,69	[illegible]
Latitude C/D ◇	143,95	[illegible]
Oblitys D ◇	373,05	[illegible]
Plénitude D ◇	156,88	[illegible]
Poste Gestion C ◇	42966,56	[illegible]
Solstice D ◇	2341,02	[illegible]
Thésora C ◇	908,26	[illegible]
Thésora D ◆	860,36	[illegible]
Revenus Trimestr. ◇	5335,82	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE		
Cadence 1	1065,44	[illegible]
Cadence 2	1067	[illegible]
Cadence 3	1057,04	[illegible]
Capiobli̇g	8412,46	[illegible]
Interoblig	6325,93	[illegible]
Intersélection Fce	580,92	[illegible]
S.G. France opport. C	1682,03	[illegible]
S.G. France opport. D	1622,04	[illegible]
S.G. Monde opport. C	1259,53	[illegible]
S.G. Monde opport. D	1259,53	[illegible]
Sogenfrance C	1472,43	[illegible]
Sogenfrance D	1358,88	[illegible]
Sogépargne	311,37	[illegible]
Sogevar	1284,53	[illegible]
Soginter	1762,17	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

AUJOURD'HUI

SPORTS

MONDIAL L'équipe de France devait rencontrer l'Italie, lundi 22 avril, pour le premier match des championnats du monde qui ont lieu à Vienne (Autriche) jusqu'au 5 mai. ● UN MATCH d'ouverture déjà capital pour les Bleus s'ils veulent rééditer l'exploit de 1995, en Suède, où ils s'étaient qualifiés pour les quarts de finale grâce à un jeu d'attaque spectaculaire. ● VIEILLISSANTE, l'équipe entraînée par le Finlandais Juhani Tamminen a été sévèrement défaite au cours de ses derniers matches préparatoires. Elle risque de devoir lutter pour son maintien dans le groupe A qui réunit les douze meilleures équipes mondiales. ● LA RELÈVE de l'élite française, qui tarde à se faire, sera représentée dans la ligne d'attaque par Maurice et François Rozenthal, des jumeaux âgés de vingt ans, formés au club de Reims.

Le hockey sur glace français prend ses marques à Vienne

A l'occasion des championnats du monde organisés en Autriche jusqu'au 5 mai, l'équipe de France peut aussi bien envisager un exploit que craindre la relégation dans le groupe B

JUHANI TAMMINEN, ex-international finlandais et ex-entraîneur de l'équipe nationale de son pays d'origine, se dit *« fou »*. Une tournure d'esprit idéale pour qui dirige la talentueuse mais vieillissante formation française aux Championnats du monde de Vienne. Pauvre en défenseurs, dépourvue d'éléments évoluant dans la prestigieuse National Hockey League (NHL) américaine, l'équipe de France est néanmoins condamnée à l'exploit.

Une relégation dans le groupe B découragerait sans doute ses vaillants piliers grisonnants de rempiler. Et, grisés par l'accession aux quarts de finale du Mondial de Stockholm l'an passé,les fans auraient sûrement peine à se contenter de moins. Mais, à l'exception de l'Italie et de la Norvège, aucune nation ne semble objectivement à la portée des Français. *« Ces Championnats du monde apparaissent plus relevés que les derniers, car la plupart des équipes rapatrient leurs meilleurs joueurs de la NHL pour l'occasion,* estime Tamminen, *mais, techniquement, il ne devrait pas y avoir beaucoup d'écart. »*

Le gouffre serait plutôt culturel. *« Pour jouer comme la Finlande, la tenante du titre, il nous suffirait : d'avoir un meilleur championnat national et deux entraîneurs professionnels par club, de jouer de quarante à cinquante matches par saison, de mettre l'accent sur la condition physique, de faire davantage d'heures de glace et de réduire les vacances à quatre semaines au maximum par an »*, ironise l'entraîneur. Comment cet homme aux yeux bleus perçants compte-t-il donc maintenir la France parmi les douze meilleures nations mondiales du hockey sur glace ?

L'ART DU COMPROMIS

« Tous les matches commencent à zéro partout, non ?, lâche-t-il le plus sérieusement du monde. *Alors on fera avec les moyens du bord. »* Moins de vitesse dans tous les compartiments du jeu, mais une bonne technique et de l'expérience à revendre : l'équipe de France n'est finalement pas si handicapée.

Juhani Tamminen la motive à sa façon. *« K. I. S. S... Keep it simple stupid »* (« Faites-en sorte que ce soit bêtement simple »), assène-t-il sans relâche à ses joueurs. Dans un « mémo » distribué au début de chaque stage de préparation, il a couché sa recette du succès : *« songez à ce que vous pouvez faire pour l'équipe avant de penser à ce qu'elle peut faire pour vous » ; « la plus grande fierté, c'est de représenter son pays lors d'un événement sportif international » ; « n'oubliez jamais de vous conduire en personnage public » ; « respectez une bonne hygiène de vie »*, etc.

Autant de conseils un peu vains pour la majorité de ses gaillards. Mais l'intention est louable et la relève bien trop maigre pour permettre à Tamminen d'exercer la moindre pression. Même si la modification de la ligne d'avants parfaitement huilée formée depuis dix ans par Christian Pouget, Antoine Richer et Philippe Bozon est à l'ordre du jour.

« En France, il faut toujours faire des compromis, grommelle le Finlandais. Les meilleurs joueurs ont la trentaine, une vie privée et professionnelle qui passe avant le hockey. »

QUESTION DE « MENTAL »

A trente-deux ans, après douze saisons en équipe nationale, Christophe Ville, l'attaquant qui mène de front les fonctions d'entraîneur-joueur pour le club de Chamonix et ses occupations d'homme d'affaires, ne rejoint plus les rassemblements qu'à l'occasion des Championnats du monde depuis l'an passé. *« La mauvaise herbe ressort toujours au printemps,* plaisante-t-il, *mais si Juhani m'accepte à ces conditions, c'est qu'il estime que j'ai ma place ici. Je trouve anormal de faire encore partie de l'équipe, mais j'accepte et je me donne à fond. J'ai déjà fait partie de trois sélections olympiques, c'est le signe qu'on a un peu sacrifié la formation des jeunes. »* En vieux briscard, Ville redoute la rencontre avec l'Italie : *« Pour nous, tout se décidera à ce moment-là. Ce sont des bons, des anciens, comme nous, qui nous avaient un peu baladés l'an dernier, alors il ne faudra pas crier au scandale si on perd. »*

Unique Français à avoir jamais poussé le palet en NHL, Philippe Bozon, vingt-neuf ans, s'est régulièrement frotté aux Wayne Gretzsky et consorts. Il aborde Vienne plus sereinement. *« Les écarts de but diminuent entre nous et les très grandes équipes ces dernières années,* dit-il. *Ça prouve que nous avons notre place dans le groupe A. Mais tout est lié au mental. Une défaite contre l'Italie nous mettrait dans l'obligation de faire un exploit contre une des trois grosses équipes* [Finlande, Suède ou République tchèque]. *A nous d'aller au contact physique, de les gêner dans leurs attaques en début de match pour émousser leur mental. Il faut oppresser l'adversaire d'entrée pour le surprendre et cesser de faire des complexes d'infériorité. »* Malgré trois 5-0 cinglants infligés par la Finlande et la Slovaquie il y a quelques jours, en matches préparatoires.

Patricia Jolly

Coupe et championnat en concurrence ?

Au Mondial, les douze équipes sont divisées en deux poules de six et s'affrontent pour cinq matches. La poule A comprend l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, les Etats-Unis, la Russie et la Slovaquie. Dans la poule B jouent la France, la Finlande, l'Italie, la Norvège, la Suède et la République tchèque. Les quatre premiers de chaque groupe disputeront des quarts de finale croisés (le premier contre le quatrième, etc). Les cinquièmes de chaque poule s'en tiendront là. Les sixièmes joueront deux matches contre la rélégation dans le championnat du monde B.

Ce rendez-vous est généralement le sommet des saisons non olympiques. A partir du mois d'août, une Coupe du monde sera disputée. Créée conjointement par la NHL et la Fédération internationale, c'est l'ancienne Canada Cup, élargie de six à huit nations. Disputée tous les deux ans sur invitation, cette compétition rassemblera tous les meilleurs joueurs mondiaux et pourrait concurrencer à terme les championnats du monde.

Maurice et François Rozenthal, des jumeaux d'attaque

LEURS VISAGES à peine débarrassés des rondeurs de l'enfance trompent le monde. Sur la glace, Maurice et François Rozenthal n'ont rien de petits garçons sages. Avec la complicité d'Arnaud Briand, le centre originaire de Saint-Pierre-et-Miquelon, les jumeaux rémois, âgés de vingt ans, se sont imposés au cours des deux matches de préparation aux championnats du monde – qui opposaient l'équipe de France à la Finlande puis à la Slovaquie – comme un bloc offensif dans la lignée de l'inamovible trio d'attaquants (Christian Pouget-Christophe Ville-Philippe Bozon).

« Les jumeaux ont un sens du hockey inné, explique le directeur technique national, Patrick Francheterre. *On dirait qu'ils ont des yeux derrière la tête. Ils réussissent des coups incroyables grâce à une parfaite connaissance des réactions de l'autre. En plus, ils n'ont aucun complexe vis-à-vis des joueurs plus vieux et plus expérimentés. »* Inséparables dans la vie (ils sont tous deux étudiants en deuxième année d'éducation physique), Maurice et François ne se quittent sur la glace que lorsqu'on les y contraint. Comme l'an passé à Reims, où ils évoluent depuis deux ans en championnat de France Elite : *« L'entraîneur, qui nous estimait trop tendres pour contenir des joueurs d'expérience, nous avait séparés,* dit Maurice. *C'était difficile à accepter. »*

Maurice et François connaîtront ensemble, à partir de lundi 22 avril, les émois d'un premier championnat du monde. Convié l'an passé à faire ses débuts au mondial de Stockholm, Maurice avait décliné l'invitation, préférant donner la priorité à ses études. François se remettait alors doucement d'une fracture et d'un tassement de vertèbres à la suite d'une mauvaise réception... en cours de judo.

REGRETS

« Participer à ces championnats du monde avec lui est d'autant plus agréable que ça n'était pas prévu », dit Maurice. François était sélectionné comme remplaçant. Sur sa ligne d'attaque, il comblera le vide laissé à l'aile droite par André Vittenberg, indisponible. L'intégration des jumeaux dans une équipe qui vieillit s'est opérée sans heurt. *« A peine un peu d'étonnement les premières fois qu'on nous a vus jouer »*, se souvient Maurice.

S'ils écoutent avec amusement le récit des épopées de leurs aînés et coéquipiers qui évoluaient, il y a peu encore, dans les profondeurs des championnats du monde des groupes C ou B, ils n'en conçoivent pas moins de respect pour eux. *« On les voyait tout le temps à la télé,* dit Maurice. *Et comment ne pas admirer des joueurs si exemplaires qu'ils ont été courtisés et engagés par des clubs étrangers et même la NHL, alors que pour nous ce rêve semble encore inaccessible ? »*

Malgré leur modestie, les frères Rozenthal regrettent la frilosité des dirigeants des grands clubs français. Leur nouveau statut de joueur international n'éclipse pas le souvenir d'anciens homologues des équipes de France Junior et Espoir restés à quai dans des divisions inférieures. *« Seuls quatre ou cinq d'entre eux évoluent actuellement dans le championnat de France Elite,* constate Maurice. *Ils ne progresseront pas si on ne leur fait pas confiance. Cette attitude contribue encore un peu à accentuer le manque de relève. »*

P. Jo.

Après France-Roumanie, les questions posées par un Tournoi décevant restent sans réponse

HEUREUSEMENT, il y avait le vent. Dans cette partie sans âme, il est bien le seul à avoir rendu service aux Français. Sans ces rafales régulières qui balayaient en sens unique le stade d'Aurillac, quel aurait été le score ? Quel abîme de disproportion aurait-il pu atteindre ?



RUGBY

Grâce au vent, les Roumains ont pu inscrire 12 points en première mi-temps. Quatre coups de pied de leur demi d'ouverture Popisteanu, sacré sauveur d'une patrie plus que jamais en danger de rugby perdu. Contre le vent, ils n'ont plus rien marqué. Ils ont regardé leurs adversaires tricolores dérouler les essais comme en un match d'entraînement. Ils ont apprécié les charges furieuses de Christian Califano, profitant de l'occasion pour créer une nouvelle catégorie de pilier marqueur. Avec trois essais, il établissait une sorte de référence. Ils ont tiré leur chapeau à l'activité de la troisième ligne, au sens du jeu de Thierry Labrousse, numéro 8 de la dernière heure, appelé à la rescousse après le forfait d'Abdel Benazzi. Ils ont concédé dix essais et 74 points, le record des France-Roumanie.

LA QUÊTE DU GRAAL

Curieux match, dont personne n'était dupe. La Fédération française de rugby (FFR) n'en voulait plus vraiment. Elle avait un moment songé à le rayer du calendrier. Hélas ! il figurait en toutes lettres – et chiffres – dans le contrat qui lie la FFR à France-Télévision. L'encadrement technique eût sans doute préféré l'Italie. Les joueurs de la Péninsule, qui frappent aux portes du Tournoi des cinq nations, constituent désormais des adversaires bien meilleurs que les pauvres Roumains,englués dans un rugby en pleine déliquescence. Seul avantage d'une telle rencontre : elle permettait à l'entraîneur de se lancer en toute tranquillité dans une vaste revue d'effectifs. Jean-Claude Skrela y est donc allé d'un ban de nouveautés. Cinq joueurs débutaient sous le maillot tricolore à Aurillac. Ils ont tous donné satisfaction. Pouvait-il en être autrement ? Face à une opposition aussi inconsistante, quel joueur aurait pu se priver du plaisir de briller ?

Il était bien difficile de trouver dans cette partie le moindre réconfort à un Tournoi des cinq nations décevant. Tout comme d'en tirer des conclusions. Sur la capacité des joueurs français à s'engager résolument sur la voie du jeu de mouvement que prône leur entraîneur. Sur la valeur internationale de tel ou tel, appelé à former l'ossature du groupe promis à l'aventure de la Coupe du monde 1999. Le triomphe à la roumaine n'efface pas le désastreux voyage de Cardiff, ce samedi de mauvaise grâce où le XV de France avait perdu le Tournoi sans combattre. C'était l'incapacité à enchaîner une seule séquence de jeu cohérente en quatre-vingts minutes qui avait ce jour-là cruellement souligné les manques français.

A Aurillac, les joueurs tricolores n'ont eu pour seul ennemi que leurs rares moments d'absence, quand tout devenait décidément trop facile, et que l'envie d'aller marquer son essai personnel faisait oublier les vertus du collectif.

Plus d'un mois après Cardiff, Jean-Claude Skrela en est finalement presqu'au même point, à l'entame de son objectif : inculquer aux joueurs de l'équipe de France la culture du rugby de mouvement, bâti sur une exigence d'excellence physique et une disponibilité permanente pour le jeu. Dans cette quête d'un Graal rugbystique, il doit toujours s'accommoder de particularités nationales qui tournent parfois au handicap.

UN GROUPE DE RÉFLEXION DISCRET

Jusque dans l'élite du championnat, le rugby varie d'un club à l'autre. Ici, l'on aime les avants, les gros pousseurs, les travailleurs de force qui ne lésinent jamais sur la sueur et les groupés-pénétrants, les buteurs de précision. Là, on préfère les cavaliers, les forcenés de l'attaque prêts à tout pour un cadrage-débordement, capables des relances les plus folles. Dans le Tournoi, l'Ecosse a démontré l'efficacité d'un style unique pratiqué avec cohérence des clubs au XV du chardon.

L'organisation de l'équipe de France elle-même est-elle la mieux à même de répondre aux vues de l'entraîneur ? Le groupe de réflexion constitué autour de Jean-Claude Skrela est resté, pour l'instant, fort discret. Les rendez-vous des internationaux avec leur entraîneur sont sans doute encore trop rares. Les tests d'aptitude passés la semaine dernière à Bègles n'avaient pas eu d'équivalent pendant toute la durée du Tournoi. Etait-ce le meilleur moyen d'accélérer l'apprentissage d'un nouveau rugby ? Aujourd'hui, l'entraîneur ne peut plus compter que sur la tournée en Argentine à partir du 5 juin pour donner souffle au groupe censé représenter l'avenir de l'équipe tricolore.

Le principal problème de Jean-Claude Skrela reste, en attendant, irrésolu. Aucune des questions qui se posaient à son arrivée à la tête du XV de France n'a encore trouvé de réponse franche et définitive.

Pascal Ceaux

Le PSG a l'occasion de dépasser Auxerre dans le championnat de France de football

EN ALLANT faire match nul à Bastia (1-1), samedi 20 avril, lors de la trente-cinquième journée de première division, l'AJ Auxerre a perdu la maîtrise de son parcours en tête du championnat. Les Bourguignons ont certes porté leur avance sur le Paris-SG à 2 points. Mais ils sont désormais menacés de perdre leur première place si les Parisiens dominent Martigues, mardi 23 avril, en match en retard de cette journée.

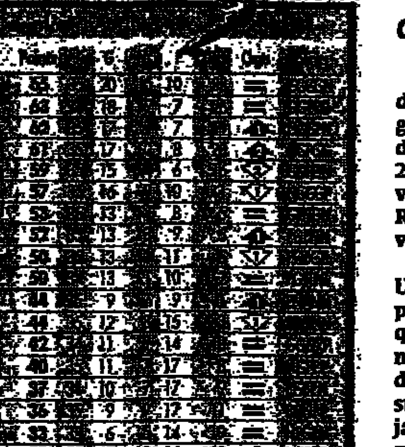
Les Bourguignons sont surtout exposés au risque de ne plus revoir la tête du classement si les Parisiens ajoutent à une éventuelle victoire contre Martigues un sans-faute lors des trois dernières journées du championnat. S'il gagne ces trois matches, le PSG – qui reçoit Lille et Bastia et se déplace à Bordeaux, tandis qu'Auxerre reçoit Saint-Etienne et Nantes et va à Guingamp – sera champion de France.

Dans la lutte pour les places européennes, Monaco a continué sa remontée en accédant à la quatrième place grâce à sa victoire sur Le Havre (2-1). En revanche, Montpellier a vu une partie de ses espoirs s'envoler après sa défaite (2-1) à Cannes. Les Cannois ont enregistré une bonne nouvelle : leur succès les assure de leur maintien en première division. En revanche, Bordeaux, finaliste de la Coupe de l'UEFA et tenu en échec à domicile par Lens (0-0), n'est toujours pas rassuré sur son sort. Derrière les Girondins, Nice voit même grossir la menace de la relégation après sa défaite (1-0) à Lille, qui s'est offert une position moins inconfortable en rattrapant Saint-Etienne.

En deuxième division, les deux leaders, pratiquement assurés de la montée, ont perdu. L'OM s'était incliné à Châteauroux (4-2) dès vendredi, tandis que Caen perdait à Angers (2-1). C'est Nancy, vainqueur à Niort (2-3), qui a reconquis la troisième place de la montée en D 1, que visent également Laval, le Red Star, Le Mans et Châteauroux.

Le classement de première division

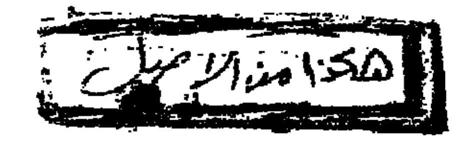
35e journée



Cantona joueur de la saison

Eric Cantona a été élu « joueur de la saison » 1995-1996 en Angleterre par les 350 journalistes de football anglais, samedi 20 avril, avec 36 % des voix, devant le Néerlandais de Chelsea, Ruud Gullit, et le joueur de Liverpool, Robbie Fowler.

L'attaquant de Manchester United, âgé de trente ans, n'avait pourtant commencé cette saison que le 1er octobre, après huit mois de supension dus au coup de pied qu'il avait donné à un supporteur de Crystal Palace, en janvier 1995. Depuis, Cantona n'a manqué qu'un seul des trente-six matches joués par les « Reds » en championnat et en Coupe et a marqué dix-sept buts, se montrant indispensable à l'équipe dirigée par Alex Ferguson dans sa quête d'un deuxième doublé Coupe-championnat en trois ans. Il est le premier Français à se voir désigné par le vote des journalistes en quarante-neuf ans. – *(AFP)*



Repêchée à l'issue du marathon de Paris, Nadia Prasad sera la seule Française de la spécialité à Atlanta

Aucun coureur n'a réussi les minima de qualification

Le Portugais Henrique Crisostomo et la Roumaine Alina Técuta ont gagné le marathon de Paris, disputé dimanche 21 avril par plus de 22 000 concurrents. A l'issue de cette course, aucun marathonien français n'a réussi les minima de qualification pour les Jeux olympiques d'Atlanta. Seule la Néo-calédonienne Nadia Prasad, championne de France, devrait être repêchée, une chute lui ayant coûté de précieuses secondes.

LA VEILLE de sa course, Nadia Prasad évoquait avec un brin de nervosité les inconvénients des départs de marathon : *les pieds écrasés, les bousculades plus ou moins volontaires dans le feu de l'action.* Au mondial de Göteborg (Suède), l'été passé, la Néo-calédonienne, surprise par les à-coups du groupe de tête, avait préféré prendre le large. Déshydratée, ses repères faussés, elle avait abandonné au dix-huitième kilomètre, la mort dans l'âme : *« J'étais si fière de représenter la France pour la première fois. »* Sa course, dimanche 21 avril, malgré une chute brutale peu avant l'arrivée, devait lui offrir l'occasion de se racheter.

Après un effort de 15 kilomètres pour se dégager d'un peloton masculin compact et oppressant, Nadia ne masquait plus derrière ses lunettes profilées que le désir de franchir la ligne d'arrivée en moins de 2 heures 31 minutes : les minima exigés par la Fédération française d'athlétisme pour participer aux JO. A l'issue de la course, elle accusait 27 secondes de retard sur cet objectif, frottant ses cuisses et ses genoux râpés par une culbute due au déséquilibre d'un autre coureur. *« Ça m'a coupé les jambes,* a-t-elle expliqué, *mais ça n'est pas bien grave. J'essayais plutôt d'oublier mon ongle du pied gauche qui s'est arraché au 38e kilomètre. »* Et à cette douleur au talon et sous la plante du pied droit qu'elle a pris, jusqu'à l'avant-veille de la course, pour une fracture de fatigue susceptible de compromettre sa participation, et *qu'elle a préféré tenir secrète : « Je ne voulais pas d'excuse. »*

Les conditions de course difficiles (les épreuves masculine et féminine étaient disputées simultanément) et les circonstances du vol plané de Nadia Prasad inciteront sans doute la commission du sport de haut niveau à l'indulgence. François Juillard, le directeur technique national, devait proposer, *lundi 22 avril, le repêchage de la* marathonienne.

Célèbre dans le Pacifique pour de bons chronos sur 1 500 et 3 000 m, la timide et fluette Nadia n'aurait sûrement jamais songé seule à échafauder des rêves olympiques. Elle aimait le demi-fond et préparait tout en peignant et en jouant du piano un éventuel retour en métropole : *« Pour suivre des études de kiné ou rentrer dans l'armée. »* Binesch, devenu son époux il y a sept ans, en a décidé autrement. L'obstiné marathonien fidjien a manigancé soigneusement l'ascension sportive internationale de l'élue de son cœur. Il avait remarqué Nadia Bernard, fille d'un ébéniste-marionnettiste des environs de Toulouse tout juste âgée de seize ans, en 1983, aux jeux du Pacifique sud. Il l'a revue, le cœur battant, en 1986 au meeting international de Nouméa, puis de nouveau aux Jeux du Pacifique sud l'année suivante. Un peu plus tard, pour retrouver la belle, souffrante et disparue des stades, il a fouillé méthodiquement les chambres d'hôpitaux calédoniens. Maints échanges de courrier ont finalement décidé la jeune fille à le rejoindre dans l'Ouest américain où il était installé avec sa famille.

Aux Etats-Unis, où la course sur route prime la piste, Nadia a vite triplé ses cadences d'entraînement

Aux Etats-Unis, où la course sur route prime la piste, Nadia a vite triplé ses cadences d'entraînement (de 50 à 150 km par semaine). Elle a progressivement raccroché ses pointes, pour battre de 2 minutes, en 1990, *le record d'un marathon* sur parcours très accidenté en Arizona. L'année suivante, elle a bouclé le marathon de Las Vegas en 2 h 39 min. Tout était en place. Elle a à peine ralenti pour accoucher de deux filles, aujourd'hui âgées de quatre et cinq ans. Le clan Prasad l'épaule au quotidien avec bienveillance : *« Mes beaux-parents, qui vivent avec nous à Boulder (Colorado), sont la clef de notre succès,* reconnaît Nadia. *Le lendemain de la naissance de mes filles, ils étaient là pour changer les couches, donner les biberons et consoler les pleurs la nuit. J'ai pu me remettre immédiatement à l'entraînement. Il ne me restait que les choses agréables à faire : les jeux, le bain. Nous les avons un peu sacrifiées à la préparation olympique. Je suis en Europe depuis neuf semaines. Elles n'ont accepté que Binesch me rejoigne il y a quinze jours que parce qu'il a expliqué qu'il venait me chercher. Dès notre retour, mes beaux-parents pourront partir en vacances. »*

Le bonheur sera complet si Binesch décroche, dimanche 28 avril, à l'issue du marathon de Rotterdam (Pays-Bas), sa troisième sélection olympique. *« La France et Fidji défilent l'une derrière l'autre pour la cérémonie d'ouverture »,* se réjouissent les Prasad. Mais Nadia reprend vite son sérieux. L'enjeu suivant est le plus important de sa carrière et elle se sent capable d'un exploit. Montrant le morceau d'élastoplasme fixé à sa montre-chronomètre sur lequel elle consigne les temps de passage obligatoires, elle prévient : *« Aller vite ne suffira pas à Atlanta. Le parcours ne comporte quasiment pas de plat et il fera très chaud. Ce sera une course tactique et très mentale. »*

Patricia Jolly

Jean-Baptiste Mendy champion du monde des poids légers WBC

A TRENTE-TROIS ANS, Jean-Baptiste Mendy a fini par décrocher la lune. En battant aux points en douze reprises l'Américain Lamar Murphy, samedi 20 avril à Levallois-Perret, il est devenu pour la première fois de sa *carrière* champion du monde des poids légers (WBC). Cette victoire est une consécration pour un boxeur qui a dominé la catégorie en Europe de 1992 à 1995.

Il avait imposé sur le Vieux Continent sa boxe faite de fluidité et de punch, tardant à obtenir une chance mondiale. En mars 1994, *pour son premier championnat* du monde, il s'était incliné devant le Mexicain Miguel Angel Gonzalez par arrêt de l'arbitre à la cinquième reprise. Jean-Baptiste Mendy compte désormais 49 victoires (dont 31 avant la limite), 2 nuls, 1 *no-contest* et 5 défaites.

■ **VOILE : les frères Philippe et Luc Poupon, sur Fleury-Michon, ont franchi les premiers la ligne d'arrivée de la première étape** de la Transat en double à la voile Lorient-Saint-Barthélémy, dimanche 21 avril à 15 h 53, arrivant à Funchal (Madère) après avoir parcouru 1 105 milles en 8 jours 2 heures 53 minutes 06 secondes.

Privés de vent à environ 20 milles de l'arrivée, les deux *skippers* de Fleury-Michon ont tout de même réussi à conserver une belle avance sur leurs suivants immédiats. Franck Cammas et Jean-Luc Nélias, sur *Skipper Elf*, ont franchi la ligne avec un retard de 2 h 15 min 23 sec sur l'équipage de tête, juste devant Roland Jourdain-Michel Desjoyeaux (*Sill Plein Fruit*), à 2 h 17 min 27 sec des premiers. Les concurrents doivent marquer un arrêt obligatoire de 84 heures à Madère avant de repartir pour Saint-Barthélémy.

■ **BASKET-BALL : les Chicago Bulls, vainqueurs à Washington (103-93)** lors de la dernière journée de la saison régulière de NBA, dimanche 21 avril, ont établi le record du nombre de victoires pendant cette période à 72, soit trois de plus que les Los Angeles Lakers en 1972. En gagnant 33 fois à l'extérieur, ils ont aussi égalé les Boston Celtics de 1973 et 1975. Avec une moyenne de 30,4 points, Michael Jordan est redevenu le meilleur marqueur pour sa première saison complète après sa retraite de treize mois consacrée au baseball. Enfin Dennis Rodman, arrivé à Chicago en début de saison, a conquis un cinquième titre consécutif de meilleur rebondeur (14,9 points sur 64 matches). – *(AFP.)*

■ **CYCLISME : le Suisse Pascal Richard (MG) a surpris les deux favoris de Liège-Bastogne-Liège,** l'Américain Lance Armstrong et le Suisse Mauro Gianetti, pour enlever, dimanche 21 avril, la 82e édition de la « doyenne » des classiques. Il a devancé au sprint ses deux compagnons d'échappée. A trente-deux ans, Pascal Richard enlève ainsi la deuxième course de Coupe du monde de sa carrière, après le Tour de Lombardie en 1993. – *(AFP.)*

■ **ÉQUITATION : l'Autrichien Hugo Simon a remporté la 18e finale de la Coupe du monde de saut d'obstacles,** dimanche 21 avril à Genève, à l'issue d'un barrage contre le Suisse Willi Melliger. Il s'était déjà imposé dans la première finale de la Coupe du monde, en 1979, également à l'issue d'un barrage. – *(AFP.)*

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

MARATHON DE PARIS

Messieurs

1. H. Crisostomos (Por.) 2 h 12 min 16 s ; 2. I. Rico (Mex.) à 5 s ; 3. F. Couto (Por.) à 6 s.

Dames

1. A. Tecuta (Rou.) 2 h 29 min 32 s ; 2. Y. Razdroguina (Rus.) à 1 min 45 s ; 3. N. Prasad (Fra.) 1 min 55 s (Championne de France).

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Pro A)

Treizième tour retour

Le Mans-Nancy	75-83
Lyon-Pau Orthez	73-80
PSG Racing-Dijon	97-89
Gravelines-Levallois	72-80
Besançon-Villeurbanne	77-104
Limoges-Cholet	85-54
Evreux-Strasbourg	69-73
Montpellier-Antibes	82-89

Classement : 1. Pau-Orthez, 53 pts ; 2. Limoges, 52 ; 3. Villeurbanne, 51 ; 4. Antibes, 47 ; 5. PSG-Racing et Dijon, 44 ; 7. Levallois, 43 ; 8. Nancy, 42 ; 9. Montpellier, 41 ; 10. Evreux, 39 ; 11. Cholet et Le Mans, 37 ; 13. Besançon, Strasbourg et Lyon, 36 ; 16. Gravelines, 34.

CYCLISME

COUPE DU MONDE

Liège-Bastogne-Liège (263 km)

1. P. Richard (Sui., MG) 6 h 58 min 2 s ; 2. L. Armstrong (EU) m. t. ; 3. M. Gianetti (Sui.) m. t. ; 4. L. Madouas (Fra.) à 1 min 6 ; 5. F. Fontanelli (Ita.) à 1 min 19 s.

TOUR D'ARAGON

Classement final : 1. M. Mauri (Esp., ONCE) ; 2. A. Garmendia (Esp.) à 25 s ; 3. J.-C. Dominguez (Esp.) à 30 s.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D2

Trente-sixième journée

Châteauroux-Marseille	4-2
Le Mans-Mulhouse	0-1
Sochaux-Laval	2-2
Charleville-Alès	2-2
Valence-Lorient	2-0
Niort-Nancy	2-3
Red Star-Poitiers	3-0
Amiens-Perpignan	3-2
Louhans Cuiseaux-Dunkerque	1-0
Angers-Caen	2-1
Epinal-Toulouse	0-2

Classement : 1. Marseille, 69 pts ; 2. Caen, 65 ; *3. Nancy, 61 ; 4. Laval, 60 ; 5. Red Star, 58 ; 6. Le* Mans, 58 ; 7. Châteauroux, 57 ; 8. Sochaux, 54 ; 9. Toulouse, 53 ; 10. Perpignan, 53 ; 11. Louhans-Cuiseaux, 51 ; 12. Amiens, 45 ; 13. Lorient, 45 ; 14. Mulhouse, 44 ; 15. Valence, 43 ; 16. Epinal, 41 ; 17. Niort, 39 ; 18. Charleville, 39 ; 19. Poitiers, 38 ; 20. Dunkerque, 35 ; 21. Angers, *30 ; 22. Alès, 19.*

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE

Vingt-neuvième journée

Uerdingen-Fribourg	3-1
Karlsruhe-Kaiserslautern	0-0
Hansa Rostock-Munich 1860	0-3
Bayern Munich-Eintracht Francfort	1-1
Werder Brême-VfB Stuttgart	2-2
FC Cologne-Saint Pauli	1-0
Fortuna Düsseldorf-Borussia Dortmund	1-2
Hambourg SV-Bayer Leverkusen (24/04/96)	
Schalke 04-Borussia Moenchengladbach	3-3

Classement : 1. Bayern Munich, 58 pts ; 2. Borussia Dortmund, 57 ; 3. Borussia Moenchengladbach, 49 ; 4. Schalke 04, 41 ; 5. Munich 1860, 40 ; 6. Hansa Rostock, 40 ; 7. VfB Stuttgart, 40 ; 8. Karlsruhe, 38 ; 9. Hambourg SV, 38 ; 10. Werder Brême, 38 ; 11. SC Fribourg, 35 ; 12. Bayer Leverkusen, 33 ; 13. Saint-Pauli, 33 ; 14. FC Cologne, 31 ; 15. Fortuna Düsseldorf, 31 ; 16. Eintracht Francfort, 28 ; 17. FC Kaiserslautern, 27 ; 18. KFC Uerdingen, 20.

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

Trente-septième journée

FC Barcelone-Atletico Madrid	1-3
Valence-Racing Santander	2-1
Rayo Vallecano-Celta Vigo	1-3
Saragosse-Deportivo La Corogne	2-3
Real Oviedo-FC Séville	2-3
Salamanque-Albacete	2-4
Saint-Jacques-de-Compostelle - Real Sociedad	2-0
Betis Séville-Sporting Gijon	2-5
Athletic Bilbao-Tenerife	2-0
Merida-Valladolid	1-0
Real Madrid-Espagnol Barcelone	1-2

Classement : 1. Atletico Madrid, 77 pts ; 2. FC Barcelone, 71 ; 3. Valence, 70 ; 4. Espagnol Barcelone, 66 ; 5. Tenerife, 61 ; 6. Betis Séville, 59 ; 7. Deportivo La Corogne, 57 ; 8. Real Madrid, 57 ; 9. Saint-Jacques-de-Compostelle, 57 ; 10. Real Sociedad, 53 ; 11. Celta Vigo, 46 ; 12. Real Oviedo, 44 ; 13. Athletic Bilbao, 43 ; 14. Sporting Gijon, 43 ; 15. Racing Santander, 43 ; 16. Saragosse, 41 ; 17. FC Séville, 40 ; 18. Albacete, 39 ; 19. Rayo Vallecano, 38 ; 20. Valladolid, 37 ; 21. Mérida, 36 ; 22. Salamanque, 27.

CHAMPIONNAT D'ITALIE

Trente-et-unième journée

Torino-Milan AC	1-1
Inter Milan-Juventus Turin	1-2
Fiorentina-Atalanta Bergame	1-0
Parme-Bari	3-1
AS Rome-Naples	4-1
Sampdoria Gênes-Lazio Rome	3-3
Padoue-Udinese	2-3
Cagliari-Vicence	2-0
Cremonese-Plaisance	0-0

Classement : 1. Milan AC, 67 pts ; 2. Juventus Turin, 60 ; 3. Fiorentina, 56 ; 4. Parme, 52 ; 5. AS Rome, 51 ; 6. Lazio Rome et Inter Milan, 50 ; 8. Sampdoria Gênes, 48 ; 9. Vicence, 47 ; 10. Udinese, 40 ; 11. Cagliari, 37 ; 12. Atalanta Bergame, 36 ; 13. Naples, 35 ; 14. Plaisance, 33 ; 15. Bari, 28 ; 16. Crémonèse et Torino, 26 ; 18. Padoue, 21.

GYMNASTIQUE

CHAMPIONNATS DU MONDE

Messieurs

Saut : 1. A. Nemov (Rus.) ; 2. h. C. Yeo (CdS) et A. Massucchi (Ita.).

Barres parallèles : 1. R. Charipov (Ukr.) ; 2. V. Scherbo (Bul.) et A. Nemov (Rus.).

Barre fixe : 1. J. Carballo (Esp.) ; 2. K. Dounev (Bul.) ; 3. V. Scherbo (Bul.).

Dames

Poutre : 1. D. Kochetkova (Rus.) ; 2. A. Marinescu (Rou.) ; 3. X. Liu (Chi.) et D. Dawes (EU).

HANDBALL

COUPES EUROPÉENNES

Messieurs

Finale (aller)

COUPE DES CHAMPIONS	
FC Barcelone (Esp.)-EB Irun (Esp.)	23-15
COUPE DES COUPES	
Lemgo (All.)-Santander (Esp.)	24-19
COUPE DES VILLES	
Hammeln (All.)-Drammen (Nor.)	21-22
COUPE DE LA FÉDÉRATION	
Granollers (Esp.)-Chakhtor Donetsk (Ukr.)	28-18

HOCKEY-SUR-GLACE

MONDIAL A

Première journée

Poule A	
Russie-Allemagne	2-1
Poule B	
République tchèque-Suède	3-1

MOTOCYCLISME

CHAMPIONNAT DU MONDE

Grand Prix du Japon

125 cc

1. M. Tokudome (Jap., Aprilia), les 18 tours en 41 min 44 s 002 ; 2. H. Aoki (Jap., Honda) à 1 s 232 ; 3. N. Ueda (Jap., Honda) à 2 s 010 ; 4. T. Manako (Jap., Honda) à 8 s 126 ; 5. M. Gessler (All., Aprilia) à 15 s 420.

Classement du Championnat du monde : 1. M. Tokudome (Jap.), 63 pts ; 2. h. Aoki (Jap.), 60 ; 3. S. Perugini (Ita.), 37.

250 cc

1. M. Biaggi (Ita., Aprilia), les 19 tours en 41 min 36 s 486 ; 2. N. Numata (Jap., Suzuki) à 13 s 560 ; 3. D. Kato (Jap., Honda) à 19 s 839 ; 4. O. Jacque (Fra., Honda) à 20 s 280 ; 5. T. Ukawa (Jap., Honda) à 20 s 446.

Classement du Championnat du monde : 1. M. Biaggi (Ita.), 70 pts ; 2. T. Harada (Jap.), 45 ; 3. L. D'Antin (Esp.), 36.

500 cc

1. N. Abe (Jap., Yamaha), les 21 tours en 45 min 34 s 590 ; 2. A. Criville (Esp., Honda) à 6 s 496 ; 3. S. Russell (EU, Suzuki) à 7 s 140 ; 4. T. Okada (Jap., Honda) à 11 s 724 ; 5. D. Beattie (Aus., Suzuki) à 13 s 670.

Classement du Championnat du monde : 1. M. Doohan (Aus.), 46 pts ; 2. N. Abe (Jap.), 40 ; 3. A. Barros (Bré.), 40.

RUGBY

MATCH INTERNATIONAL

France-Roumanie	64-12

SPORTS ÉQUESTRES

COUPE DU MONDE DE SAUT D'OBSTACLES

Finale

1. h. Simon (Aut., *E. T.*), 10 pts ; 2. W. Melliger (Sui., *Calvaro*), 10 ; 3. N. Skelton (G-B, *Dollar Girl*), 11 ; 4. R. Pessoa (Bré., *Loro Piana Tomboy*), 12,50 ; 5. F. Sloothaak (All., *San Patrignano Corrado*), 13,75.

TENNIS

TOURNOI DE TOKYO

Simple messieurs

Finale

P. Sampras (EU, nº 1) b. R. Reneberg (EU) 6-4, 7-5.

Simple dames

Finale

K. Date (Jap., nº 1) b. A. Frazier (EU, nº 3) 7-5, 6-4.

TOURNOI DE BARCELONE

Simple messieurs

Finale

T. Muster (Aut., nº 1) b. M. Rios (Chi., nº 6) 6-3, 4-6, 6-4, 6-1.

VOILE

TROPHÉE DES MULTICOQUES

1. L. Bourgnon (*Primagaz*), 11,7 pts ; 2. L. Peyron (*Fujicolor*), 26,4 ; 3. P. Vatine (*Haute Normandie*), 31,1 ; 4. F. Joyon (*Banque populaire*), 57,1 ; 5. M. Birch (*La Trinitaine*), 68,7.

TRANSAT LORIENT-SAINT-BARTHÉLEMY

1re étape (1 105 milles)

1. P. Poupon-L. Poupon (*Fleury Michon*) 8 jours 2 h 53 min 06 s ; 2. F. Cammas-J.-L. Nélias (*Skipper-Elf*) à 2 h 15 min 23 s ; 3. R. Jourdain-M. Desjoyeaux (*Sill Plein Fruit-France 3 Ouest*) à 2 h 17 min 27 s.

VOLLEY-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Messieurs

Finale (aller)

Paris UC-Cannes	3-2
Match pour la 3e place (aller)	
Poitiers-Avignon	3-1

Les adolescents plébiscitent le scooter

La « Mob » se meurt. Mieux adaptés au style de vie des quatorze à dix-huit ans, les descendants de la Vespa triomphent. Jusqu'à quand ?

COMME leurs parents au même âge, les adolescents écoutent volontiers les groupes de rock des années 70. Pas question, en revanche, d'enfourcher la Mobylette bleue pieusement conservée par leur père au fond du garage. Les « babyboomers » doivent se faire une raison : les quatorze à dix-huit ans d'aujourd'hui sont résolument « scooter ». Et ce qu'ils chevauchent n'a qu'un assez lointain rapport avec la Vespa d'antan et ses bonnes joues rebondies. La tendance est aux engins à grosses roues (le *Booster* de *MBK*, le *BW'S* de Yamaha, le Squab de Peugeot ou le Typhoon de Piaggio), sortes de coléoptères ramassés et multicolores que l'on conduit sans permis dès quatorze ans puisque leur cylindrée n'excède pas 50 cm³.

Face à cette déferlante qui a envahi les villes, mais aussi les campagnes, le cyclomoteur traditionnel (appellation réglementaire de l'espèce communément et improprement dénommée « Mobylette ») ne peut lutter. *« La Mob', c'est complètement ringard, ce n'est pas pratique et ce n'est pas fait pour les filles »*, résume, lapidaire, Audrey, une jeune Valenciennoise. En France, le passage de témoin s'est opéré discrètement. Fin 1994, deux courbes se sont croisées. Celle, ascendante, des scooters de moins de 50 cm³, dont les ventes (121 000 par an) ont triplé depuis 1989, et celles, en chute libre, des cyclomoteurs, dont les ventes ont baissé de moitié (de 186 000 à 90 000). Reste que, sur un plus long terme, le vide laissé par la « Mobylette » n'a été que très partiellement comblé. Au total, le parc des petits deux-roues à été divisé par trois depuis 1970.

« Alors que le cyclomoteur n'a pratiquement pas évolué, le scooter s'est considérablement modernisé (tableau de bord avec jauge à essence, graissage séparé, freins à disques, démarreur électrique...) et sa tenue de route est devenue excellente », constate Jacques Compagne, directeur du marketing de Peugeot motocycles. Les constructeurs ont d'autant plus encouragé ce transfert que le scooter se vend environ deux fois plus cher (à partir de 8 000 ou 9 000 francs et jusqu'à 14 000 francs) qu'un cyclomoteur.



DESSINS FRANÇOISE ROUSSET

MOINS RÉVOLTÉS

Mais sa grande force est de s'être parfaitement intégré à l'époque. *« Le scooter fait partie du code d'apparence des ados, marqué par l'influence des sports de glisse. Il est très apprécié des filles, qui n'aiment guère le cyclomoteur, jugé salissant, et correspond à l'éclatement des styles de vie »*, considère Jacques Compagne, qui observe que *« les clivages s'effectuent non pas selon les marques, comme autrefois, mais en fonction du look : baroudeur, sportif ou BCBG-raisonnable »*. Pour sa part, la Sécurité routière relève que, de 1985 à 1995, le nombre de tués est passé de 864 à 472 (il atteignait 2 637 en 1970) pour les machines de moins de 50 cm³. Toutefois, ce repli, qui tient notamment au port obligatoire du casque, est aussi la conséquence de la baisse générale du parc. La prochaine obligation de décrocher le brevet de sécurité routière pour conduire ces petits deux-roues entre quatorze et seize ans est destinée à améliorer la situation.

Pour l'ensemble des professionnels, le boum du scooter exprime aussi une moins forte aspiration à l'autonomie vis-à-vis des parents, alors qu'avec son image un peu « voyou » et son allure de moto en réduction, le cyclo exprimerait un état d'esprit plus rebelle, moins assagi. *« Nos études qualitatives nous amènent à mettre en parallèle le dessin du scooter, sorte de carapace, et l'état d'esprit de ces jeunes auxquels on prédit un avenir difficile, qui se replient sur des valeurs plus authentiques, comme la famille ou l'amitié, et éprouvent confusément le désir d'être moins vulnérables »*, analyse Marc Verset, chef de produit chez MBK (ex-Motobécane passé sous le contrôle de Yamaha). *« Les jeunes sont moins révoltés*, considère Eric Chambat, responsable du marketing chez Piaggio-France. *Ils ont négocié un* modus vivendi *avec leurs parents et jouissent d'une plus grande liberté que leurs aînés. »*

A vrai dire, les « ados » se reconnaissent mal à travers ces analyses. *« Avec un scooter, on fait des balades et on s'éclate*, témoigne Antoine, seize ans. *Ceux qui ont des grosses roues sont beaux, à la mode, nerveux et plus confortables que le cyclo, qui n'offre presque pas de place pour reposer les pieds. Et puis, on les décore à son goût. Voilà, ce n'est pas plus compliqué que cela. »*

« TOP » OU « NAZE »

Pourtant, la « Mob » n'a pas encore dit son dernier mot. Selon les statistiques, les ventes ont pour la première fois redémarré en 1995 (90 000 unités, contre 82 500 en 1994), surtout dans les grandes villes. Les professionnels évoquent le niveau devenu insupportable des vols de scooters non immatriculés, le prix des assurances, mais aussi les inévitables conséquences de la crise sur certains budgets. *« Les goûts des ados sont imprévisibles et tranchés : les choses sont « top » ou « naze ». Pour l'instant, le scooter est « top », mais qui sait si, dans trois ans, on n'assistera pas au retour de la Mobylette ? »*, s'interroge Claude de La Chapelle, rédacteur en chef du bimestriel *Option moto*. Un peu plus âgés, quelques « décalés » découvrent avec délice des charmes surannés, telle Perrine, vingt-six ans, qui fend les embouteillages au guidon d'une Motobécane bleue de 1959 et se félicite de *« ne pas tomber pas dans le conformisme ». « Je fais sourire les automobilistes, même ceux qui tiennent les scooters en horreur.* dit-elle. *Jamais on ne me fait de queue de poisson. »*

Les constructeurs ne doutent pas de l'avenir du scooter. Néanmoins, ils le voient différent d'aujourd'hui. *« Archi-minoritaire, le marché des modèles de plus de 50 cm³ va prendre le relais »*, assure Eric Chambat. *« Deux raisons à cela : les difficultés de circulation particulièrement ressenties par les trente à trente-cinq ans et la réalité démographique. Dans les prochaines années, on sait qu'il y aura de moins en moins de Français âgés de quatorze à dix-huit ans »*...

Jean-Michel Normand

Les « smart drinks » ou le dopage en boîte

POUR VIVRE heureux, vivons dopés ? Les Américains ne jurent plus que par les boissons énergisantes, ou *smart drinks*. Après l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Suisse ou les Pays-Bas, les boîtes de nuit parisiennes leur ouvrent leurs bars depuis le début de l'année. Dès le premier mai, certaines grandes surfaces commercialiseront l'une d'elles, la Black Booster. Vendues en canettes de 25 centilitres, elles sont bleues, roses ou marron, elles pétillent légèrement et ont un goût pour le moins étonnant, parfois proche du produit pharmaceutique.

Leur particularité principale est d'être censées donner un tonus hors du commun, et les Français, réputés pour leur consommation de neuroleptiques, ne dédaignent pas non plus ce type de substances. Le succès des préparations isotoniques (qui ont la même concentration moléculaire que le sérum sanguin) ou hyperprotidiques auprès des athlètes comme des sportifs du dimanche est là pour le prouver.

Lorsque l'on ne goûte ni l'alcool ni les substances illicites, et que l'on se doit de danser jusqu'au petit matin dans une « rave party », on commande désormais une boisson énergisante. Il y a encore cinq ans, elles étaient vendues en parapharmacie sous forme de poudres et de gélules, mais les barmen les ont vite trouvées peu pratiques. C'est pourquoi elles réapparaissent aujourd'hui sous forme de sodas et sous des appellations parfois douteuses. Ainsi la « XTC » (du nom de la molécule de l'ecstasy) ou la



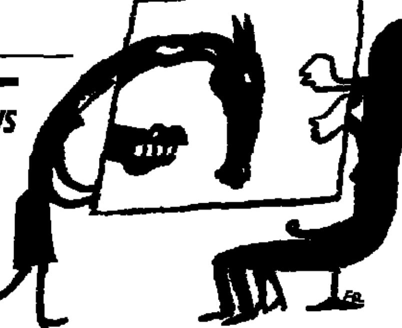
« HIV » (comme virus de l'immuno-déficience humaine), présentes à l'étranger...

Mais la direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes (DGCCRF) veille. Car ces boissons, lorsqu'elles sont cocktails de vitamines, ne sont pas légales. L'apport de vitamines dans un produit n'est admis que lorsqu'un aliment risque de perdre ses richesses lors de la fabrication, ou quand il s'agit clairement d'un produit diététique (qui interdit alors la caféine).

Or le composant principal de ces boissons est d'abord de l'eau sucrée ; le dosage de la caféine ne doit pas dépasser 150 milligrammes par litre. L'abus de l'une ou de l'autre peut s'avérer dangereux (risques nerveux ou métaboliques, hypervitaminoses), pour des effets physiques non démontrés. Plus excitantes qu'« énergisantes », ces boissons pourraient sans mal être remplacées par quelques bons jus d'orange et expressos bien serrés. Mais qui croirait que ces deux boissons procurent *« énergie et inspiration »*, comme le proclame l'un de ces *smart drinks* ?

Aude Dassonville

Les casinos volants de British Airways



Où donc le consommateur pourra-t-il désormais échapper aux sollicitations commerciales ? Le voilà poursuivi jusqu'en plein ciel. A partir du mois de mai, la compagnie britannique British Airways commencera à tester dans ses avions le *« système de distraction et d'information en vol le plus avancé au monde »* qui, si les résultats des tests s'avèrent concluants, sera généralisé à l'ensemble des long-courriers d'ici à janvier 1997. Un investissement de 120 millions de dollars sur deux ans, que les dirigeants de la compagnie espèrent amortir rapidement... en faisant dépenser au moins autant d'argent à leurs passagers.

***« Les jeux, shopping et télécommunications étant payants à l'unité, British Airways compte effectuer une recette suffisante pour couvrir les coûts de ce système en quelques années »*, explique clairement la compagnie. Chaque siège, quelle que soit la classe, sera équipé d'un écran vidéo, d'un clavier individuel de commande et d'un combiné téléphonique. Sans débourser un centime, les passagers disposeront d'un choix de 24 chaînes de distraction et de cinéma, d'un grand nombre de jeux vidéo. *Ils pourront* visionner le plan de vol de leur voyage et *« avoir des vues aériennes à partir de leur propre fenêtre individuelle, leur vidéo personnelle étant reliée à des caméras installées à l'extérieur de l'avion »*. Mais le passager modèle sera celui qui insérera sa carte de crédit dans le système, connecté par satellite avec des bases de données informatiques situées au sol, pour accéder aux nouveaux services payants proposés par la compagnie.**

Il pourra alors s'offrir des vidéos de *« superproductions récentes, dont certaines en avant-première »*, ou miser de l'argent à la roulette, au *blackjack*, et même sur des courses de chevaux préenregistrées. British Airways affirme ainsi que les passagers pourront *« essayer de gagner le prix du voyage, ou même plus »*... Les Boeing 747 transformés en casinos volants ? L'idée de profiter de l'oisiveté forcée des passagers du transport aérien *pour les inciter à jouer de l'argent* semble faire son chemin puisque Singapore Airlines étudie un projet similaire, qui pourrait voir le jour au début de l'année prochaine, *« mais restera limité à de très petites sommes »*. Les clients de British Airways pourront également tuer le temps en téléphonant partout dans le monde depuis leur siège, en réservant une chambre d'hôtel ou une voiture de location, ainsi qu'en faisant des achats sur les catalogues vidéo de grands magasins (Harrods, Liberty, Aquascutum) : les commandes seront livrables à domicile ou à destination.

« Notre seul problème sera de persuader les passagers de quitter l'avion »*, promet Bob Ayling, le directeur général de British Airways. Ceux qui auront dépensé en vol l'argent des vacances regretteront sans doute de ne pas avoir le temps de se refaire avant *l'atterrissage !

Pascale Krémer

Des températures plus fraîches

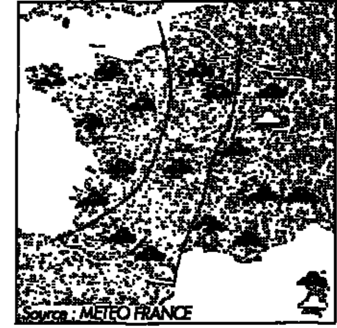
LA PERTURBATION qui ondulait ces derniers jours sur le proche océan va traverser le pays. Son activité pluvieuse et venteuse sera surtout marquée dans le Sud-Est. Elle sera suivie d'une masse d'air océanique plus fraîche, mais sans excès, les températures retrouvant simplement des valeurs de saison.

Mardi, de la Lorraine et de l'Alsace à la Franche-Comté et aux Alpes du nord, les nuages, déjà nombreux et porteurs d'ondées locales en début de journée, vont rapidement devenir menaçants et s'accompagner de pluies faibles à partir de la mi-journée, pluies qui persisteront l'après-midi. Autour de la Méditerranée, jusqu'aux Cévennes et aux Alpes du Sud, la journée sera maussade avec un temps couvert et des pluies soutenues. Des pluies localement abondantes pourront s'abattre en fin de nuit et en matinée sur le Gard et l'Hérault, un peu plus tardivement sur le sud de la Corse. Le vent d'est atteindra 80 km/h sur le littoral provençal. Dans l'après-midi, le vent s'orientera au nord-ouest autour du golfe du Lion, mais ce n'est qu'en fin de journée que les pluies s'atténueront.

Il pleuvra également en matinée, mais plus faiblement, du Nord à l'est du Bassin parisien, à la Champagne, à la Bourgogne et à l'Auvergne. Le vent de sud-ouest sera sensible sur les côtes du Pas-de-Calais. L'après-midi, une amélioration se fera sentir parl'ouest, avec un arrêt progressif des précipitations ; cette amélioration n'interviendra qu'en soirée sur l'est de la Bourgogne et l'Auvergne. Dans le Sud-Ouest, les pluies soutenues finiront de s'évacuer vers l'est en début de journée, mais le ciel restera très nuageux avec encore des averses locales. De la Bretagne et du Cotentin aux Pays-de-Loire et aux Charentes, la journée se déroulera sous une alternance d'éclaircies et de passages nuageux. Dans le courant de la journée et après une matinée grise, ce temps variable gagnera la Haute-Normandie, l'ouest du Bassin parisien, le Centre, le Poitou et le Limousin.

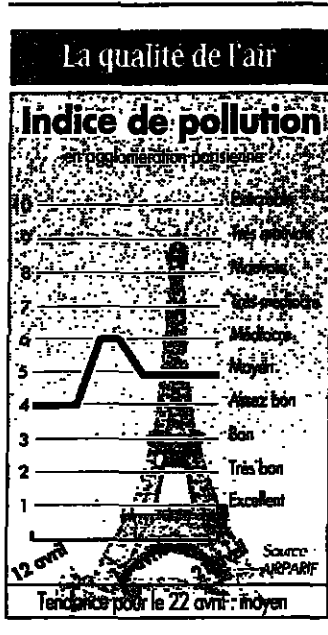
Les températures minimales seront souvent comprises entre 8 et 12 degrés, localement 15 près de la Méditerranée. L'après-midi, il ne fera pas plus de 15 à 18 sur une large moitié ouest, 18 à 20 sur le flanc est du pays, mais encore 22 degrés sur la plaine d'Alsace.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

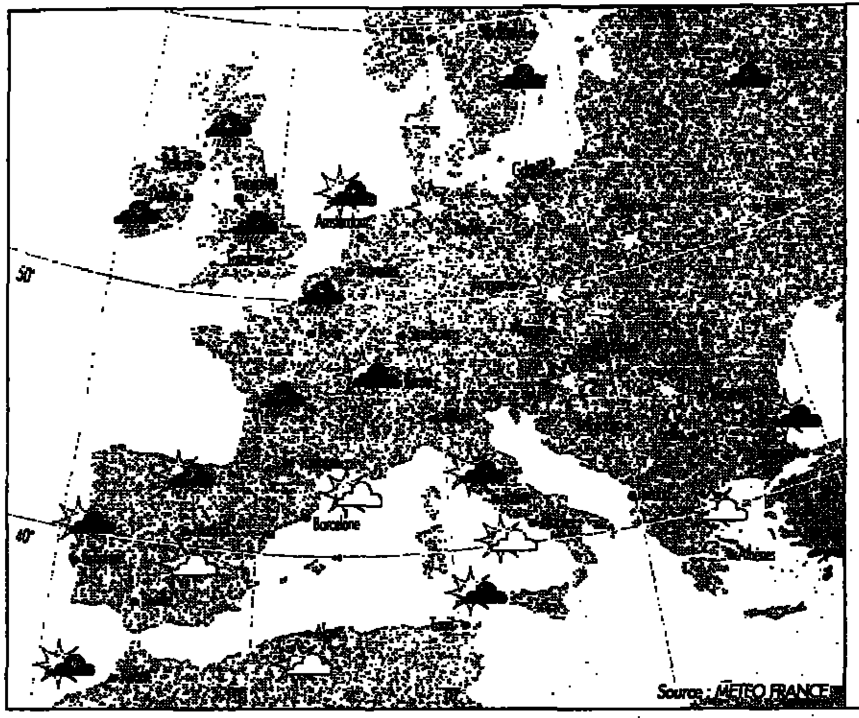


Prévisions pour le 23 avril vers 12h00

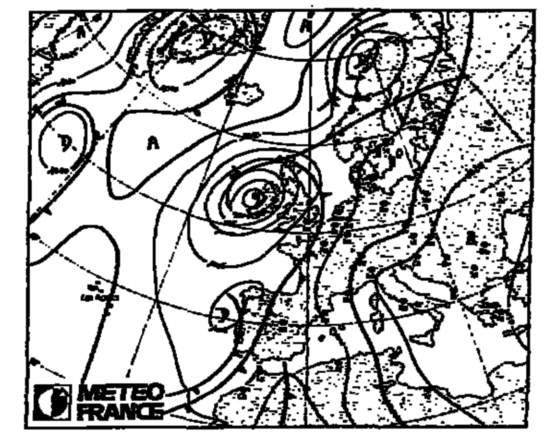
La qualité de l'air



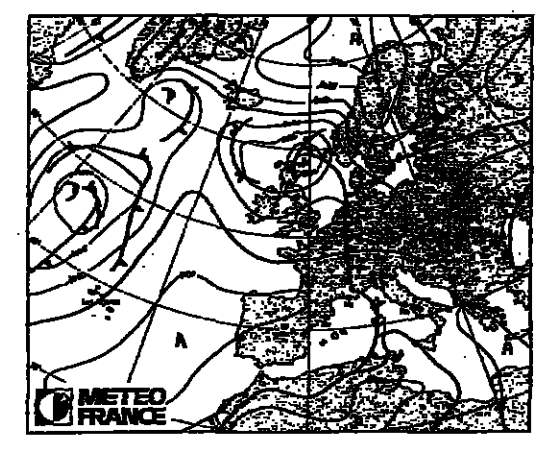
Tendance pour le 22 avril : moyen



TEMPÉRATURES du 21 avril maxima/minima											
FRANCE		GRENOBLE	25/10	TOURS	24/10	CHICAGO	15/4	LISBONNE	19/11	PRETORIA	21/9
AJACCIO	23/9	LILLE	25/13	**ÉTRANGER**		COPENHAGUE	17/-1	LONDRES	22/8	RABAT	20/13
BIARRITZ	25/11	LIMOGES	24/10	ALGER	22/15	DAKAR	25/18	LOS ANGELES	20/11	RIO DE JAN.	30/23
BORDEAUX	25/13	LYON	24/13	AMSTERDAM	25/10	DUBAI	36/24	LUXEMBOURG	23/11	ROME	20/4
BOURGES	25/12	MARSEILLE	24/13	ATHÈNES	18/9	DUBLIN	10/8	MADRID	22/9	SAN FRANC.	15/9
BREST	17/8	NANCY	25/9	BANGKOK	37/27	FRANCFORT	27/9	MARRAKECH	24/13	SANTIAGO	20/7
CAEN	23/11	NANTES	21/9	BARCELONE	18/15	GENÈVE	21/9	MEXICO	29/14	SÉVILLE	23/13
CHERBOURG	22/7	NICE	19/12	BELGRADE	21/6	HANOÏ	22/18	MILAN	22/6	ST-PÉTERS.	8/1
CLERMONT-F.	23/14	PARIS	25/14	BERLIN	27/12	HELSINKI	9/3	MONTRÉAL	12/10	STOCKHOLM	16/5
DIJON	22/11	PAU	23/11	BOMBAY	33/25	HONGKONG	21/17	MOSCOU	12/3	SYDNEY	25/11
FORT-DE-FR.	29/22	PERPIGNAN	16/14	BRASILIA	29/22	ISTANBUL	15/6	MUNICH	24/5	TENERIFE	24/18
		POINTE-À-PIT.	31/21	BRUXELLES	25/12	JAKARTA	31/25	NAIROBI	23/13	TOKYO	15/8
		RENNES	22/10	BUCAREST	17/5	JÉRUSALEM	-/-	NEW DELHI	37/26	TUNIS	23/15
		ST-DENIS-RÉUNION	28/23	BUDAPEST	23/8	KIEV	20/10	NEW YORK	27/11	VARSOVIE	24/7
		ST-ÉTIENNE	22/15	BUENOS AIRES	19/11	KINSHASA	33/22	PALMA DE M.	23/11	VENISE	19/11
		STRASBOURG	27/9	CARACAS	-/-	LE CAIRE	22/13	PÉKIN	25/12	VIENNE	24/11
		TOULOUSE	19/14			LIMA	22/17	PRAGUE	25/9		



Situation le 22 avril, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 24 avril, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

L'amitié franco-britannique

BIARRITZ voit se dérouler diverses manifestations de l'amitié franco-britannique. Quelle autre ville eût servi de cadre à cette journée symbolique avec autant d'à-propos que la célèbre plage basque où la reine Victoria aimait à séjourner, suivant en cela l'exemple de l'impératrice Eugénie ?

Le ciel est couvert avec quelques éclaircies ; les oriflammes aux couleurs britanniques et françaises décorent les lampadaires et l'esplanade de la grande plage ; les personnalités officielles se rendent tour à tour sur l'emplacement où s'élevait avant guerre le monument à Edouard VII, mutilé par les Allemands et remplacé aujourd'hui par une stèle, puis devant celui de la reine Victoria, intact et recouvert d'un large drapeau britannique.

Sur la colonne tronquée qui rappelle provisoirement l'effigie détruite d'Edouard VII, on peut lire cette inscription : « *Ce monument, abattu par la rage allemande impuissante à détruire l'amitié franco-britannique dont il est le symbole, sera rétabli par la population de Biarritz à la gloire de SM Edouard VII, précurseur des victoires alliées, fidèle ami de la station basque.* »

Les deux jardins qui entourent les monuments ont été abondamment fleuris d'hortensias mauves. [...] M. Schneiter, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a fait ressortir le sens que prenait à l'heure actuelle une telle manifestation. Il a rappelé comment Edouard VII, qui venait à Biarritz chaque fois que le pouvoir lui en laissait le loisir, avait facilité et préparé par ces contacts avec notre pays l'Entente cordiale de 1904, et il s'est déclaré persuadé que le renforcement des liens franco-britanniques contribuera à instaurer la paix dans le monde.

(23 avril 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6806

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									■
III						■			
IV				■	■				
V						■			
VI									
VII							■		■
VIII			■					■	
IX		■							
X						■			
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. Habillés parfois comme des chiffonniers. – II. Comme des compositeurs faisant des arrangements. – III. Certain se fit dire deux mots. Station étrangère. – IV. A deux côtés. Faites sauter ! – V. Centre minier. Portait les armes. – VI. Procéder à une opération digne d'un Jules. – VII. Port d'Espagne. – VIII. Quelqu'un avec qui on a rompu. Peuvent être laissés en partant. – IX. Bien préparé. – X. Des petites opérations. Mot de reconnaissance. – XI. Héros d'une épopée. La première victime.

VERTICALEMENT

1. Pourrait être assimilé à un très grand dormeur. – 2. Pas audacieux quand il est transi. Période. – 3. Une femme qui s'occupe beaucoup de ses pieds. Sous la croûte. – 4. Donne des hallucinations. La poule d'eau, par exemple. – 5. Port du Japon. Ont la queue fragile. – 6. Article étranger. Un personnage dans un drame. – 7. Soumis à une épreuve. N'est pas un homme simple. – 8. Le blé et l'oseille, par exemple. Pas voilée. – 9. Couleur de côte. Un coin d'où l'on peut surveiller.

SOLUTION DU N° 6805

HORIZONTALEMENT

I. Embouteillages. – II. Coursonne. Motus. – III. Huée. Ut. Obi. Réa. – IV. Alès. Reinettes. – V. Ne. Toits. Rien. – VI. Graissée. Ternis. – VII. Béat. Euh. Rêve. – VIII. As. Es. Réviser. – IX. Epousseté. Et. – X. Nul. Ces. Rösti. – XI. Flûtes. Réel. – XII. Ait. Rassurait. – XII. Neiges. Inn. Atre. – XIV. Ore. Soie. Leur. – XV. Sénescent. Nérée.

VERTICALEMENT

1. Echange. Enfants. – 2. Mouler. Apulie. – 3. Buée. Asbolution. – 4. Orestie. Gré. – 5. Us. Osa. Stérées. – 6. Touristes. Sas. – 7. Entêté. Sec. Se. – 8. In. Isée. Tension. – 9. Léon. Ures. Unit. – 10. Berthe. Orne. – 11. Amitié. Ver. – 12. Go (Gogo). Territoriale. – 13. Etrennes. Setter. – 14. Sues. Ivette. Rue. – 15. S.A. Aser. Il. Ere.

Guy Brouty

LES SERVICES DU Monde

Le Monde	42-17-20-00
Télématique	3615 code LE MONDE
CompuServe :	36 63 81 22
Adresse Internet : http:// www.lemonde.fr	
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 44-08-78-30
Index et microfilms :	(1) 42-17-29-33
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-Cedex.
PRINTED IN FRANCE. 1995

Le Monde PUBLICITE
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA
Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou
133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

PARIS EN VISITE

Mercredi 24 avril

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : *Renaud et Armide*, de Boucher, 12 h 30 ; *La représentation du pouvoir*, 14 h 30 ; *Le Couronnement de la Vierge*, de Fra Angelico, 19 h 30 ; La guerre au Proche-Orient ancien, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ **GRAND PALAIS** : exposition Corot (50 F + prix d'entrée), 13 heures, devant l'accueil des groupes (*Christine Merle*).

■ **L'ÉGLISE DE LA MADELEINE** et la chapelle expiatoire de Louis XVI (50 F), 14 heures, en haut des marches de l'église (Odyssée).

■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (36 F + prix d'entrée) : les Thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures ; la châsse de Nivelles et l'orfèvrerie gothique, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE PARC ANDRÉ-CITROËN** (50 F), 14 heures, sortie du métro Balard, côté rue Balard (Institut culturel de Paris).

■ ***LE CANAL SAINT-MARTIN*** (37 F), 14 h 30, angle du quai de Jemmapes et de la rue du Faubourg-du-Temple (Monuments historiques).

■ **LES CATACOMBES** et exposition photographique (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, place Denfert-Rochereau (Musées de la Ville de Paris).

■ **PARC DE BAGATELLE** : exposition de pivoines (35 F), 14 h 30, entrée ouest du parc, devant la grille de Sèvres (Ville de Paris).

■ **PASSAGES ET GALERIES** autour du Palais-Royal (50 F), 14 h 30, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Découvrir Paris).

■ **LA RUE DU BAC** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Rue-du-Bac (Paris pittoresque et insolite).

■ **L'ÉGLISE DU SAINT-ESPRIT** (37 F), 15 heures, 184, avenue Daumesnil (Monuments historiques).

■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **MUSÉE CARNAVALET** (25 F + prix d'entrée) : exposition « Les Russes à Paris », 15 heures, *23, rue de Sévigné (Musées de la* Ville de Paris).

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CHINE.** Les nouvelles règles de circulation appliquées depuis le 12 février à Pékin, qui obligent certains véhicules à ne rouler qu'un jour sur deux, ont provoqué une chute importante des ventes d'automobiles dans la capitale chinoise. Pékin compte un million de véhicules automobiles et plusieurs millions de vélos. En 1995, le nombre des voitures y a augmenté de 15 % par rapport à 1994, et la vitesse moyenne dans le centre-ville est passée de 45 km/h en 1944 à 33 km/h. – *(AFP.)*

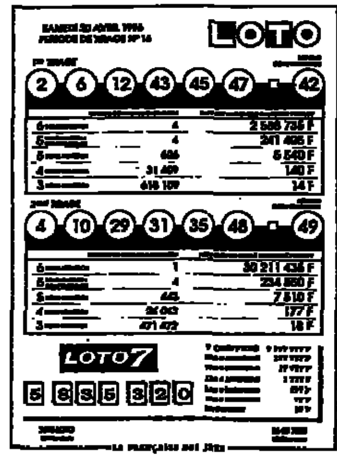
■ **HÔTELS.** La chaîne d'hôtels Formule 1, qui propose actuellement, selon les établissements, des chambres à 119, 129 et 139 francs, va moduler ses tarifs en fonction *du marché et des périodes pour* rester la chaîne la moins chère de France.

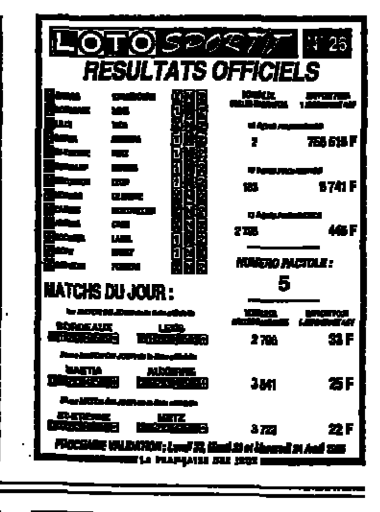
■ **ÉTATS-UNIS.** United Airlines, première compagnie aérienne américaine, estime être en mesure de fixer les standards mondiaux en matière de voyage sans billet, après avoir développé son propre système informatique, qu'elle a vendu à plusieurs autres compagnies dans le monde. United Airlines réalise actuellement 20 % de ses ventes aux Etats-Unis par ce système et prévoit d'atteindre 30 % à la fin de cette année. – *(AFP.)*

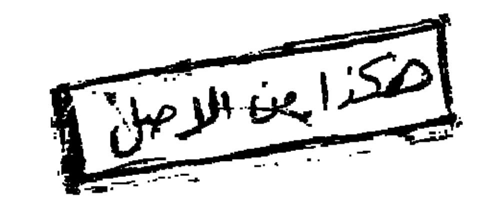
■ **TRANSMANCHE.** Le *Cézanne* et le *Renoir*, deux ferries de la compagnie SeaFrance, viennent de subir des transformations. Pour attirer et fidéliser une clientèle britannique, l'armateur français, la SNAT, filiale de la SNCF, a développé l'aspect touristique des deux bâtiments, dont les coursives sont tapissées de copies du peintre dont les ferries portent le nom. Ils sont équipés chacun de trois bars, de trois restaurants et d'un centre commercial hors taxes.

■ **JAPON.** Trois cent soixante-dix-sept tunnels routiers ont besoin de *réparations pour garantir la sécuri*té, selon une étude gouvernementale réalisée après l'effondrement d'un tunnel, le 10 février, qui avait provoqué la mort de 20 personnes dans le nord de l'île d'Hokkaido. – *(AP.)*

JEUX







GRAPHISME **Le graphisme d'auteur traverse, en France, une crise due à la fois à l'évolution des technologies, qui, avec le développement du travail sur ordinateur, transforme le graphiste en photograveur, et à la crise économique, laquelle contraint les entreprises à confier de plus en plus souvent leurs budgets à des agences de publicité au détriment des créateurs indépendants. ● L'ART DE L'AFFICHE souffre de ce changement de génération. L'affiche de rue n'est plus généralement que l'agrandissement d'un placard de presse, ou est tirée d'un spot de pub à la télévision. L'affiche politique est en voie de disparition, et celle de cinéma rejoint petit à petit les normes américaines. ● L'UN DES DERNIERS TÉMOINS de l'âge d'or, Raymond Savignac, créateur entre autres de l'affiche Dunlop, explique comment il a vécu l'arrivée de la dictature du marketing.**

Comment la crise et l'ordinateur ont transformé l'art de l'affiche

Signe des temps, les artistes-graphistes laissent peu à peu la place aux « créatifs » des agences de publicité. Au détriment de l'originalité de l'inspiration et au bénéfice de la mondialisation des images

C'EST DANS la plus grande discrétion que le département design de la Maison du livre, de l'image et du son de Villeurbanne (Rhône) a fermé ses portes, le 27 janvier. L'un des rares lieux consacrés en France à la création graphique était pourtant devenu en cinq ans, sous la direction de Blandine Bardonnet, un rendez-vous européen du graphisme d'auteur, avec des expositions Monguzzi, Peret, Pfund, Widmer, sur la typographie hollandaise ou l'affiche suisse. Moins d'une semaine après la disparition de Cieslewicz, référence essentielle de ce dernier quart de siècle, la fermeture de Villeurbanne marque la fin d'une époque où l'on avait pu penser que le graphisme s'était définitivement installé dans la culture française

Comparé à la Grande-Bretagne, aux Pays-Bas ou à la Suisse, le graphisme en France reste encore trop souvent considéré comme accessoire. Certes, comme en architecture, la pratique des concours s'est développée pour les projets importants, mais les graphistes ne sont souvent associés qu'au dernier moment. Surtout, ils sont d'autant mieux acceptés qu'ils acceptent de se banaliser. Au demeurant, la technologie s'en est chargée. L'apparition de « graphistes » formés en trois semaines à la programmation assistée par ordinateur (PAO) est le phénomène marquant de ces dix dernières années. Assez pour que le SNG (Syndicat national des graphistes), qui revendique environ cinq cents adhérents, propose la création d'un office de qualification, dont on ne voit pas toutefois comment il ferait reculer un mouvement aussi avancé.

LA PUB COMME SEULE RÉFÉRENCE

Mais la crise n'est pas seulement due à une technologie contraignant désormais le graphiste à se transformer en photograveur. Elle est également économique et culturelle. Dans un contexte de réduction générale des budgets, les agences de publicité et de communication s'imposent désormais sur les marchés qu'elles ne disputaient pas avant aux indépendants. Et les réductions budgétaires dans le secteur culturel, les plus drastiques depuis quinze ans, menacent directement le graphisme d'auteur dans l'un de ses ultimes refuges.

Délaissée et parfois combattue lorsqu'elle était en pointe, la notion de graphisme d'auteur revient aujourd'hui en force. Paradoxalement, la revue britannique des arts graphiques, *Eye*, constate même dans sa livraison de printemps qu'*« elle gagne du terrain dans sa pratique même »*, au point que *« le designer peut revendiquer un droit sur le message »*. En France, après quelques flottements, sa défense paraît devoir rassembler les derniers tenants d'un graphisme indépendant, bien au-delà des traditionnels clivages – plus politiques qu'esthétiques. S'y reconnaîtraient aussi bien un Savignac que la génération de l'après-guerre ou celle née dans les années 60.

« La profession n'est sûrement pas menacée, estime Patrick Giraudo, directeur général des Silos, la Maison du livre et de l'affiche de Chaumont (Haute-Marne). *En revanche, la qualité "d'artiste auteur" peut faire les frais de cette fulgurante expansion du secteur professionnel, liée pour une bonne part aux nouvelles technologies.* » Il estime que l'une des clés pour redonner au graphisme de création la part qui devrait lui revenir réside *« dans la formation des commanditaires, notamment ceux des services publics »*. L'invocation au *« graphisme d'utilité publique »*, qui fit florès dans les années 80, ne semble en effet plus en mesure de convaincre élus et décideurs.

« Les gens qui viennent vers nous pensent en termes publicitaires, ce sont leurs seules références culturelles. Il y a moins d'investissement subjectif, moins de goût pour l'aventure », remarque Pierre Bernard. Et Jean Widmer, qui, le premier en France, avait ouvert les autoroutes aux pictogrammes, relève l'incapacité des X-Ponts qui décident de leur renouvellement à juger de leur qualité. Une véritable régression pointe dans ces domaines que les années 80 avaient ouverts au graphisme. Ainsi la signalétique élaborée par Vincent Perrotet à la demande de Rem Koolhaas pour son bâtiment d'Euralille a-t-elle été directement mise en cause par le gestionnaire.

Cieslewicz déplorait de voir ses confrères passer *« du travail sur le signe au travail sur le sigle »*. Alain Le Quernec s'inquiète de ce risque de dévoiement des talents : *« L'identité : c'est là où se trouve aujourd'hui la respectabilité. Les graphistes prennent de moins en moins de risques avec l'image. Ils sont passés du travail sur l'image à l'image de marque. Ils vont de plus en plus vers une simple organisation de l'espace. Il n'y a jamais eu autant d'affiches et aussi peu d'affichistes.* » Vincent Perrotet, qui s'est contenté de tirer sa fameuse affiche Le Pen-Hitler à soixante-dix exemplaires pour la faire porter dans la rue, estime qu'*« il ne reste plus qu'une pratique de contre-pouvoir dérisoire, où l'on est contraints de réduire de plus en plus la taille des images »*. Il autoproduit les siennes sur des rouleaux d'adhésifs de déménageurs : *« Ca vaut le coup d'en faire, parce que ce sont peut-être les dernières.* »

L'affiche, qui jouait un rôle d'éducation de l'œil, est en voie de disparition. Les principaux réseaux d'affichage, qui se sont fermés à l'affiche de création, en imputent la responsabilité aux agences, qui renvoient aux commanditaires, lesquels se défaussent sur les études consacrées à leurs cibles. L'affiche de la rue n'est généralement plus qu'un agrandissement du placard de presse ou de l'écran de télévision. Même l'affiche politique a déserté le terrain. A de rares exceptions près, l'affiche de cinéma rejoint lentement les normes américaines. Restent quelques grandes causes et l'affiche de théâtre, qui propose de remarquables exceptions.

« DES MIETTES »

« En période de crise, il y a nivellement, les gens ne prennent plus de risques. Ils ont peur », relèvent Michaël Amzalag et Mathias Augustyniak (M/M), qui s'inscrivent délibérément contre la génération précédente, qu'ils estiment engluée dans un débat politique mort et fascinée par la technologie. *« Pour ceux qui sont issus de mai 68, l'affiche est le support-roi, un tableau. Pour nous, c'est une fenêtre. L'idée de graphisme d'utilité publique pour laquelle ils se sont battus se retourne contre eux : les musées ne sont-ils pas devenus des supermarchés de la culture ?* » Eux qui ont récupéré ce qu'ils appellent *« des miettes »*, la musique et la mode, s'estiment en définitive *« ni mercenaires ni vecteurs de messages, des interprètes subjectifs, pas objectifs, capables de commenter une commande »*.

Toutes les difficultés et les ambiguïtés du graphisme d'auteur s'expriment dans la commande. Dans son choix. Dans l'acceptation par les deux parties de son respect ou de sa subversion. La multiplication des travaux personnels montre combien les graphistes aspirent à porter d'autres valeurs – fût-ce au prix d'une précarité économique certaine. Ainsi Toffe pose-t-il la question des limites entre art appliqué et art, glissant des murs de la ville à ceux des galeries. Ses cartes de vœux en forme de livrets précieux ou ses tracts utilisent les mêmes instruments et les mêmes codes que ses grandes pièces uniques. *« Le graphiste est un bâtard »*, assène-t-il. Et, pourtant, il aspire à *« être au plus pur de quelque chose »*. *« Ce qui*, reconnaît-il, *est une notion antigraphique.* » Sa démarche, profondément cohérente, *« entre constructivisme et bricolage »*, élabore une œuvre dans le renversement des regards : *« Je crois que c'est de l'art qui a une fonction graphique.* »

J.-L. P.



***A gauche :** affiche de Savignac pour la ville de Saint-Denis (1995). « J'aime associer des éléments pas faits pour aller ensemble, comme du Feydeau. Mais à l'inverse de Feydeau où tout concourt à la catastrophe, je dois louanger les choses. »*

***A droite et ci-dessous :** deux caractères modulaires créés par M/M : le Pasqua (1992), à la suite des bavures policières dans le 18e arrondissement, et le Barthes/Simpson (1994) (en bas), à base de frites McDonald's de taille standardisée (en haut).*

Un CD-ROM en panne

Le multimédia représente un territoire d'avenir pour les graphistes. De fait, nombre d'entre eux se sont associés aux premières réalisations de CD-ROM. Non sans paraître oublier leurs instruments à la porte. Trop souvent, ils se sont contentés d'illustrer les contours d'une pensée essentiellement pressée d'occuper le marché. Soucieux de faire l'épreuve de la qualité, le centre Georges-Pompidou s'est lancé dans la production d'un CD-ROM « familial » original : *Charlotte dans la ville*, parcours dans les rues et les sous-sols d'une mégapole qui pourrait être Paris. L'équipe pluridisciplinaire composée de Gérard Chiron (son), Miroslav Sebestik (réalisateur) et Vincent Perrotet (graphisme) a réalisé quatre épisodes sur les neufs prévus. On peut regretter, alors que *Charlotte* était parvenue à faire la preuve d'un talent original et convaincant, que le Centre Pompidou a stoppé la réalisation en arguant de raisons budgétaires.

Raymond Savignac, contre « le mur de l'insignifiance »

« AFFICHISTE FRANÇAIS (Paris, 1907). L'humour graphique moderne est à la base de son œuvre. »

Ainsi le Petit Larousse présente-t-il Raymond Savignac. Pour les graphistes de toutes générations, il demeure une référence absolue, le témoin d'un âge d'or de l'affiche publicitaire scandé par Aspro, Bic, Monsavon et Dunlop. Il a également produit pour le cinéma (quatre affiches commandées par Robert Bresson), pour la scène, avant d'aborder l'écologie et, avec moins de succès, la politique. A quatre-vingt-huit ans, Raymond Savignac se dit « homme en colère, et joyeux de l'être ».

« Ce qu'on appelle maintenant des affiches n'en sont plus. C'est le mur de l'insignifiance. Il y avait la réclame avant que je débute, puis la déesse publicité, que nous avons vénérée. Nous étions tous amoureux d'elle. L'affiche, c'était la couleur, un art mural, enchanteur. Les boulevards étaient un théâtre. Je cherchais ce que Cocteau demandait aux littérateurs : *« Une formule claire et rapide capable de pénétrer les esprits comme une balle et d'y tuer le doute.* » Quand je travaillais sur une marque, j'essayais de la mettre sur son trente-et-un. C'est comme un texte de Valéry, qui vous dégraisse en quelques mots et vous fait aller vers l'ellipse. Pourquoi aimer l'ellipse ? Parce que j'aimais les choses rapides. Les mots d'auteurs, le burlesque au cinéma. L'affiche, c'est le gag transporté en image fixe. Chaplin, Keaton. Quand Laurel et Hardy dansent ensemble, ce n'est pas Fred Astaire, et pourtant il y a de l'esprit, du doigté, de la finesse de toucher.

LE GOÛT DE LA CLARTÉ

» Cassandre a été un des chocs de ma vie. Je l'ai rencontré sur un mur. Je suis allé le voir et je suis resté près de quatre ans avec lui. Je fumais ses mégots dans l'atelier. Son goût de la perfection n'était rien d'autre que celui du travail bien fait. Il ne perdait pas de temps dans le spectacle ou l'anecdote. C'était un « visuel ». En même temps, Cendrars écrivait des textes là-dessus. La machine était reine. On pensait qu'elle sauverait l'Homme. Huxley n'avait pas écrit *Le Meilleur des mondes*. Ça a mis du temps à se déglinguer.

» J'avais le goût du raccourci, un sens du comique. Ça m'a guidé sur ma voie. C'est assez cérébral de faire une affiche. Comme écrire une chanson. Brassens a dit qu'il lui fallait un mois pour en écrire une, c'est pareil pour une affiche. Je me suis dit : ta voie, c'est d'amener une chose drolatique, inattendue. Je suis devenu une espèce de maniaque de la clarté. Et puis un jour, curieusement, les gens ont cessé d'aimer la clarté. Ils ont feint d'aimer le non-dit. On le leur a tellement répété sur tous les tons !

» Le jour où Cassandre a commencé à décomposer le mot Dubonnet, avec Dubo-Dubon-Dubonnet, il nous a épatés. Je me suis dit : c'est ça qu'il faut faire pour que le produit soit acteur. Aujourd'hui, au contraire, il ne faut pas en parler. Et les discussions par là-dessus, et quelle tranche de personnes ça va toucher. Cela ne nous effleurait pas. Il n'y avait pas d'esprit de compétition. Nous étions singuliers et pas pluriels du tout (encore un mot de Cocteau). On cultivait la différence. Le grégarisme est né de la guerre. Après l'occupation allemande, ce sont les troupes américaines du marketing qui sont arrivées, et on n'en a toujours pas vu le bout.

» Quand on est jeune, on veut tout mettre dans une affiche. Son cœur à nu. J'ai pensé que si je parvenais à l'inverse, ce serait mieux. Exemple : Dunlop. On m'a apporté des pneus. C'est bête, ça ne signifie rien. Arrive la magie des lignes. J'avais construit une voiture au trait, avec les pneus en volume. Je n'étais pas satisfait. Et brusquement, l'œuf de Colomb : l'idée d'enlever les traits, et le type restait en train de conduire entre les cinq pneus. *« Moins on montre, plus on dit »*, c'est dans mon bréviaire. J'ai enfoncé des portes ouvertes. J'ai dû tout découvrir tout seul ou presque : je n'ai pas fait d'études.

PUCEAU À CHAQUE FOIS

» Les jeunes graphistes vont à l'école comme tout le monde aujourd'hui. Ils sortent avec leur diplôme d'artisan. Ils entrent dans une agence. S'ils sont bons, ils deviennent directeurs artistiques et ne tracent plus un trait. Ils sont broyés par le système. Ils gagnent beaucoup d'argent. Mais ils ont raté leur vocation. L'interdit de la publicité, c'est la subjectivité. C'est le dernier interdit. Il faut l'objectivité. Avec les électeurs en ligne de mire. L'esprit a disparu. Si Chaplin et Keaton réapparaissaient, ils ne trouveraient pas de producteurs : on ne saurait pas quelle tranche d'âge ils touchent.

» J'ai eu une certaine chance. Je suis comme un monument, content d'être indépendant, et de n'être pas une charge pour la société. Quand on me demande une affiche, je dis : je vais essayer. A chaque fois, je suis comme un puceau. J'ai toujours refusé d'enseigner : je n'ai toujours pas fini d'apprendre. Beaucoup de jeunes veulent me voir. J'ai de la faveur auprès d'eux. Ils ont toujours l'air d'être un peu en infraction. Ils sont étonnés qu'on ait des idées simples et qu'on les exprime clairement. C'est bien ça qui est étrange. Cassandre avait raison de dire que les affichistes sont des télégraphistes, mais tout de même, on donne notre opinion. Aspro, trente ans après, c'est toujours aussi jeune, sans une ride. »

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

Cinq mille projets contre le sida

Crise de l'affiche ou crise de ses supports ? En vérité, ni la demande ni l'offre de création d'images ne manquent. Ainsi, le Crips (Centre régional d'information et de prévention du sida, 192, rue Lecourbe, 75015 Paris) a lancé cet hiver, sans battage particulier, un concours : « Images contre le sida ». Il a reçu près de cinq mille maquettes, dont deux cents ont été sélectionnées. Un atelier associant auteurs et graphistes réalisera les dix projets finalistes, qui seront diffusés à partir du 4 juin sur le réseau Avenir en Ile-de-France, en prélude au Sidaction du 6 juin. Le centre Georges-Pompidou exposera les deux cents affiches sélectionnées.

Autre exemple : le 7e Festival de Chaumont, l'une des principales manifestations au monde consacrées à l'affiche, doit s'ouvrir le 1er juin 1996 sur le thème des arts de la scène. Pour la seule compétition, il a reçu plus de mille cinq cents affiches produites durant ces cinq dernières années dans quarante et un pays.



Une épopée en images

L'exposition des collections de sa Maison européenne démontre qu'en quarante ans la photographie a investi tous les champs de l'art

UNE AVENTURE CONTEMPORAINE, LA PHOTOGRAPHIE 1955-1995, Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy. 75004 Paris. Tél. : 44-78-75-00. Jusqu'au 16 juin.

L'ouverture de la Maison européenne de la photographie (MEP), le 22 février, laissait une impression mitigée tant les images au mur servaient surtout à habiller un bâtiment superbe (*Le Monde* du 23 février). C'était une architecture que l'on inaugurait avec l'impression d'assister à une promotion du propriétaire, la Ville de Paris, et non de la photographie.

Aujourd'hui, la MEP monte en puissance. L'auditorium et la bibliothèque sont accessibles depuis le 17 avril. Et le maître des lieux, Jean-Luc Monterosso, vient d'ouvrir une exposition qui occupe toutes les salles, des caves au grenier. L'objectif est louable : montrer ce qui a été acheté avec l'argent du contribuable parisien. La MEP possède en effet une collection riche de 12 000 photographies. Quatre cents sont au mur, ce qui est énorme pour l'œil, mais peu au regard du titre annoncé : « Une aventure contemporaine, la photographie 1955-1995 ».

PERPLEXITÉ

Le projet est ambitieux. Il suggère une épopée : expliquer comment, en quarante ans, la photographie a éclaté en de multiples directions, comment elle s'est transformée et a investi *tous les* champs de l'art. Une bonne façon aussi de prouver que cette MEP ne sera pas le ghetto que l'on craignait – la photo dans son coin, coupée de l'art contemporain – mais un lieu qui rassemble toutes les familles de l'image fixe.

Disons qu'on en sort perplexe. Parce que l'architecture labyrinthique de la MEP, son éclatement en une multitude de salles et de niveaux, l'escalier envahissant, tout cela donne le tournis et empêche de développer un parcours cohérent et didactique. Jean-Luc Monterosso a également préféré mettre en avant non pas un propos mais des auteurs – une soixantaine d'élus – qui bénéficient chacun d'une « mini-exposition » et qui sont regroupés autour de thèmes dont les intitulés appellent le fourre-tout : « La fiction et le fantastique au quotidien », « Le corps comme matériau et la question de l'autoportrait », « Nouveau réalisme et reportage social », « La mode, du magazine au musée », « L'objectivité réinvestie », « Un nouveau regard sur le paysage », « Mise en scène, récits littéraires et autobiographiques ».

Certains rapprochements s'en trouvent confus : Parr et Cumming, Serrano et Witkin, De Fenoÿl et Lewis Baltz... Jean-Luc Monterosso est plus à l'aise avec les monstres sacrés des années 50-70 qu'avec le tourbillon des années 80-90. Sont absents, entre autres, Jeff Wall, Sophie Calle, Hilliard, Ghirri, Levitt, de Carava, Eggleston, Garnell, Peress, mais c'est la loi du genre. La sélection privilégie aussi la « photo-photo », la « belle image », alors que les artistes qui se sont servis de la photographie au début des années 60 – conceptuels, body art, land art, pop, minimalistes – se résument à quelques épreuves de Journiac, Blume, Rainer ou Boltanski. De ce dernier, il est symptomatique de découvrir un grand format décoratif des années 80 et non les instructives images récupérées du début des années 70. Mais c'était sans doute trop demander à la MEP, dont la mission est de porter la bonne parole de la photographie, que d'offrir une large place aux artistes qui ont réduit le procédé à un accessoire, neutre et pratique.

Le parcours s'ouvre sur une hégémonie américaine, avec Robert Frank – emblème de la MEP – qui mène à Plossu, puis Arbus, Friedlander, Winogrand. Puis viennent Penn, Bernd et Hilla Becher, Appelt, Faucon, Molinier, Witkin, Mapplethorpe, Coplans, Sherman (cette dernière avec un grand format médiocre)... A priori, rien que de très classique, d'autant que les images retenues sont souvent constituées des *best of* de chaque auteur, d'où l'impression d'une collection sans personnalité.

Ce serait aller un peu fort. Car l'exposition est portée par quelques partis pris salutaires qui échappent à la sécheresse du discours dominant. Exemples : placer à égalité William Klein et Robert Frank ; donner toute sa place à Tony Ray-Jones, le précurseur de la photographie sociale britannique ; affirmer l'importance des recherches formelles de l'Américain Ralph Gibson, ignoré dans son pays, beaucoup copié mais passé de mode ; rassembler un ensemble non convenu de Ralph Eugene Meatyard ; mettre en avant les documents de Josef Koudelka sur l'entrée des chars soviétiques dans Prague en 1968 ; dire que Guy Bourdin, dans ses commandes pour *Vogue* autour du sexe et de la consommation, est un des grands du demi-siècle ; regrouper l'extraordinaire série des masques mortuaires que Richard Avedon a prise de son père atteint d'un cancer ; donner toute sa place à la chronique new-yorkaise de Depardon pour *Libération* ; afficher la formidable série – la seule à ne pas appartenir à la MEP – de portraits anonymes pris par Robert Adams sur une aire commerciale près d'un site nucléaire, et dont on sent, à chaque image, l'apocalypse annoncée.

Bref, à une époque où on a besoin de cerner les auteurs fondamentaux, cette sélection devrait donner quelques clés au public à qui on a offert, durant les années 80, tout et n'importe quoi.

Michel Guerrin

Un double catalogue imposant

Cette « aventure contemporaine » est accompagnée d'un double catalogue imposant. Le premier présente la plupart des quatre cents images accrochées avec des textes de Jean-Luc Monterosso et Dominique Baqué. Le second est constitué de seize textes critiques autour de la création contemporaine. Il est dommage que parmi ces analyses, qui exigent du lecteur des clés qu'on ne lui fournit pas, il ne se trouve pas un texte historique qui viendrait enrichir le propos pédagogique de l'exposition : comment s'est développée et fragmentée la photographie depuis quarante ans ? quels sont les fondements artistiques, politiques ou sociaux des courants en présence ? etc. Au contraire, la plupart des analyses viennent indirectement contredire, s'opposer, voire critiquer le contenu de l'exposition, notamment en mettant en avant le travail de photographes qui ne figurent pas dans l'accrochage.

★ Catalogue : deux volumes sous étui. Ed. Paris Audiovisuel, 450 F.



RICHARD AVEDON

Jacob Israel Avedon, Sarasota, 15 mai 1971.

Robert Cahen, globe-trotteur et compositeur audiovisuel

RUE DE LA MUSIQUE, installation de Robert Cahen à la Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e ; tél. : 44-84-45-00.
VISIONS FUGITIVES, exposition de photos panoramiques et bandes vidéo de Robert Cahen. Fnac Montparnasse, 136, rue de Rennes (6e). Tél. : 49-54-30-00. Jusqu'au 11 mai.

Musicien de formation, élève de Pierre Schaeffer, Robert Cahen (né en 1945) est devenu en vingt ans un homme d'images recherchées. Vidéaste mondialement reconnu pour sa façon envoûtante de ciseler des ralentis, il n'a jamais abandonné ni le travail des sons ni la quête de l'image fixe.

Toutes ses vidéos tendent vers ou s'appuient sur l'image arrêtée. Son premier film, *Karine* (1976), consistait à enchaîner simplement des photos d'une enfant, jusqu'à ce que pointe *in fine* un mouvement ; on percevait subitement ce que c'est pour un être que grandir : pousser. Aujourd'hui, ses superbes photos panoramiques, prises récemment aux quatre coins du monde, révèlent sa persistante attention à la respiration du temps dans l'espace. Mais cette fois son regard cerne un monde qui rétrécit. Chaque vue, par son format allongé, étale une tranche énorme de réel (un gratte-ciel, une foule, deux icebergs, la muraille de Chine, une immense colline). Et, pourtant, la juxtaposition de ces images en provenance de Canton, de Punta Arenas, de Bogota, de Toscane, des Vosges... produit une impression de petitesse, d'intimité, due à des cadrages toujours centrés. Le monde s'arrête donc au bord de ces longs cadres. Le monde n'est peut-être que la somme de ces longs cadres. Le bonheur serait d'y habiter.

L'invitation au voyage continue à la Cité de la musique, transformée en gare virtuelle. Le long de l'immense mur d'un couloir grand comme une cathédrale, appelé *Rue de la Musique*, sont disposés une trentaine de postes (moyens, petits, très petits). Chacun diffuse une bande-son différente. Des bruits de train essentiellement (travaillés par Michel Chion, complice habituel de Robert Cahen) font écho aux paysages s'effilochant sur les écrans, aux arbres, aux ciels, vus depuis la fenêtre d'un train.

COMPRENDRE EN FERMANT LES YEUX

Images belles, mais pour ainsi dire sans importance : simples points de fuite. Elles ne sont là que pour indexer, par leur petitesse, la grandeur du spectacle sonore. Croisements, superpositions, glissements, ronrons, stridences ferroviaires : l'architecture à ouïr a des courbes splendides, entrelacées à l'infini. Le château de sons se perd dans les nuages. En fermant les yeux, on comprend le rôle de ces « non-images ». Sans elles, il n'y aurait qu'un concert ; avec elles, le rêve naît. On n'est plus sur terre, mais dans un paysage sidéral, chaque mini-écran est une étoile au loin. Ce ne sont pas des trains qui passent mais des fusées.

Jean-Paul Fargier

Un duo meurtrier pour théâtre et musique

ALLEGRIA/OPUS 147. Texte et mise en scène de Joël Jouanneau. Avec François Chattot, Virginie Michaud, Yves Jenny. THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE, 15, rue Malte-Brun, 75020 Paris. Mo Gambetta. Tél. : 44-62-52-52. Du mardi au samedi à 21 heures. Le dimanche à 16 heures.

La nouvelle pièce de Joël Jouanneau est un peu un « duo pour théâtre et musique ». Nous entendons l'opus 147 de Chostakovitch, la célèbre *Sonate pour alto et piano*, qu'il écrivit une semaine avant de mourir. Il a été dit souvent que l'approche de la fin est présente dans cette sonate : battements du cœur, tic-tac des secondes, télescopage de sensations et de souvenirs. Chostakovitch avait pensé à titrer le dernier mouvement « Adagio à la mémoire de Beethoven », et ce geste est tenu pour un adieu à la vie.

Joël Jouanneau nous donne à voir, sur la scène, l'auteur de la sonate faisant répéter son œuvre par l'Altiste et le Pianiste. Cette répétition, qui occupe la durée entière de la pièce, est épique : l'Auteur est fiévreux, agressif, déchaîné, il dicte, surtout à l'Altiste – une jeune femme –, des ordres contradictoires, en cascade.

Ce numéro de dressage est le côté « musique » de la pièce, car l'on pourrait imaginer, au pis, une telle répétition, du moins sa caricature. Mais c'est le côté « théâtre » qui l'emporte : ce protagoniste tempétueux n'est pas Chostakovitch. Joël Jouanneau précise qu'il a seulement choisi cette sonate 147, toute personne réelle de Chostakovitch mise à part, parce que la charge spirituelle et affective intense de cette œuvre lui était une bonne pierre d'assise pour écrire une sorte de *« tragi-comédie à la mémoire d'un parent »* – un père, un grand-père, un oncle, nous ne savons pas. Tout se passe comme si l'Altiste et le Pianiste étaient les deux enfants d'une femme que le Répétiteur a aimée autrefois, et qui l'a quitté. L'énergie dramatique et le vertige de mémoire de l'écriture musicale de Chostakovitch trouveraient un écho dans l'écriture théâtrale de Joël Jouanneau.

L'acteur François Chattot, qui interprète le Répétiteur, y va de tout son talent et de toute sa puissance pour nous faire entrer dans ce jeu, dans cette superposition d'une sonate célèbre et d'un événement privé inconnu. Mais l'arbitraire de cette construction et, si l'on ose dire, sa facilité l'emporteraient si le rôle de l'Altiste n'était tenu par une musicienne non actrice, Virginie Michaud : malgré la longue crise de nerfs du répétiteur, elle parvient à nous faire entendre d'assez longs passages de la sonate opus 147, qui est très belle. Et, bien que ce ne soit pas son métier, elle est excellente, d'une vérité émouvante dans les moments de comédie.

Michel Courn



Un concert inoubliable de Lou Reed marque l'édition 1996 du Printemps de Bourges

La manifestation confirme son rôle de miroir de tendances musicales populaires et institutionnalise le rap

Le Printemps de Bourges s'est achevé dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 avril après six jours et cinq nuits de concerts ininterrompus. Il a cette année encore été le miroir des tendances et des modes. Marqué par le concert de Lou Reed, par la confirmation de la nouvelle vague des chanteurs français (Dominique A, Miossec et Silvain Vanot), l'édition 1996 a également confirmé l'entrée définitive du rap dans le paysage de la « variété » hexagonale.

BOURGES
de notre envoyé spécial

Créateur de l'événement il y a vingt ans, son directeur, Daniel Colling, préfère souvent définir le Printemps de Bourges comme un phénomène culturel plus qu'artistique. Certains y verront un aveu de faiblesse, mais le principal festival français de musiques populaires tient depuis deux décennies ce rôle de miroir des tendances d'aujourd'hui. S'il participe à la découverte et à la promotion de jeunes artistes, le Printemps anticipe rarement, n'initie jamais de mode. Mais il reflète assez bien son époque pour renouveler un public toujours composé, à plus de 80 %, de moins de trente-cinq ans. Fidèle à ce credo, l'édition 1996 a rendu compte du morcellement des genres de cette fin de siècle et, paradoxalement, de leur propension à se fondre les uns aux autres. Toujours vigoureux, le rock se régénère aussi dans cette fusion au point qu'une de ses tendances les plus actives se baptise de ce nom. Vendredi 19 avril, une soirée consacrée au « rock fusion » a généré son lot de défoulements sudatoires. En additionnant la rage du punk, l'engagement du rap, la puissance du métal et la sensualité du funk, des groupes français comme les Silmarils ou No One Is Innocent donnent un impact physique à leur désir de révolte. Pour les fans, la subversion consistait d'abord à escalader la scène pour plonger à nouveau dans la foule.

En 1977, le Printemps de Bourges naissait du désir de défendre une génération de chanteurs français ignorés par les médias de l'époque. S'il est resté fidèle à ses « enfants » – on retrouvait Renaud et Maxime Le Forestier pour la énième fois –, le festival a prouvé aussi la vitalité actuelle d'une chanson assumant sans honte ni servilité son patrimoine comme l'influence du rock. Une après-midi passée dans un Grand Théâtre archi-comble en compagnie de Silvain Vanot, Miossec et Dominique A a confirmé les progrès constants de trois personnalités qu'on associe souvent sans que leurs styles le justifie forcément. Quoi de commun entre les rimes de troubadour amer du premier, les élans bruts du second et le minimalisme lunaire du troisième ? Peut-être une intelligence des mots, la cohérence de chaque univers, une façon jamais conventionnelle de jouer de leurs failles.

Si le Printemps se bat pour coller aux mouvements de l'époque, il le fait parfois maladroitement. Absente de la programmation en 1995, la techno semblait cette fois un hôte incontournable. Mais il faudra que les organisateurs se fassent à l'idée qu'une rave mérite autre chose qu'un chapiteau de 6 500 places monté sur un parking mal aménagé pour qu'une nouvelle expérience connaisse enfin le succès. Il faut parfois du temps pour se concilier les bonnes grâces d'une tribu musicale. En 1990, les premières tentatives de concerts rap à Bourges furent des échecs qui ne laissaient pas présager du formidable succès du hip hop francophone aujourd'hui. Un public aussi jeune que métissé, a fait cette fois un triomphe aux concerts de Sleo, Fabe ou Ménélik. Le rap s'impose dans le paysage de notre « variété ».

Chaque année, Daniel Colling et son équipe éprouvent quelques difficultés à convaincre les grandes vedettes internationales de participer à l'événement. David Bowie, Bruce Springsteen, The Cure, Blur ou Oasis se sont désistés. Lou Reed a eu lui le bon goût de confirmer sa présence et de donner, le 20 avril, un concert inoubliable qui était aussi la première date de sa tournée française. Comme sur son dernier album, *Set The Twilight Reeling*, qui prouvait l'éternelle verdeur de ce quinquagénaire, l'ancien leader du Velvet s'entoure d'un trio rock basique. Guitare-basse-batterie forment un écrin idéal, sec et tendu, à ce conteur d'histoires new-yorkaises. Son propre jeu de guitare s'adapte à sa voix, tantôt raide comme une avenue de Manhattan, tantôt nourrie de la sensualité de la désillusion. Toujours peu loquace, Lou prend un plaisir juvénile à jouer avec les grilles minimales du rock'n'roll. Au point, parfois, d'alourdir sa performance d'un boogie trop primaire. Mais quand, en rappel, il enchaine des versions frémissantes de *Walk On The Wild Side*, *Satellite of Love* et *Pale Blue Eyes*, l'air vicié et envoûtant de la Big Apple flotte sur le Berry.

Stéphane Davet

« Le Démon du Printemps »

Dimanche 21 avril paraissait le dernier numéro du *Démon du Printemps*, quotidien de quatre pages réalisé par des élèves du lycée Alain-Fournier et encarté chaque matin dans *Le Monde* pendant le Printemps de Bourges. Quinze jeunes gens et jeunes filles se sont transformés en reporters et critiques musicaux. Enquêtes (la polémique entre la direction du Printemps et celle de l'AFP), interviews (Marousse, Joan Baez, Philippe Douste-Blazy); mais surtout comptes-rendus commentés des concerts du jour ont occupé les pages de ce fanzine écrit dans les conditions d'un journaliste, à la sortie des concerts et avant l'heure du bouclage (2 heures du matin). Les apprentis-journalistes ont découvert l'Indien Dalher Mendi, aimé Sting et le Belge Odieu, adoré le rappeur Ménélik. Ils ont « descendu » Lou Reed et encore plus *Starmania*, dans un article de « une » intitulé « Intermania Starminable ».

Plus de quatre-vingt-dix mille spectateurs

AUTANT que la programmation, une météo quasiment estivale a fait le succès du Printemps. Au matin de la clôture, les organisateurs annonçaient que 77 000 places avaient été vendues contre 74 000 en 1995 et 64 000 en 1994. En tout, 91 950 billets ont été délivrés. Ce sont les spectacles organisés au Stadium qui ont enregistré les plus grosses fréquentations, en particulier les concerts communs de Maxime Le Forestier et Joan Baez (6 500 places assises), ceux de Renaud et Alan Stivell et la première représentation de la comédie musicale *Starmania*. Les concerts de rap organisés dans la salle, très inconfortable, du Labo Magnum, ont presque tous connu des taux de remplissage de 100 %, confirmant l'implation de ce style musical auprès d'un public jeune. Dans l'ensemble pourtant, le taux de remplissage des salles n'a été que de 81 %, contre 91 % l'an dernier. Responsable, entre autres, la rave Sir-cus Cybernaut System, organisée le 19 avril au Stadium (qui n'a attiré que 4 000 fans sur les 6 000 escomptés), ainsi que les spectacles donnés deux fois alors que la première programmation avait été un succès (devant la réussite de *Starmania*, le 17 avril, les organisateurs avaient reprogrammé le spectacle le lendemain ; après avoir vendu en dix jours toutes les places du spectacle de Muriel Robin, le Printemps avait rajouté un récital dans l'après-midi. Trop tard pour que ces prestations soient imprimées sur le programme officiel, ce qui a conduit à l'échec).

Si cette déception (un manque à gagner de 500 000 francs par rapport au buget prévisionnel) n'affectera pas l'équilibre financier de cette vingtième édition, elle empêchera pourtant le festival d'assurer normalement le remboursement de la dette « héritée » du dépôt de bilan de 1989, qui l'oblige sur sept ans à reverser chaque année des traites de créance de 930 000 francs. Un jeu de trésorerie visant à revoir légèrement à la baisse les budgets pour 1997 devrait permettre aux organisateurs de combler ce manque.

S. D.

DÉPÊCHES

■ **CINÉMA : en Angleterre, trois récompenses pour *Raison et sentiments*.** Le film réalisé par Ang Lee a obtenu dimanche 21 avril trois distinctions à la cérémonie du Bafta, équivalent britannique des Oscars : le trophée du meilleur film et ceux des meilleurs premier et second rôles féminins, respectivement attribués à Emma Thompson et Kate Winslet. Le cinéaste britannique Michael Radford a, par ailleurs, obtenu le prix David-Lean, pour son film italien *Le Facteur (Il Postino)*, dans lequel Philippe Noiret incarne Pablo Neruda. Le Prix du meilleur acteur est revenu à Nigel Hawthorne, pour son interprétation de George IV dans *La Folie du roi George*. – *(Reuter.)*

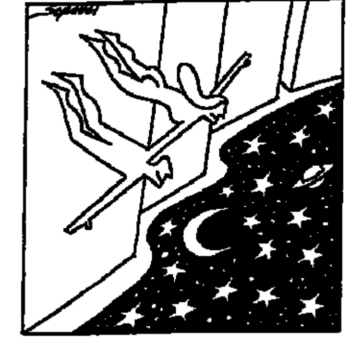
■ **ÉDITION : « Baltique » contre « Baltique ».** Les éditions Carrère, éditeur de l'ouvrage *Aboitim I. Neuf années dans les secrets de François Mitterrand*, sous la signature de « Baltique », poursuivent en justice les éditions Calmann-Lévy, qui publient les *Mémoires du labrador de François Mitterrand*, sous le titre *Le Gros Secret* et sous la même signature. Les éditions Carrère rappellent que « *nul ne peut prendre comme pseudonyme le patronyme ou le pseudonyme d'une autre personne dans des conditions susceptibles de créer une confusion* ». En l'occurrence, précise Carrère, Calmann-Lévy diffuse son livre, *Le Gros Secret* (allusion à l'ouvrage interdit du docteur Gubler, *Le Grand Secret*), avec un bandeau rouge amovible portant la mention « *L'authentique* », ce qui est « *discriminatoire* ». Aussi Carrère demande-t-il à la justice une somme provisionnelle de 400 000 F à titre de dommages et intérêts, ainsi que la suppression, sur le livre publié par Calmann-Lévy, du nom de l'auteur, du sous-titre et du bandeau. – *(AFP.)*

■ **DANSE : le Bolchoï demande des dommages et intérêts à Columbia Artists Management**, affirmant que cette société a utilisé le nom du Bolchoï de façon illégitime pour assurer la promotion d'une tournée de ballets – sous les noms d'« *Etoiles du Bolchoï* », « *Ballet du Bolchoï* » et l'« *Ensemble du Ballet du Bolchoï* » –, dans laquelle ne figure aucun danseur de la troupe russe. – *(AFP.)*



Un ange passe

Le Géorgien Rezo Gabriadze présente son nouveau spectacle à Dijon



D'ABORD SCÉNARISTE, puis peintre, Rezo Gabriadze a créé un théâtre de marionnettes à Tbilissi, du temps du régime soviétique. Il avait alors une toute petite salle dans une maison qu'il partageait avec un restaurant. C'est là qu'il a inventé « son » théâtre, aussi beau que celui dont Kleist avait rêvé : un théâtre de marionnettes rêveur, immémorial, bercé par les étoiles. Rezo Gabriadze est un ange. Il en appelle aux cieux de Chagall, aux jours de neige, aux chants de l'enfance pour créer des spectacles qui aujourd'hui parcourent le monde. On a pu le découvrir en 1989 à la Maison de la culture de Bobigny. Depuis, il a passé une saison (1993-1994) au Théâtre national de Bretagne, à Rennes. Le voilà ce printemps en Bourgogne, où il crée *Chant pour la Volga*, un spectacle sur le temps de la guerre – sans fin.

★ Théâtre national de Dijon Bourgogne, Parvis Saint-Jean, rue Danton, Dijon (Côte-d'Or). Du 23 avril au 4 mai. Tél. : 80-30-12-12.

UNE SOIRÉE À PARIS

Cameo, Mad in Paris
Vedette du funk des années 70 et 80, Cameo a vu son étoile éclipsée par le rap. Il semble qu'aujourd'hui une génération redécouvre ces adeptes du groove rutilant, à l'image de Mad in Paris, jeunes *funky boys* de la capitale.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Voltaire. 20 h 30, le 22. Tél. : 47-00-55-22. 150 F.

« A la cour des princes timurides »
Un spectacle de poésies et de musiques traditionnelles d'Ouzbékistan pour célébrer le 660e anniversaire de la naissance de Tamerlan, appelé aussi Timur, fondateur de la dynastie timuride. Sept grands poètes seront évoqués. Les textes seront dits par des artistes ouzbeks, repris par François Chattot et chantés par de grandes voix ouzbèkes.
Odéon-Théâtre de l'Europe, 1, place Paul Claudel, Paris 6e. 20 h 30, le 22. Tél. : 44-41-36-44. Entrée libre et réservation obligatoire.

Concert exceptionnel de tango
C'était dans les années 40 : Daniel Barenboïm était un petit garçon qui vivait au cœur de Buenos Aires. Devenu star planétaire, le musicien se souvient et égrène – pour la première fois en public – quelques tangos signés Gardel ou Piazzolla. Saura-t-il accorder son toucher à ces musiques de porcelaine et d'or ?
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. 21 heures, le 23. Tél. : 40-28-28-40. De 55 F à 170 F.

Ray Brown, Bennie Green, Greg Hutchinson
Le contrebassiste Ray Brown a probablement joué avec la quasi-totalité de la planète du jazz. Le mot swing peut avoir été inventé pour lui. A ses côtés, Bennie Green, pianiste de bon ton, et le batteur Greg Hutchinson.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 23. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Orchestre national de jazz
L'Orchestre national de jazz fête ses dix ans. Après François Jeanneau, Antoine Hervé, Claude Barthélemy et Denis Badault, c'est le pianiste-compositeur Laurent Cugny qui dirige cet ensemble prestigieux. Parmi les concerts-événements, cette présence en club, à laquelle Cugny a toujours tenu.
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. Mº Gaîté ou Montparnasse-Bienvenüe. 21 heures, le 23. Tél. : 43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

MARY REILLY (*)
Film britannique de Stephen Frears, avec Julia Roberts, John Malkovich, George Cole, Michael Gambon, Kathy Staff, Glenn Close (1 h 48).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, dolby, 2e ; Reflet Médicis I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, dolby, 6e ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 40-30-20-10).
VF : Gaumont Opéra-Français, dolby, 9e (réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e.

MONDO
Film français de Tony Gatlif, avec Ovidiu Balan, Pierrette Fesch, Philippe Petit, Schahla Alam, Jerry Smith, Maurice Maurin (1 h 20).
14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38).

MORT SUBITE (*)
Film américain de Peter Hyams, avec Jean-Claude Van Damme, Powers Boothe, Raymond J. Barry, Whittni Wright, Ross Malinger, Dorian Harewood (1 h 50).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; Gaumont Marignan, 8e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e.
VF : Rex, dolby, 2e ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Miramar, dolby, 14e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; réservation : 40-30-20-10).

PROFESSEUR HOLLAND
Film américain de Stephen Herek, avec Richard Dreyfuss, Glenne Headly, Jay Thomas, W. h. Macy, Alicia Witt, Jean Louisa Kelly (2 h 20).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Montparnasse, 6e ; UGC Odéon, dolby, 6e ; UGC Champs-Elysées, 8e ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex, dolby, 2e ; Bretagne, dolby, 6e (réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; UGC Gobelins, 13e ; Mistral, 14e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; réservation : 40-30-20-10).

SAFE
Film américain de Todd Haynes, avec Julianne Moore, Peter Freidman, Xander Berkley, Susan Norman, Kate McGregor Stewart, Mary Carver (2 h).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (40-39-99-40 ; réservation : 40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

SH'CHUR
Film israélien de Shmuel Hasfari, avec Hana Azoulay Hasfari, Orly Ben Garti, Ronit Alkabetz, Gila Almagor, Amos Lavie, Ya'akov Cohen (1 h 40).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

WHEN NIGHT IS FALLING
Film canadien de Patricia Rozema, avec Pascale Bussières, Rachel Crawford, Henri Czerny, Don McKellar (1 h 35).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Espace Saint-Michel, dolby, 5e (44-07-20-49) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

(*) Interdit aux moins de douze ans.

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 22 AVRIL

Elektra
de Strauss. Deborah Polaski (Elektra), Uta Priew (Clytemnestre), Inga Nielsen (Chrysotémis), Falk Struckmann (Oreste), Reiner Goldberg (Egisthe), Gerd Wolf (le précepteur d'Oreste), Chœur du Deutsche Staatsoper Berlin, Staatskapelle Berlin, Daniel Barenboïm (direction), Dieter Dorn (mise en scène), Martin Gruber (chorégraphie).
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mº Châtelet. 19 h 30, les 22 et 26. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 530 F.

Billy Budd
de Britten. Rodney Gilfry (Billy Budd), Robert Tear (capitaine Vere), Eric Halfvarson (Claggart), David Wilson-Johnson (Redburn), Gidon Saks (Flint), Daniel Sumegi (Ratcliffe), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Gary Bertini (direction), Francesca Zambello (mise en scène).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11e. Mº Bastille. 19 h 30, les 22 et 25 ; 15 heures, le 28. Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 590 F.

MARDI 23 AVRIL

Le Trésor de la nuit
opéra de marionnettes d'Alain Féron. Sandrine Rondot (soprano), Adrian Brand (ténor), Jérôme Corréas (baryton-basse), hélène Le Roux (marionnettistes), Ensemble Denojours, Christophe Vella (direction), Claudio Cinelli (mise en scène).
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 15 heures, les 23, 24 et 28 ; 15 heures et 20 heures, le 25 ; 20 heures, le 26 ; 16 h 30, le 27. Tél. : 44-84-44-84. 75 F.

Tosca
de Puccini. Maria Guleghina (Tosca), Neil Shicoff (Caravadossi), Jean-Philippe Lafont (Scarpia), Maîtrise des Hauts-de-Seine, Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Silvio Varviso (direction), Werner Schroeter (mise en scène).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11e. Mº Bastille. 19 h 30, les 23, 27 et 30 avril et les 4 et 7 mai, jusqu'au 14 mai. Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 590 F.

La Cenerentola
de Rossini. Jennifer Larmore (Cenerentola), Rockwell Blake (don Ramiro), Alessandro Corbelli (Dandini), Carlos Chausson (don Magnifico), Jeannette Fischer (Clorinda), Pietro Spagnoli (Alidoro), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Maurizio Benini (direction), Jérôme Savary (mise en scène), Christian Mesnier (chorégraphie).
Opéra de Paris. Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9e. Mº Opéra. 19 h 30, les 23 et 26 avril et les 2, 4 et 7 mai ; 15 heures, le 28, jusqu'au 13 mai. Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 590 F.

Ensemble orchestral de Paris
Mozart : *Idomeneo, re di Creta, ouverture, Air de concert, Andante pour flûte et orchestre, Concerto pour flûte et orchestre nº 1, Symphonie nº 38 « Prague »*. JC Bach : *Endymion, air de Diane*. Edith Wiens (soprano), Andras Adorjan (flûte), Jean-Jacques Kantorow (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. 20 h 30, le 23. Tél. : 45-61-53-00. De 60 F à 190 F.

La Grande Duchesse de Gérolstein
d'Offenbach. Béatrice Burley, Anna Holroyd (la grande duchesse), Agnès Bove (Wanda), Pierre Catala, Eric Vignau (Fritz), Maurice Xiberras, Hervé Hennequin (le général Boum), Eric Vignau, Jean-Pierre Chevalier (le prince Paul), Eric Perez (le baron Puck), Chœur et orchestre d'Opéra éclaté, Joël Suhubiette, Didier Lucchesi (direction), Olivier Desbordes (mise en scène).
Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, Paris 15e. Mº Porte-de-Vanves. 20 h 30, les 23, 24, 25, 26, 27 et 30 avril et les 1er, 2, 3, 4 et 7 mai ; 17 heures, le 28 avril et le 5 mai, jusqu'au 11 mai. Tél. : 45-31-10-96. Location Fnac, Virgin. 160 F.

MERCREDI 24 AVRIL

Fidelio
de Beethoven. Nadine Secunde (Leonore), Johan Botha (Florestan), Falk Struckmann (Pizarro), René Pape (Rocco), Endrik Wottrich (Jaquino), Kwangful Youn (Don Fernando), Chœur du Deutsche Staatsoper Berlin, Staatskapelle Berlin, Daniel Barenboïm (direction), Stéphane Braunschweig (mise en scène).
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mº Châtelet. 19 h 30, les 24 et 27. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 530 F.

Paul Meyer (clarinette), Quatuor Ysae.
Haydn : *Quatuor à cordes op. 74 nº 3*. Brahms : *Quatuor à cordes op. 51 nº 1, Quintette pour clarinette et cordes op. 115.*
Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1er. Mº Louvre, Palais-Royal. 20 heures, le 24 ; 12 h 30, le 25. Tél. : 40-20-52-29. De 60 F à 130 F.

Orchestre de Paris
Webern : *Passacaglia*. Schumann : *Concerto pour piano et orchestre*. Schubert : *Symphonie nº 4 « Tragique »*. Berg : *Pièces pour orchestre*. Richard Goode (piano), David Robertson (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. 20 h 30, les 24 et 26. Tél. : 45-63-07-96. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 240 F.

JEUDI 25 AVRIL

Staatskapelle Berlin
Strauss : *Vier letzte Lieder, Une vie de héros*. Alessandra Marc (soprano), Daniel Barenboïm (direction).
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mº Châtelet. 20 heures, le 25. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 230 F.

VENDREDI 26 AVRIL

Rossini
Solistes, chœur et orchestre du Nouvel Opéra de Moscou, Evgueni Kolobov (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mº Alma-Marceau. 20 h 30, le 26. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 330 F.

SAMEDI 27 AVRIL

Musiciens de l'Ensemble orchestral de Paris
Kodaly : *Sérénade pour deux violons et alto*. Dvorak : Quintette pour piano et cordes op. 81. Penderecki : Prélude pour clarinette. Khatchaturian : Trio pour clarinette, violon et piano.
Salle Chopin (Pleyel), 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. *Mº Ternes. 17 h 30, le 27. Tél. : 45-61-53-00. 90 F.*

Ensemble Denojours
Maudot : *Les Cendres du signe, création*. Giraud : *La Dernière Lumière, La musique nous vient d'ailleurs, création*. Françoise Kubler (soprano), Jean-Marie Adrien (direction).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mº Passy. 17 h 30, le 27. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Maria Stuarda
de Donizetti. Solistes, chœur et orchestre du Nouvel Opéra de Moscou, Evgueni Kolobov (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mº Alma-Marceau. 19 h 30, le 27. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 450 F.

Ensemble Clément Janequin
Frescobaldi. Marenzio : *Madrigaux*. *Guedron*. Lefèvre : *Airs polyphoniques*. Dominique Visse (direction).
Versailles (78). Chapelle royale du château. 17 h 30, le 27. Tél. : 39-20-78-00. De 70 F à 130 F.

DIMANCHE 28 AVRIL

Richard Goode (piano).
Beethoven : *Sonate pour piano op. 31 nº 1*. Schubert : Sonate pour piano D 960.
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. *Mº Alma-Marceau. 11 heures, le 28. Tél. : 49-52-50-50. 100 F.*

JAZZ

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Ray Brown, Bennie Green, Greg Hutchinson
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 23. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Orchestre national de jazz
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. Mº Gaîté, Montparnasse-Bienvenüe. 21 heures, le 23. Tél. : 43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

Nicolas Genest Quartet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, le 23. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

B. Connection Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, le 23. Tél. : 40-26-46-60. 50 F.

Philippe Macé, David Patrois
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 23 et 24. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Christian Escoudé Trio
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 24, 25, 26 et 27. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Sharon Evans Quintet
Latitudes Saint-Germain, 7, rue Saint-Benoît, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 24. Tél. : 42-61-53-53. De 110 F à 140 F.

Prysm
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 24 et 25. Tél. : 40-26-46-60. 70 F.

Zool Fleischer Trio
Le Bilboquet, 13, rue Saint-Benoît, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 24, 25 et 27. Tél. : 45-48-81-84. 120 F.

Jeri Brown Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 24, 25, 26, 27, 29 et 30. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Marc Lafferière
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3e. Mº Saint-Michel. 21 h 30, le 25. Tél. : 43-26-65-05. De 60 F à 70 F.

Jean-Pierre Bertrand Quartet
Latitudes Saint-Germain, 7, rue Saint-Benoît, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 25. Tél. : 42-61-53-53. De 110 F à 140 F.

Lonnie Liston Smith
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 26. Tél. : 42-00-14-14. De 80 F à 120 F.

Palatino Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 26 et 27. Tél. : 40-26-46-60. 80 F.

Ted Curson, Trio Evidence
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 26 et 27. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Hank Jones, Cheik Tidiane and the Mandikas
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 27. Tél. : 42-00-14-14. De 80 F à 120 F.

Philippe Sellam, Gilles Renne, African Project
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, le 27. Tél. : 42-33-37-71. De 35 F à 80 F.

Dany Doriz Quartet
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3e. Mº Saint-Michel. 21 h 30, le 28. Tél. : 43-26-65-05. De 60 F à 70 F.

Altissimo
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 25. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

François Raulin, Jacques Demierre
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 26. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

ROCK

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Third World
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mº Anvers. 19 heures, le 22. Tél. : 44-92-45-45. De 115 F à 130 F.

Cameo
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Voltaire. 20 h 30, le 22. Tél. : 47-00-55-22.

Benoît Blue Boy, Marine Band Club
Utopia Jazz Club, 79, rue de l'Ouest, Paris 14e. Mº Pernety. 22 heures, le 22. Tél. : 43-22-79-66.

The King Brothers
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. 22 h 30, les 22, 23, 24, 25, 26 et 27. Tél. : 40-68-30-42. 130 F.

Guy Forsyth and the Band
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8e. Mº Saint-Augustin. 23 h 30, les 22, 23, 24, 25, 26 et 27. Tél. : 42-25-18-06. Entrée libre.

Marillion
La Cigale-Kanterbräu, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mº Pigalle. 20 heures, le 24. Tél. : 42-23-15-15. 195 F.

Mick Taylor Group
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, les 24 et 25. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Babylon Zoo
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mº Anvers. 19 heures, le 27. Tél. : 44-92-45-45. 90 F.

Delfins
La Cigale-Kanterbräu, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mº Pigalle. 20 heures, les 27 et 28. Tél. : 42-23-15-15. 132 F.

X Syndicate, JJ Dogs, Mass Hysteria
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13e. Mº Place-d'Italie. 21 heures, le 27. Tél. : 53-79-00-11. 30 F.

Lou Reed
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 28. Tél. : 42-08-60-00. 190 F.

Dick Rivers
Chessy (77). Frontierland (Disneyland-Paris). 21 h 30, le 24. Tél. : 60-45-70-14. Location Fnac, Virgin. 170 F.

Belly Button, Silac
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 23. Tél. : 42-87-25-91. De 30 F à 40 F.

Dub War, Hammerhead, Dirty District, Stealth
Saint-Ouen-l'Aumône (95). Salle des fêtes, 23, rue du Général-Leclerc. 15 heures, le 27. Tél. : 30-30-39-01. Location Fnac. De 70 F à 80 F.

CHANSON

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Anne Sylvestre
Théâtre de la Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2e. Mº Opéra. 21 heures, les 22 et 29. Tél. : 42-61-44-16. 100 F.

Doubles d'âmes
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mº Bastille. 21 heures, les 22, 23, 24, 25, 26, 29 et 30 avril et les 1er, 2 et 3 mai ; 18 heures et 21 heures, le 27 avril et le 4 mai. Tél. : 49-87-50-50. 130 F.

La Fête à Buhler
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Mº Sentier. 20 heures, les 23, 24, 25, 26 et 27. Tél. : 42-36-37-27. 70 F.

Gianmaria Testa
Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières, Paris 20e. Mº Ménilmontant. 20 h 30, le 23. Tél. : 43-66-01-13. 120 F.

Les Z'années zazous
Folies Bergère, 32, rue Richer, Paris 9e. Mº Rue-Montmartre, Cadet. 21 heures, les 23, 24, 25, 26 et 30 avril et les 1er, 2 et 3 mai ; 15 heures et 21 heures, le 27 avril et le 4 mai ; 15 heures, le 28 avril et le 5 mai. Tél. : 44-79-98-98. De 150 F à 320 F.

Les Zig'Zinzin
Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4e. Mº Bastille. 20 h 30, le 24. Tél. : 44-59-82-82. Entrée libre.

Anna Prucnal
Déjazet, 41, boulevard du Temple, Paris 3e. Mº République. 20 h 30, les 24, 25, 26 et 27 ; 16 heures, le 28. Tél. : 48-87-52-55. De 100 F à 160 F.

Mistigri
Le Loup du faubourg, 21, rue de la Roquette, Paris 11e. Mº Bastille. 20 h 30, les 24, 25, 26 et 27. Tél. : 40-21-90-95. 70 F.

Les Désaxés
Nouveau Théâtre Mouffetard, 73, rue Mouffetard, Paris 5e. Mº Monge. 20 h 45, les 24, 25, 26, 27 et 30 ; 15 h 30, le 28, jusqu'au 26 mai. Tél. : 43-31-11-99.

La Tordue
Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières, Paris 20e. Mº Ménilmontant. 20 h 30, le 25. Tél. : 43-66-01-13. 120 F.

James Germain
Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières, Paris 20e. Mº Ménilmontant. 20 h 30, le 26. Tél. : 43-66-01-13. 120 F.

Jean Guidoni
Ivry-sur-Seine (94). La Manufacture des Œillets, 25, rue Raspail. Mº Mairie-d'Ivry. 21 heures, les 22, 23, 24, 25, 26, 27, 29 et 30 avril et le 1er mai. Tél. : 40-50-66-98. 100 F.

MUSIQUE DU MONDE

Une sélection à Paris

Poésies et musiques d'Ouzbékistan
Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6e. Mº Odéon. 20 h 30, le 22. Tél. : 44-41-36-36. Entrée libre.

Daniel Barenboïm, Rodolfo Mederos, Hector Console
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mº Châtelet. 21 heures, le 23. Tél. : 40-28-28-40. De 55 F à 170 F.

Piquete Latino de Diego Pelaez
La Coupole, 102, boulevard du Montparnasse, Paris 14e. Mº Vavin. 21 h 30, le 23, jusqu'au 25 juin. Tél. : 43-20-14-20. 90 F.

Mambomania
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mº République. 23 heures, les 25, 26 et 30. Tél. : 42-02-20-52. De 80 F à 100 F.

Martinica Latin All Stars
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 26. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Minino Garay
Espace hérault, 8, rue de la Harpe, Paris 5e. Mº Saint-Michel. 20 h 30, les 26 et 27. Tél. : 43-29-86-51. 80 F.

Réda Doumaz et l'Ensemble Zarnadjia
Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert, Paris 15e. Mº Boucicaut. 20 h 30, le 26. Tél. : 45-54-95-31. 80 F.

Ray Lema
Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières, Paris 20e. Mº Ménilmontant. 20 h 30, le 27. Tél. : 43-66-01-13. 120 F.

Aït Menguellet
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mº Opéra, Madeleine. 20 h 30, le 27. Tél. : 47-42-25-49. 140 F.

Paquito d'Rivera Quintet
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 27. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Paris Africans
Cithéa, 112, rue Oberkampf, Paris 11e. Mº Parmentier, Ménilmontant. 22 heures, le 27. Tél. : 40-21-70-95.

Aïcha Redouane et Habbib Yammine
Musée de l'Homme, 17, place du Trocadéro, Paris 16e. Mº Trocadéro. 15 heures, le 28. Tél. : 44-05-72-72.

Yom Haatzmaout
Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. 18 heures, le 28. Tél. : 40-68-00-05. De 135 F à 275 F.

DANSE

Une sélection à Paris

Anuradha
Danse de l'Inde.
Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13e. Mº Glacière. 20 h 30, le 22. Tél. : 45-89-01-60. 80 F.

Ballets Ethéry Pagava
Danser Prévert.
Théâtre du Jardin, jardin d'Acclimatation-bois de Boulogne, Paris 16e. Mº Sablons. 14 h 30, les 23, 24, 25 et 30 avril et les 1er, 2 et 7 mai, jusqu'au 22 mai. Tél. : 40-67-97-86. 45 F.

Sinead Rushe, Ensemble Dirty Linen
Danse et musique d'Irlande.
Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13e. Mº Glacière. 20 h 30, le 23. Tél. : 45-89-01-60. 90 F.

Ballet Cullberg
Carolyn Carlson : *Sugb Rosa.*
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Mº Châtelet. 20 h 30, les 23, 24, 25, 26 et 27. Tél. : 42-74-22-77. De 95 F à 160 F.

Ottilie
Danse du Moyen-Orient.
Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13e. Mº Glacière. 20 h 30, le 24. Tél. : 45-89-01-60. 90 F.

Giselle
Nina Ananiachvili. Tatiana Terekhova. Alexis Fadeetchev. Ballet du Kirov. Orchestre du Nouvel Opéra de Moscou. Evgueni Kolobov : *direction*. *Jean Coralli.* Jules Perrot : chorégraphie.
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. *Mº Alma-Marceau. 20 h 30, le 24. Tél. : 49-52-50-50. De 60 F à 330 F.*

Rencontres nationales de danses urbaines
Spectacles, démonstrations et projections de films.
Grande Halle de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 14 heures, 19 heures et 20 h 30, les 25, 26 et 27. Tél. : 40-03-75-75. 40 F.

Ballet de l'Opéra de Paris
Roland Petit : *Rythme de valses, Camera obscura ou L'amour est aveugle, Le Loup.*
Opéra de Paris. Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9e. Mº Opéra. 19 h 30, les 25 et 30 avril et les 6, 8, 11 et 14 mai, jusqu'au 5 juin. Tél. : 44-73-13-00. De 30 F à 370 F.

Koshal et Kamal Kant
Danse de l'Inde.
Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13e. Mº Glacière. 20 h 30, le 27 ; 17 h 30, le 28. Tél. : 45-89-01-60. 90 F.

le facteur

IL POSTINO

PHILIPPE NOIRET

MASSIMO TROISI

★★★
Ce film est remarquable.
Il possède
cette indéfinissable
étincelle magique.
STUDIO

Un chef d'oeuvre
de tendresse
et d'humour malicieux.
[illegible]

[illegible]

★★★
Le film du mois.
PREMIERE

Sortie
24 Avril

Une Distribution MIRAMAX INTERNATIONAL MARIO et VITTORIO CECCHI GORI Présentent un film de MICHAEL RADFORD PHILIPPE NOIRET MASSIMO TROISI LE FACTEUR "IL POSTINO" avec MARIA GRAZIA CUCINOTTA
Producteur Exécutif ALBERTO PASSONE Musique de LUIS ENRIQUE BACALOV Montage ROBERTO PERPIGNANI Directeur de la Photographie FRANCO DI GIACOMO Adapté de UNE ARDENTE PATIENCE de ANTONIO SKARMETA
Scénario de ANNA PAVIGNANO MICHAEL RADFORD FURIO SCARPELLI GIACOMO SCARPELLI MASSIMO TROISI Produit par MARIO et VITTORIO CECCHI GORI et GAETANO DANIELE Réalisé par MICHAEL RADFORD et MASSIMO TROISI
[illegible]

France inter · Éditions du Seuil · MIRAMAX · Polydor · Hollywood · Gaumont Buena Vista International

Une association de kiosquiers conteste les pratiques commerciales des NMPP

DEPUIS plusieurs mois, une association de diffuseurs de presse est en conflit avec les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP). L'Association nationale de défense des intérêts des marchands de presse (Andimap), qui revendique environ 450 kiosquiers – sur 33 000 – dont certains sont proches de l'extrême droite, a d'abord dirigé son combat contre la presse pornographique en incriminant les NMPP, qui distribuent en France la majorité des journaux et magazines. Une décision du tribunal de commerce du Cher avait donné raison à des kiosquiers qui refusaient de vendre ce type de presse.

Mais la cour d'appel de Bourges a remis en cause, fin mars, cette décision. La cour d'appel, qui a mis son jugement en délibéré au 30 avril, s'est fondée sur la loi du 2 avril 1947 dite « Loi Bichet », qui *« fait obligation aux dépositaires et aux diffuseurs de distribuer toute la presse à partir du moment où les éditeurs en font la demande »*. Les seules publications pouvant faire l'objet d'un refus de la part des kiosquiers sont celles condamnées pour outrage aux bonnes mœurs ou interdites à la jeunesse par un arrêté du ministre de l'intérieur. Ce qui n'était pas le cas des magazines mis en cause par les membres de l'Andimap.

Plusieurs affaires opposent cette association aux NMPP. Il y a un an, cinquante-huit diffuseurs membres de l'Andimap ont assigné les NMPP devant le tribunal de commerce de Paris mais aussi les sociétés coopératives d'éditeurs (qui détiennent 51 % du capital de la société de messageries, le reste appartenant au groupe Hachette), la maison d'édition Société française de communication (SFC), qui publie *Dorothée magazine*, *Hélène et les garçons*, etc. Ces kiosquiers reprochaient aux NMPP et aux éditeurs, dont la SFC, de leur imposer des dépôts obligatoires de magazines, de les approvisionner en quantités excessives, de procéder à des arrêts de livraison et de leur livrer des titres à la présentation ambiguë ou *« créant la confusion dans la restitution des invendus »*.

UN SYSTÈME COMPLEXE

Début janvier, le tribunal de commerce déboutait les adhérents de l'Andimap sur ces points mais nommait un expert, William Nahum, chargé d'expliciter le système de relations commerciales entre les NMPP et les diffuseurs (règlement comptant des journaux reçus, règlement différé et acompte). En fonction du rapport de l'expert, les juges reviendront sur ce système complexe. Dernier épisode de l'action de l'Andimap, le Conseil de la concurrence a décidé, jeudi 18 avril, d'examiner la demande de saisine qu'elle a déposée. Elle porte sur les pratiques des NMPP, qui aboutiraient, selon l'Andimap, *« à la détérioration croissante de l'équilibre financier des entreprises et de ses membres, du fait des avances de trésorerie « consenties » par les diffuseurs aux NMPP »*. De son côté, la direction des NMPP attend avec sérénité *« ces diverses décisions de justice qui ont jusqu'à présent toujours débouté l'Andimap »*.

« Voici » et la clause de conscience

La Cour de cassation rejette le pourvoi de Prisma Presse, qui refusait d'indemniser trois rédactrices après un changement de ligne éditoriale

C'EST l'épilogue d'une longue histoire judiciaire et une décision qui risque de faire date dans la jurisprudence concernant le droit des journalistes. La chambre sociale de la Cour de cassation, dans un arrêt rendu mercredi 17 avril, a confirmé l'arrêt de la cour d'appel donnant raison à trois anciennes rédactrices de l'hebdomadaire *Voici* qui avaient quitté le magazine en 1990 en demandant à bénéficier de la clause de conscience (*Le Monde* du 13 mars). Ce droit s'applique en cas de *« changement notable dans le caractère ou l'orientation du journal ou périodique, si ce changement crée pour la personne employée une situation de nature à porter atteinte à son honneur, à sa réputation ou, d'une manière générale, à ses intérêts moraux »*.

Créé en 1987 par Prisma Presse, filiale française de Grüner und Jahr, la branche presse de Bertelsmann, *Voici* était un hebdomadaire féminin et familial dont les ventes étaient insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par Axel Ganz, PDG de la société. En 1990, le journal modifie sa formule en devenant plus agressif et en privilégiant les révélations sur la vie privée des gens célèbres. Avec des dérapages qui finissent régulièrement devant les tribunaux, mais aussi des ventes qui ont dépassé les 800 000 exemplaires en 1995.

Bernadette Duprat, Dominique Fromentin et Elisabeth Roger décident alors de quitter l'entreprise. Axel Ganz estime qu'il n'y a pas de changement d'orientation et que la clause de conscience ne peut être invoquée. Le départ des trois journalistes s'apparenterait donc à une démission n'ouvrant pas droit à indemnités. Mais le tribunal des prud'hommes donnera finalement raison aux trois rédactrices en janvier 1992. Ce jugement, confirmé par la cour d'appel en 1993, est aujourd'hui consacré par la Cour de cassation.

Il y a un avant et un après-« Voici ». Une époque où la presse préservait la vie privée et une époque où ce tabou a sauté

L'arrêt de la Cour de cassation précise que *« la cour d'appel relève que le magazine, qui, depuis son lancement en 1987, était exclusif de tout caractère scandaleux, s'était délibérément orienté, pour élargir sa diffusion et assurer sa survie, à partir du début de l'année 1990, vers la publication d'articles privilégiant le sensationnel et portant atteinte à la vie privée »*. Il en ressort *« le changement notable dans l'orientation du journal créant pour les trois journalistes une situation de nature à porter atteinte à leurs intérêts moraux »*. La Cour de cassation a ainsi rejeté le pourvoi de Prisma Presse et demandé la publication de son arrêt.

Cet arrêt est important car la clause de conscience est généralement appliquée en cas de modification de la ligne politique d'un journal. Or il s'agit là d'un changement d'orientation de la ligne éditoriale, sans qu'un caractère « politique » soit invoqué. L'arrêt réaffirme que, dans une entreprise de presse, le travail du journaliste fait appel à la conscience et à la morale et ne peut s'exercer dans n'importe quelles conditions.

Le défenseur des journalistes, Me Arnaud Lyon-Caen, rappelait ainsi cette phrase de l'avocat général Lindon : *« Le propriétaire d'un journal a le droit de considérer son entreprise comme une boutique dont on peut changer la couleur ; mais la rédaction a le droit de ne pas être considérée comme un de ces personnels dont on peut changer la livrée. »*

Cet arrêt intervient alors que la presse est dans une phase de concentration intense et que de nombreux titres viennent de changer de propriétaires. Il touche le groupe d'Axel Ganz, et l'hebdomadaire *Voici*, qui a joué un rôle considérable dans l'évolution de la presse magazine en France. D'une certaine manière, il y a maintenant un avant et un après *Voici*. Une époque où la presse préservait la vie privée et une époque où ce tabou a sauté. Les journaux d'Hachette-Filipacchi (*Paris-Match*, *Ici Paris*, *France-Dimanche*) ont parfois à leur tour franchi la ligne. La justice a donné raison à ces trois journalistes qui ont refusé ce dépassement incontrôlé.

Alain Salles

■ **PRESSE** : le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a annoncé qu'il avait porté plainte contre le journal de rue *Le Réverbère*, pour *« provocation à la haine raciale et à la discrimination »*. Le MRAP fait état de plusieurs articles publiés depuis décembre 1993. Dans le numéro du 17 février, le MRAP relève *« des digressions antisémites calomniant l'ensemble des professions juridiques »* dans un article signé de Georges Mathis, directeur de la publication. Celui-ci s'y interroge sur l'implication *« des personnes de confession juive dans l'absence d'indépendance de la justice »*.

■ **ESPAGNE** : un consortium formé par les groupes de presse espagnols Grupo Correo et Prensa Espanola a signé un accord pour l'acquisition de 15 % du capital de la chaîne de télévision privée espagnole Tele 5. Cette opération se montera à 8,1 milliards de pesetas (325 millions de francs). Grupo Correo, un groupe de presse régional implanté au Pays basque, et Prensa Espanola, qui édite notamment le quotidien madrilène conservateur *ABC*, disposent d'une option pour l'achat de 10 % supplémentaires. Si le nouveau consortium décide d'exercer cette option, il deviendra l'un des principaux actionnaires de Tele 5, contrôlant alors 25 % de son capital, avec les groupes italien Fininvest (Silvio Berlusconi) et allemand Kirch, qui détiennent chacun 25 % de la chaîne.

■ **IMPRIMERIE** : *« Notre expansion en Europe est loin d'être terminée »*, a déclaré récemment Pierre Péladeau, président du groupe canadien Quebecor, devenu le plus gros imprimeur commercial en Europe. L'Europe sera dans l'avenir le principal théâtre du développement des activités de Quebecor, parce qu'il y a *« encore plein de possibilités »* et que la réglementation y est *« plus souple qu'aux Etats-Unis »*, a-t-il ajouté.

LUNDI 22 AVRIL

TF 1

12.15 Le Juste Prix. Jeu.
12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Série.
14.30 Dallas. Feuilleton. Toujours la même histoire.
15.25 Hawaï police d'Etat. La bête. Série.
16.30 Une famille en or. Jeu.
17.05 Rick Hunter, inspecteur choc. Série. Le cauchemar.
18.00 Sydney Police. Série. Angel a des états d'âme.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.

20.50

POUR LA VIE
Divertissement presenté par Valérie Pascal et Fabrice. Jury : Sylvie Joly et son mari ; Jean-Pierre François et sa femme ; Laurent Petitguillaume et Caroline Loeb (125 min). 64263321

22.55

COMME UN LUNDI
Magazine présenté par Christophe Dechavanne. Peut-on être heureux quand on est vieux ? (100 min). 878629
Deux équipes défendent des positions adverses dans un débat divisant les Français.

0.35 Le Médecin de famille. Série. Une livre de trop.
1.30 Journal, Météo.

1.45 7 sur 7. Magazine. Invités : Philippe Vasseur, Philippe Noiret (rediff.). 2.35 et 3.40, 4.20 TF1 nuit. 2.45 Kandinsky. 3.50 et 5.05 Histoires naturelles. 4.55 Musique.

France 2

12.59 Journal.
13.45 INC. Magazine.
13.50 Derrick. Série. Doris.
14.50 Le Renard. Série. Le revenant.
15.45 et 5.30 La Chance aux chansons. Folklores de France.
16.25 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.00 Quoi de neuf, docteur ? Série [1/2]. Si on déménageait à Washington ?
17.30 C'est cool. Série. Retour vers le passé.
18.05 et 3.15 Les Bons Génies. Jeu.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits. Mon beau camion.
19.25 et 1.05 Studio Gabriel.
19.59 Journal, Météo.

20.55

ELVIS AZIZ
Téléfilm de Frédéric Compain, avec Saïd Taghmaoui, Michèle Laroque (100 min). 6214990
Un jeune Marocain, fan d'Elvis Presley, arrive à Paris dans le but de devenir une star du rock. Son rêve va tourner au cauchemar...

22.35

DES JUMEAUX EN NOIR ET BLANC
Documentaire de Ria Bremer (55 min). 5092532
Victimes d'une erreur de manipulation au cours d'une fécondation in vitro, un couple et ses deux enfants, des jumeaux issus de pères différents, témoignent.

23.30 Journal, Bourse, Météo.
23.50 Le Cercle de minuit. Comment va l'architecture ? (75 min). 7496613

1.35 Hanley cœurs à vif. 2.20 Opéra sauvage. Singapour. 3.50 24 heures d'infos. 5.00 D'un soleil à l'autre (rediff.). 6.00 Dessin animé.

France 3

12.35 Journal.
13.05 Keno.
13.10 La Boîte à mémoire. Divertissement. Antibes.
13.40 Beau Fixe.
14.30 Fame. Série.
15.20 Les Enquêtes de Remington Steele. Echec au voleur. Série.
16.10 Doug. Dessin animé.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. *Un héros de passage*, de Patrick Poivre d'Arvor.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

HAREM ■ ■
Film français d'Arthur Joffé (1985, 113 min). 290025
Nostalgie et fantasme de l'Orient des légendes, confrontation de la tradition avec le monde moderne. Mise en scène soignée, remarquable interprétation.

22.45 Journal, Météo.

23.20

FAUSSE ADRESSE
Pièce de Luigi Lunari, mise en scène de Pierre Santini avec Pierre Santini, Jean Lescot (100 min). 2466261
Trois individus, un petit industriel, un capitaine et un professeur, se retrouvent dans un endroit où le rationnel n'a pas cours...

1.00 Libre court. Au revoir par la fenêtre, de Pierre Chosson avec Dominique Compagnon, Maria Rivière. 1.15 Dynastie. La chute d'Adam. Feuilleton. 2.00 Musique Graffiti. Jazz à Nice : *Steve Land*, par Marcus Miller (20 min).

La Cinquième

14.00 Histoires extraordinaires ■ ■ Film franco-italien de Roger Vadim, Louis Malle, Federico Fellini (1967, 120 min). 132532
16.00 Fenêtre sur court. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Rintintin. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Aventuriers et Ecrivains. Lucien Bodard. 18.15 L'Œuf de Colomb. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Le Petit Vampire. Série [9/13]. Sauvé par le diable, de Christian Görlitz, avec Jan Steilen, (30 min). 4551
19.30 7 1/2. Magazine présenté par Dominique Bromberger (30 min). 3822
20.00 La Légende du sport. Documentaire. Jens Weissflog, le dernier saut (30 min). 3385
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

L'INCROYABLE VÉRITÉ ■ ■
Film américain de Hal Hartley avec Adrienne Shelly, Robert Burke (1988, v.o., 96 min). 938087
Un certain nombre de personnages se cognent à la vie et ses incertitudes. Premier long métrage de Hal Hartley. Une sorte de « conte moral » avec gags burlesques, un style d'auteur bien affirmé.

22.10

BRATAN LE FRÈRE ■ ■
Film soviétique de Bakhtiar Khudoynazarov avec Timur Tursnov, Firus Sabsalijev (1991, N., v.o., 100 min). 9374990

23.45 Court-circuit. Ambition. Court métrage américain de Hal Hartley avec George Feaster, Patricia Sullivan (1991, v.o., 9 min). Theory of Achievement. Court métrage américain de Hal Hartley avec Bob Gosse, Jessica Sager (1991, v.o., 17 min). 7455532
0.15 A travers le miroir ■ ■ ■ Film suédois d'Ingmar Bergman avec Harriet Anderson, Max von Sydow (1960, N., v.o., 92 min). 5243919 *Rediffusion du mercredi 17 avril.*

1.40 Le Porte-voix de Dieu. Documentaire. Uriella et Fiat Lux, de Felix Kuballa (60 min, rediff.).

M 6

13.25 Crinière de feu. Téléfilm de Henri Safran (96 min). 3832919
15.00 Deux flics à Miami. [1/2] Série.
16.30 Hit Machine. Variétés.
17.00 Filles à papas. Série.
17.30 Studio Sud. Série. *Trois frères et sœurs habitent une villa azuréenne qui est aussi le point de chute de toute une bande de copains.*
18.00 Models Inc. Série.
19.00 Code Quantum. Nuit magique. Série.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 et 0.25 Rallye de Tunisie.
20.05 Notre belle famille.
20.35 Ciné 6. Magazine.

20.45

EDWARD AUX MAINS D'ARGENT ■ ■ ■
Film américain de Tim Burton avec Johnny Depp, Winona Ryder (1990, 100 min). 851700
Très beau conte sur la bonté, la différence, la peur et l'amour romantique.

22.45

COUPS POUR COUPS ■
Film américain de Deran Sarafian avec Jean-Claude Van Damme, Cynthia Gibb (1990, 85 min). 8846667
Suspense bien conduit dans un univers de violence et de peur.

0.30 Culture pub. (30 min). 3423498
1.00 Jazz 6. Michel Petrucciani et Didier Lockwood (55 min). 4711261
1.55 Best of Etienne Daho. Musique.

3.25 Les Tribus du Lobi. Documentaire. 4.20 Hot Forme. Magazine. 4.45 Turbo. Magazine (25 min).

Canal +

10.45 Flash d'information.
10.50 Bébé part en vadrouille. Film de Patrick R. Johnson (1994, 95 min). 4845629
▶ En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.45 Cracker. Téléfilm de Tym Pywell. En souvenir de Hillsborough (120 min). 9444754
15.45 Surprises.
16.05 L'Appât ■ Film de Bertrand Tavernier (1995, 112 min). 2800716
18.00 Dessin animé. Iznogoud.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.24 Help ! Série.
18.35 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

LITTLE ODESSA ■ ■
Film de James Gray avec Tim Roth (1994, 98 min). 740238
Un « thriller » à la mise en scène glacée, tragique, dont l'originalité est de se situer dans une communauté juive russe.

22.15 Flash d'information.

22.20

RIABA, MA POULE ■
Film d'Andreï Konchalovsky. (1994, 112 min). 8544884
Une paysanne qui vit seule avec une petite poule constate que le nouveau régime en Russie mène au chaos. Interprétation truculente d'Inna Tchourikova.

0.15 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Documentaire. Terre de Feu, de Pascal Mourier (52 min). 3075687
1.10 Rasta Rockett ■ Film de Jon Turteltaub (1993, ♦, 94 min). 9841629
2.45 Surprises (15 min).

Radio

France-Culture

21.30 Fiction. Du coq à l'âne (2).
22.40 Accès direct. Georges Lavaudant.

0.05 [illegible]. Alain Fleischer (Faire le noir). 0.50 Coda. Henri Texier. Le parcours d'un passeur de jazz (1). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). L'autre scène ou les vivants et les Dieux ; 3.54, De Bagdad à Cordoue : l'odyssée de la philosophie arabe (4) ; 4.23, Voyage au pays des Maures (4) ; 4.52, Palette sonore sur les pas du Greco (4) ; 6.11 Le Gai Savoir : Anne-Marie Christin.

France-Musique

20.00 Concert. Festival du château d'Ambras. Donné le 8 août 1995, par l'Ensemble La Reverdie : Musica Terrestris : I'sentì matutino, de Stefani ; Or sus, vous dormez trop, Anonyme ; De Luscina, de di Chartres ; Si dolce non sono, de Landini ; Segugi a corda, de Piero ; A poste messe, de da Firenze ; Ars Musica ; Musicorum et cantorum, Anonyme ; Œuvres de de Sancto Johanne : Are post libamina ; Nunc surgunt in populo ; Œuvres de de Porta : Alma polis religio ; Axe poli cum artica ; Œuvres de Landini, Tassinus, de Cluny, Anonyme, von Bingen.
22.00 Soliste. Robert Casadesus.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Donatoni, Steve Reich.
23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Tchaïkovski, Glinka.

0.00 La Rose des vents. Concert donné le 20 janvier, à la Cité de la musique à Paris. *Inde du Nord*. Buddadhev Das Gupta (sarod). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Debussy, les Ecrits de M. Croche. Concerto BWV 1056, de Bach, par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Perlman, violon ; Dardanus, suite, de Rameau, par l'English Baroque Soloists, dir. Gardiner ; Alceste, ouverture, de Gluck, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Baudo ; Scènes du Faust de Goethe, de R. Schumann, par l'Orchestre symphonique de Düsseldorf, dir. Klee ; ; Œuvres de R. Schumann, Grieg, Wagner, Debussy, R. Strauss.

22.40 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Saint-Saëns, Lalo, Chausson, Albeniz, Indy, Debussy. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Thalassa. (rediff. de France 3 du 19/4/96)
21.00 Enjeux-Le Point.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 *Journal* (France 2).
22.30 Le monde est à vous. Invité : Enrico Macias (rediff. de France 2 du 3/3/96)
0.00 On aura tout vu.
0.30 Soir 3 (France 3).
1.00 Journal (RTBF).
1.30 Visions d'Amérique (15 min).

Planète

20.35 La Route de Bolivar. [2/2] Profil d'un continent.
21.30 Hank Aaron, à la poursuite d'un rêve.
22.45 Le procès n'aura pas lieu ?
23.15 Les Animaux de la Méditerranée. [15/27] Des astuces pour se reproduire.
23.40 L'Univers du Smithsonian. [3/12].

Paris Première

20.00 20 h Paris Première.
21.00 La Lumière du lac. Film de Francesca Comencini (1987, 90 min) 4300367
22.30 Velvet Jungle Sessions. Luther Allison.
23.15 Paris dernière.

France Supervision

20.30 Les Keufs ■ ■ Film de Josiane Balasko (1987, 95 min) 18888551
22.05 Voile.
22.20 Ecran large.
22.50 Sortons !
23.45 Cap'tain Café. Invité : Lokua Kanza.
0.45 Empreintes du fleuve Niger. De Claude Chavanon.
1.35 Cassiopée (60 min).

Ciné Cinéfil

20.30 J'ai dix-sept ans. Film d'André Berthomieu (1945, N., 90 min) 5784813
22.00 The Romance of Rosy Ridge ■ ■ Film de Roy Rowland (1947, N., v.o., 105 min) 5298434
23.45 L'Œil du Monocle ■ Film de Georges Lautner (1962, N., 110 min) 82976984

Ciné Cinémas

20.30 Comédie ! ■ Film de Jacques Doillon (1987, 80 min) 35463984
21.50 Banana split ■ ■ Film de Busby Berkeley (1943, v.o., 100 min) 95350984
23.30 L'Eunuque impérial ■ Film de Tian Zhuang-Zhuang (1991, v.o., 105 min) 28443777

Série Club

20.20 Skippy le kangourou. L'oiseau lyre.
20.45 et 23.45 La Loi selon McClain. Initiation à la violence.
21.35 et 1.00 Jim Bergerac. Histoire d'eau.
22.20 Le club.
22.30 Sueurs froides.
23.00 Mission impossible. Source de vie.
0.30 Le 16 à Kerbriant (30 min).

Canal Jimmy

20.35 The Ed Sullivan Show.
21.15 New York Police Blues.
22.05 Chronique de la combine.
22.10 Les Filous ■ ■ Film de Barry Levinson (1987, 110 min) 84584936
0.00 Concert : Woodstock 25th Anniversary. (70 min). 78090588

Eurosport

20.00 Hockey sur glace. En direct. Poule A. Russie-Slovaquie (150 min). 8970990
22.30 Tennis.
23.30 Eurogoals.
0.30 Eurogolf (60 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

20.10 La Vengeance d'une blonde. Film de Jeannot Szwarc (1994, 100 min). Avec Christian Clavier, Marie-Anne Chazel. *Comédie.*

RTL 9

20.30 La Bidasse. Film de Howard Zieff (1980, 110 min). Avec Goldie Hawn. *Comédie.*
22.25 Moi y'en a vouloir des sous. Film de Jean Yanne (1972, 120 min). Avec Jean Yanne. *Comédie.*
0.40 Maxime. Film d'Henri Verneuil (1958, N., 120 min). Avec Michèle Morgan. *Comédie.*

TMC

20.35 Le Baiser empoisonné. Film de Norman René (1992, 105 min). Avec Alec Baldwin. *Comédie dramatique.*
22.30 Le Lion du désert. Film de Moustapha Akkad (1979, 160 min). Avec Rod Steiger.

TSR

20.05 Cliffhanger. Film de Renny Harlin (1992, 120 min). Avec Sylvester Stallone, John Lithgow. *Aventures.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le philosophe et le petit écran

Pour « Le cercle de minuit », Jacques Derrida s'est soumis aux questions de Laure Adler. Une réflexion lucide sur les contraintes... de l'entretien télévisé

JACQUES DERRIDA n'a rien d'une personnalité médiatique ni d'un familier de la télévision. Au cours de ce « Cercle de minuit » du mardi 23 avril, il rappelle lui-même que sa dernière apparition à l'écran – qui était aussi la première – date de janvier 1982. C'était juste après sa libération des prisons tchèques, où il avait été enfermé quelques jours à la suite d'une provocation policière alors qu'il soutenait, sur le terrain, les intellectuels dissidents de la Charte 77.

Celui qui est sans doute l'un des philosophes français les plus connus, notamment à l'étranger, n'avait d'abord accepté d'être filmé qu'à l'essai. Laure Adler et lui étaient convenus de jeter la cassette aux orties si l'improvisation leur paraissait inadéquate. Fort heureusement, il n'en a rien été. Au contraire, le rappel récurrent de la règle du jeu, tout au long de l'émission, a fait de cette rencontre l'occasion d'une réflexion de fond sur la télévision et ses méthodes, en même temps qu'une présentation de l'oeuvre et de la biographie du philosophe.

Que pense donc du petit écran Jacques Derrida, dont l'un des premiers livres, paru au début des années 60, avait pour titre – il faut le rappeler – *La Voix et le Phénomène* ? A l'inverse de Pierre Bourdieu (voir *Le Monde diplomatique* d'avril), Jacques Derrida ne paraît pas le détester ; il dit même le regarder beaucoup. Il apprécie particulièrement l'actuel développement, initié par certains journalistes, du regard critique de la télévision sur elle-même, tel qu'il est mis en œuvre, par exemple, dans l'émission « Arrêt sur images ».



DÉRIVES

En revanche, si lui et quelques autres se sont mis en retrait depuis quelques années, c'est dans une volonté critique et politique. Ce retrait a pour visée d'alerter sur les dérives d'un instrument qui, selon le philosophe, capte aujourd'hui toute l'énergie sociale, concentre le pouvoir et homogénéise à l'excès.

Jacques Derrida rappelle le rôle joué par la télécommunication en général, les vidéocassettes notamment, dans l'accélération de l'histoire et, en particulier, dans l'accélération du processus de démocratisation des sociétés de l'Est. Mais les conformismes que la télévision encourage lui inspirent aujourd'hui de la méfiance.

Il faut penser ce qui n'est pas montré, dit le philosophe, et ce qu'on exclut. Le filtrage, les effets de prompteur – qu'il s'agisse du texte lu par le journaliste ou du contrôle exercé par le présentateur –, tout cela crée une situation artificielle, dans laquelle, sous l'apparence du dialogue, l'invité finit par se métamorphoser en relais de discours sociaux et politiques qui lui sont écrits ou soufflés.

Oui, pour Jacques Derrida, il est des choses dont il est difficile de parler à la télévision. Parce que celle-ci ne permet qu'un discours linéaire et semble interdire, par exemple, la superposition de plusieurs niveaux de lecture simultanés, l'entrelacement des commentaires sur la page imprimée auquel le philosophe avait pu se livrer dans *Glas* (éditions Galilée).

Cela dit, il n'en résulte nullement qu'il faille entourer la philosophie de la barrière de silence télévisuel dont elle est actuellement l'objet, sous prétexte qu'elle serait trop « difficile ». De son expérience du Greph (Groupe de recherches sur l'enseignement de la philosophie, réuni au début des années 80), Jacques Derrida a tiré la conviction qu'il est parfaitement possible d'aborder les questions les plus graves et les textes les plus durs avec des enfants de dix à douze ans.

Laure Adler réussit à faire passer dans cet entretien l'évidente sympathie qu'elle éprouve pour l'oeuvre du philosophe, tout en prévenant les doutes courtois de son hôte face à la caméra. Au-delà des limites de l'exercice, tous deux auront su donner au grand public le reflet d'une oeuvre féconde, aux accents de plus en plus autobiographiques, qui, outre sa profondeur réflexive, demeure un commentaire de notre temps.

Nicolas Weill

★ « Le cercle de minuit », France 2, mardi 23 avril à 0 h 45.

Hardy hard

par Luc Rosenzweig

C'ÉTAIT une de ces soirées de printemps dont on souhaiterait qu'elle ne finisse jamais. Au tintement joyeux de cloches des tarines et des abondances, vaches savoyardes saines de corps et d'esprit, répondait, de chaîne en chaîne les bonnes nouvelles clamées par les M. et Mme Météo : chacun était invité à sortir de son antre et à se court vêtir, car les températures du week-end allaient être *« quasi estivales »*.

Ce fond de l'air du temps n'avait pas échappé à Bruno Masure, qui une fois expédiées les nouvelles, hélas beaucoup moins réjouissantes, de son JT de France 2 du samedi soir, nous avait préparé une petite surprise. Il avait invité une petite camarade de génération, Françoise Hardy, au prétexte (fallacieux) qu'elle venait de mettre dans le commerce un CD méritant que l'on s'y intéresse. Il s'agissait en fait de démontrer qu'en matière de badinage printanier les « quinquas » étaient encore dans le coup. Dans le flirt, comme dans un article de journal, l'attaque est décisive. En homme de l'art, il lui posa un question fort banale, dite « d'approche », du genre *« Vous venez souvent ici ? »* Le bide. L'interpellée restait sur une prudente réserve, refusant de participer au marivaudage sautillant du présentateur vedette de la chaîne publique. La conclusion s'impose : Mme Hardy n'était pas d'humeur flirtante avec M. Masure, même si elle consentit, âprement sollicitée, à admettre du bout des lèvres que Bruno correspondait au type d'homme censé lui plaire, pas macho, sensible, etc.

Que ce cher Bruno se rassure, son charme personnel n'est nullement en cause : il avait affaire à une personne gravement traumatisée dans son adolescence. Alors que tous les garçons et les filles de son âge se promenaient dans la rue deux par deux, elle allait seule, dans les rues, l'âme en peine. Ses jours comme ses nuits étaient en tous points pareils, sans joie et pleins d'ennui. Personne ne murmurait *« Je t'aime »* à son réveil (en fait, elle souffrait du syndrome de la grande bringue poussée plus vite que ses partenaires potentiels, que les médecins soignent très bien aujourd'hui en prescrivant des stages de pom-pom girl chez les basketteurs). Ces carences affectives ne furent pas sans répercussions sur son développement intellectuel.

Devenue, faute de mieux, chanteuse yé-yé dans les années 60, à une époque où les générations, peu nombreuses, nées pendant la guerre réduisaient la concurrence à sa plus simple expression (on prend tout ce qui se présente), elle n'hésitait pas à sussurrer : *« C'est à l'amour auquel je pense, et que j'espère et que j'attends »*, au mépris de toute correction grammaticale. Comment voulez-vous qu'après cela, on soit sensible à l'œil de velours et au sourire enjôleur de Bruno Masure ? Pour le consoler, un dicton du type dont il nous gratifie trop souvent : *« En avril, si tu t'enhardis, tout file. »*.

MARDI 23 AVRIL

TF 1

12.15 Le Juste Prix. Jeu.
12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 *Les Feux de l'amour.* Série.
14.30 Dallas. Feuilleton. Le couple à la mode.
15.25 Hawaï police d'Etat. Série. Sombre dimanche.
16.30 Une famille en or. Jeu.
17.05 Rick Hunter, inspecteur choc. Série. Rêves brisés.
18.00 Sydney Police. Série. Des jours ordinaires.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Tiercé.

20.50

MON PÈRE, CE HÉROS
Film de Gérard Lauzier avec Gérard Depardieu, Marie Gillain (1991, 103 min). 170548
A quelques gags superflus près, c'est joliment observé côté psychologie des rapports père-fille adolescente.

22.40

LE DROIT DE SAVOIR
Urgences à Washington : l'hôpital de tous les dangers (85 min). 9843858
Chaque année, plus de 2800 personnes sont blessées par balles ou violemment agressées à Washington. pital est le seul hôpital public à accepter des patients sans assurance médicale privée.
0.05 Les Rendez-vous de l'entreprise. Lucien Douroux (Crédit agricole).
0.30 Le Médecin de famille. La procuration. Série.
1.25 Journal, Météo.

France 2

12.59 Journal.
13.45 Derrick. Série.
14.40 Le Renard. Série.
15.35 Tiercé. En direct d'Auteuil.
15.50 et 5.20 La Chance aux chansons. Folklores de France.
16.25 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.00 Quoi de neuf docteur ? Série [2/2]. Si on déménageait à Washington ?
17.30 C'est cool. Série. Ton ex pour la vie.
18.05 et 3.35 Les Bons Génies. Jeu.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits. La course automobile.
19.25 et 2.05 Studio Gabriel.
19.59 Journal, Météo.

20.55

LE BRAS DE FER
Film de Menahem Golan avec Sylvester Stallone (1986, 90 min). 6118762
Un routier renoue avec son jeune fils, qu'il n'a pas vu depuis son divorce, et devient champion de bras de fer.

22.35

ÇA SE DISCUTE
Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. Sommes-nous tous coupables ? (105 min). 8514410
Il y a les coupables, ceux qui ont commis un acte clairement identifié comme préjudiciable, et les autres, ceux qui sans être directement responsables, éprouvent un sentiment de culpabilité. ...
0.20 Journal, Bourse, Météo.
0.45 Le Cercle de minuit. Magazine. Entretien avec Jacques Derrida (80 min). 3827830
● [illegible] Lire ci-dessus.
2.30 Papy Pôle. 3.20 L'Aile et la bête. 4.10 24 heures d'infos. 5.50 Dessin animé.

France 3

13.10 La Boîte à mémoire.
13.40 Bean Fixe. Divertissement.
14.30 Félix le chat. Dessin animé.
14.48 Le Magazine du Sénat.
14.58 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale.
16.10 Doug. Dessin animé.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. *Quand l'ombre se détache du sol*, de Daniele Del Giudice.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

QUESTIONS POUR UN CHAMPION
Spécial langue française. Finale. Pays participants : Danemark, Turquie, Togo, Chine, Chili, Hongrie, Corée du Sud, Mali, Portugal, la Réunion (100 min). 624052
22.30 Journal, Météo.

23.00

COULEUR PAYS
Magazine. Programme des treize télévisions régionales (90 min). 57323
Au sommaire d'Aléas, le magazine de l'imprévisible diffusé dans la plupart des régions, Gueules noires de père en fils, *un film de Michel Van Zele qui, au travers d'archives inédites de la cinémathèque de Saint-Etienne, retrace deux destinées de mineurs.*
0.30 Sagachés (rediff.). 1.00 Sidamag (rediff.). 1.15 Dynastie. Un fils indigne. Feuilleton. 2.00 Musique Graffiti. *Concerto pour piano et orchestre n° 1*, extrait, de Tchaïkovski, par l'Orchestre de la radio de Moscou, sol. Mikhaïl Pletnev, dir. Vladimir Fedoseyev (20 min).

La Cinquième

13.25 La Grammaire impertinente. 13.30 Attention santé. 13.35 Déclics magazine. 14.00 Ellesmere, en haut du monde. 15.00 Arrêt sur images. 16.00 Le Palais Schönbrunn à Vienne. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Rintintin. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Mon héros préféré. Robinson Crusoé présenté par Daniel Picouly ● Lire notre article page 5. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Le Petit Vampire. Série [10/13]. L'étrange organiste, de Christian Görlitz, avec Jan Steilen (30 min). 8439
19.30 7 1/2. Magazine présenté par Dominique Bromberger (30 min). 1110
20.00 Archimède. Emission spéciale : Tchernobyl, dix ans après (30 min). 7323
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : MAÎTRESSES
Documentaire. J'ai un amant, se disaient-elles, de Marie-France Collard (75 min). 383743
Marie-France Collard raconte l'histoire des amours clandestines de cinq femmes : les premiers rendez-vous, le plaisir, la culpabilité, le regard de la société, les espoirs déçus ou comblés...

22.00

SOIRÉE THÉMATIQUE : SAMUEL BECKETT
22.01 La Dernière Bande. Pièce de Samuel Beckett, mise en scène de l'auteur (v.o., 59 min). 100088694
23.00 Calme et silence. Documentaire de Sean Mordha (85 min). 754526
0.25 Quoi où ? Pièce de Samuel Beckett, mise en scène de l'auteur (15 min). 5767043
0.40 ...que nuages... Pièce de Samuel Beckett, mise en scène de l'auteur (20 min). 9682694
1.00 Quad I et II. Mise en scène de Samuel Beckett (10 min). 9890304
1.10 Nacht und Träume. Mise en scène de Samuel Beckett (15 min). 2470675
1.25 Ascension express. Téléfilm de Nicolas Ribowski, avec Samuel Labarthe, Antoine Dulery (75 min, rediff.).

M 6

13.25 Le Testament du coeur. Téléfilm de Rod Holcomb (90 min). 3729491
Une jeune femme, atteinte d'un mal incurable, demande à sa meilleure amie de s'occuper de sa petite fille après sa mort.
15.00 Deux flics à Miami. [2/2].
16.30 Hit Machine. Variétés.
17.00 Filles à papas. Série.
17.30 Studio Sud. Série.
18.00 Models Inc. Série.
19.00 Code Quantum. Série. Le bien et le mal.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 et 0.15 Rallye de Tunisie.
20.05 Notre belle famille.
20.35 E = M 6 junior. Magazine. Les abeilles.

20.50

LES VOYAGES DE GULLIVER ■
Film américain de Jack Sher avec Kerwin Mathews, Jo Morrow (1960, 94 min). 340588
On se laisse séduire par l'aspect merveilleux des effets spéciaux de Ray Harryhausen.

22.40

DEUX BELLES EN CAVALE
Téléfilm de Burt Brinckerhoff, avec Phylicia Rashad, Dyan Cannon (90 min). 8295439
Deux femmes, incarcérées à tort dans une prison de Louisiane, s'évadent, menottes aux poignets, a la faveur d'un transfert. La cavale commence pour les deux fugitives...
0.20 Zone interdite (rediff.). Magazine de Patrick de Carolis (110 min). 4467491
2.10 Best of 100% français. Musique. 3.40 Jazz 6. Magazine. 4.35 Culture pub. Magazine (25 min).

Canal +

10.55 Le Nez au vent ■ Film de Dominique Guerrier (1995, 91 min). 14109238
▶ En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.45 Riaba, ma poule ■ Film d'Andreï Konchalovsky (1994, 112 min). 1709323
15.35 L'Œil du cyclone (rediff.). Magazine.
16.05 Sans aucune défense ■ Film de Martin Campbell (1993, 104 min). 2593472
18.00 Le Dessin animé. Iznogoud.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.24 Help ! Série.
18.35 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

UNE FEMME FRANÇAISE ■
Film de Régis Wargnier (1994, 95 min). 854385
Fresque romanesque. Un beau rôle pour Emmanuelle Béart. Toutes les qualités du style Wargnier.
22.10 Flash d'information.

22.15

BÉBÉ PART EN VADROUILLE
Film de Patrick Read Johnson avec Joe Mantegna, Lara Flynn Boyle (1994, v. o., 95 min). 274385
Un bébé de neuf mois qui trouve sa vie monotone est enlevé par des gangsters.
23.50 The Mangler ■ Film de Tobe Hooper avec Robert Englund, Ted Levine (1994, 106 min). 2388439
1.35 Circuit Carole ■ Film d'Emmanuelle Cuau avec Bulle Ogier (1995, 70 min). 7021762
2.45 Surprises (15 min).

Radio

France-Culture

20.30 Archipel science.
21.30 Grand Angle. (rediff.). Tu épouseras la terre, mon fils.
22.40 Nuits magnétiques. Les cafés (1).
0.05 Du jour au lendemain. Luc Ferry (L'Homme-Dieu ou le sens de la vie). 0.50 Coda. Henri Texier. Le parcours d'un passeur de jazz (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). L'Image dans le tapis, de Henry James ; 1.55, Le Vietnam traversé ; 3.26, Roland Tech (Moine zen en Occident) ; 3.56, De Bagdad à Cordoue : l'odyssée de la philosophie arabe (5) ; 4.23, Voyage au pays des Maures (5) ; 4.52, L'Europe et l'Afrique 1880-1914.

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 5 février 1994 au centre Woodruff à Atlanta en Géorgie, par l'Orchestre symphonique d'Atlanta, dir. Yoel Levi : Ash, de Torke ; Concerto pour clarinette et orchestre, de Copland ; Les Planètes, de Holst.
22.00 Soliste. Robert Casadesus.
22.30 Musique pluriel. La voce delle nuvole che non ci sono più (la voix des nuages qui ne sont plus) pour récitant et clarinette basse, de Campogrande, par l'Ensemble Toujours Ensemble ; O King, pour soprano et ensemble (version initiale de 1968), de Berio, par The Musicians' Accord ; Œuvres de Arrigo.
23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Corelli, Dvorak, Prague, Schubert.
0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Boudounis (Grèce), Scarlatti (Etats-Unis), Piazzolla (Uruguay/Canada), Dragonetti (Croatie/Japon). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Concert. Enregistré le 9 décembre 1995, au Théâtre de la ville par Elisabeth Leonskaïa, piano : Sonate n° 21 D 960, de Schubert ; Carnaval op. 9, de R. Schumann.
22.35 Archives. Wilhelm Furtwängler, chef d'orchestre. Don Juan, poème symphonique op. 20, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Berlin ; Lieder eines fahrenden Gesellen, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, Dietrich Fischer-Dieskau, baryton ; Symphonie n° 4, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Berlin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Envoyé spécial. (Rediff. de France 2 du 18/4/96).
21.30 Perfecto.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Bas les masques. (Rediff. de France 2 du 17/4/96).
23.50 Viva.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.05 Himalaya. [12/13] L'Everest, sommet de légende.
20.35 Capitales en guerre. [1/4] Paris, l'outragée.
21.30 Portrait de Bruno Bettelheim. [2/4] Marcia, la forteresse vide.
22.30 Pêche au gros. [9/12] Marlin open 1995.
23.20 La Route de Bolivar. [2/2] Profil d'un continent.

Paris Première

20.00 20 h Paris Première.
21.00 Jean-Edern's Club.
21.55 Premières loges.
22.25 Faisons un rêve ■ ■ ■ Film de Sacha Guitry (1936, N., 80 min) 88287858
23.45 Totalement cinéma.
0.10 Velvet Jungle Sessions. Luther Allison.

France Supervision

19.50 Basket ball
21.30 Voile.
21.45 CinéActu.
22.00 Les Grands Courants de l'art italien. Venise : Le Titien et la peinture vénitienne.
22.40 Cap'tain Café. Invité : Lokua Kanza.
23.40 Tennis de table.
0.40 Concert : Festival de jazz du Mans (60 min). 83398908
1.40 Ecran large (30 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Les Plaisirs de Paris Film de Ralph Baum (1952, N., 85 min) 80444472
21.55 Galia ■ Film de Georges Lautner (1965, N., 105 min) 36659846
23.40 Amis pour la vie ■ ■ Film de Franco Rossi (1955, N., 95 min) 34432728

Ciné Cinémas

20.30 Le Ciel de Paris ■ ■ ■ Film de Michel Bena (1991, 80 min) 35430656
21.50 Running Man ■ Film de Paul Michael Glaser (1987, v.o., 100 min) 85327656
23.30 Amis et ennemis Film d'Andrew Frank (1992, 105 min) 97792089

Série Club

20.20 Skippy le kangourou. L'épidémie.
20.45 et 23.45 Jake Cutter. La dame et le tigre.
21.30 Le Club.
21.40 et 1.00 Jim Bergerac.
22.30 Sueurs froides. La sublime aventure.
23.00 Mission impossible.

Canal Jimmy

21.00 Friends. Celui qui est perdu.
21.25 Bugatti's Follies. De René Letzgus.
22.15 Chronique bakélite.
22.20 Earth Two. Les leçons de la vie.
23.10 Cambouis.
0.00 Absolutely Fabulous. L'hôpital.
0.35 Country Box.
1.05 Le Frelon vert. Meurtre à distance.
1.30 Route 66. Le défi (55 min).

Eurosport

10.30 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Monte-Carlo. Premier tour (420 min). 52174138
19.55 Basket-ball. En direct de l'Astroballe de Villeurbanne. Championnat de France Pro A. 29e journée. Villeurbanne-Limoges (95 min). 3034304

Les films sur les chaînes européennes

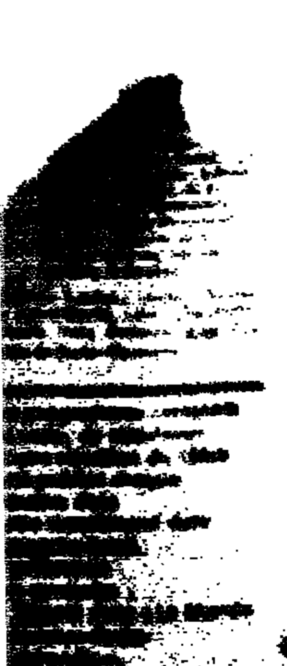
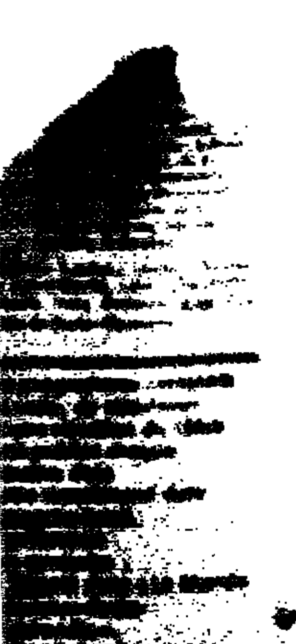
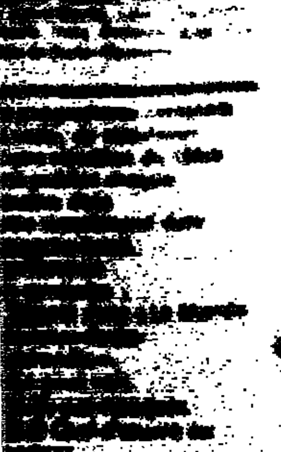
RTL 9

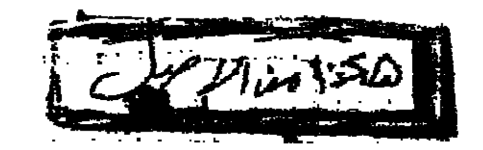
19.30 20.30 La Tour infernale. Film d'Irwin Allen et John Guillermin (1974, 165 min). Avec Paul Newman. *Aventures.*
23.20 Les Coulisses de l'exploit. Film de John Sayles (1988, 125 min). Avec John Cusack. *Drame.*
1.40 Non coupable. Film d'Henri Decoin (1947, N., 95 min). Avec Michel Simon. *Drame.*

TMC

20.35 Ivanhoé. Film de Richard Thorpe (1952, 105 min). Avec Robert Taylor. *Aventures.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde

MARDI 23 AVRIL 1996

La France attend de Bruxelles une prise de position sur la consommation des abats

LA CRISE de la « vache folle » continue d'alimenter une forte activité diplomatique. A Moscou, en marge du sommet consacré à la sûreté nucléaire, les quatre dirigeants européens membres du G7 se sont réunis vendredi 19 avril sur ce thème à la demande du premier ministre britannique, John Major. Londres réclame toujours de l'Union européenne la levée de l'embargo frappant son cheptel bovin et les produits dérivés de ces animaux, embargo qu'elle juge *« illégal »*. La Grande-Bretagne devrait faire connaître avant le 30 avril les modalités précises et officielles du plan d'abattage des bovins britanniques.

Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, a confirmé dimanche 21 avril sur TF 1 que, pour la France, une levée de cet embargo n'était pas, pour l'heure, envisageable. M. Vasseur a notamment indiqué que des discussions avec les Britanniques allaient s'engager sur les produits dérivés dont le comité scientifique vétérinaire de l'Union européenne estime qu'ils doivent aujourd'hui être considérés comme potentiellement dangereux (*Le Monde* daté 20-21 avril).

Au-delà, la France accorde aujourd'hui la plus grande attention à la question des abats. *« Nous allons demander à la Commission européenne de prendre rapidement et clairement position sur cette question. Nous souhaitons en effet que Bruxelles fasse une lecture dénuée de toute ambiguïté des recommandations faites début avril par les experts réunis à Genève par l'OMS »*, fait-on valoir de source gouvernementale française.

Avant la crise, la seule réglementation en la matière était celle définie par le code zoo-sanitaire international. Ce code, daté de janvier 1985, précise de quelle manière on peut obtenir *« une élimination de tout risque, fût-il théorique, de contamination pour l'homme et les animaux »*. Il souligne que les restrictions alimentaires concernant les abats (encéphale, moelle épinière, amygdales, thymus, rate et intestins) ne doivent s'appliquer que *« là où la maladie sévit avec une incidence élevée ou là où l'examen des facteurs de risques laisse à penser qu'un nombre non négligeable de cas pourraient apparaître »*.

Cette formulation préventive est aujourd'hui au centre d'un sérieux quiproquo scientifique et commercial. Un groupe d'experts de l'OMS a en effet estimé début avril que les pays où la maladie bovine existait de manière sporadique *« ne devraient pas permettre que des tissus susceptibles de contenir l'agent pathogène soient introduits dans quelque chaîne alimentaire que ce soit, humaine ou animale »*. A la suite de ces recommandations, le gouvernement français avait fort prudemment décidé la destruction des abats des bovins nés avant août 1991, une mesure qui peut jeter la suspicion sur l'ensemble des animaux.

Une autre lecture des recommandations de l'OMS veut que tous les pays qui ont été amenés, parfois courageusement, à révéler l'existence de cas de « vache folle » sur leur territoire (la France, le Portugal, la République d'Irlande, l'Allemagne et la Suisse) proscrivent donc toute consommation d'abats bovins. La France entend que Bruxelles fasse sur ce point, d'urgence, la lumière.

Jean-Yves Nau

La mort de Robert Hersant fragilise son groupe de presse

Plusieurs concurrents s'intéressent aux journaux régionaux et parisiens de la Socpresse

ROBERT HERSANT avait été frappé par la mort de Robert Maxwell : en quelques semaines, l'empire du patron du *Daily Mirror* s'est écroulé, après la disparition de ce flamboyant homme de presse. Robert Hersant n'est pas Robert Maxwell, mais il est difficile de prévoir quels contours aura son groupe au lendemain de sa mort. Le plus grand groupe de presse français s'est construit, à force d'emprunts et d'une volonté sans faille, sur un terrain fragile, qui se dérobe depuis le début des années 90. Depuis cette date, depuis l'échec de La Cinq, notamment, le groupe sonne le repli.

La Cinq était pour Robert Hersant une apothéose, le couronnement de décennies de luttes industrielles et politiques, le moyen de rejoindre un autre bâtisseur d'empire : Rupert Murdoch. Il mettra toute son énergie et beaucoup d'argent dans cette chaîne de télévision, avant d'abandonner ses dettes et le soin de fermer l'antenne à Jean-Luc Lagardère, patron de Matra-Hachette. Retiré de La Cinq, son groupe a dû affronter la récession publicitaire des années 90. Entre 1990 et 1993, les recettes publicitaires du *Figaro* ont chuté de près d'un milliard de francs. Fin 1993, l'endettement du groupe était de près de 4 milliards de francs, sur un chiffre d'affaires de 6 milliards.

DES CESSIONS MULTIPLES

Depuis l'heure est à la vente, au *«délestage d'actifs non stratégiques»*. Et – nouveauté – Robert Hersant semblait prendre un certain goût à ces cessions, épaulé par le redoutable négociateur qu'est Yves de Chaisemartin, son bras droit, également vice-président du *Figaro*. Il s'est délesté du réseau de radio de Fun, de ses magazines grand public – dont un titre-symbole, *l'Auto-Journal*, sur lequel il a bâti son empire –, de ses journaux des pays de l'Est.

Dans le même temps, comme une salve d'honneur, il s'est emparé du *Courrier de l'Ouest* et du *Maine libre*.Son fils Philippe, à la tête de France-Antilles, a acquis, au prix fort, *Les Dernières nouvelles d'Alsace*. Il est en train de céder ses actions du *Midi-Libre*, pour environ 250 millions de francs. Dans tous les cas, il a réussi à en tirer un bon prix.

Les différentes cessions ont rapporté un milliard de francs qui devraient permettre de réduire l'endettement bancaire. Mais le groupe ne peut plus compter sur l'appui et sutout la compréhension des banquiers, eux-mêmes en difficultés, comme le Crédit Lyonnais ou l'UIC. La mort de l'ami de Robert Hersant, le banquier Jean-Marc Vernes, qui avait notamment financé le rachat des *Dernières nouvelles d'Alsace*, risque d'envenimer la situation.

L'empire bâti par Robert Hersant était celui d'un seul homme. Avant sa mort, Robert Hersant avait pris ses dispositions pour l'avenir de son groupe. Elles devaient être annoncées dans la journée du lundi 22 avril. Robert Hersant a veillé à assurer un patrimoine de ses enfants. La famille détient aujourd'hui 100 % de la Socpresse.

Un empire familial

ROBERT HERSANT

SOCPRESSE		FRANCE-ANTILLES
Presse quotidienne régionale -Presse-Océan -Nord-Eclair -Nord-Matin -Dauphiné libéré *Lyon-Matin* *Indépendant du Haut-Jura* -Progrès *Bien public* -Maine libre -Courrier de l'Ouest -Midi libre -Courrier de Saône-et-Loire -Est républicain	Presse parisienne -Figaro, Aurore et suppléments -Paris-Turf -France-Soir	Presse quotidienne régionale -Paris-Normandie -Union de Reims -Presse DOM-TOM -France-Antilles -Le Havre-Presse -Dernières Nouvelles d'Alsace

Robert Hersant a créé des sociétés où sa famille est fortement représentée. La Socpresse et France-Antilles contrôlent aussi la régie publicitaire, Publiprint, et deux journaux à l'étranger, Le Soir *en Belgique et* Rzepopolite *en Pologne.*

Une partie des anciens journaux de Robert Hersant appartient depuis la fin des années 80 à France-Antilles, propriété de son fils Philippe. Juridiquement, ces deux sociétés – Socpresse et France-Antilles – ne sont pas liées. Robert Hersant avait toujours su entourer de flou ses comptes, chiffres d'affaires et résultats. Certains de ces résultats n'ont jamais été publiés, alors que la loi l'oblige.

Comment va se faire la répartition ? Il semble difficile que la famille conserve l'ensemble du groupe. France-Antilles devrait être maintenu mais ne restera sans doute pas dans sa configuration actuelle. Plusieurs grands groupes de presse régionale, et notamment *Ouest-France* (Rennes) et *La Voix du Nord* (Lille) observent la carte de France et lorgnent plusieurs titres du groupe, en y incluant les journaux de France-Antilles.

La vente du *Progrès* de Lyon et du *Dauphiné Libéré* (Grenoble) est attendue depuis plusieurs années. Havas manifeste depuis deux ans son intérêt pour le rachat de ces deux titres. Le groupe présidé par Pierre Dauzier négocie actuellement le rachat de 10 % des 37 % du capital que détenait le groupe Hersant dans le groupe montpelliérain Midi libre. Mais Havas dément avoir progressé en ce qui concerne la reprise du *Progrès* et du *Dauphiné libéré*.

Le président de la République, Jacques Chirac, ne reste pas indifférent au sort de la presse en général et de la presse régionale en particulier : il pousserait donc son ami Pierre Dauzier à reprendre plusieurs quotidiens régionaux du groupe. Mais depuis les bouleversements du paysage médiatique français et européen, notamment depuis l'alliance scellée début avril entre Bertelsmann et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), on attend les réactions du groupe Havas à propos de la télévision numérique.

Or, à chaque fois que ce dernier a manifesté son intérêt pour la presse régionale, cela a affecté son cours de bourse.

Enfin, la vente du *Figaro* à Bernard Arnault, PDG de LVMH, déjà propriétaire de *La Tribune Desfossés*, est une hypothèse souvent évoquée. Selon le vice-PDG du *Figaro*, Yves de Chaisemartin, le journal a été bénéficiaire en 1995. Le quotidien de la rue du Louvre suscite des convoitises. En revanche de nombreuses inconnues grèvent l'avenir de *France-Soir* lourdement déficitaire.

Alain Salles

Vive hausse du franc

LES VALEURS FRANÇAISES ont débuté la semaine en hausse à la Bourse de Paris. En progression de 0,43 % au début des échanges, l'indice CAC 40 gagnait 0,8 % à 2 109,62 points aux alentours de 12 h 30. Le franc était en nette hausse face à la monnaie allemande, s'inscrivant à 3,3852 francs pour un deutschemark, son plus haut niveau depuis l'automne 1993. La devise française bénéficiait de la reprise du dollar vis-à-vis du deutschemark. Le billet vert s'échangeait à 1,5160 mark, 106,65 yens et 5,1327 francs, soutenu par les déclarations du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, estimant que la hausse du dollar *« ne devait pas en rester là »*. Le franc profitait également de la hausse de la lire à la suite du résultat des élections législatives. La devise italienne cotait 1 028 lires pour un mark. Sur le marché obligataire, le contrat notionnel du Matif était orienté à la hausse. L'échéance juin gagnait 36 centièmes à 123,08. Les opérateurs ont bien accueilli la baisse du taux de base bancaire annoncé par la Société générale de 0,25 point à 6,75 %, à compter du 23 avril. Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo avait terminé la séance en nette hausse. L'indice Nikkei a gagné 1,10 % à 22 123,89 points.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	22/04 Titres échangés	Capitalisation en KF
Eaux (Gle des)	266572	149968420
Alcatel Alsthom	162381	78127195,50
LVMH Moet Vuitton	55038	71290196
Elf Aquitaine	152177	57567599,30
Carrefour	13838	53041439
Peugeot	70826	52539293
Schneider SA	206872	51047262,20
Axa	165393	50491369,80
Societe Gale A	86616	49277058
Danone	61051	48222202

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 22 avril, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	21883,80	+0,33	+11,35
Honk Kong index	10818,50	−0,83	+8,20

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 19/04	Var. en % 18/04	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	2092,45	+0,31	+11,78
Londres FT 100	3847,70	+0,71	+4,29
Zurich	—	—	+14,12
Milan MIB 30	—	—	+11,60
Francfort Dax 30	2528,63	−0,27	+12,19
Bruxelles	1720,87	−0,24	+10,33
Suisse SBS	—	—	−2,79
Madrid Ibex 35	—	—	+9,86
Amsterdam CBS	—	—	+12,97

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 19/04	% 18/04	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	339,5000	+0,08	327	351
Écu	6,3575	+0,12	—	—
États-Unis (1 usd)	5,0935	−0,50	4,8200	5,4200
Belgique (100 F)	16,5255	+0,06	15,9500	17,0900
Pays-Bas (100 fl)	303,5700	+0,05	—	—
Italie (1000 lir.)	3,2545	−0,12	3	3,5000
Danemark (100 krd)	88,0100	+0,14	82	92
Irlande (1 iep)	8,0055	+0,09	7,5900	8,3400
Gde-Bretagne (1 L)	7,7445	+0,21	7,3000	8,1500
Grèce (100 drach.)	2,1175	+0,17	1,8500	2,3500
Suède (100 krs)	76,1700	+0,33	69	79
Suisse (100 F)	418,8800	+0,58	403	427
Norvège (100 k)	78,7200	+0,06	72,7000	81,7000
Autriche (100 sch)	48,2700	+0,07	46,7000	49,8000
Espagne (100 pes.)	4,0715	−0,01	3,7600	4,3600
Portugal (100 esc.	3,3050	[illegible]	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	3,7365	−1,08	3,4800	4,0800
Japon (100 yens)	4,7701	+0,40	4,4700	4,8200

PARITES DU DOLLAR	22/04
FRANCFORT : USD/DM	1,5085
TOKYO : USD/Yens	107,1200

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 19/04	Taux jour le jour	Taux 10 ans
France	3,75	6,51
Allemagne	3,25	6,40
Grande-Bretagne	5,88	8,12
Italie	9,75	10,46
Japon	0,47	3,34
États-Unis	5,19	6,57

MATIF

Échéances 19/04	volume	dernier prix
NOTIONNEL 10 %		
Juin 96	128345	122,40
Sept. 96	1287	121,12
Déc. 96	202	119,80
Mars 97	—	—

Tirage du Monde daté dimanche 21-lundi 22 avril 1996 : 528 796 exemplaires.

« Le roi de la communication »

ALAIN PEYREFITTE, à la première page du *Figaro* du 22 avril, évoque *« le roi de la communication qui communiquait fort peu »*. L'académicien, président du comité éditorial du quotidien, précise que Robert Hersant *« se mit à racheter des journaux les uns après les autres... Il ne perdait pas en longues études de marché, en numéro zéro. Il avançait au doigt mouillé : on verra en marchant. »*

Dans le même journal, Jean d'Ormesson explique : *« Robert Hersant était un adversaire ; il était devenu un ami. »* Le directeur général du *Figaro*, au moment où ce journal a été racheté, évoque cette année 1975 et les *« aventures tragiques et comiques qui rempliraient des pages »* au moment de la succession de Jean Prouvost. Puis il assure que *« Robert Hersant était un homme direct, courageux, attachant, sympathique. Il laissait à ses journalistes la plus entière liberté. Raymond Aron avait quitté le journal parce qu'il craignait des interventions constantes du propriétaire dans la rédaction. Ces interventions se sont réduites au plus strict minimum. Je souhaite à tous les journalistes d'avoir un patron de presse tel que Robert Hersant. »*

Franz-Olivier Giesbert, directeur de la rédaction du *Figaro*, reconnaît en dernière page de ce quotidien qu'il s'était trompé sur le caractère de son *« patron »* avant de le fréquenter, avant de découvrir qu'il était *« d'abord un journaliste. Pas un industriel, mais un artisan comme nous tous »*. Il écrit : *« R. H. détestait les curées et les hallalis. Il exécrait les campagnes de presse – contre Valéry Giscard d'Estaing aussi bien que contre François Mitterrand. Il ne voyait pas, c'est vrai, au nom de quel principe son journal aurait tartiné indéfiniment sur l'affaire de l'Observatoire ou la francisque de l'ancien président. Combattre les idées, c'est une chose, disait-il volontiers. Mais pensez toujours à l'homme qui pleure sous toute cette boue. »*

La version du fils de Régine diffère de celle d'American Airlines

LE FILS *de la chanteuse Régine, Lionel Rotcage, a donné de l'incident* qui l'a conduit entre les mains du FBI américain une version sensiblement différente de celle des autorités américaines (*Le Monde* du samedi 20 avril). Interrogé dans *Le Journal du dimanche* du 21 avril, Lionel Rotcage affirme n'avoir jamais menacé de mort l'hôtesse de la compagnie American Airlines qui lui demandait d'éteindre sa cigarette. *« J'ai exigé,* dit-il, *un peu de respect pour l'être humain et le client que j'étais. Et c'est bien tout. »* Il ajoute que l'incident était clos depuis plusieurs heures quand il a eu la surprise d'être débarqué à Boston et remis entre les mains de la police. *« Je pense,* ajoute le fils de la chanteuse, *avoir été victime du mauvais climat qui règne au sein des compagnies américaines. Suite aux difficultés financières, elles ont obtenu de leurs employés qu'ils acceptent une baisse de salaire... Avec mon histoire, cet équipage a trouvé, à mon sens, l'occasion de prouver qu'il fait bel et bien un métier compliqué. Je veux bien le croire, mais rien ne justifiait qu'on nous parle comme on l'a fait. »*

Pour sa part, Régine affirme avoir refusé l'arrangement à l'amiable qu'on lui proposait. L'affaire devrait être jugée au début du mois de mai.

■ **ESPACE : la fusée européenne Ariane a mis sur orbite**, dimanche 21 avril à 0 h 56 (heure de Paris), le satellite de télécommunications MSAT-1. Propriété de la société canadienne TMI Communications, ce satellite de 2,9 tonnes et d'un coût global (lancement et assurance compris) de 220 millions de dollars, est destiné à fournir, pendant dix ans, des services de communications pour tous types de véhicules terrestres, maritimes ou aériens, dans toute l'Amérique du Nord.

